

REVUE DES DEUX MONDES

REVUE MENSUELLE FONDÉE EN 1829

Président d'honneur : Marc Ladreit de Lacharrière,
membre de l'Institut

« Une crise ne devient catastrophique que si nous y répondons par des idées toutes faites. »

Hannah Arendt

OCTOBRE 2020

La haine d'Israël

Par Pascal Bruckner, Boualem Sansal,
Franz-Olivier Giesbert, Ran Halévi,
Charles Enderlin, Elie Barnavi,
Georges Bensoussan, Irène Saya...

PENSER LA CRISE les leçons de **Hannah Arendt**

Par Michela Marzano, Bérénice Levet,
Sébastien Lapaque



REVUE DES DEUX MONDES

Éditorial

- 4 | Derrière la haine d'Israël
› Valérie Toranian

Dossier | Penser la crise avec Hannah Arendt

- 10 | Hannah Arendt et l'événement : la crise comme expérience de la réalité
› Michela Marzano
- 15 | Hannah Arendt aux racines du mal contemporain
› Bérénice Levet
- 23 | Hannah Arendt parmi les siens
› Sébastien Lapaque

Dossier | La haine d'Israël

- 32 | La nouvelle élection d'Israël
› Ran Halévi
- 44 | « Sionisme, ADN criminel de l'humanité »
› Pascal Bruckner
- 50 | La déraison antisioniste, une idéologie meurtrière.
Ses manifestations à l'école
› Irène Saya
- 58 | La détestation d'Israël sur le Net
› Marc Knobel
- 62 | De l'antisionisme
› Élie Barnavi
- 71 | Face à l'« antisémitosionisme ».
Comment je suis devenu juif
› Franz-Olivier Giesbert
- 78 | L'antisémitisme arabo-musulman et la faillite du monde
› Boualem Sansal
- 85 | Au Moyen-Orient, la rivalité entre sunnites et chiites
a éclipsé le conflit israélo-palestinien
› Renaud Girard
- 93 | Charles Enderlin. « Il est du droit de tout juif de se déclarer non-sioniste »
› Valérie Toranian
- 99 | Les racines oubliées d'une « passion progressiste »
› Georges Bensoussan
- 109 | Le boycott, voie sans issue
› Annick Steta

- 117 | De fiel et de miel : le Quai d'Orsay et Israël
› Jacques Tarnero
- 126 | Psychopathologie de la détestation d'Israël
› Michel Gad Wolkowicz

Littérature

- 134 | Un voyage à Douala
› Anne-Sophie Stefanini
- 141 | *Homo medicandus* sauve des vies
› Sébastien Lapaque
- 146 | François Mauriac. Le salut en politique
› Éric Roussel
- 152 | Mauriac, chroniqueur mélancolique
› Frédéric Verger
- 156 | Ces infréquentables Goncourt
› Robert Kopp
- 164 | Maryse Choisy, championne oubliée du journalisme d'immersion
› Olivier Cariguel
- 168 | Marcel Pagnol et les moralisateurs
› Karin Hann

Critiques

- 174 | **LIVRES** – Port-Royal des Champs au prisme de son jardin
› Eryck de Rubercy
- 176 | **LIVRES** – Du bon usage des vertus sur le sol français
› Patrick Kéchichian
- 179 | **LIVRES** – Degas de France
› Stéphane Guégan
- 182 | **LIVRES** – Napoléon devant l'océan
› Michel Delon
- 184 | **FILMS** – Trois écrivains
› Richard Millet
- 187 | **MUSIQUE** – Le grandiose et douloureux destin du pianiste Leon Fleisher
› Olivier Bellamy
- 190 | **DISQUES** – Multitudes intimes
› Charles Ficat
- 192 | **EXPOSITIONS** – Turner, le paysage comme histoire
› Bertrand Raison

Les revues en revue

Notes de lecture

Éditorial

Derrière la haine d'Israël

L'antisionisme est « une incroyable aubaine », écrivait Vladimir Jankelévitch : « Car il nous donne la permission – et même le droit, et même le devoir – d'être antisémite au nom de la démocratie ! L'antisionisme est l'antisémitisme justifié, mis enfin à la portée de tous. Il est la permission d'être démocratiquement antisémite. Et si les juifs étaient eux-mêmes des nazis ? Ce serait merveilleux. Il ne serait plus nécessaire de les plaindre : ils auraient mérité leur sort. (1) »

Paradoxalement, alors qu'Israël est en train de normaliser ses relations avec les États arabes sunnites voisins (la signature récente de l'accord avec les Émirats arabes unis en atteste), alors que la cause palestinienne est de moins en moins la cause des pays arabes, la détestation d'Israël est toujours aussi vivace dans de nombreuses franges de notre société. On ne parle pas ici d'une critique du gouvernement, de ses dirigeants, ou de tel ou tel aspect de sa politique. Cette critique existe, tant mieux, et les Israéliens, citoyens de la seule véritable démocratie dans la région, sont les premiers à se déchirer sur les orientations de leur gouvernement, sur la politique de Benyamin Netanyahu, comme ils l'ont fait à d'autres époques avec d'autres dirigeants. Non,

il s'agit bel et bien d'une impossibilité de reconnaître Israël comme foyer national légitime du peuple juif, et de reconnaître son droit à vivre en sécurité dans ses frontières.

Après Auschwitz, l'antisémitisme était devenu tabou. Le nazisme l'avait « disqualifié » à jamais. Mais la création de l'État hébreu en 1948 a changé la donne. « À l'image du bon juif, humble et persécuté, s'est substituée celle du colon arrogant et agressif, écrit Pascal Bruckner. On admire le premier, déraciné, vagabond, témoin exemplaire de la condition humaine ; on le vomit normal, citoyen ordinaire d'une nation qui défend chèrement sa peau. » État-nation revendiqué à l'heure où les démocraties occidentales sont séduites par le multiculturalisme, peuple de l'enracinement et de la tradition, Israël semble du mauvais côté de l'histoire.

À quel autre peuple réserve-t-on cette proscription, ce bannissement moral unique ? Ce que Ran Halévi nomme « la nouvelle élection » d'Israël : « À l'heure de la “diversité heureuse”, [...] un État-nation fondé sur l'ethnie et cimenté par un principe national [...] ne peut qu'être intrinsèquement raciste. » Élie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France, le note : « Comme l'ont bien vu Pierre-André Taguieff et Alain Finkielkraut, on haïssait les juifs au nom de leur race ; il est de bon ton désormais de les haïr au nom de l'antiracisme. Il n'y a pas d'insulte plus infamante dans le monde arabe que de se faire traiter de juif ou de sioniste, les deux termes étant exactement équivalents. Les pouvoirs, souvent des dictatures, ont besoin de la haine des juifs et d'Israël, “ce puissant aphrodisiaque du monde arabe”, selon la formule du roi du Maroc Hassan II, pour servir de chiffon rouge à la rue lorsque leur légitimité est contestée. Et elle l'est grandement depuis les “printemps arabes”. » Pour Renaud Girard cependant, « la première reconnaissance d'Israël par un État arabe du Golfe [*les Émirats arabes unis*] demeure une nouvelle stratégie importante. Elle signale qu'au Moyen-Orient la thématique du conflit israélo-palestinien a été éclipsée par celle de la rivalité sunnites-chiites. » La rhétorique anti-Israël est désormais soutenue par l'axe chiite, formé de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie et du Liban.

Plus près de chez nous, comment ne pas s'inquiéter avec Boualem Sansal de la progression de l'antisémitisme arabo-musulman dans le monde occidental pourtant « nourri aux Lumières » ? Dans les quartiers populaires en France, un antisémitisme alimenté par des prêches islamistes et les télévisions par satellite s'exhibe sans complexe. Sur Internet, durant la première moitié de l'année 2019, les contenus liés à la haine d'Israël augmentent de 79 % et ils constituent 39 % des contenus antisémites sur le Net. Par l'assimilation directe d'Israël à l'Allemagne nazie et de l'ensemble des juifs à la politique criminelle de l'État hébreu. Face à certaines classes de plus en plus hostiles, les enseignants sont soit dans la complaisance idéologique soit désemparés et sommés de ne surtout « pas faire de vagues ».

Le sionisme, écrit Élie Barnavi, est perçu « comme la manifestation contemporaine ultime de l'aspiration occidentale à dominer le cœur du monde islamique et arabe. » Israël, incarnation ultime du mâle blanc dominant ? « Rien ne justifie que l'on confonde la politique des gouvernements d'Israël avec son idéologie fondatrice. Après tout, les méfaits du colonialisme français n'ont pas frappé d'illégitimité la France. »

Pour Charles Enderlin, « il est du droit de tout juif de se déclarer non-sioniste, voire antisioniste, et de refuser l'idée selon laquelle un juif a le droit de devenir israélien en immigrant en Israël. C'est une position politique qui n'a rien à voir avec l'antisionisme des djihadistes et des identitaires, qui n'est autre que de la haine antijuive ».

En 2020, Israël et les juifs ne sont jamais loin lorsqu'il s'agit de dérouler des théories complotistes. Qu'elles soient politiques, internationales, économiques, financières. Et même sanitaires...

Hannah Arendt peut-elle nous aider à penser la crise ?

Sans aucun doute, répond la philosophe Michela Marzano, car elle est par excellence la philosophe de l'événement : « à chaque époque, l'être humain, s'il abandonne la pensée, est menacé de ne plus être capable de distinguer vérité et mensonge. La manipulation n'est pas seulement une tentation du pouvoir totalitaire, elle est aussi une démission du sujet, qui peut être pris dans le cercle infernal de l'obéissance au pouvoir établi, qu'il soit politique, économique ou médiatique ».

« Lire Arendt, écrit à son tour Bérénice Levet, dans ce moment d'entre-deux qui est le nôtre, c'est concevoir une philosophie, et une politique, à hauteur d'homme, loin des furies constructivistes des apôtres du “monde d'après”. » C'est réapprendre « à articuler la liberté et le donné de l'existence ». « À l'heure où l'homme se trouve rétréci aux dimensions de ses appartenances les plus particulières, [...] vivre et penser en compagnie d'Arendt, c'est être rapatrié sur Terre dans le chatoiement des êtres et des choses. »

Valérie Toranian

1. Vladimir Jankélévitch, *L'Imprescriptible. Pardonner? Dans l'honneur et la dignité*, Seuil, 1986.

DOSSIER

PENSER LA CRISE AVEC HANNAH ARENDT

10 | Hannah Arendt et
l'événement : la crise
comme expérience de
la réalité
› **Michela Marzano**

15 | Hannah Arendt aux racines
du mal contemporain
› **Bérénice Levet**

23 | Hannah Arendt parmi les
siens
› **Sébastien Lapaque**

HANNAH ARENDT ET L'ÉVÉNEMENT : LA CRISE COMME EXPÉRIENCE DE LA RÉALITÉ

› Michela Marzano



Je n'appartiens pas au cercle des philosophes », déclare bizarrement Hannah Arendt en 1964, dans un entretien avec Günter Gaus pour la télévision allemande. « Il y a déjà longtemps que j'ai définitivement pris congé de la philosophie. » Que veut-elle dire, celle qui passe pour l'une des philosophes contemporaines les plus célèbres ? Son rejet de la philosophie, tel qu'on l'entend à l'université, tient à l'importance de « l'événement ». Tout commence pour elle le 27 février 1933, lorsque les nazis ont procédé à l'incendie du Reichstag, le Parlement allemand : « Ce fut pour moi un choc immédiat et c'est à partir de ce moment-là que je me suis sentie responsable [...] Mais il s'agissait d'une affaire politique et non pas personnelle [...] Tout d'abord, ce qui était en général du politique est devenu un destin personnel. (1) »

Au moment de l'arrivée des nazis au pouvoir, celle qui avait été l'élève de Karl Jaspers quitte l'Allemagne et prend ses distances avec la philosophie officielle. L'année 1933, pour elle, représente ainsi tout à la fois une rupture biographique, une rupture de l'histoire et une

rupture de la pensée. Arendt ne peut plus se satisfaire d'une pensée qui, depuis Platon, a fini par se réduire à « une série d'essais en vue de découvrir les fondements théoriques et les moyens pratiques d'une évasion définitive de la politique », écrit-elle dans *Condition de l'homme moderne*. L'intellectuelle juive veut se rapprocher de sa vocation : s'interroger sur ce qui produit le mal et les injustices. Après l'avènement du nazisme, il n'est d'ailleurs plus possible, selon elle, pour un intellectuel, de rester dans sa tour d'ivoire. Il faut ouvrir les yeux « pour voir que nous sommes dans un champ de décombres » ; la recherche des « pourquoi » est devenue impérative. Le but de son œuvre sera désormais d'aider ses contemporains à comprendre au mieux le monde dans lequel ils vivent, à partir d'une conception tout à fait originale de la notion de crise.

Si l'on veut comprendre la signification exacte du concept de crise chez Hannah Arendt, il faut partir de 1933. La crise est en effet un événement qui nous coupe du monde et qui nous prive de notre expérience. Et l'histoire, au fond, n'est qu'une suite d'événements plus ou moins imprévisibles qu'on ne peut déduire d'une série de causes préalables. Inutile alors, pour Arendt, d'imaginer qu'il existe un lien de causalité entre un événement et un autre. Tout « événement » arrive à l'improviste et nous oblige à nous déplacer, à changer, et à trouver une nouvelle façon de penser. C'est d'ailleurs grâce à l'événement, parce qu'il faut tenter de le comprendre et de l'éclairer, que la pensée surgit. Un événement n'est donc pas seulement un fait : c'est ce qui fait « rupture » ; c'est ce qui ne peut pas être intégré à l'intérieur d'une série causale. D'où la nécessité, pour un historien, de déceler cette nouveauté imprévue, ainsi que toutes ses incidences sur une période précise.

Comme Arendt l'explique très clairement dans *La Crise de la culture* : « La crise générale qui s'est abattue sur tout le monde moderne et qui atteint presque toutes les branches de l'activité humaine se manifeste différemment suivant les pays. » Mais une chose est sûre : « Une crise ne devient catastrophique que si nous y répondons par des idées toutes faites, c'est-à-dire par des préjugés. Non seulement une

Michela Marzano est philosophe.
Dernier ouvrage publié : *Papa, maman, le genre et moi* (Albin Michel, 2017).

telle attitude rend la crise plus aiguë mais encore elle nous fait passer à côté de cette expérience de la réalité et de cette occasion de réfléchir qu'elle fournit. »

C'est ainsi que dans les trois tomes des *Origines du totalitarisme* (*Sur l'antisémitisme*, *L'Impérialisme* et *Le Système totalitaire*), ainsi que dans *Eichmann à Jérusalem*, Arendt ne cesse de s'interroger afin de comprendre comment un régime qui a « manifestement pulvérisé nos catégories politiques ainsi que nos critères de jugement moral » a pu voir le jour; comment quelqu'un comme Adolf Eichmann, qui en principe n'avait rien d'un sadique, a pu devenir le responsable de la logistique de la « solution finale ». C'est là qu'elle expose son concept de « banalité du mal ». Elle ne veut pas minimiser les horreurs commises par ce nazi, comme on le lui a parfois reproché à tort: elle essaye juste de comprendre, au risque peut-être de simplifier. Pour elle, Eichmann était un homme médiocre en ce qu'il était caractérisé par l'absence de pensée et l'usage constant de stéréotypes et de clichés. Ce qui le rendait incapable d'empathie avec autrui. De ce point de vue, il représente pour Hannah Arendt le symptôme même du régime totalitaire, un système qui efface progressivement la réalité et construit un monde fictif où les individus n'ont plus aucune capacité à juger leurs actes. Aujourd'hui, certains historiens ont pu critiquer sa vision du totalitarisme. Il y a eu, dans le nazisme, plus de perversité ou d'adhésion fanatique qu'elle n'en perçoit. Mais ce n'est pas ce qui importe au philosophe. Sa leçon reste entière: sans capacité de jugement, pas d'humanité. Ce n'est d'ailleurs que par l'action et la parole que l'être humain peut entrer en scène dans le monde, montrer aux autres « qui » il est, et prendre ainsi le risque d'affirmer son unicité et son autonomie.

À la différence du simple travail, qui est circulaire et anonyme, l'action connaît un début et une fin : elle n'appartient pas au domaine de la nature et de la nécessité; elle exprime la liberté humaine. C'est par l'action que l'homme s'expose, en assumant la responsabilité de ses actes, même lorsqu'il ne peut pas en maîtriser les conséquences. De même que c'est par la parole que chacun s'engage auprès de ses semblables, la langue portant témoignage du monde qu'elle dit.

Mais les actions et les paroles doivent aussi pouvoir être comprises et jugées par les hommes. Car la tentation inhérente à l'agir humain est l'*hubris*, la démesure. Et comme disait déjà Montesquieu, auquel Hannah Arendt revient souvent, pour contrer cette démesure, il faut, par la modération, limiter et protéger les affaires humaines. C'est le seul moyen de ne pas sombrer dans le totalitarisme, dont l'idéologie efface toute distinction entre fait et fiction, légalité et légitimité, privé et public, mensonge et vérité. L'homme perd alors sa capacité à s'étonner devant le « miracle de l'être ». Il n'est plus capable d'accepter « ce qui est ». Et il subit progressivement le déracinement du monde qui est la preuve du totalitarisme :

« La domination totalitaire [...] se fonde sur la désolation, l'expérience d'absolue non-appartenance au monde, qui est l'une des expériences les plus radicales et les plus désespérées de l'homme. (2) »

Pour Hannah Arendt, l'expérience du « mal totalitaire » représente le plus grand malheur du XX^e siècle. Il nous oblige à nous interroger sur la signification de l'action humaine et sur le désastre existentiel face auquel on se retrouve dès lors que l'on accepte l'hypothèse que « tout est possible », même l'idée que les hommes peuvent être « superflus ». Mais, lu sous cet angle, on comprend fort bien que le mal n'est pas réservé aux régimes totalitaires. Car derrière la question politique des conditions qui rendent possible l'avènement du totalitarisme, il y a pour Arendt des questions d'ordre moral qui se posent à chaque être humain. C'est là que réside toute l'actualité d'Arendt : à chaque époque, l'être humain, s'il abandonne la pensée, est menacé de ne plus être capable de distinguer vérité et mensonge. La manipulation n'est pas seulement une tentation du pouvoir totalitaire, elle est aussi une démission du sujet, qui peut être pris dans le cercle infernal de l'obéissance au pouvoir établi, qu'il soit politique, économique ou médiatique. Bref, le risque de sombrer dans la barbarie nous guette toujours quand on « abandonne l'activité de penser [...] vitale pour dégager une position éthique de résistance » (3).

Vivre une vie authentiquement humaine signifie dès lors avoir le courage d'accepter sa fragilité et ses failles. Et faire place à l'amour, qui seul nous révèle à nous-mêmes et aux autres : « L'éducation est le point où se décide si nous aimons assez le monde pour en assumer la responsabilité, et de plus, pour le sauver de cette ruine qui serait inévitable sans ce renouvellement et sans cette arrivée de jeunes et de nouveaux venus », écrit Arendt dans *La Crise de la culture*. « C'est avec l'éducation que nous décidons si nous aimons assez nos enfants pour ne pas les rejeter de notre monde, ni les abandonner à eux-mêmes, ni leur enlever leur chance d'entreprendre quelque chose de neuf, quelque chose que nous n'avions pas prévu, mais les préparer d'avance à la tâche de renouveler un monde commun. »

Hannah Arendt n'a jamais été une philosophe comme les autres. Toute sa vie, elle a cherché son chemin. Souvent aux marges de la pensée académique. À la recherche d'une vérité qui ne cesse d'échapper aux êtres humains. Car, pour Arendt, il n'y a que les événements qui comptent : tout ce qui apparaît dans le monde et le transforme ; tout ce qui nous affecte et nous bouleverse. Et les théories philosophiques abstraites, pour elle, ne sont au fond que dérisoires : des préjugés inutiles et stériles ; du bavardage savant. C'est pourquoi elle a toujours refusé le titre de « philosophe » et a fait de la fragilité des affaires humaines le cœur de sa pensée. C'est là que résident sa force et son courage. Un modèle de femme et d'intellectuelle qui n'a jamais arrêté d'essayer de « comprendre ce que nous faisons », même lorsqu'elle s'est retrouvée seule dans son combat, critiquée par les philosophes académiques et définie par eux, avec mépris, comme une simple « journaliste ». C'est ce qui ne cesse de me fasciner chez elle.

1. Hannah Arendt et Günter Gaus, « Seule demeure la langue maternelle », *Esprit*, juin 1980, p. 19-38.

2. Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, tome III, *Le Système totalitaire*, Points, 2005.

3. Marie-Claire Caloz-Tschopp, « La compréhension dans l'œuvre de Hannah Arendt : une activité de résistance et de création politique par la pensée », *Revue de théologie et de philosophie*, vol. 131, n° 3, 1999, p. 257-281.

HANNAH ARENDT AUX RACINES DU MAL CONTEMPORAIN

› Bérénice Levet

H

annah Arendt, un penseur pour notre temps, serions-nous tenté d'écrire si la formule n'était verrouillée et ne disposait à toutes les captations idéologiques. Son œuvre mord en effet sur les crises que nous vivons, sur les défis qui nous assaillent – primat de l'économie sur la politique, obsession identitaire, guerre perpétuelle menée contre notre histoire, contre notre passé, société liquide, consumérisme, dissolution de la culture et de la figure de l'homme cultivé dans le culturel, réconciliation avec le passé, responsabilité et culpabilité collectives, crise des partis et de la représentation politique. Et l'on pourrait multiplier les citations :

« Toute époque pour laquelle son propre passé est devenu problématique à un degré tel que le nôtre doit se heurter finalement au phénomène de la langue [...] c'est sur la langue que viennent échouer toutes les tentatives de se débarrasser définitivement du passé. (1) »

Quelle lumière plus vive jeter sur la promotion de la novlangue féministe, et singulièrement de l'écriture inclusive? Ou, pour faire référence à une autre actualité brûlante :

« Devant les revendications des Noirs, il était de mode chez les libéraux blancs de s'écrier : "Nous sommes tous coupables" et le Black Power a été trop heureux de se prévaloir de cet "aveu" pour attiser la "fureur des Noirs". [...] Dire que "tous les Blancs sont coupables" est non seulement une dangereuse absurdité, mais la manifestation d'un racisme à rebours ; c'est d'autre part un moyen très efficace pour que la population noire, qui éprouve un sentiment d'injustice parfaitement justifié, s'écarte des réalités pour devenir la proie de l'irrationnel. (2) »

Mais la fécondité de la pensée d'Hannah Arendt est plus vaste et plus puissante encore. Elle nous conduit aux racines mêmes du mal contemporain. Racines temporelles d'abord, car Arendt observe attentivement l'Occident tel qu'il se bâtit sur les décombres matériels et moraux de la Seconde Guerre mondiale et constate que les sociétés européennes sont alors plus occupées à fonctionner, à croître, à « marcher » qu'à restaurer des civilisations. Racines philosophiques ensuite, car les choix que nous faisons alors, dès les années cinquante-soixante, engagent une certaine idée de l'homme et de sa présence au monde. L'idole à laquelle les sociétés occidentales sacrifieront dans la seconde moitié du XX^e siècle est celle de l'individu, un individu érigé en mesure de toute chose, délié, affranchi des structures traditionnelles. Le péché capital du monde moderne, et tout particulièrement de la seconde moitié du XX^e siècle, est d'avoir prêté des vertus émancipatrices à la désaffiliation, et à la désidentification et d'avoir tout misé sur ce postulat. Nous commençons à prendre la mesure des impasses civilisationnelles

Philosophe et essayiste, Bérénice Levet a consacré sa thèse de doctorat à Hannah Arendt. Elle est notamment l'auteure du *Musée imaginaire d'Hannah Arendt, parcours littéraire, pictural, musical de l'œuvre* (Stock, 2011). Dernier ouvrage publié : *Libérons-nous du féminisme ! Nation française, galante et libertine, ne te renie pas !* (Éditions de l'Observatoire, 2018).

› berenicelevet@wanadoo.fr

et existentielles de cette philosophie, dite progressiste, qui nous commande. Paul Ricœur disait de la philosophie d’Arendt qu’elle était une philosophie de la « reconstruction » après l’épreuve totalitaire. Lire Arendt, dans ce moment d’entre-deux qui est le nôtre, c’est concevoir une philosophie, et une politique, à hauteur d’homme, loin des furies constructivistes des apôtres du « monde d’après ».

En 1951, dans un texte intitulé « En guise de conclusion » (3), sorte de codicille aux *Origines du totalitarisme*, Arendt écrit : « L’homme moderne a fini par en vouloir à tout ce qui est donné, même sa propre existence – à en vouloir au fait même qu’il n’est pas son propre créateur ni celui de l’univers » et elle pose une alternative décisive, politiquement et moralement. Soit, établit-elle, nous continuons de glisser sur la pente ouverte par la modernité et empruntée par les totalitarismes postulant que « tout est possible », celle d’un « ressentiment fondamental contre tout ce qui est donné », et nous n’aurons rien appris de l’épreuve totalitaire ; soit nous nous réconcilions avec la part non choisie de l’existence et redevenons capables, à l’image des Anciens, de « gratitude pour les quelques choses élémentaires qui nous sont véritablement et invariablement données ». Ces choses élémentaires qui nous sont données qu’évoquent ici Hannah Arendt relèvent aussi bien de la nature que de la culture : le passé est une donnée de l’existence, la langue et les œuvres d’art sont des dons des morts.

Or à peine Hannah Arendt a-t-elle énoncé cette impérieuse alternative entre ressentiment et gratitude, à peine l’encre est-elle séchée, que force lui est de constater que l’Occident a choisi de persévéérer sur la voie de la rébellion contre la condition humaine.

Trois faits retiennent son attention. L’envoi dans l’espace, en 1957, du premier Spoutnik. Pour la première fois « un objet fait de main d’homme est lancé dans l’univers », et les réactions qui entourent l’événement lui semblent fort significatives. Domine l’expression d’un soulagement : le premier « pas vers l’évasion des hommes hors de la prison terrestre » est ainsi accompli, la démonstration est faite que « l’humanité ne sera pas toujours rivée à la Terre », peut-elle lire et entendre dans les médias. Les hommes ont toujours regardé vers les autres planètes, mais ils n’interprétaient pas ce voyage comme une

libération. La rébellion se tourne contre le séjour terrestre lui-même : « l'humanité en est venue à considérer la Terre comme prison du corps ». Et Arendt de poser une question : « L'émancipation, la sécularisation de l'époque moderne, qui avait commencé par le refus non pas de Dieu nécessairement mais d'un Dieu père dans les cieux, doit-elle s'achever sur la répudiation plus fatale encore d'une Terre mère de toute créature vivante ? (4) »

Apprendre à connaître la condition humaine plutôt que s'en affranchir

Arendt est en outre contemporaine des premières tentatives de donner la vie dans les éprouvettes, de « rendre la vie artificielle », autrement dit, analyse-t-elle, de « couper le dernier lien qui maintient encore l'homme parmi les enfants de la nature ». Déjà, les laboratoires des scientifiques bruissent de la promesse de rendre l'homme immortel, de « tuer la mort », comme on le proclame et promet aujourd'hui dans la Silicon Valley, temple du transhumanisme. Autant de pièces à conviction pour Hannah Arendt de ce que la « révolte contre l'existence humaine telle qu'elle est donnée, cadeau venu de nulle part (laïquement parlant) » se poursuit.

Ce sera l'objet de *The Human Condition* (le titre français, « Condition de l'homme moderne », égare et réduit la portée du maître ouvrage d'Arendt) que de travailler dans le sens de cette réconciliation, que de nous apprendre à connaître la condition humaine, à l'aimer plutôt que de chercher à s'en affranchir, à goûter le jeu, les jeux qu'elle autorise, nous enseigner l'art de composer avec elle. Bref, à faire résonner la dimension du don contenue dans le donné et nous instiller quelque chose de cet *amor mundi* auquel elle-même, avouait-elle, avait tardé à être accessible. Arendt, c'est l'anti-Sartre, comme c'est l'anti-Beauvoir, l'existence ne précède pas l'essence, l'existence, autrement dit la liberté, et l'essence, c'est-à-dire la part de passivité lovée au cœur de toute vie humaine, s'enchevêtrent ; pour Arendt on naît femme et on le devient. On appellera la belle réplique qu'elle oppose à Gershom

Scholem : je suis juive comme je suis femme, dit-elle en substance, c'est une donnée de mon existence qui, comme telle, m'inspire de la reconnaissance :

« Je trouve intriguant que vous écriviez : "Je vous considère comme une fille de notre peuple, une fille à part entière et rien d'autre." La vérité est que je n'ai jamais prétendu être autre chose [...] C'est comme si l'on disait que j'étais un homme et non une femme, c'est-à-dire un propos insensé [...] Il existe une sorte de gratitude fondamentale pour tout ce qui est comme il est. (5) »

Arendt aimait à citer la phrase de Montesquieu « L'homme, cet être flexible, se pliant dans la société aux pensées et aux impressions des autres, est également capable de connaître sa propre nature, lorsqu'on la lui montre, et d'en perdre jusqu'au sentiment, lorsqu'on la lui dérobe. » Lire Arendt, c'est apprendre, ce que nous avons funestement désappris, à articuler la liberté et le donné de l'existence, être rappelés à notre propre nature, à nos limites, à nos finitudes et nous y plaire.

Au reste, Arendt ne parle pas de nature humaine mais de condition humaine afin de faire droit au jeu, au pas de côté, à l'écart qu'il est possible à l'homme d'instaurer avec ce qui est. L'existence humaine est conditionnée, assurément, mais ces conditions ne sont pas des conditionnements, elles ne vouent pas les hommes à l'impuissance, au contraire, elles les sollicitent, ils s'en saisissent, les assimuent et les couronnent de créations, d'institutions originales.

Tout le malheur des hommes, aurait pu dire Hannah Arendt, comme Simone Weil d'ailleurs, vient de ce qu'ils vivent comme en lévitation sur cette terre. Le mot « enracinement » n'apparaît pas sous la plume d'Arendt mais le double sens, géographique et temporel, que lui attache la philosophe française ne lui est pas étranger. L'une comme l'autre pensent l'homme comme inséparable d'une civilisation, c'est-à-dire d'une communauté historiquement constituée qui est mise en forme et en sens de l'existence. L'une comme l'autre pour-

chassent les abstractions du monde moderne, et s'attachent à penser les conditions d'une réelle présence des hommes aux êtres et aux choses. Les liens ne sont pas des entraves mais des ancrages, des fidélités. L'une comme l'autre sont des philosophes de la responsabilité : la noblesse de l'homme est de pouvoir *répondre du monde* qui lui est confié. Répondre de l'avenir de cette civilisation définit la vocation politique des hommes, leur métier de citoyen.

Un des apports majeurs de la réflexion d'Hannah Arendt sur l'école, et que nous répugnons toujours à faire fructifier, se trouve dans le parfait équilibre qu'elle a su tenir entre le souci de l'enfant et celui du monde :

« L'éducation est le point où se décide si nous aimons assez le monde pour en assumer la responsabilité [...] C'est également avec l'éducation que nous décidons si nous aimons assez nos enfants pour ne pas les rejeter de notre monde, ni les abandonner à eux-mêmes, ni leur enlever leur chance d'entreprendre quelque chose de neuf, quelque chose que nous n'avions pas prévu. (6) »

En vertu de la nouveauté dont il est porteur par naissance, l'enfant représente une promesse de renouvellement et de salut. Avec tout enfant qui paraît, l'espoir que le monde – c'est-à-dire, répétons-le, l'héritage civilisationnel (et non la seule planète) – n'ira pas à sa perte, qu'il y aura quelqu'un pour en prendre soin, pour l'empêcher de se défaire, de sortir de ses gonds, peut se lever. Mais cette nouveauté que l'enfant incarne le rend également extrêmement menaçant pour le monde ancien. L'enjeu de l'éducation est donc double, il convient de préserver l'élément de nouveauté que recèle le nouveau venu en se gardant de l'assourdir des évidences du présent mais il faut également lui donner à connaître, à comprendre et à aimer le monde vieux, très vieux, dans lequel il entre en naissant. Si l'on veut que la nouveauté tourne au profit de la civilisation, établit Arendt à rebours du credo progressiste, l'éducation doit être orientée vers le passé et instiller l'*amor mundi*. L'autre enjeu majeur de

l'éducation, et point ô combien épineux pour nous, est de doter cette créature aplatie sur le seul présent d'une épaisseur temporelle, laquelle n'est pas donnée avec la vie. Rien n'est plus funeste, pour Arendt, que l'amnésie historique. Car « la mémoire et la profondeur sont la même chose, ou plutôt la profondeur ne peut être atteinte par l'homme autrement que par le souvenir » (7).

Les distinctions qu'elle élabore dans *Condition de l'homme moderne* entre travail, fabrication et action ou entre le travailleur, l'artisan ou *Homo faber* et le politique jettent un très vif éclairage sur le monde dans lequel nous sommes venus à vivre. Les Anciens donnaient la présence à la civilisation – donc à la continuité, à la durée, à la stabilité –, nous autres, hommes des XX^e et XXI^e siècles, nous exaltions la vie, nous en adoptons la loi; comme la vie qui nous entraîne inexorablement du berceau à la tombe, nous vouons toute chose à la disparition; tout passe, rien ne dure, tout passe, rien ne doit durer. L'alignement de l'humaine condition sur la vie consacre la logique économique, la flexibilité, la fluidité, la figure du consommateur en lieu et place de l'homme comme créature capable de prendre soin. Arendt se révèle ici un penseur extrêmement pénétrant et précoce de la « modernité liquide » conceptualisée depuis lors par Zygmunt Bauman. L'avènement de la société de consommation, de l'économie de gaspillage, de l'industrie culturelle, la question de l'obsolescence programmée des objets – autant de thèmes présents dans *The Human Condition*.

« Le monde devient inhumain, impropre aux besoins humains – qui sont besoins de mortels – lorsqu'il est emporté dans un mouvement où ne subsiste aucune espèce de permanence. (8) »

Cette extrême attention au besoin de l'humaine nature de pouvoir s'accorder à un monde d'objets stables explique aussi qu'Arendt récuse avec la dernière énergie, l'interprétant comme le signe d'un déséquilibre anthropologique, la polarisation de la vie politique en progressistes et conservateurs. Loin d'être antinomiques, le besoin de stabilité, de continuité et la soif de nouveauté cohabitent en tout homme.

« L'homme moderne a perdu le monde pour le moi », écrivait notre philosophe. À l'heure où l'homme se trouve rétréci aux dimensions de ses appartenances les plus particulières, enfermé dans le cercle étroit de son identité sexuelle, raciale, ethnique, religieuse, vivre et penser en compagnie d'Arendt, c'est être rapatrié sur Terre dans le chatoiement des êtres et des choses.

1. Hannah Arendt, *Vies politiques*, Gallimard, coll. « Tel », 1986, p. 304.
2. Hannah Arendt, *Du mensonge à la violence* in *L'Humaine Condition*, sous la direction de Philippe Raynaud, Gallimard, coll. « Quarto », 2012, p. 956-957.
3. Hannah Arendt, « En guise de conclusion » in *Les Origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, sous la direction de Pierre Bouretz, Gallimard, coll. « Quarto », 2002, p. 860-874.
4. Hannah Arendt, *La Condition de l'homme moderne* in *L'Humaine Condition*, op. cit., p. 59-60.
5. Lettre de Hannah Arendt à Gershom Scholem du 24 juillet 1963 in Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, op. cit., p. 1353.
6. Hannah Arendt, *La Crise de la culture* in *L'Humaine Condition*, op. cit., p. 762.
7. *Idem*, p. 673.
8. Hannah Arendt, *Vies politiques*, op. cit., p. 19.

HANNAH ARENDT PARMI LES SIENS

› Sébastien Lapaque

H

annah Arendt n'a pas attendu le lendemain de la Seconde Guerre mondiale ni que les ronces aient recouvert la terre noire à Treblinka pour se montrer sévère à l'égard des juifs de sa génération, « les premiers juifs non religieux persécutés » selon elle (1).

Elle leur reprochait notamment, sinon principalement, leur absence de conscience politique. Ce reproche prend une tonalité dramatique lorsqu'elle se penche sur le « cas » Stefan Zweig dans son compte rendu du *Monde d'hier* publié à New York en 1943.

« S'il avait parlé au nom du destin effroyable de son propre peuple, il aurait été plus proche de tous les peuples européens qui, dans leur combat contre leur oppresseur, se soulevaient également contre les persécuteurs des juifs. Les peuples européens savent mieux que celui qui s'improvise leur porte-parole, alors même qu'il ne s'est jamais soucié de leur destin politique toute sa vie durant, que le passé n'est pas si séparé du présent “comme si un homme, sous l'effet d'une violente secousse, avait été

précipité d'un haut d'un sommet". Pour eux, le passé n'est nullement "ce siècle dont le progrès, la science, les arts et les inventions magnifiques étaient notre fierté et notre foi à tous". (2) »

L'ancienne élève de Karl Jaspers à l'université de Heidelberg, sous la direction duquel elle rédigea une thèse sur « le concept d'amour chez Augustin », faisait remonter ce refus de l'action publique à la fin du XVIII^e siècle et aux usages des « juifs de cour » soumis à la « toute-puissance de la raison » et aux « sèches doctrines de l'Aufklärung » qui ont cru se mettre à l'abri des persécutio ns en se fondant au sein des sociétés européennes auxquelles ils appartenaient. Depuis Spinoza, la conscience religieuse s'était lentement dépolitisée et détachée de l'orthodoxie. « Les juifs cessèrent d'apparaître à leurs propres yeux comme à ceux de leurs voisins comme des hommes ayant une certaine origine et une certaine religion, pour devenir un groupe doté d'attributs qualifiés de juifs. Le judaïsme devint la judéité – une qualité psychologique – et la question juive devint un problème personnel », observe Hannah Arendt (3). L'ambition des juifs libéraux était de garantir leur sécurité. Hélas, l'effet contraire s'est produit : en Europe occidentale et centrale, la montée d'un antisémitisme virulent a accompagné l'assimilation des juifs et leur déjudaïsation. À suivre Hannah Arendt, cette cécité touchant l'ordre politique s'est perpétuée jusqu'à l'affaire Dreyfus (1894-1906). Dans une III^e République en miettes depuis le scandale de Panama (1892), une crise politique majeure qui a provoqué un durcissement des antagonismes dont beaucoup n'ont pas su prendre la mesure. « On découvrit dans des slogans tels que "Mort aux juifs" ou "La France aux Français" des formules presque magiques permettant de réconcilier les masses avec le gouvernement et la société » (4), écrit Hannah Arendt dans le premier volume des *Origines du totalitarisme*, publié en 1951, dix ans avant le procès de Eichmann et les polémiques afférentes.

Sébastien Lapaque est romancier, essayiste et critique au *Figaro littéraire*. Il collabore également au *Monde diplomatique*. Son recueil *Mythologie française* (Actes Sud, 2002) a obtenu le prix Goncourt de la nouvelle. Dernier ouvrage publié : *Théorie de la bulle carrée* (Actes Sud, 2019).
slapaque@gmail.com

Dans ce livre, l'auteure de *La Crise de la culture*, qui se voulait « théoricienne de la politique » et non pas philosophe, reproche à ceux qu'elle nomme « les juifs d'exception » (5) d'avoir conclu avec la bourgeoisie nationale – en France – et l'aristocratie – en Prusse et en Autriche-Hongrie – un pacte tacite consistant à être acceptés individuellement comme des égaux, mais ignorés collectivement comme porteurs d'une révélation singulière et gardiens d'une « tradition cachée » dans le cadre de ce que l'ancien temps nommait une « nation ». À Paris, Berlin et Vienne, les « gens de la nation » s'étaient soumis au mot d'ordre du comte de Clermont-Tonnerre dans son fameux discours prononcé à Versailles, le 23 décembre 1789 :

« Il faut refuser tout aux juifs comme nation et accorder tout aux juifs comme individus; il faut méconnaître leurs juges; ils ne doivent avoir que les nôtres; il faut refuser la protection légale au maintien de leur corporation judaïque; il faut qu'ils ne fassent dans l'État ni un corps politique ni un ordre; il faut qu'ils soient individuellement citoyens. Mais, me dira-t-on, s'ils ne veulent pas l'être? Eh bien, s'ils veulent ne l'être pas, qu'ils le disent, et alors, qu'on les bannisse. Il répugne qu'il y ait dans l'État une société de non-citoyens et une nation dans la nation. (6) »

À la recherche du temps perdu de Marcel Proust est le grand roman de ce pacte lourd d'équivoques avec le monde moderne et Charles Swann le héros emblématique du marranisme qui en a découlé (7). À suivre Hannah Arendt, la distinction entre l'individu accueilli en frère et la communauté invitée à se dissoudre dans l'universalisme abstrait « n'a cessé, depuis, de caractériser l'antisémitisme de gauche » (8).

Une intuition puissante: à l'instar de Maurice Barrès et de Charles Maurras, l'antisémite de droite et le réactionnaire judéophobe peuvent accepter en miroir les juifs comme un groupe séparé ou un « État dans l'État », mais méprisent l'individu coupé de sa communauté, vitupéré comme un étranger, un cosmopolite, un nomade ou un déraciné.

Le chapitre, émouvant à bien des points de vue, que Maurice Barrès consacre aux juifs – et notamment aux juifs d'Algérie morts pour la France durant la Première Guerre mondiale – dans *Les Diverses Familles spirituelles de la France* (9) est emblématique de ce projet d'intégration communautaire. Revenu du « culte du moi » et de la haine du juif de ses années de formation, l'auteur de *La Colline inspirée* ne s'était cependant pas converti au « culte de l'Autre ». Il célébrait désormais la « famille » que constituaient les Français juifs en se souvenant que 35 000 d'entre eux avaient été mobilisés pendant la Première Guerre mondiale et qu'ils étaient 5 000 à être tombés pour la patrie – des « enfants humiliés » auxquels il faut ajouter les 6 000 juifs étrangers engagés au sein d'un contingent de 32 000 volontaires, principalement reversés dans la Légion étrangère, devenus fils de France « non par le sang reçu, mais par le sang versé ». Les juifs engagés en première ligne n'étaient pas tous des soldats de l'idéal et des fils de la Haskala, les Lumières juives. Que l'on songe à Ernest Ginsburger, le rabbin de Bayonne, mort à Auschwitz le 14 février 1943, aumônier juif du 18^e corps d'armée, monté à la riflette à Charleroi, Nieuport et Steenstrate, qui arborait fièrement sa médaille militaire, sa croix de guerre avec plusieurs citations et sa Légion d'honneur sur son habit (10) et rappelait avec fierté les services rendus par les Gascons juifs aux rois de France dans le domaine du commerce, du courtage, de l'armement, mais aussi celui de la gastronomie, avec l'introduction du chocolat, et celui de l'aventure maritime, avec des armateurs bayonnais qui se mobilisèrent notamment pour soutenir l'effort de guerre de la France pendant la guerre de Sept Ans (1756-1763) en envoyant un navire corsaire au combat.

Vieil antisémitisme chrétien et antisémitisme moderne

De sa tradition et de sa date, Hannah Arendt, qui refusait l'idée trop confortable d'un « éternel antisémitisme » (11), est la personne qui a le mieux compris la distribution des rôles et la complexité des rapports de force entre les juifs d'Europe, « parias » et « parvenus », et leurs ennemis, judéophobes avérés et acteurs de l'histoire à l'indiffé-

rence dangereuse. Elle mesure le fossé qui sépare le vieil antijudaïsme chrétien tissé de superstitions médiévales de l'antisémitisme moderne, une « idéologie laïque du XIX^e siècle » fondée sur la croyance en une société secrète juive gouvernant le monde (12).

Au sein des communautés juives de France, d'Allemagne et de l'Empire austro-hongrois, Hannah Arendt observait un patriotisme, moderne et éclairé quand il n'était pas franchement réactionnaire, qui a sans cesse été trahi, de l'affaire Dreyfus aux campagnes de presse antisémites des années trente et des campagnes de presse antisémites des années trente à la destruction des juifs d'Europe, menée par des adeptes casqués du « romantisme d'acier » (13). Peu sensible à la mystique du progrès et aux mirages de l'historicisme, l'auteure de *La Condition de l'homme moderne* ne s'est jamais laissé piéger par la promesse des lendemains qui chantent. Avec son compatriote Leo Strauss (14), elle est restée juive malgré toutes ses rebuffades contre les siens et s'est employée à congédier la vision mécaniste de l'histoire et le schème interprétatif de la philosophie hégélienne de l'histoire selon lequel la « sombre énigme » (15) du judaïsme ne devrait plus subsister dans l'âge moderne...

« L'automatisme des événements qui règne depuis le début du XIX^e siècle à la place de la raison humaine a préparé avec une précision incomparable la débâcle spirituelle de l'Europe avant l'idole sanglante de la race. Ce n'est pas un pur hasard si les défaites catastrophiques des peuples européens ont commencé par la catastrophe du peuple juif, un peuple dont la destinée ne semblait concerner personne puisque le principe était que l'histoire juive obéit à des "lois exceptionnelles". (16) »

Stimulante, la réflexion d'Hannah Arendt sur la question juive est souvent déroutante. L'autocritique qu'elle développe au sein du peuple juif lorsqu'elle évoque un statut social acquis au prix d'une misère politique a quelque chose de pertinent, d'irrésistible, partant de souverain. Ainsi lorsqu'elle révoque l'indifférence des « parvenus » à l'honneur et au sort des « parias » :

« C'est seulement au sein d'un peuple qu'un homme peut vivre en tant qu'homme parmi les hommes, s'il ne veut pas mourir d'épuisement. Et seul un peuple vivant en communauté avec d'autres peuples peut contribuer à établir sur la terre habitée par nous tous un monde des hommes créé et contrôlé par nous tous. (17) »

L'ancienne élève de Martin Heidegger à l'université de Marburg au milieu des années vingt esquisse ici ce que Michaël Bar-Zvi a nommé une « philosophie de la nation juive » (18), une pensée de l'organisation et de l'action pour Israël, et même une manière de « politique d'abord » d'autant plus solides qu'elles étaient fondées sur un constat atroce : « Le plus triste dans l'histoire du peuple juif est que seuls ses ennemis, contrairement à ses amis, comprirent que la question juive était un “problème politique”. (19) »

Très critique à l'égard des « philanthropes » et des « mondains qui peuplent les palaces », les textes d'Hannah Arendt publiés aux États-Unis pendant la guerre, rassemblés dans *Penser l'événement* (20) et dans *Auschwitz et Jérusalem* (21), mettent cependant au jour un rapport compliqué, contrarié et sans doute insuffisant de la philosophe à l'identité juive et au projet de restauration d'un État souverain en Israël. Dans un texte de 1947, Hannah Arendt, qui s'était occupée à Paris du transfert d'enfants et d'adolescents juifs en Palestine entre 1933 et 1940, célébrait encore les réalisations du Yishuv (22), la communauté vivante et agissante des juifs présents en Palestine avant la création de l'État d'Israël, mais elle assurera plus tard qu'elle avait alors déjà rompu avec le mouvement sioniste. Rédigé en octobre 1944 pour la revue *Commentary* et finalement refusé, « Zionism Reconsidered » (23) est le texte qui formalise cette rupture avec un mouvement auquel elle reprochait d'avoir rompu avec l'idéal révolutionnaire de ses origines. Chez Hannah Arendt se laisse ici entendre l'écho de la colère que Charles Péguy laissa éclater dans *Notre jeunesse* contre un parti dreyfusard accusé d'avoir corrompu la mystique en politique. L'auteure de *La Tradition cachée*, volontiers disposée à considérer Bernard

Lazare, le « paria conscient » (24), comme le premier et même le seul authentique sioniste, invite elle-même son lecteur à tendre l'oreille. Dans ce retournement contre les siens, dont les raisons tiennent beaucoup à un caractère farouche et à l'idée du juif comme paria, l'on songe finalement à Simone Weil : « Il faut avoir conçu l'équilibre et être toujours prêt à changer de côté comme la justice, cette fugitive du camp des vainqueurs. (25) »

1. Hannah Arendt, *Nous autres réfugiés* [1943], in *La Tradition cachée*, traduit par Sylvie Courtine-Denamy, 10/18, 1996, p. 64.
2. Hannah Arendt, « Les juifs dans le monde d'hier » [1943] in *La Tradition cachée*, op. cit., p. 94. Les écrits de combat de Stefan Zweig récemment rassemblés dans *L'Esprit européen en exil, essais, discours, entretiens 1933-1942* (Bartillat, 2020) permettent cependant de relativiser cette vision accusatrice d'un écrivain resté aveuglément placé « au-dessus de la mêlée » au milieu des folies de son siècle et invitent les curieux à découvrir la face cachée d'un écrivain moins désengagé qu'on ne le croyait.
3. Hannah Arendt, *Les Juifs d'exception* [1946] in *La Tradition cachée*, op. cit., p. 166.
4. Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, tome I, *Sur l'antisémitisme*, traduit par Micheline Pouneau, Seuil, coll. « Points essais », 2005, p. 232.
5. Hannah Arendt, *Les Juifs d'exception*, op. cit., p. 122-170.
6. Cf. Richard Ayoun, *Les Juifs de France, de l'émancipation à l'intégration (1787-1812)*, L'Harmattan, 1997.
7. Cf. Perrine Simon-Nahum, *Les Juifs et la modernité. L'héritage du judaïsme et les Sciences de l'homme en France au XIX^e siècle*, Albin Michel, 2018.
8. Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, tome I, op. cit., p. 233.
9. Cf. Maurice Barrès, *Les Diverses Familles spirituelles de la France*, CNRS Éditions, coll. « Biblis », 2016.
10. Cf. Ernest Ginsburger, *Les Juifs de Bayonne. Des origines à la révolution française*, précédé de Anne Oukhemanou, *Ernest Ginsburger, un homme ardent et engagé*, Atlantica, 2018.
11. Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, tome I, op. cit., p. 32.
12. *Idem*, p. 9-10.
13. « Nous vivons à l'ère de la technologie. Le rythme accéléré de notre siècle affecte tous les aspects de la vie. Il n'y a guère d'entreprise qui puisse échapper à son influence puissante. C'est pourquoi un danger se profile, incontestablement : que la technologie prive les hommes de leur âme. Le national-socialisme n'a jamais rejeté ni combattu la technologie moderne. Une de ses tâches principales fut au contraire de la soutenir consciemment, de lui instiller une âme, de la discipliner et de la placer au service de notre peuple et de son niveau culturel. Les déclarations publiques nationales-socialistes se sont toujours référencées au romantisme d'acier de notre siècle », déclarait ainsi Joseph Goebbels en février 1939, à l'occasion de l'ouverture du Salon international de l'automobile (IAA) de Berlin. Cf. Jeffrey Herf, *Le Modernisme réactionnaire. Haine de la raison et culte de la technologie aux sources du nazisme*, traduit par Frédéric Joly, postface de François Jarrige, L'Échappée, 2018.
14. Cf. Leo Strauss, « Sur le nihilisme allemand » [1941] in *Nihilisme et politique*, traduit et présenté par Olivier Sédénay, Payot & Rivages, 2001, p. 31-76 ; *Pourquoi nous restons juifs. Révélation biblique et philosophie*, traduit et préfacé par Olivier Sédénay, La Table ronde, 2001.
15. « Le point de vue de Hegel sur l'histoire juive a fortement varié à différentes époques. Elle l'a aussi violemment repoussé qu'elle l'a captivé et, sa vie durant, elle l'a torturé comme une sombre énigme », in Karl Rosenkranz, *Vie de Hegel* [1844], traduit par Pierre Osmo, Gallimard, 2004, p. 156.
16. Hannah Arendt, *Les Juifs d'exception*, op. cit., p. 126-127.
17. Hannah Arendt, *La Tradition cachée*, op. cit., p. 220.
18. Cf. Michaël Bar-Zvi, *Être et exil, philosophie de la nation juive*, Les Provinciales, 2015.
19. Hannah Arendt, *La Tradition cachée*, op. cit., p. 158.
20. Hannah Arendt, *Penser l'événement*, traduit sous la direction de Claude Habib, Belin, 1989.
21. Hannah Arendt, *Auschwitz et Jérusalem*, traduit par Sylvie Courtine-Denamy, Pocket, coll. « Agora », 1998.
22. Hannah Arendt, « Créer un milieu culturel », in *La Tradition cachée*, op. cit., p. 177.
23. Cf. Hannah Arendt, « Réexamen du sionisme », in *Auschwitz et Jérusalem*, op. cit., p. 97-133.
24. Hannah Arendt, *La Tradition cachée*, op. cit., p. 194-200.
25. Simone Weil, *Cahiers*, III, Plon, 1956, p. 216-217. Le parallèle entre les deux femmes est proposé par Sylvie Courtine-Denamy dans *Trois femmes dans de sombres temps : Edith Stein, Hannah Arendt, Simone Weil*, Albin Michel, 2002.

DOSSIER

LA HAINE D'ISRAËL

- 32 | La nouvelle élection d'Israël
› **Ran Halévi**
- 44 | « Sionisme, ADN criminel de l'humanité »
› **Pascal Bruckner**
- 50 | La déraison antisioniste, une idéologie meurtrière. Ses manifestations à l'école
› **Irène Saya**
- 58 | La détestation d'Israël sur le Net
› **Marc Knobel**
- 62 | De l'antisionisme
› **Élie Barnavi**
- 71 | Face à l'« antisémitosionisme ». Comment je suis devenu juif
› **Franz-Olivier Giesbert**
- 78 | L'antisémitisme arabo-musulman et la faillite du monde
› **Boualem Sansal**
- 85 | Au Moyen-Orient, la rivalité entre sunnites et chiites a éclipsé le conflit israélo-palestinien
› **Renaud Girard**
- 93 | Charles Enderlin. « Il est du droit de tout juif de se déclarer non-sioniste »
› **Valérie Toranian**
- 99 | Les racines oubliées d'une « passion progressiste »
› **Georges Bensoussan**
- 109 | Le boycott, voie sans issue
› **Annick Steta**
- 117 | De fiel et de miel : le Quai d'Orsay et Israël
› **Jacques Tarnero**
- 126 | Psychopathologie de la détestation d'Israël
› **Michel Gad Wolkowicz**

LA NOUVELLE ÉLECTION D'ISRAËL

› Ran Halévi

Jamais, de son histoire, l'État d'Israël n'est paru aussi fort, et jamais sa légitimité n'a été aussi violemment contestée. Soixante-douze ans après son accession à l'indépendance, cette jeune démocratie est devenue une puissance politique, militaire et technologique de premier plan. Longtemps assiégée par le « refus arabe » et ostracisée sur la scène internationale, elle réussit à rompre son isolement et à étendre ses horizons diplomatiques à travers les continents, jusqu'à s'allier ses ennemis d'hier – l'Égypte, la Jordanie, plus récemment les Émirats arabes unis, demain peut-être Bahreïn, Oman, voire l'Arabie saoudite. C'est cette performance historique, et l'existence même de l'État hébreu, que proscrivent ses détracteurs en les criminalisant. Autrefois, la réprobation était portée par les États arabes et le tiers-monde, elle prenait une forme essentiellement politique. Aujourd'hui que l'encerclement diplomatique s'est évanoui, ce ne sont plus des États qui l'arborent ; c'est un autre type de pouvoir, idéologique, logé au sein de la société civile, qui s'attache à ceinturer Israël d'un nouveau blocus, moral et culturel. Preuve, s'il en fallait, que la marche des États ne coïncide pas forcément avec l'humeur des sociétés.

La haine d'Israël, aurait dit le roi Hassan II, est « le principal aphrodisiaque du monde arabe ». Cette vieille passion est antérieure à la création de l'État hébreu : ses premières grandes éruptions remontent à la « révolte arabe » (1936-1939) qui allait entraîner la « séparation des corps » des communautés juives et arabes de la Palestine mandataire. Elle devait trouver sa traduction politique dans le rejet par les Palestiniens – et par l'ensemble des États arabes – d'abord du projet de la commission Peel (1937) de partager la Palestine mandataire entre juifs et Arabes, puis du plan de partition voté par les Nations unies en 1947, qui prévoyait la création de deux États séparés, Israël et Palestine. Et elle sera exacerbée, institutionnalisée, au rythme des défaites militaires infligées par le nouvel État à ses voisins : celle de 1948 qui provoque le départ – dans certains cas l'expulsion – des centaines de milliers de Palestiniens vers les États voisins ; en 1955, avec l'expédition de Suez ; au lendemain de la guerre des Six-Jours, suivie des « trois non » arabes solennisés à Khartoum : ni paix avec Israël, ni reconnaissance, ni négociation ; enfin, dans le sillage de la guerre du Kippour (1973) où la crise du pétrole, provoquée par les États producteurs pour « punir » les Européens de leur soutien à Israël, condamne l'État hébreu à un isolement international sans précédent.

La proscription idéologique faisait le reste. Elle visait à poursuivre la guerre par d'autres moyens. Elle ne se contentait pas d'utiliser le drame des réfugiés palestiniens qui se trouvaient, depuis 1948, parqués dans des camps au sein de leur pays d'accueil. Elle reposait sur tout un argumentaire dont la clé de voûte était la dénégation au mouvement sioniste du droit à l'autodétermination : les juifs ne constituent pas un peuple mais font partie d'une religion, laquelle, par définition, ne procure pas des droits politiques (1). Déjà en 1947, devant l'assemblée des Nations unies, les représentants arabes l'ont dit et répété : il n'existe pas de continuité entre les anciens Hébreux installés sur la terre de Judée et les juifs qui voulaient maintenant y créer un foyer national. C'était passer sous silence les traits constitutifs de toute identité nationale, que les juifs

Ran Halévi est historien, directeur de recherche au CNRS, professeur au Centre de recherches politiques Raymond-Aron et directeur de collection aux Éditions Gallimard.

avaient perpétuée à travers les âges – l'adhésion commune à un passé, à une mémoire, à des traditions, des mythes, des aspirations partagés (2)…

La fameuse promesse de Yasser Arafat d'établir sur la terre de Palestine un « État laïc et démocratique » où cohabiteraient les citoyens égaux des trois religions participait de la même négation, puisqu'il en excluait les juifs arrivés depuis « le début de l'invasion sioniste » (3). Sur ce principe d'exclusion viendra plus tard se greffer une injonction d'ordre religieux que la charte du Hamas résume sans fard : « La terre de Palestine est une terre islamique pour toutes les générations de musulmans [...]. Il est illicite d'y renoncer en tout ou en partie. » Autant dire que l'État d'Israël souille toute parcelle de territoire qu'il occupe, Tel-Aviv au même titre que Jéricho, Césarée ou le mont Carmel autant que la Samarie.

La confusion des haines

On peut débattre du caractère antisémite de cette élection singulière qui dénie à un seul peuple le droit à l'existence nationale, fût-il reconnu par les instances internationales. Les États arabes ne s'embarrassaient pas de telles subtilités. À l'origine, pourtant, le conflit était d'abord politique et non racial. Mais le caractère juif du sionisme et la présence, par ailleurs, de communautés juives au sein des sociétés arabes inclinaient forcément, à mesure que les affrontements se durcirent, à y mêler des préjugés et des stéréotypes rodés par l'antisémitisme traditionnel (4). C'est le mufti de Jérusalem, Hadj Amine al-Husseini (1895-1974), qui devait se montrer le plus empressé à étendre la haine du sionisme à la généralité du peuple juif. Son antisémitisme ravigoté par ses sympathies nazies l'a porté au début de la Seconde Guerre mondiale, au cours de son exil à Berlin, à proposer aux Allemands un accord de soutien mutuel contre l'ennemi commun, où qu'il se trouve : l'Allemagne et l'Italie devaient reconnaître aux pays arabes « le droit de résoudre la question des éléments juifs qui résident en Palestine et dans les autres pays arabes selon les intérêts nationaux et ethniques [*völkisch*] des Arabes, et sur

le modèle de ce qui est fait en Allemagne et en Italie pour résoudre la question juive » (5). Apparemment, les Allemands n'ont pas donné suite. Mais il n'y avait pas que le mufti. On connaît aujourd'hui le rôle éminent des Frères musulmans et de leur fondateur, Hassan el-Banna, dans la propagation, financée par les nazis, du canon antisémite à travers le monde arabe pour entretenir la ferveur antisioniste (6).

La confusion entre antisionisme et antisémitisme s'est acclimatée dans le monde arabe bien avant la création de l'État d'Israël. De 1941 à 1948, des émeutes antijuives se sont produites en Irak, en Syrie, en Égypte, en Arabie et en Afrique du Nord, faisant des centaines de victimes et des milliers de sans-abri (7). Puis, après l'indépendance, ce sera, par vagues successives, le départ forcé sans bagages de près d'un million de juifs des différents pays arabes où ils étaient installés depuis des siècles : chaque défaite militaire était le signal de nouvelles expulsions qui relevaient pour certaines du nettoyage ethnique.

L'École du « néantissement »

Cette infusion de l'antisionisme par les ferment de l'antisémitisme finira par essentialiser le peuple juif – et l'histoire juive – au service de la dénégation d'Israël. Elle ne tardera pas à pénétrer la littérature pour les enfants, devenus le public captif d'une pédagogie de la démonisation qui n'a toujours pas détélé. Il suffit de feuilleter les manuels scolaires publiés sous l'aveu de l'Autorité palestinienne. Le sionisme y est affublé non seulement des clichés familiers du répertoire antisémite mais des traits féroces du nazisme : Israël c'est à la fois Hitler et *Le Juif Süss*. Sur les cartes qui ornent leurs classes et dans leurs atlas, des élèves appelés à devenir un jour citoyens voient une Palestine qui recouvre l'intégralité du territoire israélien. Les manuels où ils apprennent le monde occultent l'histoire du peuple d'Israël, taisent sa présence ancienne sur cette terre, méconnaissent ses lieux saints, gomment l'existence de l'État hébreu et accolent régulièrement à la description des juifs des épithètes comme « infidèles », « fourbes », « cupides », « traîtres », « féroces », « belliqueux », « pillards », « ennemis des pro-

phètes et des croyants »... Ici, « juif », « sioniste » et « israélien » sont employés indifféremment. Tel guide de l'enseignant enjoint de faire comprendre aux élèves que « la corruption est le trait de caractère distinctif des fils d'Israël ». Pas un mot sur la Shoah dans les pages traitant de la Seconde Guerre. Rien même sur les accords d'Oslo. En revanche, beaucoup de chansons et de poèmes qui exaltent le sacrifice des *chahids* (8).

Ces représentations et ces images constituent une arme de combat dans une guerre de religions qui n'hésite d'ailleurs pas à dire son nom. Il en est d'autres, plus familières. Telle la guerre d'usure diplomatique dirigée contre Israël grâce à la « majorité automatique » que la Ligue arabe réussit à rallier dans le tiers-monde avec le concours de la défunte Union soviétique. L'ONU et ses agences passèrent plus de temps à stigmatiser l'État hébreu qu'à promouvoir la paix dans le monde. Le comble a été atteint avec l'adoption par l'Assemblée générale d'une résolution assimilant le sionisme à « une forme de racisme et de discrimination raciale » (9) – elle sera révoquée en 1991. Certains pays arabes, secondés par plusieurs ONG, chercheront à la réintroduire dix ans plus tard à la conférence mondiale de Durban organisée par l'Unesco contre le racisme, la discrimination et la xénophobie. Vaste programme qui allait vite se focaliser sur l'État d'Israël au milieu d'une ambiance délétère : débats houleux, déclamations haineuses, distribution de flyers à l'effigie de Hitler, vente des *Protocoles des Sages de Sion* et menaces physiques envers des participants juifs...

Encore aujourd'hui, il n'est pas d'insulte plus infamante dans le monde arabe que de se faire traiter de juif ou de sioniste (10). La paix signée avec l'Égypte, puis la Jordanie, comme les accords d'Oslo n'y ont rien changé : l'antisémitisme était trop enraciné pour perdre son utilité. Il s'instaurait comme une division de travail dans les rapports avec Israël : coopération politique et militaire d'un côté, démonisation à usage interne de l'autre. Pour le président Moubarak, elle relevait apparemment d'une nécessité politique : l'antisémitisme étant l'un des ciments d'une société autrement plurielle et disparate, le thème de la conspiration sioniste servait d'autant mieux le régime que cette croyance était largement partagée, y compris dans les milieux dits libéraux (11).

Pour Yasser Arafat, elle représentait bien davantage : un dispositif stratégique de reconquête. Et la toute première arme pour y préparer les siens était, précisément, l'école. Les accords d'Oslo prévoient de mettre l'éducation au service de la paix. L'Autorité palestinienne choisit plutôt de poursuivre la guerre dans les livres scolaires. « Il y aura un djihad et notre pays sera libéré », promet un manuel pour les 10 ans (12). Un éducateur travaillant avec des adolescents à Naplouse confia en 2003 à un journaliste anglais : « Nous avons là une génération perdue [...]. Une culture de mort s'est répandue parmi eux. (13) » Quand Israéliens et Américains évoquaient dans des commissions paritaires les falsifications et les incitations incendiaires qui entachent l'enseignement dans les Territoires, leurs interlocuteurs palestiniens s'insurguaient contre ce qu'ils tenaient pour une atteinte à la liberté d'expression et une ingérence inadmissible dans l'élaboration de leur « récit national » (14).

Cette pédagogie négationniste permet de comprendre la résonance magnétique du « droit au retour » en Israël, que l'Autorité palestinienne revendique pour les réfugiés de 1948 et leurs descendants – autre manière d'en appeler à la dissolution de l'État hébreu. Elle aide également à expliquer la prématuré, et la virulence, de l'antisionisme trempé d'antisémitisme qu'on rencontre de nos jours non seulement dans les pays arabes mais au sein des communautés musulmanes installées en Occident. Ayaan Hirsi Ali, chercheuse à la Hoover Institution, née et élevée en Somalie, a décrit récemment les images avilissantes des juifs et d'Israël qui ont bercé son enfance, à l'école comme dans son foyer ; et le long travail sur elle-même, personnel et intellectuel, qu'il lui fallait accomplir pour s'en déprendre (15).

Du mauvais côté de l'histoire

En Occident, l'hostilité à Israël, comme la sympathie pour Israël, renvoyait autant aux événements du Moyen-Orient qu'aux aléas des passions idéologiques. La gauche non marxiste n'a jamais ménagé sa bienveillance envers le sionisme politique. La droite, en France notamment, excepté ses franges inavouables, partageait les mêmes sentiments

– du moins jusqu'à la réorientation, inévitable, de la politique étrangère française après l'indépendance algérienne, accélérée par de Gaulle au lendemain de la guerre de 1967 et poursuivie par ses successeurs dans la foulée de la crise du pétrole des années soixante-dix.

De fait, la réprobation d'Israël aura surtout été l'affaire de la gauche plus ou moins radicale dans ses différents avatars – marxiste, communiste, tiers-mondiste, communautariste, indigéniste, islamо-gauchiste... Aujourd'hui que la gauche ne réside plus qu'à l'extrême gauche, la négation d'Israël se trouve gravée dans sa complexion culturelle.

À l'époque où elle s'adosait au matérialisme historique et célébrait le tiers-monde, la révolution sioniste paraissait mal accordée à ses certitudes. Les rescapés et les immigrants qui peuplaient le jeune État d'Israël avaient certes beaucoup souffert mais ne ressemblaient en rien à des damnés de la Terre. Et puis, à l'heure de la confrontation entre l'Est et l'Ouest, la figure du peuple soldat, succédant à celle du juif persécuté, n'était décidément pas dans l'air du temps : le « sens de l'histoire » le situait du mauvais côté. Pour les idéologues du Parti communiste, que le socialisme israélien, agricole et autarcique, n'a jamais intéressé, le sionisme s'apparentait à l'impérialisme et au capitalisme puisqu'il se rangeait dans le camp ennemi. Pour la gauche progressiste et la gauche littéraire, surtout après l'expédition de Suez, il était le complice des vieilles puissances coloniales – la France de Guy Mollet et la Grande-Bretagne – parce qu'il avait les mêmes adversaires. Surtout, Israël avait trop de national et beaucoup trop de religieux pour agréer à ses théories (16). La gauche, en effet, n'avait rien dans sa culture pour comprendre cet État produit de la pure volonté des hommes, qui avait réuni inséparablement dans son berceau le legs d'un héritage millénaire et les institutions démocratiques, la religion et la nation.

On imagine que pour un juif français, dûment affilié à cette gauche idéologique, il n'était pas facile tous les jours d'accommoder ses différentes « allégeances ». Ou bien il se persuadait de n'avoir aucune affinité particulière avec cet État particulier, excepté peut-être, quand il le croyait menacé d'anéantissement, comme à la veille de la guerre des Six-Jours. Ou bien il se ménageait dans son for intérieur un « compromis historique » entre ses attaches idéologiques et ses inclinations personnelles. Ou

alors il refusait, quoi qu'il en coûte, de se plier à la sommation de « se situer ».

Avec la génération de 68, l'hostilité à Israël allait se parer de nouvelles armes. La révolution restait toujours à l'horizon des grandes espérances, mâtinée désormais de trotskisme, de maoïsme, de guérilisme... À cette époque, l'État hébreu occupait le Sinaï, la bande de Gaza, le plateau du Golan et la Cisjordanie. L'OLP et Septembre noir multipliaient les attentats spectaculaires contre des cibles israéliennes, coulés dans le langage de la libération nationale. Ils enflammaient l'imagination dans les campus européens en y faisant même des recrues: entre la cause palestinienne et la cause du peuple, la convergence des luttes allait comme de soi. Et les antennes d'Arafat sur l'État laïc et démocratique, pour autant qu'on n'y regardait pas de près, paraissaient appropriées, surtout en France, aux principes intangibles de l'État-nation. À l'époque, d'ailleurs, le nombre des implantations et des colons dans les Territoires était infime. La société israélienne était déchirée par des débats interminables sur le Grand Israël, l'existence du peuple palestinien, « l'option jordanienne »... Mais ce qu'on faisait ou disait là-bas importait peu au regard de l'image d'Israël dans la grammaire idéologique des « boomers ». Ses victoires, sa puissance, ses accointances avec une Amérique embourbée alors dans la guerre du Vietnam lui accolaien fatalement les attributs d'une puissance coloniale au service de l'impérialisme.

Cette réprobation, toutefois, franchissait rarement le seuil de l'antisémitisme. Dans les échaufaudages révolutionnaires de Mai 68, il était souvent question d'Israël, beaucoup moins des juifs. Les insurgés de Mai les exemptaient de leurs vitupérations contre le capitalisme, la bourgeoisie, les spoliateurs, les mandarins, le pouvoir gaulliste... Et c'est pourquoi tant de jeunes juifs se sentaient chez eux dans le mouvement, quand ils ne le dirigeaient pas.

Il y eut certes des exceptions. Au début des années quatre-vingt, le philosophe Gilles Deleuze fit paraître des réflexions sur la question palestinienne, aux intitulés qui en résumaient la teneur: « Les Indiens de Palestine », « Grandeur de Yasser Arafat » (elles lui vaudront une rupture avec Michel Foucault). Les juifs y faisaient figure de préda-

teurs européens, déterminés à conquérir cette terre en exterminant les indigènes « à l'américaine », par la force et la terreur. La guerre de 1948 (où 6 000 Israéliens ont péri sur une population d'à peine 600 000 âmes) n'est pour Deleuze, « d'un bout à l'autre », qu'une succession de « beaucoup d'Oradour » : les juifs ont fait subir aux Palestiniens ce qu'eux-mêmes avaient enduré. Ils avaient érigé le génocide en « mal absolu », mais c'est là une « vision religieuse et mystique », non historique ; et cette appropriation non seulement propage le même mal absolu mais « le fait retomber sur d'autres innocents ». Le tour est joué : Deleuze transfère des juifs aux Palestiniens l'élection du malheur en retournant la Shoah contre Israël (17). Et plutôt deux fois qu'une : cet État exploite « l'industrie de l'Holocauste » pour en tirer des mannes politiques et matérielles (18), cependant qu'il en poursuit l'œuvre d'extermination contre de nouveaux « Indiens ».

C'est l'époque où Robert Faurisson fait découvrir à l'extrême gauche le « mythe des chambres à gaz » et ce qu'il révèle sur la légitimité de l'État d'Israël : le génocide est œuvre d'imagination et cette fabrication historique sert forcément un dessein, elle a un auteur, un bénéficiaire qu'une simple opération de bon sens permet de démasquer. Le sionisme avait inventé cette fable de l'extermination pour faire chanter la planète sur le dos de ses victimes palestiniennes : il commet le double crime d'instrumentaliser l'Holocauste en le reproduisant. C'est ici que le négationnisme européen entre en résonance avec la dénégation arabe : le mensonge d'Auschwitz fait pendant à cette autre mystification sur la présence des anciens Hébreux en Terre sainte. Seulement, Faurisson a moins réussi que la propagande arabe. L'histoire, et la mémoire, eurent raison des certitudes trafiquées que lui et ses épigones avaient colportées.

Essai d'abrogation morale

La proscription d'Israël allait trouver d'autres débouchés. Depuis quelques années, la religion compassionnelle, les passions identitaires et les émotions victimaires ont pris le relais des espérances révolution-

naires. Le gouvernement de la morale porte une autre révolution, dont le ressort n'est plus la raison historique mais les sentiments individuels. Ici, le procès d'Israël s'enrichit d'une nouvelle batterie d'inculpations. Il fut un temps, en effet, où l'on croyait, ou voulait croire, que le conflit israélo-palestinien était la source principale de l'instabilité du Moyen-Orient, des agitations communautaristes dans nos banlieues, si ce n'est des malheurs du monde, et même... du réchauffement climatique (on doit cette perle à Clare Short, ancienne ministre du Parti travailliste britannique). L'éphémère « printemps arabe », ses lendemains convulsifs et l'explosion du djihadisme devaient balayer ces supputations de cabinet.

La négation morale, elle, se contente d'essentialiser le conflit israélo-palestinien : les Palestiniens incarnent des victimes exemplaires comme Israël figure un coupable d'élection. Du Deleuze sans Deleuze. Ce n'est pas tel aspect de la politique envers les Palestiniens qui est condamné – les Israéliens s'en chargent eux-mêmes, dans un langage souvent virulent et autrement argumenté ; c'est, calquées sur le « narratif palestinien », l'idée d'un État juif, son origine même qui sont criminalisées. L'occupation, la colonisation, les confiscations ne font qu'ajouter des éléments actualisés au péché originel de 1948. Les auteurs de cette haine-là font volatiliser toute référence à l'histoire, au droit, aux conventions internationales ; ils l'alimentent à leurs propres préjugés pour décréter le bien et le mal. Penser ce conflit centenaire affligé de tant de tragédies n'est pas de leur ressort. Leur vocation n'est pas de réfléchir mais d'éprouver, de juger, de prononcer. Et puisque la question du racisme leur sert d'étaillon principal, ils n'ont pas à chercher plus loin. À l'heure de la « diversité heureuse », en effet, un État-nation fondé sur l'ethnie et cimenté par un principe national – fût-il peuplé de personnes arrivées de tous les coins du globe – ne peut qu'être intrinsèquement raciste. Cet antiracisme, comme autrefois le racisme, dilate ses anathèmes à l'échelle de tout un peuple. Il n'a pour ressort ni la grandeur d'âme ni la passion d'agir, mais la négation et la haine, une haine victimale par association.

Avec l'arrivée en Occident des populations musulmanes, elle est devenue l'un des traits constitutifs de l'islamo-gauchisme, cette dispo-

sition d'esprit qui renvoie toute dérive islamiste et tout acte terroriste à la souffrance et à l'humiliation – symboliques ou réelles – ressenties par les musulmans, ou prêtées aux musulmans. Il fut un temps où la gauche de gouvernement lui servait de rempart. Maintenant que la gauche ne survit qu'à l'extrême gauche, la proscription d'Israël a trouvé son dernier foyer. Et le phénomène finit par pénétrer la sphère politique. Le noyautage du Labour en Grande-Bretagne par la gauche extrême a banalisé non seulement la délégitimation d'Israël mais des manifestations ouvertement antisémites, au point de rendre le parti inhabitable aux juifs. À Washington, une représentante d'origine somalienne fraîchement élue qui avait prôné le droit au retour des Palestiniens – l'euphémisme qui sous-entend la disparition de l'État hébreu – s'étonnait d'avoir soulevé une tempête en expliquant que le soutien massif dont bénéficie Israël au Congrès aura été acheté à coups de dollars par le lobby juif... À peine plus subtil, le leader de La France insoumise prit, lui, l'habitude de chercher à « compromettre » tel adversaire politique en lui supposant des accointances avec la droite israélienne ou avec telle organisation juive. Le soupçon de sionisme est devenu une injure familière au sein de l'ultragauche (et d'une partie de l'extrême droite), sur les réseaux sociaux, dans les grandes manifestations, « Nuit debout » ou « gilets jaunes », comme dans un carnaval « de la satire » en Belgique.

Des paroles, des images, mais aussi des actes dont le plus redoutable est le boycott économique, académique, culturel et politique (BDS : boycott, désinvestissement et sanctions), organisé depuis les facultés américaines. Ce ne sont pas les colons ou les produits des Judée et de Samarie qu'il cible en particulier, mais l'État hébreu en tant que tel. Plusieurs ONG israéliennes le cautionnent, et le sollicitent, puisqu'elles y voient un moyen efficace pour enrayer l'annexion rampante de la Cisjordanie et promouvoir la solution des deux États. C'est à se demander qui se joue de l'autre. En tout cas, sur la charia, les mariages forcés dans le monde musulman, la lapidation des femmes, la répression des homosexuels, le BDS n'est pas près de se prononcer, sans doute par respect de l'altérité culturelle.

Le mouvement du boycott n'est qu'un bras armé de la correction

politique. Il puise aux mêmes sources. Là comme ici, la justice est du côté des faibles du seul fait de leur faiblesse (19). L'un et l'autre nous somment de respecter des valeurs qui nous sont étrangères, y compris celles qui dénient les nôtres. Voilà comment nos démocraties libérales se trouvent piégées par leur libéralisme.

Israël est donc damnable du fait de sa puissance. Cette corrélation entre faiblesse et justesse, ou entre puissance et indignité, est captieuse, mais son pouvoir d'attraction est énorme : en polarisant le juste et l'indigne, elle élimine la complexité, les ambiguïtés, les incertitudes qui président au conflit israélo-palestinien. C'est parce qu'on s'interdit de ne rien dire sur l'islam et l'islamisme, sauf qu'ils sont persécutés, qu'on peut tout dire sur Israël et, par extension, sur les juifs. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, ce sont les juifs précisément qui bénéficiaient de ce statut d'extraterritorialité. Mais la roue de l'histoire continue à tourner et, par un cruel retour des choses, les voici sommés d'acquitter leur immunité éphémère à un prix exorbitant.

1. Voir la Charte nationale de l'Organisation de libération de la Palestine, art. 20.
2. Amnon Rubinstein et Alexander Yakobson, *Israël et les Nations*, Shocken, 2003, p. 113 (en hébreu).
3. Charte nationale de l'Organisation de libération de la Palestine, art. 6. D'autres documents la font remonter soit à l'indépendance (1948) soit à la déclaration Balfour (1917).
4. Bernard Lewis, *Juifs en terre d'islam* [1984], in *Islam*, Gallimard, coll. « Quarto », 2005, p. 624-625.
5. Cité in Bernard Lewis, *Juifs en terre d'islam*, op. cit., p. 624-625. Voir également Amnon Rubinstein et Alexander Yakobson, *Israël et les Nations*, op. cit., p. 49 et, plus généralement, Martin Cüppers et Klaus Michael Mallmann, *Croissant fertile et croix gammée : le III^e Reich, les Arabes et la Palestine*, Verdier, 2009. Sur le concours de la propagande nazie à l'antisémitisme arabe, Jeffrey Herf, *Nazi Propaganda for the Arab World*, Yale University Press, 2009.
6. Matthias Küntzel, *Jihad and Jew-Hatred. Islamism, Nazism, and the Roots of 9/11*, Telos Press, 2007.
7. Bernard Lewis, *Juifs en terre d'islam*, op. cit., p. 625.
8. Voir les différents rapports de Palestinian Media Watch (Jérusalem), du Middle East Media Research Institute (Washington D. C.), surtout de l'Institute for Monitoring Peace and Cultural Toleration in School Education (Jérusalem) et, plus généralement, Yohanhan Manor, *Les Manuels scolaires palestiniens*, Berg International, 2003, *passim*.
9. Résolution n° 3379 du 10 novembre 1975.
10. Quelques exemples récents in Esther Webman, « La conversation antisémite et anti-israélienne sur les places de la révolution », *Carrefour du Moyen-Orient*, vol. II, n° 2, février 2012, p. 2 (en hébreu).
11. Amr Bargisi et Samuel Tardos, « After the Fall », *Tablet*, 9 décembre 2011.
12. Cité in Yohanhan Manor, *Les Manuels scolaires palestiniens*, op. cit., p. 104.
13. *The Independant*, 30 mai 2003, cité in Yohanhan Manor, *Les Manuels scolaires palestiniens*, op. cit., p. 142.
14. Amos Nevo, « Apprendre par cœur le chant du shahid », *Yediot Aharonot*, 23 juillet 1999.
15. Ayaan Hirsi Ali, « Can Ilhan Omar Overcome Her Prejudice? », *The Wall Street Journal*, 12 juillet 2019.
16. François Furet, « Entre Israël et la gauche française : trente ans de malentendu », *Le Nouvel Observateur*, 15 mai 1978, repris in *L'Atelier de l'histoire*, Flammarion, 1982, p. 297-301.
17. Pour une réflexion plus générale sur « le retourneum de la Shoah contre les juifs », voir Alain Finkelkraut, *À la première personne*, Gallimard, 2019, p. 32-38.
18. Le reproche fait à Israël d'exploiter à son profit « l'industrie de l'Holocauste » fait l'objet d'une riche littérature. Le terme « industrie de l'Holocauste » a été forgé par Norman Finkelstein (*The Holocaust Industry*, Verso, 2000).
19. Gadi Taub, « Il n'existe pas de corrélation entre faiblesse et justice », *Haaretz*, 7 décembre 2017.

« SIONISME, ADN CRIMINEL DE L'HUMANITÉ »

› Pascal Bruckner

R

eportons-nous vingt ans en arrière : la conférence de Durban venait d'avoir lieu, en principe un congrès contre le racisme, qui s'était conclu, par un lapsus tragique, dans un déchaînement de haine anti-juive.

On est surpris rétrospectivement par l'extraordinaire médiatisation dont bénéficiait le Proche-Orient au tout début du XXI^e siècle. Comme si le sort de la planète se jouait tout entier dans un mouchoir de poche quelque part entre Tel-Aviv, Ramallah et Gaza. La réprobation d'Israël était d'abord à l'époque l'obsession d'Israël et confinait à la monomanie. Or cette médiatisation ne nous apprenait rien au sens strict du terme, elle se contentait de renforcer les stéréotypes, celui d'un affrontement entre un État colonial et raciste, tard venu sur la scène internationale (1948), et un peuple écrasé et spolié de ses terres. Le traitement de la seconde Intifada fut révélateur de ce cliché qui dressait les forces de l'oppression contre les forces de la résistance. Le Proche-Orient était devenu le lieu d'un combat mondial pour le titre de paria. L'État hébreu était le dérivatif commode des misères et des frustrations du monde arabe et la condamnation d'Is-

raël en Occident valait exonération des crimes d'hier contre les juifs. Comme si les descendants lointains des déportés valaient désormais les bourreaux qui avaient gazé leurs pères.

« Sioniste » : il y a longtemps déjà que cet adjectif était synonyme d'infamie dans le vocabulaire de la propagande communiste. Staline lui-même l'avait utilisé, conjointement à « cosmopolite », pour justifier une vaste persécution antisémite à la fin des années quarante à laquelle seule sa mort mit un terme.

Mais le vocable, devenu insulte, voire obscénité dans la gauche européenne, a fait fortune dans le monde arabo-musulman, qui

Pascal Bruckner est écrivain. Dernier ouvrage publié : *Une brève éternité. Philosophie de la longévité* (Grasset, 2019).

a importé, sans discrimination, toute la propagande antisémite européenne (*Les Protocoles des Sages de Sion*, ce faux antisémite forgé par les services secrets du tsar au début du XX^e siècle, a été un best-seller pendant des années dans les grandes capitales orientales). Quel crime n'a-t-on pas imputé au sionisme dans les médias de ces pays ? D'être « une forme de racisme et de discrimination raciale », comme l'affirma une résolution du 10 novembre 1975 adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies. D'avoir créé Hitler de toutes pièces, d'avoir inventé le mythe de l'Holocauste pour en tirer un juteux business. Mais aussi d'être responsable du 11 septembre 2001 à New York (le Mossad aurait averti tous les juifs de ne pas venir travailler dans les tours ce jour-là !), d'avoir forgé le virus du sida pour éliminer l'humanité ou l'ensemble des Africains, d'avoir provoqué le tsunami de décembre 2004 par une explosion nucléaire, d'être à l'origine de la grippe aviaire pour affaiblir l'Afrique et l'Asie, d'avoir « inventé l'homosexualité » pour déshonorer les garçons arabes, d'être responsable du changement climatique pour garder la mainmise sur la planète, d'avoir en 2006 payé en sous-main les caricatures de Mahomet au Danemark afin de dresser les uns contre les autres chrétiens et musulmans comme le déclarait l'ayatollah Khamenei, d'avoir inventé de toutes pièces Daesh et al-Qaida pour salir la religion du Prophète, et j'en passe. Tout ce qui a lieu de mauvais sur ce globe peut être imputé à cette entité maléfique d'Israël qui relaie le vieux fantasme du complot juif. L'appellation infamante de

« sioniste » désigne désormais quiconque juge normale l'idée d'un État juif puisque Israël est d'abord coupable d'être. Si le sionisme n'existe pas, il faudrait l'inventer.

Quelle passion étrange a suscité cet affrontement de basse intensité à l'est de la Méditerranée si on le compare aux guerres africaines, où les victimes se chiffrent par millions sans mobiliser les consciences outre mesure! À croire que, dans la sphère médiatique, la vie d'un Israélien ou d'un Palestinien valait mille fois plus à l'époque que celle d'un Congolais ou d'un Soudanais. Il faut voir dans cette hantise l'évolution de notre attitude à l'égard du « problème juif » en Europe. On est passé de l'idéalisat ion consécutive à la révélation du génocide au dénigrement ultérieur. L'éloge portait en lui l'imminence de l'éreintement, la calomnie a suivi de près l'idolâtrie. À l'image du bon juif, humble et persécuté, s'est substituée celle du colon arrogant et agressif. On admire le premier, déraciné, vagabond, témoin exemplaire de la condition humaine; on le vomit normal, citoyen ordinaire d'une nation qui défend chèrement sa peau. On en veut aux juifs d'être sortis de leur faiblesse immémoriale, d'embrasser la force sans crainte. Ils ont trahi la mission que leur avait assignée l'histoire : être un peuple d'apatriades qui ne s'enferre pas dans l'étroitesse obtuse des nations. Comme l'a dit l'historien Enzo Traverso, les juifs ont « blanchi ». Depuis 1948, ils ont franchi « la ligne de couleur », se sont enrichis et sont devenus « blancs », c'est-à-dire oppresseurs. Avec la « fin » de l'antisémitisme, le juif est entré dans la race « supérieure » (la blanche), avec Israël, il est entré dans la maladie européenne du nationalisme et c'est ce qui l'a perdu. Sorti du ghetto, il n'incarne plus cette « altérité négative » qui le rendait unique autrefois.

Au moment où l'Europe elle-même abjurait ses patries, l'ancrage israélien sur une terre en partie revendiquée par d'autres équivalait à un désastre symbolique. La faute des juifs au Proche-Orient? Ils ont réécrit sans nous consulter le scénario que nous leur avions concocté, ils ont donc perdu le droit de nous demander des comptes. Nation de parias, Israël est ainsi devenu dans les opinions publiques le paria des nations. Il faut se souvenir de ce qu'écrivait l'ancien diplomate Stéphane Hessel, supporter déterminé du Hamas, au *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en janvier 2011: « L'occupation allemande était, si on la compare

avec l'occupation actuelle de la Palestine par les Israéliens, une occupation relativement inoffensive, abstraction faite d'éléments d'exception comme les incarcérations, les internements, les exécutions, ainsi que le vol d'œuvres d'art. » On a bien lu: l'État d'Israël aurait donc détrôné le III^e Reich comme incarnation de la barbarie. Quand le juif opprime ou colonise, non seulement il se transforme en nazi mais il se conduit pire que les nazis. Comme le disait le cheikh Ibrahim Mudeiris à Gaza en 2005:

« Les juifs sont derrière la souffrance des nations [...] parce que Israël est un cancer qui se propage dans tout le corps de la nation islamique et parce que les juifs sont un virus qui ressemble au sida et dont le monde entier souffre. Vous découvrirez que les juifs ont été à l'origine de toutes les guerres civiles dans le monde [...]. Le jour viendra où tout sera repris aux juifs, même les arbres et les pierres qui ont été leurs victimes. (1) »

Bref les nazis ont persécuté les juifs; puis les juifs sont devenus des nazis. Car le vrai juif aujourd'hui parle arabe et porte le keffieh à damier, l'autre est un imposteur qui s'arroge un titre de propriété et a perdu « la magistrature morale du martyre » (Péguy). La judaïsation des Palestiniens implique la nazification des Israéliens. L'ancienne victime est devenue tortionnaire à son tour mais un tortionnaire qui dépasse en cruauté son ancien tourmenteur dans les années trente et quarante. Comme l'écrivait Vladimir Jankélévitch dans un livre paru à titre posthume en 1986:

« L'antisionisme est à cet égard une incroyable aubaine car il nous donne la permission – et même le droit, et même le devoir – d'être antisémite au nom de la démocratie! L'antisionisme est l'antisémitisme justifié, mis enfin à la portée de tous. Il est la permission d'être démocratiquement antisémite. Et si les juifs étaient eux-mêmes des nazis? Ce serait merveilleux. Il ne serait plus nécessaire de les plaindre: ils auraient mérité leur sort. (2) »

On sait que pour une majorité d'intellectuels français, sud-américains ou européens, à l'exception notable de Jean-Paul Sartre et de Michel Foucault, Israël était par nature une nation criminelle puisque, à son propos, seul le nom de Hitler venait à la bouche. En Europe, la question palestinienne n'a servi qu'à ré-légitimer en toute quiétude la haine des juifs. C'est le cas de le dire avec Bernard Lewis : « Les Arabes ne sont rien d'autre en vérité qu'un bâton pour rosser les juifs. (3) » Témoin cet extrait d'une tribune intitulée « Israël-Palestine, le cancer » et signée par Edgar Morin, Danièle Sallenave et Sami Naïr :

« Les juifs qui furent humiliés, méprisés, persécutés humilient, méprisent et persécutent les Palestiniens. Les juifs qui furent victimes d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens. Les juifs, victimes de l'inhumanité, montrent une terrible inhumanité [...] le peuple élu agit comme la race supérieure. (4) »

« Se comporter en peuple élu de Dieu n'est pas seulement stupide et arrogant mais un crime contre l'humanité. Nous appelons cela du racisme », écrit pour sa part le philosophe norvégien Jostein Gaarder, auteur du célèbre best-seller *Le Monde de Sophie* (5). Il soupçonne par ailleurs certains Israéliens de préméditer avec l'aide de Dieu « une solution finale à la question palestinienne » (6).

N'oublions pas non plus le Prix Nobel de littérature portugais José Saramago au printemps 2002, en visite à Ramallah alors assiégée par Tsahal, qui écrit : « À Ramallah, j'ai vu l'humanité humiliée et opprimée comme dans les camps de concentration nazis. » À une journaliste, il confie : « Ce qui arrive en Palestine est un crime [...] que nous pouvons comparer à ce qui arrivé à Auschwitz. » À l'objection de la journaliste : « Où sont les chambres à gaz? », José Saramago répond : « Celles-ci ne sauraient tarder. (7) » Quant à l'écrivain chilien Luis Sepúlveda, il résume le sentiment général de l'intelligentsia à cette époque dans une formule frappante : « À Auschwitz et Mauthausen, à Sabra, Chatila et Gaza, sionisme et nazisme se donnent la main. (8) »

Que s'est-il passé depuis lors? Plusieurs choses: Israël n'a jamais failli, jamais reculé, et a frappé durement ses ennemis, au prix de représailles parfois terribles sur la population civile qui ont découragé les agresseurs potentiels. Mais surtout les priorités ont changé: l'essor du terrorisme, la prise de pouvoir de Daesh à Mossoul et Rakka en 2014, l'instauration du califat de la terreur ont changé la donne. Les pays arabes, contraints de juguler leurs fanatiques et engagés dans un affrontement avec la puissance iranienne, ont peu à peu délaissé leurs protégés palestiniens. Ceux-ci ont commis une suite d'erreurs tragiques en adoptant des positions extrémistes et en refusant les uns après les autres les plans de paix, dont le dernier, celui de Donald Trump, est sans doute le plus imparfait de tous mais il a au moins le mérite d'exister. La cause palestinienne meurt tout doucement dans l'indifférence des opinions publiques et par l'impéritie de ses dirigeants. L'État d'Israël a tenu bon, il a joué habilement de la division de ses adversaires, et apparaît aujourd'hui comme le seul lieu sûr et pacifié dans un Moyen-Orient en plein désarroi. Il a fait alliance avec ses ennemis d'hier, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, engagés dans une guerre sans merci contre Téhéran et contre les Frères musulmans. Pour Jérusalem, première puissance militaire et technologique de la région, c'est une victoire incontestable. Mais après? Les menaces perdurent et la paix fragile, sans accord stable avec les Palestiniens, pourrait se révéler aussi dangereuse que les confrontations armées. Le projet d'annexion d'une partie de la Cisjordanie, au-delà des arguments sophistiques, paraît aberrant et entacherait cette jeune nation, déjà submergée de reproches, du péché d'apartheid. Reste ce fait incontestable: cet État dont un diplomate du Quai d'Orsay prédisait qu'il aurait disparu dans trente ans pourrait bien survivre à tous ses voisins en proie au chaos le plus total.

« Sionisme, ADN criminel de l'humanité » est le slogan repris par les manifestants lors d'une marche de protestation à Paris contre la guerre au Liban le 30 juillet 2006.

1. Sermon prononcé le 13 mai 2005 à la Grande Mosquée de Gaza, cité in Matthias Küntzel, *Djihad et haine des juifs*, Éditions du Toucan, 2015, p. 15.
2. Vladimir Jankélévitch, *L'Imprescriptible. Pardonner ? Dans l'honneur et la dignité*, Seuil, 1986, p. 19-20.
3. Bernard Lewis, *Le Retour de l'Islam*, Gallimard, 1985, p. 250.
4. Edgar Morin, Sami Nair et Danièle Sallenave, « Israël-Palestine : le cancer », *Le Monde*, 3 juin 2002.
5. Jostein Gaarder, *Le Monde de Sophie*, Seuil, 1995.
6. Jostein Gaarder, « Guds utvalgte folk », *Aftenposten*, 5 août 2006.
7. Interview, *Le Monde*, 24 mai 2002.
8. Luis Sepúlveda, *Une sale histoire*, Métailié, 2005, p. 44.

LA DÉRAISON ANTISIONISTE, UNE IDÉOLOGIE MEURTRIÈRE

Ses manifestations à l'école

› Irène Saya

Que s'est-il passé le 11 septembre 2001 pour que des élèves français originaires du Maghreb applaudissent en voyant des hommes se jeter dans le vide depuis les tours de Manhattan? « C'est pas nous, c'est le Mossad, les Américains l'ont bien cherché. » Que s'est-il passé depuis 2015 pour que le slogan « Je ne suis pas Charlie » trouve un écho dans les écoles et une partie de la société?

En France, on ne tue pas pour un dessin; un être humain parle à ses semblables.

À l'issue d'une visite scolaire d'Auschwitz, on a pu entendre: « Les juifs font subir aux Arabes ce que leur ont fait les nazis; puisqu'on est allé voir les camps, on va pouvoir parler de la Palestine. » Roger Garaudy, communiste, puis catholique, protestant, puis musulman, fut le pionnier de l'imposture: « La Shoah a été inventée pour justifier l'existence d'Israël. » L'inversion complotiste a fait son chemin.

Aujourd'hui des strates d'antisémitisme se superposent et se mêlent. La plus active se nomme antisionisme et s'accompagne de la nazification des juifs et d'Israël. Le pacte social en est fragilisé. Le retournement ostensible du nazisme contre les juifs, où qu'ils se trouvent, est

un phénomène nouveau dans notre paysage mental et les professeurs sont désemparés. Comment les figures anciennes et nouvelles de l'antisémitisme cohabitent-elles dans notre système scolaire ?

La haine des juifs

Crée en 2003, l'association Pour une école républicaine et citoyenne (Perec) (1) a tout d'abord été sollicitée pour des cas d'antisémitisme traditionnel. Considérés comme des maladresses par l'institution, ils laissent des traces durables chez les victimes.

L'implication du conflit du Proche-Orient dans les agressions est plus récente. Un enfant de 7 ans rentre chez lui couvert de bleus ; il finit par avouer que l'institutrice l'a pincé et que le directeur l'a soulevé devant toute la classe et l'a laissé retomber violemment au sol ; la mère, née en Israël et mariée à un chercheur français, s'entend dire : « Dans votre pays, la violence, vous connaissez. » Notre association informe le recteur, qui ne réagit pas. L'enfant change d'école ; « il a peur de tous les adultes », dit la directrice du nouvel établissement. Bien que français né en France, l'enfant part vivre dans « son » pays avec sa mère, française elle aussi.

Irène Saya est professeure honoraire agrégée de philosophie, et présidente de l'association Pour une école républicaine et citoyenne (Perec).
 > irene_saya@yahoo.fr

L'ouvrage *Les Territoires perdus de la République* (2) témoigne des difficultés pour enseigner la Shoah dans les classes à forte proportion d'élèves d'origine maghrébine. Iannis Roder rapporte cette phrase inoubliable : « Hitler aurait fait un bon musulman. » Les professeurs, sidérés, s'indignent puis se taisent. Un principal de collège nous dit : « J'avais le Coran sur mon bureau ; je le consultais pour prouver à ces élèves qu'ils avaient tort de s'en prendre aux non-musulmans, mécréants, juifs et chrétiens. Je reconnaissais que j'ai fait fausse route. »

Les témoignages des professeurs recueillis par l'association Perec mettent l'accent sur l'antisémitisme, le racisme, le sexisme et les atteintes à la laïcité. Pour les pouvoirs publics, il faut toujours associer la lutte contre le racisme à celle contre l'antisémitisme. Ils ne peuvent admettre que des héritiers du racisme colonial puissent être racistes.

De là la difficulté d'agir pour les combattre. Les formules sur le respect de l'autre n'ont pas d'effet. Ces fléaux signent le déni politique de la fracture ethnique et sociale française.

Le racisme n'est plus celui d'un Dupont Lajoie s'attaquant à des ouvriers algériens. Comment aider ce professeur camerounais insulté, par écrit, par deux élèves d'origine maghrébine: « Sale négro, retourne dans ta jungle »? Le lycée lui demande de porter plainte à titre privé. « Tout juste si on ne m'a pas reproché d'être noir », dit-il. Il quittera le lycée.

Le sexismne n'est plus seulement celui que dénonçait Simone de Beauvoir même si l'actualité en reprend des thèmes comme le viol ou l'inégalité des salaires. Le mouvement « décolonial », qui exclut les Blancs, met en cause l'unité de la nation. Les femmes Indigènes de la République se considèrent comme des héroïnes de l'islam moderne. Elles pensent échapper ainsi à l'oppression traditionnelle.

L'antisémitisme s'est renouvelé. Le conflit du Proche-Orient sert d'alibi aux agressions contre des Français désignés comme juifs. « Les juifs », là-bas comme ici, sont redevenus les boucs émissaires des religions monothéistes. Considérés comme des malades mentaux, des criminels ne sont pas jugés. La relaxe, le 19 décembre 2019, de l'assassin de Sarah Halimi est très inquiétante.

Les professeurs ne sont pas préparés à affronter la propagande

Le rapport Obin (3) est occulté. La cellule ministérielle de prévention des dérives communautaristes, que notre association avait rencontrée, nous a confirmé son rejet. Consultable sur Internet, ce rapport de 2004 nous apprend ce qui est en jeu dans l'instrumentalisation du conflit du Proche-Orient. Un sujet d'histoire est transformé en question identitaire; l'appartenance à l'oumma est revendiquée: « Les lois de Dieu sont supérieures aux lois de la République. »

En sixième, un professeur marocain fait étudier, malgré les protestations des parents, un texte de Norman Finkelstein extrait de *L'Industrie de l'Holocauste* pour montrer qu'Israël n'a aucun lien avec la Palestine.

Un professeur impose aux élèves de son lycée de voir le film *Les Portes du soleil* où un Palestinien exhibe un bras tatoué « Israël État nazi 1948 ». Le proviseur conteste ce choix mais n'est pas entendu ; un collègue pragmatique finit par exfiltrer le film du centre de documentation du lycée.

Les professeurs ne sont pas préparés à affronter la propagande. On leur propose de faire appel à des militants, lesquels ne sont mandatés que par eux-mêmes.

Lors d'une conférence intitulée « Soutien au peuple palestinien », un proviseur reçoit un chef d'établissement ami, une militante du Comité catholique contre la faim et un étudiant de 35 ans qui reviennent d'un voyage en Palestine. Ils projettent de faire le tour des lycées. La séance est programmée à l'heure de la cantine, pendant le ramadan, pour toucher les élèves d'origine maghrébine, nombreux dans ce lycée mais étonnés qu'on puisse faire de la politique au lycée.

On projette la photographie d'une maison détruite ; le propos est truffé d'erreurs. Le proviseur-adjoint présent demande à l'intervenant pourquoi elle parle des juifs et non des Israéliens ; elle rétorque : « Là-bas, c'est comme ça qu'on parle. »

Un élève met en doute l'objectivité des « conférenciers » ; le même propos fuse depuis les deux extrémités de la salle : « C'est un juif, on va lui faire la peau. » Un prénom ou un nom à consonance biblique suffisent à vous désigner à la vindicte.

Le proviseur, l'inspection académique et le rectorat sont alertés. Silence sur toute la ligne. Deux professeures, accusées d'avoir dénoncé, subissent des représailles. L'une change d'établissement, l'autre prend sa retraite prématurément. Quelques années plus tard, elles diront leur colère pour n'avoir pas su réagir : « On aurait dû se lever et jeter les intervenants à la porte ; pourquoi n'a-t-on pas eu ce courage ? On n'y a même pas pensé. »

Notre association, invitée par un institut universitaire de formation des maîtres (IUFM), est témoin du malaise des formateurs. Un professeur de l'association commente le rapport Obin ; une syndicaliste affirme depuis la salle que les analyses de « [son] ami Jean-Pierre » ont été déformées. Nous l'avons rencontré ; il n'a rien démenti.

Puis nous expliquerons ce qu'est Vatican II et la condition inférieure des dhimmis, juifs et chrétiens en terre d'islam ; personne n'en

a entendu parler mais une élève-professeure maghrébine se lève et nous accuse : « Vous mentez ! » L'amphithéâtre est agité, l'organisateur, affolé, met fin à notre intervention : « Tous les problèmes, dit-il, viennent de Tsahal et des évangélistes américains. » Une élève nous accuse de racisme mais un autre, d'origine marocaine, vient nous voir, discrètement, pour nous donner raison.

L'esprit de soumission a traversé la Méditerranée.

Invité à parler après notre association, un directeur d'école primaire voulait témoigner des intrusions de mères voilées, soutenues par la télévision régionale installée dans la cour de son école. Elles veulent accompagner les sorties scolaires et dénoncer publiquement le refus du directeur. Le directeur de l'école a modifié l'exposé prévu.

La Naqba est, dans le monde arabe, l'équivalent de la Shoah. Mais peut-on mettre sur le même plan des conflits politiques destinés à se résoudre, comme celui de l'Algérie ou celui du Proche-Orient, avec un génocide ?

Une professeure à l'IUFM demande à son proviseur une sanction pour des élèves ayant perturbé une visite au Mémorial des enfants juifs exterminés d'Izieu. L'inspecteur d'académie la convoque : « Madame, vous oubliez que nous leur avons fait un million de morts » ; la professeure insiste : « Tous les élèves doivent être traités à égalité. » Il persiste : « Et vous, madame, iriez-vous vivre à Gaza ? Emmenez-les à Auschwitz, on organise des voyages. » La professeure refuse ; accusée d'abandon de poste, elle demandera une mutation.

Dernier exemple de cette plongée dans la démesure idéologique ; un professeur de Nanterre emmène des élèves à Auschwitz ; ils prélevent, à Birkenau, de la terre qu'ils iront disperser dans les fondations d'une école palestinienne. Cette profanation dénoncée, le deuxième voyage est annulé et la mairie dépose la terre au cimetière de la ville.

Un enseignement d'histoire contrôlé par les inspecteurs de l'Éducation nationale peut limiter les confusions et le poids de la propagande qui fait d'Israël un suppôt du fascisme, de l'impérialisme, du colonialisme, de l'apartheid et de l'hitlérisme. Des professeurs transmettent ce lieu commun de la bien-pensance : « Le remords des Européens fut la cause de la reconnaissance de l'État d'Israël. » Les prémisses de l'État d'Israël ont été mises en place après la Première Guerre mondiale – qui

marque le début du conflit bien plus que la Seconde –, sur un territoire auquel le peuple juif était resté attaché durant vingt siècles. La Palestine (dont le nom date d'Hadrien, en 135 apr. J.-C.) était le territoire des juifs appelés Palestiniens (cf. Chateaubriand, Kant, Rousseau). Le sionisme, un mouvement né dans la seconde moitié du XIX^e siècle, à l'instar des mouvements politiques luttant pour l'unité allemande et italienne, est mal connu. Tout s'est joué à la Société des nations pendant et après la chute de l'Empire ottoman, entre 1916 et 1922.

Une France inquiète

Depuis le regroupement familial de 1974, la France a changé. Les difficultés des professeurs liées à l'engagement français lors de la guerre du Golfe en 1990 deviennent visibles en 1994. La Shoah, le Proche-Orient, l'immigration, l'évolutionnisme, rejetés par certains élèves, sont qualifiés par le ministère de sujets sensibles. Les programmes sont modifiés en conséquence. Parallèlement à l'instrumentalisation du conflit, l'intrusion de voiles islamiques progresse. S'y opposer a nécessité du courage. La loi sur les signes religieux dans les écoles publiques de 2004 a empêché l'islamisation totale de certains établissements. Décisif fut le témoignage fourni à la commission Stasi d'un professeur en zone d'éducation prioritaire. Une élève de sixième avait écrit sur sa copie: « Je ne veux pas étudier Pagnol, le petit Marcel n'est pas un bon musulman. »

Le rejet d'Israël en faveur de la cause palestinienne est fréquent à l'université. Comment expliquer la motivation des militants qui quadrillent le territoire au nom de la solidarité internationale, avec les subventions des mairies? S'agit-il pour eux de retrouver une cause après la chute du communisme, de faire oublier certaines exactions de la France en Algérie, de prendre la défense des pauvres? La compassion et la repentance chrétiennes sont dévoyées. Comment combattre le retour des préjugés sur le lien des juifs à l'argent, l'empoisonnement de l'eau, et leur pouvoir occulte, que leur militance encourage? Les antennes satellites entretiennent les stéréotypes.

L'école est touchée du fait de l'engagement de quelques-uns. Dans un collège parisien, un professeur, en classe de cinquième, où

l'islam est au programme, a obtenu le soutien écrit d'une employée du Quai d'Orsay ; elle est intervenue, par écrit, en utilisant le papier à en-tête de son ministère, pour défendre auprès du proviseur, « un projet d'échange avec Naplouse pour présenter des photos de portes détruites ces dernières années par l'armée israélienne ». Les élèves français de leur côté enverraient... des photos de portes d'hôtels particuliers parisiens.

Le rectorat a donné son autorisation. Le conseil d'administration a approuvé, le proviseur s'est incliné. Suite à la vigilance d'une collègue, on a envoyé la classe visiter le musée d'Art et d'Histoire du judaïsme... en compensation. Était-ce pour mieux désigner les juifs comme auteurs des destructions de portes ? Les parents d'élèves se sont tus. Les responsables du musée, informés par nous du sens de cette visite, ont reçu les élèves : « Ils en retiendront toujours quelque chose ! » La mairie de Paris, alertée, n'a pas réagi.

En définitive, les élèves ont simplement sculpté des savons achetés dans un commerce équitable de développement durable, et appris à chanter *Nuit et Brouillard*, de Jean Ferrat. Une exposition a été organisée. Le maire d'arrondissement, invité, n'a pas voulu intervenir. Il nous a juste chuchoté que lui, organisait des voyages à Auschwitz !

La loi française condamne le racisme, l'antisémitisme et le néo-nazisme ; le sale juif d'autrefois a été remplacé par le sale sioniste, même si l'extrême droite néonazie n'a pas dit son dernier mot et continue à tuer. On se rabat sur l'antisionisme, terme savant qui camoufle une volonté de destruction. « On a bien le droit de critiquer Israël », dit un politologue ; certes, on a le droit de tout critiquer... mais pourquoi cette obsession contre un petit pays de neuf millions de citoyens israéliens : juifs, Arabes, Arméniens, druzes, bédouins, chrétiens orientaux et de toutes obédiences ? Avant 1967, dans sa partie la plus étroite, la largeur du pays était de 14 km, aujourd'hui, à peine davantage. La peur d'un nouveau génocide se conçoit quand on entend que l'Iran fabrique la bombe pour « rayer Israël de la carte » et que l'Organisation des Nations unies (ONU) ne dit rien.

Les antisionistes clament qu'ils ne refusent pas l'existence d'Israël mais seulement le choix de ses dirigeants. Autoriserait-on un pays étranger à contester les élections françaises ? La rafale d'invectives

de l'Alsacien converti porteur de keffieh en gilet jaune va au-delà de l'expulsion d'Alain Finkielkraut ; elle dit une négation de la France et de ses valeurs. L'équivalence entre les discriminations sociales d'une France raciste et les génocides ou crimes de masse s'est banalisée. Une philosophe arborant une grande croix proclame : « Moi, je mets Israël au ban de l'humanité. » Mais on sanctionne ceux qui refusent que la Shoah se retourne contre les juifs. Ils sont réduits au silence.

Jusqu'à quand ? répète avec colère le dramaturge Jean-Claude Grumberg.

Lors de l'assassinat de militaires maghrébins et antillais à Montauban et d'enfants de l'école juive de Toulouse, en 2012, journalistes et politiques auraient préféré que ce soit l'œuvre d'un autre Anders Breivik. L'assassin, devenu un héros des quartiers, a dit pendant sa traque avoir tué des enfants juifs à cause de la loi contre le voile et pour venger les enfants palestiniens.

En 1975, influencée par l'URSS, l'ONU déclara que le sionisme était une forme de racisme. Depuis près d'un demi-siècle, la haine a gagné du terrain.

L'islam proclame, avec certains politiciens, qu'il est la deuxième religion de France. Il doit faire cesser les crimes commis en son nom.

Nous avons rencontré en décembre 2019 au ministère de l'Éducation nationale le Conseil des sages de la laïcité. Reconquérir la laïcité telle que Jean Zay l'avait définie dans les années trente, en incluant autant les questions politiques que les questions religieuses, est du devoir de tous. Bannir les intrusions des prêcheurs de haine, protéger l'école de la séduction du terrorisme, telle est la tâche urgente aujourd'hui.

1. L'association Perec est une association laïque. Elle s'adresse à toute personne confrontée aux problèmes spécifiques de l'antisémitisme, du racisme et du sexisme en milieu scolaire, ayant pris conscience de la nécessité d'une réponse collective.

2. Emmanuel Brenner (dir.), *Les Territoires perdus de la République*, Fayard, 2015.

3. « Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires », rapport commandé par Luc Ferry et remis à François Fillon, alors ministre de l'Éducation nationale, en juin 2004. L'inspecteur général de l'Éducation nationale Jean-Pierre Obin y alerte sur le développement, dans certains établissements scolaires, des atteintes à la laïcité, de l'antisémitisme, des contestations de certains enseignements par des élèves et de violences liées à la religion.

LA DÉTESTATION D'ISRAËL SUR LE NET

› Marc Knobel

Sur Internet, Israël déchaîne les passions. Certains internautes, sur les réseaux sociaux, dans la fachosphère, l'ultragauche ou sur des sites musulmans, se lâchent. Lorsque des articles sont publiés sur Israël, sur les réseaux sociaux ou les sites de quotidiens, les messages haineux postés par des lecteurs s'accumulent. Les termes utilisés sont simples, avec des smileys. Souvent, les internautes ne prennent pas le temps de lire l'article dans sa totalité: on exprime un contentement ou un mécontentement. Le ton risque très vite de monter. L'invective n'est pas loin. Et, comme la modération n'est pas suffisante, les journaux sont obligés de fermer les commentaires. C'est ainsi que, sur le Net, l'antisionisme se conjugue avec des textes engagés, des Tweet enflammés, des caricatures antisémites, des vidéos djihadistes, des slogans grossiers. Il ne s'agit pas de critiquer une politique, ce qui fait partie assurément du débat démocratique, mais d'appeler purement et simplement à la disparition d'Israël.

Depuis peu, un indicateur tente de mesurer l'antisémitisme et surtout la haine d'Israël, sur Internet en France. Il s'agit de l'Observatoire de l'antisémitisme en ligne. Pour l'année 2019 (1), il a collecté du contenu potentiellement antisémite, grâce à une liste de mots-clés, sur

plus de 600 millions de sources et avec une identification manuelle des messages réellement antisémites (2). Enfin, une classification a été faite, selon quatre catégories d'antisémitisme (3) définies par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (Ihra) (4). Ce travail a été effectué par Ipsos pour le compte du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif). Parmi les quatre catégories étudiées figurent « la haine des juifs *via* la haine d'Israël ». Font notamment l'objet d'une attention particulière, les points suivants : la diffamation de l'État d'Israël ou les critiques envers l'État d'Israël parce que c'est un État juif; l'utilisation de symboles et d'images associés à l'antisémitisme classique (dire que les juifs ont assassiné Jésus, l'accusation de meurtres rituels contre les juifs) pour caractériser Israël ou le sionisme; les allégations disant que l'État d'Israël est comparable au régime nazi; les comparaisons entre la politique actuelle d'Israël et celle des nazis.

Quelles sont les conclusions? De janvier à juin 2019, 51 816 contenus antisémites ont été comptabilisés (5). Cet antisémitisme est surtout présent sur Twitter (63 %) puis sur Facebook (17 %). On constate une forte progression de la haine à l'égard d'Israël sur la première moitié de l'année 2019 (+ 79 %). Pour l'ensemble de l'année 2019, cette catégorie constitue 39 % des propos antisémites sur le Net. Cette haine d'Israël se manifeste de trois manières principales, lesquelles sont souvent entrecroisées : une assimilation directe de la politique israélienne à l'Allemagne nazie; des références très nombreuses au sionisme, ce terme étant assimilé à une politique criminelle soutenue par l'ensemble des juifs; une forte tendance au complotisme associant Israël aux États-Unis, aux sociétés secrètes (6)... Cependant, ces données ne sont pas exhaustives. Parce que la méthodologie utilisée porte sur le contenu librement accessible, à un instant T. Or, sur Internet, de nombreux contenus ne sont pas publics. Et l'on peut aisément supposer que les contenus antisémites y sont surreprésentés.

Plusieurs mouvances font de la haine d'Israël un axiome puissant. À l'ultragauche, dans les réseaux sociaux, la question palestinienne est vécue par différentes mouvances, sympathisants et militants, comme

Marc Knobel est historien, il est également directeur des études au Crif. Il a notamment publié *Haine et violences antisémites 2000-2013* (Berg International éditeurs, 2013).

un prolongement de la question coloniale. Les Palestiniens sont perçus comme des parias, abandonnés même par leurs frères arabes. Cette représentation va jusqu'à faire d'eux le symbole universel de la déshérence de l'immigré. Dans les forums, les Palestiniens ne sont plus seulement des résistants, ce sont des révolutionnaires et la cause palestinienne s'apparente à la cause prolétarienne. Cet antisémitisme s'appuie sur une dénonciation systématique de l'État d'Israël, État impérialiste et colonialiste. Israël est l'incarnation du mal, c'est-à-dire du capitalisme triomphant, sur fond de complotisme.

La haine d'Israël s'exprime aussi autour de la mouvance Dieudonné-Alain Soral et sur des sites d'extrême droite. Dieudonné reprend en les exacerbant quelques-uns des fantasmes prisés par une gauche tiers-mondiste et les indigénistes : l'idée d'une injustice dans le traitement des racismes, d'une exagération de l'antisémitisme, d'une exploitation de la Shoah par Israël. Derrière le sionisme, on retrouve les représentations fantasmées du juif. Interviewé par la chaîne de télévision iranienne Sahar 1 en septembre 2011, Dieudonné dit que « le sionisme a tué le Christ ». Quant à Alain Soral, sur son site, il ne cesse de faire des variations sur les thèmes conspirationnistes. Ses textes sont centrés sur la dénonciation de la « domination juive » et du sionisme. Pour lui, l'État d'Israël est la consécration « du talmudo-sionisme », « une religion de haine » (7).

De nombreux sites musulmans s'identifient à la cause palestinienne. L'identification est à cet égard incomparablement plus forte qu'elle ne l'a été pour les musulmans en Bosnie, au Cachemire, les Tchétchènes, ou les Rohingyas de Birmanie. Le sionisme est vu et perçu comme la manifestation contemporaine ultime de l'aspiration occidentale à dominer le cœur du monde islamique et arabe. Sur le Net, des pages entières sont consacrées au sujet, des associations offrent leur aide, collectent de l'argent, des forums sont consacrés au conflit israélo-arabe. Globalement, Israël serait une imposture, un État colonialiste, raciste. Sur les sites salafistes, de nombreux écrits développent aussi des discours anti-occidentaux qui trouvent leur justification, sous une forme ou sous une autre, dans les textes sacrés. On s'étend sur la corruption de la parole divine (le Coran) par les juifs et les chrétiens,

qui prêchent par anthropomorphisme, associationnisme et idolâtrie. L'Occident impie est ensuite élevé au rang d'ennemi absolu, puis les diatribes antiaméricaines, antisionistes et antisémites viennent clore le tout. Selon le philosophe Pierre-André Taguieff, la dernière grande vague judéophobe se caractérise par une forte mobilisation du monde musulman contre Israël, et le « sionisme mondial » s'accompagne, chez les prédateurs islamistes, d'une vision apocalyptique du combat final contre les juifs (8). « Dans la propagande "antisioniste" sont recyclées aussi les accusations de meurtre des prophètes, de falsification des livres saints, de propension juive à mentir et à semer la corruption et la guerre civile. D'où les stéréotypes négatifs indéfiniment exploités : les juifs seraient fourbes et traîtres, cupides et cruels, ennemis de Dieu et de l'humanité, corrompus et corrupteurs. (9) »

La haine d'Israël sur Internet évolue, fluctue et réapparaît sous des formes diverses. Elle change d'objet et de visage, en fonction de multiples conditions, d'innombrables situations. Elle est même d'une vertigineuse et confondante banalité, tant elle se répand, se diffuse et accroche des publics divers. Il serait erroné de penser que, sur le Net, cette banalisation est seulement le produit d'une poignée d'internautes égarés par la haine.

1. *Observatoire de l'antisémitisme en ligne*, Crif, Ipsos, de janvier 2020, 42 pages.

2. Voir à ce sujet Stéphane Kovacs, « Antisémitisme en ligne : 51816 contenus recueillis en 2019 », *Le Figaro*, 20 février 2020.

3. Les quatre catégories étudiées sont : les expressions directes et explicites de haine des juifs ; la haine des juifs à travers la négation de la Shoah et l'apologie du nazisme ; la haine des juifs à travers la haine d'Israël ; la haine des juifs à travers l'utilisation de stéréotypes ou de certaines allégations.

4. L'Ihra (International Holocaust Remembrance Alliance) est, depuis 1998, un organisme international qui a pour but de renforcer et de promouvoir l'éducation, le travail de mémoire et la recherche sur la Shoah. Il collabore avec l'Unesco, le Conseil de l'Europe, l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Les délégations nationales sont composées de représentants gouvernementaux et de spécialistes. Les États membres assurent la présidence de l'Ihra à tour de rôle, pendant un an. Le 26 mai 2016, l'Ihra a adopté par consensus une définition « non contraignante », dite de travail, sur l'antisémitisme. L'ensemble des membres a donné un avis favorable à cette définition, dont la France. Dernièrement, en France, plusieurs critiques se sont exprimées, lors de l'adoption d'une résolution non contraignante visant à proposer la définition de l'Ihra. À l'Assemblée nationale, le texte a cependant été adopté par 154 voix pour (des LREM et LR principalement), 72 contre (à gauche), et 43 abstentions.

5. *Observatoire de l'antisémitisme en ligne*, op. cit., p. 41.

6. *Idem*, p. 29-33.

7. https://www.lexpress.fr/actualite/societe/taguieff-les-complots-repondent-a-un-besoin-d-ordre_2007876.html.

8. Version longue (non coupée) d'un entretien de Pierre-André Taguieff par Violaine de Montclos : « Taguieff : ces islamistes malades de la haine des Juifs », *Le Point*, du jeudi 11 octobre 2012, p. 36-37.

9. Pierre-André Taguieff, « De l'islamisation de la cause palestinienne au complotisme antisioniste », *Figaro Vox*, 21 avril 2016.

DE L'ANTISIONISME

› Élie Barnavi



orsqu'elle s'habille en idéologie, la détestation d'Israël a pour nom antisionisme. C'est une passion singulière. Généralement, les « ismes » nés de la révulsion à l'égard d'un mouvement particulier – l'antifascisme, l'anticommunisme, l'antiracisme, l'antilibéralisme – ratissent large.

On n'est pas antifasciste uniquement contre les manifestations du fascisme en France, par exemple. L'antisionisme, lui, est particulariste et monomaniaque : il vise une idéologie nationale unique, et, à travers elle, un État-nation et lui seul. Par ailleurs, le procès qu'il instruit contre cet État-nation ne s'intéresse pas à son régime politique, ni à son discours, ni même à ses actes, sinon hypertrophiés, mythifiés et déformés pour correspondre au canon du Mal absolu ; en dénonçant son idéologie fondatrice, il s'en prend à son essence même, jugée une fois pour toutes illégitime. Aussi son démantèlement pur et simple serait-il un acte conforme à la marche de l'histoire comme à la morale commune.

Cela est extraordinaire. Aussi monstrueux soient les crimes dont se rend coupable un peuple à tel ou tel moment de son histoire, la raison veut que l'on s'en prenne à son régime, pas au peuple, voire à l'État dont ce régime s'est emparé. C'est Pinochet, Videla ou les colonels grecs qui étaient dénoncés, pas le Chili, l'Argentine ou la Grèce.

S'il y eut bien un (éphémère) plan américain de réduire l'Allemagne post-nazie à une économie rurale préindustrielle, jamais il ne s'est agi de détruire l'Allemagne. Et le peuple arménien martyrisé n'a jamais formulé le projet de détruire la Turquie ni n'en a exprimé le désir. Israël semble être une exception. Pour l'antisioniste, peuple, État et gouvernement n'y font qu'un.

Et, bien entendu, l'antisioniste ignore la grande diversité du sionisme. De tout temps, il y eut des sionistes de gauche, du centre et de droite, des sionistes marxistes et des sionistes libéraux, des sionistes messianiques et des sionistes séculiers, des sionistes libertaires et des sionistes fascistes. Aux yeux de l'antisioniste, ces distinctions, si tant est qu'il en ait connaissance, ne sont rien. Seule compte la soupe indistincte du « sionisme », laquelle suffit à justifier son aversion.

Où l'on voit les limites du projet sioniste des origines : loin d'avoir « normalisé » l'existence des juifs parmi les nations, l'État-nation qui en est né est lui-même devenu un collectif juif des nations. Du moins si on le considère par le prisme de l'antisionisme.

Tableau sommaire de l'antisionisme d'avant l'État

L'antisionisme est aussi vieux que le sionisme lui-même. Avant la création de l'État, ses premiers foyers principaux ont été, dans l'ordre de leur apparition sur scène, l'Église catholique et le monde arabe et musulman. Deux foyers « logiques », si l'on peut ainsi s'exprimer.

En Palestine, au Proche et au Moyen-Orient arabes et au-delà, jusqu'aux confins du monde islamique, l'antisionisme est une réaction compréhensible à l'implantation sioniste.

Habitués à considérer les juifs comme des *dhimmis*, membres d'une communauté religieuse inférieure mais protégée par l'islam, les Arabes les considèrent comme des intrus, et

Élie Barnavi est historien, essayiste, professeur émérite d'histoire de l'Occident moderne à l'université de Tel-Aviv.
 > eli.barnavi@gmail.com

leur *yishouv* (la communauté juive en Palestine mandataire), puis leur État, comme une épine insupportable fichée dans le flanc de l'oumma. Aussi bien, après une brève lune de miel, au lendemain de la Première

Guerre mondiale, entre deux mouvements nationaux que le roi Hussein du Hedjaz et son fils Fayçal se plaisent à présenter comme complémentaires, voire complices, la logique à l'œuvre sur le terrain prend le dessus. Dès lors, l'antisionisme radical devient pour les Arabes et les musulmans un article de foi. Carrément antisémite, dès les années vingt, sous la houlette du grand mufti de Jérusalem Hadj Amin al-Husseini, l'antisionisme palestinien des années soixante met une sourdine à la haine des juifs pour ne pas s'aliéner les alliés occidentaux du Fatah. Une trentaine d'années plus tard, en 1996, dans le contexte du processus de paix israélo-palestinien, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) votera l'abrogation dans sa charte des articles appelant à l'anéantissement d'Israël. À ce moment, la charte férolement antisémite et proprement génocidaire du Hamas, fondé en décembre 1987, aura pris le relais. Cet antisionisme-là est loin d'être une exception. C'est celui des Frères musulmans, dont le Hamas est la branche palestinienne, mais aussi, peu ou prou, des régimes arabes, conservateurs ou « révolutionnaires ». Pour ne prendre qu'un exemple, sous Nasser, les *Protocoles des sages de Sion* constituaient un *vade-mecum* des officiers égyptiens.

Pour le Vatican également, le sionisme représentait un défi non seulement géopolitique, en raison du statut des lieux saints et du poids des chrétiens orientales, mais aussi, on ne l'a pas assez souligné, théologique : les juifs, tout à la fois témoins de la Passion et peuple déicide, se voyaient assigner un rôle bien précis dans l'économie du salut enseignée par l'Église. La création d'un État juif en Palestine n'entrant pas vraiment dans le schéma deux fois millénaire de l'histoire sainte. Aussi bien, lorsque, en janvier 1904, Herzl obtient une audience avec Pie X, à qui il demande de considérer avec bienveillance le projet sioniste, il s'attire un *Non possumus* sans appel :

« Nous ne pouvons pas soutenir ce mouvement [sioniste]. Nous ne pourrons pas empêcher les juifs d'aller à Jérusalem, mais nous ne pouvons en aucun cas soutenir cela. Même si elle n'a pas toujours été sainte, la terre de Jérusalem a été sanctifiée par la vie de Jésus-Christ. En tant que

chef de l'Église, je ne peux vous dire autre chose. Les juifs n'ont pas reconnu notre Seigneur, c'est pourquoi nous ne pouvons pas reconnaître le peuple juif. »

Cette position prévaudra tout au long du siècle. Lorsque Paul VI se rend en Terre sainte en 1964, il y reste... onze heures et évite soigneusement de prononcer jusqu'au nom du pays et de ses habitants juifs – « Fils d'Abraham », c'est ainsi qu'il s'adresse à la foule venue l'accueillir à Megiddo. Le changement, révolutionnaire, intervient sous le pontificat de Jean-Paul II. La reconnaissance diplomatique en décembre 1993 et l'échange d'ambassadeurs en juin de l'année suivante marquent un renversement spectaculaire de perspective historique et théologique. L'antisionisme de principe de l'Église a vécu.

Mentionnons enfin ce que l'on pourrait appeler un antisionisme de réalisme géopolitique, qui sévit au sein de l'administration mandataire britannique en Palestine, puis, à partir de la grande révolte arabe de Palestine de 1936-1939, du gouvernement de Sa Majesté. Il s'agissait à l'époque de ne pas se mettre à dos le mouvement national arabe à un moment où se profilait la guerre contre l'Allemagne nazie. C'est cette attitude qui prévaut dans les ministères des Affaires étrangères, aussi bien à Londres qu'à Paris et à Washington. La reconnaissance de l'État d'Israël en 1948 a été décidée largement contre les diplomates, ceux que le président Truman appelait avec dédain les « garçons à pantalons rayés du département d'État ».

L'antisionisme juif

Il serait toutefois très exagéré de s'imaginer que, hors de l'Orient, la question du sionisme ait beaucoup agité les esprits. En fait, comme le sionisme, l'antisionisme s'est surtout manifesté au sein du peuple juif lui-même. Pour la plupart des juifs religieux, la prétention à créer un État juif sur la terre d'Israël par des moyens politiques, autrement dit sans intervention divine, s'apparentait à un péché monstrueux. L'exil ayant été la punition que Dieu avait infligée à son peuple rebelle, seul Dieu pouvait

assurer le retour de ce peuple sur sa terre. Il convenait donc d'attendre l'arrivée du Messie et surtout de ne rien faire pour en hâter l'avènement. L'ultraorthodoxie contemporaine est l'héritière de cette conception.

À l'autre bout du spectre culturel en diaspora, au sein des masses juives de l'Empire russe, communistes et bundistes rejetaient le sionisme au nom de l'internationalisme prolétarien. Pour ceux-là, le nationalisme, tout nationalisme, était un obstacle à l'avènement d'une société sans classe; pour ceux-ci, seule était envisageable une autonomie culturelle et territoriale au sein d'une société régénérée; pour tous, l'antisémitisme était une survivance barbare d'une histoire aliénée, dont la révolution émancipatrice était censée signer la fin. La variante libérale de cet antisionisme préétatique, surtout répandue en Occident, comptait, elle, sur le progrès des Lumières pour en finir avec la judéophobie. C'était la position de Theodor Herzl lui-même, avant que le déchaînement de la haine antijuive à Vienne et l'affaire Dreyfus ne le convertissent au sionisme. Enfin, les élites juives d'Europe occidentale et des États-Unis se sont opposées au sionisme, soit au nom d'un diasporisme censé représenter le génie particulier du peuple juif, sa façon d'être au monde, soit, plus prosaïquement, de peur que le mouvement national juif ne portât atteinte au statut civique des juifs dans les pays où ils étaient installés. Le goulag et la Shoah ont largement eu raison de l'antisionisme juif.

Ce combat-là s'est achevé faute de combattants, et, sauf dans les marges ultraorthodoxes et gauchistes, le sionisme est devenu après la guerre l'idéologie de l'ensemble du peuple juif. Et l'antisionisme a changé de nature.

Antisionisme et antisémitisme

À l'évidence, l'équivalence n'est pas toujours pertinente, ne serait-ce qu'en raison de la subsistance d'un antisionisme juif, en diaspora comme en Israël. C'est le cas, on l'a vu, de certains courants ultraorthodoxes radicaux, lesquels prônent la liquidation de l'État juif. Et c'est le cas de groupuscules et d'intellectuels israéliens d'extrême gauche, partisans d'un État binational judéo-arabe.

Il n'empêche, à partir de la création de l'État d'Israël, et à moins de s'opposer à tout fait national au nom d'un principe cosmopolite supposé supérieur au tribalisme nationaliste, l'antisionisme perd toute justification rationnelle. En effet, il ne s'agit plus de s'opposer à un projet, mais de contester la légitimité de ce qu'il a produit. L'État existe désormais, a été porté sur les fonts baptismaux par les Nations unies et se trouve de ce fait membre de droit de la communauté internationale. Dès lors, lui dénier cette qualité, l'ostraciser, proclamer sa scélératesse intrinsèque et affirmer sa volonté de le détruire n'est rien autre que de l'antisémitisme déguisé sous des oripeaux jugés plus présentables. Vladimir Jankélévitch notait dans *L'Imprescriptible* (1), un texte consacré à l'impossible pardon des crimes nazis :

« L'antisionisme est une incroyable aubaine, car il nous donne la permission – et même le droit, et même le devoir – d'être antisémite au nom de la démocratie! L'antisionisme est l'antisémitisme justifié, mis enfin à la portée de tous. Il est la permission d'être démocratiquement antisémite. Et si les juifs étaient eux-mêmes des nazis? Ce serait merveilleux. »

C'est à Staline que l'on doit la substitution géniale de l'antisionisme à l'antisémitisme, du « sioniste » au « juif ». Ce tour de passe-passe linguistique, qui a rendu les juifs parias dans les pays du socialisme réel, a fait depuis florès en Occident – à l'extrême droite, antisémite par tradition et par conviction, comme à l'extrême gauche, qui a érigé le Palestinien en figure universelle de l'opprimé. L'opportunité amalgame a sa capitale: Téhéran, où un régime ouvertement négationniste, qui est allé jusqu'à organiser en 2006 un concours international de caricatures sur l'Holocauste, proclame haut et fort son intention d'éradiquer « l'entité sioniste ». Son arène internationale: l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) et son Conseil des droits de l'homme, champion toutes catégories de résolutions anti-israéliennes. Ses exploits: de la résolution 3379 de l'ONU du 10 novembre 1975 (abrogée depuis), où il est décreté que « le sionisme est une forme de

racisme et de discrimination raciale », à la conférence de Durban de 2001 contre le racisme qui en reprend les termes. Ses bastions : journaux et radios, partis, départements des sciences sociales et humaines dans les universités américaines et européennes et organisations non gouvernementales. Ses héros : un Roger Garaudy hier, les Dieudonné, Alain Soral et Yahia Gouasmi aujourd'hui, et ses idiots utiles, juifs ou non, regroupés dans des ONG ou plomitifs isolés. Comme l'ont bien vu Pierre-André Taguieff et Alain Finkielkraut, on haïssait les juifs au nom de leur race ; il est de bon ton désormais de les haïr au nom de l'antiracisme.

Antisionisme et Realpolitik

Que pèsent-ils, ces antisionistes professionnels ? Pas grand-chose en vérité. Leur agitation n'a rien pu contre la montée en puissance d'Israël, ni rien fait pour avancer la cause palestinienne. Qu'attendre de gens qui hurlent leur haine d'Israël dans les capitales européennes, mais n'ont rien à dire lorsque des Palestiniens se font massacrer dans le camp de réfugiés de Yarmouk, près de Damas ? Ils sont les meilleurs alliés de l'occupation, les pires compagnons de route des Palestiniens. Ce qu'ils ont réussi à faire, c'est conforter la droite israélienne la plus obtuse, à laquelle ils ont offert la justification commode de l'antienne si souvent entendue en Israël : « Le monde entier est contre nous ! » Un Edward Saïd, qui n'avait de leçons d'antisionisme à recevoir de personne, l'avait compris : avec de tels amis de la cause palestinienne, nul besoin d'ennemis.

Et, pendant ce temps, le front antisioniste arabe prend l'eau de toute part. Le chemin de Washington passant, comme chacun sait, par Jérusalem, et Israël étant une puissance militaire, technologique, cybérnétique et de renseignement qu'aucun adversaire de l'Iran ne peut se permettre d'ignorer, des liens aussi robustes que discrets – en fait, de moins en moins discrets – se sont tissés entre le bloc sunnite mené par l'Arabie saoudite et l'État juif naguère honni. Les Arabes ne se sont certainement pas convertis au sionisme ; mais la Realpolitik a ses raisons que l'antisionisme ne connaît point.

Que faire ?

Il serait illusoire d'espérer convertir les antisionistes professionnels des extrêmes, nazillons négationnistes ou islamo-gauchistes. Ceux-là sont probablement irrécupérables, du moins la plupart d'entre eux. D'ailleurs, comme ils sont marginaux et groupusculaires, leur capacité de nuisance est plutôt limitée. Cependant, s'il est impossible d'éradiquer les moustiques, du moins peut-on s'efforcer d'assécher le marais.

Se libérer des Territoires occupés serait un bon début. Il est, en effet, indéniable qu'un antisionisme moins rabique, diffus, se nourrit de l'oppression des Palestiniens. Certes, rien ne justifie que l'on confonde la politique des gouvernements d'Israël avec son idéologie fondatrice. Après tout, les méfaits du colonialisme français n'ont pas frappé d'illégitimité la France. Mais c'est ainsi, et force est d'admettre que, si la détestation d'Israël a précédé l'occupation, celle-ci l'a considérablement aggravée. Il suffit de considérer la courbe des actes antisémites : elle s'enfle lors des explosions de violence dans les Territoires et s'aplatit lors des phases de négociation. De fait, depuis la guerre de Six-Jours et l'occupation des Territoires, l'image d'Israël n'a jamais été meilleure qu'au moment des accords d'Oslo.

En attendant de reprendre sérieusement un « processus de paix » aujourd'hui en état de mort clinique, deux mesures seraient les bienvenues. Avant tout, cesser de présenter les contempteurs d'Israël comme plus dangereux qu'ils ne le sont. Il existe à Jérusalem un ministère dit des Affaires stratégiques dont la seule raison d'être est de les combattre. Cela coûte cher et ne sert à rien, sinon à caser quelque vassal du Premier ministre.

Surtout, les dirigeants israéliens seraient bien inspirés de cesser d'entretenir eux-mêmes la confusion entre ce qu'ils font et l'idéologie fondatrice de l'État juif. À force de couvrir toutes leurs turpitudes du manteau du sionisme, ils invitent leurs adversaires à leur opposer leur antisionisme. Mais leur recours au sionisme est une imposture morale et intellectuelle. Morale, car promoteurs qu'ils sont d'un néosionisme messianique, ils monopolisent indûment à leur profit le mouvement foisonnant et majoritairement progressiste des origines.

Et intellectuelle, car l'évocation rituelle du sionisme est vide de sens. Cette idéologie a épuisé sa fonction historique le jour où l'État qu'elle ambitionnait de fonder a vu le jour, le 14 mai 1948. Ce jour-là, le sionisme a quitté le domaine des affaires courantes pour entrer dans l'Histoire. Si nous persistons à lui faire faire de la politique, c'est à nos risques et périls.

1. Vladimir Jankélévitch, *L'Imprescriptible. Pardonner ? Dans l'honneur et la dignité*, Seuil, 1996.

Témoignage

FACE À L'« ANTISÉMITOSIONISME » Comment je suis devenu juif

› Franz-Olivier Giesbert

A

vant le confinement, l'humoriste Jean-François Derec était en tournée avec un touchant et merveilleux spectacle : *Le Jour où j'ai appris que j'étais juif*. En hommage à cet artiste, j'ai paraphrasé son titre : « Comment je suis devenu juif. »

Une précision, pour commencer : je ne suis pas juif ou, si je le suis, c'est si peu. Je ne suis pas davantage arménien, kurde ou tutsi, mais je sens tous ces sangs qui battent et bouillent en moi. Que valent nos vies si nous ne sommes pas toujours du côté des vaincus de l'histoire, pour les défendre ? Comment accepter que les héritiers de leurs massacreurs puissent les tuer une seconde fois en niant les crimes de leurs ancêtres ?

En ce qui concerne mon attachement à la cause d'Israël, on peut dire que je reviens de loin. Longtemps, je fus horripilé par l'*hubris* des dirigeants israéliens qui craient à l'antisémitisme dès qu'on les critiquait et, dans le passé, il m'est souvent arrivé de céder au tro-

pisme palestinien de ma génération, notamment lors de mémorables soirées dans les années quatre-vingt-dix, avec le poète Mahmoud Darwich.

Avant que la cause palestinienne soit confisquée par le Hamas et Mahmoud Abbas, les deux sinistres faces d'une même calamité, je retrouvais souvent chez ses militants, la plupart cosmopolites, une culture et une liberté d'esprit qui m'enchaînaient. « Nous les juifs, on est faits pour s'entendre avec les Palestiniens, m'avait dit un jour Shimon Pérès. Ce sont nos frères.

— Entre vous, observai-je, il y a quand même le fossé de la religion. »

Alors, Pérès, avec un grand sourire, fier de cette formule qu'il aimait répéter: « Quand les Palestiniens ne sont pas les descendants de nos envahisseurs arabes, ce sont ceux des juifs qui se sont convertis à l'islam! »

J'étais un ami d'Israël, mais un ami vétillieux. Je me suis cependant toujours gardé de verser dans l'antisionisme qui, à la fin du siècle dernier, était le socialisme des imbéciles avant de devenir aujourd'hui le faux nez de l'antisémitisme. Pendant la guerre des Six-Jours, en 1967, je me souviens que j'étais en panique à l'idée qu'Israël puisse être réduit à néant. Même chose pendant la guerre du Kippour, en 1973.

Adolescent, j'avais dévoré *La Tour d'Ezra* d'Arthur Koestler, où cet esprit libre racontait à travers son expérience personnelle la vie d'une communauté socialiste juive, une sorte de petit kibbutz, dans les années trente. On y voyait la genèse de l'État juif, déjà confronté au terrorisme. Fasciné depuis lors par le destin des fondateurs d'Israël, je me souviens que j'étais comme un petit garçon roulant de grands yeux éblouis quand François Mitterrand m'avait invité dans les années soixante-dix à déjeuner avec Golda Meir, lors d'une réunion de l'Internationale socialiste.

« Après tout ce que nous avons enduré, disait-elle, comment peut-on encore être contre nous? »

Ensuite, pendant des années, quand mon ami Élie Wiesel me proposait de me rendre avec lui en Israël, qu'il voulait me faire visiter, je répondais toujours: « D'accord mais quand il y aura un État pale-

Franz-Olivier Giesbert est écrivain et journaliste. Dernier ouvrage publié : *Dernier été* (Gallimard, 2020).

tinien ! » Aussi malheureux que je fusse de lui faire de la peine, me répugnait l'idée de voyager en touriste dans un pays qui récusait une partie de lui-même.

Depuis, je suis devenu un spectateur très engagé : j'ai décidé de me rendre l'an prochain à Jérusalem et je réponds volontiers aux sollicitations des organisations juives pour faire des conférences dans l'Hexagone ou ailleurs. Que s'est-il passé pour que je bascule d'un soutien conditionnel de l'État hébreu à une défense permanente, ardente, virulente, sans rien perdre pour autant, cela va de soi, de mon esprit critique ?

Parce que « ça » recommence, comme si nous étions revenus au siècle dernier. Pourquoi se voiler la face ? Hitler a pourri le mot, la Shoah l'a rendu inutilisable : après l'antisémitisme triomphant, voici donc le temps de l'antisionisme conquérant. Mais sous le nouvel emballage, c'est toujours la même haine, la même virulence mortifère, dans une société qui, pour ne pas « stigmatiser », retrouve souvent ses vieilles complaisances collaborationnistes.

La nouvelle doxa tend à effacer les juifs de l'histoire et de la géographie

Souvenez-vous. Qu'a dit le salafiste haineux qui a pris à partie Alain Finkielkraut en marge d'une manifestation de « gilets jaunes », le 16 février 2019 à Paris ? Florilège : « Barre-toi, sale sioniste de merde ! La France, elle est à nous ! Rentre chez toi ! Rentre à Tel-Aviv ! T'es un haineux, tu vas mourir, tu vas aller en enfer. »

Résumons ces « propos », si j'ose dire : Alain Finkielkraut n'a rien à faire en France, où il n'est pas chez lui ; il doit émigrer en Israël où, le jour venu, on lui fera la peau, à lui et aux siens, puisqu'on combat le sionisme, c'est-à-dire le droit à l'existence de l'État d'Israël. Le salafiste s'est au demeurant proclamé antisioniste et non pas antisémite. Il a même prétendu avoir insulté le philosophe au nom de la « cause palestinienne ».

« Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde », écrivait Bertolt Brecht en 1941. Enfin, pas tout à fait, soit dit en passant. C'est Reynold Heys, le traducteur pour les États-Unis de sa pièce *La*

Résistible ascension d'Arturo Ui, qui a trouvé la formule d'après le texte original : « L'utérus est encore fertile d'où ça a rampé » (*Der Schoss ist fruchtbar noch, aus dem das kroch*).

La bête immonde est là, parmi nous. Pour preuve, la montée, partout dans le monde, d'un antisémitisme frénétique et décomplexé, incarné par des personnages comme l'ancien leader du Parti travailiste, l'ignoble Jeremy Corbyn, multirécidiviste en la matière, qui aurait pu devenir Premier ministre britannique. Pour preuve encore, le retour d'un antisémitisme d'État, symbolisé par une certaine justice française qui, dans un premier temps, a retrouvé ses réflexes vichystes quand elle tenta d'éviter un procès pour meurtre à l'assassin de Sarah Halimi sous prétexte qu'il souffrait au moment de son forfait, sous l'effet du cannabis, d'une « bouffée délirante aiguë ».

À quoi il faut ajouter la détresse que l'on ressent chez beaucoup de Français d'origine juive, notamment quand ils vivent dans les quartiers populaires. La haine frénétique d'Israël qui transpire dans une ultragauche furieusement islamophile ou les reportages de la presse bien-pensante du soir ou du matin qui tordent et falsifient les faits à volonté, avec bonne conscience. La sinistre dérive islamiste de ce qu'on a peine à appeler le mouvement palestinien.

Avec les dirigeants qu'ils se sont donnés, les Palestiniens n'ont pas besoin d'ennemis. Jusqu'au-boutiste, le Hamas est tenu par les Frères musulmans, c'est tout dire. Quant au Fatah, qui regroupe les vieux débris de l'OLP, il a toujours à sa tête, malgré des tentatives de renouvellement, un vieux leader fossilisé, complotiste et corrompu jusqu'à la moelle : négationniste avéré, chipotant sans cesse sur le nombre de juifs exterminés par Hitler, Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, tient régulièrement des propos antisémites, bafouille des excuses puis fait une rechute. Israël ne peut rien faire avec eux. Avec Arafat, on pouvait toujours rêver.

Si j'ai évolué, pour ne pas dire plus, c'est donc à cause de la recrudescence impressionnante de l'antisémitisme, sous couvert d'antisionisme, Israël devenant, si j'ose dire, « le juif des nations » : observez comme, en Occident, l'« antisémitosionisme », mot affreux qui dit bien ce qu'il veut dire, a pris le contrôle des esprits, pas seulement

dans les chancelleries, aux extrêmes du spectre politique ou dans les partis populistes mais aussi dans les médias de référence qui, à peu près partout, nous servent le même brouet islamo-gauchiste et réécrivent l'actualité à l'envers. Les derniers tabous sont en train de sauter et la nouvelle *doxa* tend à effacer les juifs de l'histoire et de la géographie.

Au mépris des faits, l'État hébreu est de plus en plus souvent présenté, notamment par les médias, comme une terre arabe conquise par les juifs. Et, on le sait, il suffit de répéter indéfiniment les mêmes fables pour qu'elles deviennent des vérités historiques. En 2017, sur le plateau de l'émission « On n'est pas couché » de Laurent Ruquier, alors que je présentais mon roman *Belle d'amour* qui évoquait la question, je me souviens avoir fait sensation en disant cette évidence: Israël est « une terre juive ». Les réseaux sociaux se sont emballés et je fus étonné par le flot de réactions.

Depuis, je suis souvent alpagué dans la rue par de prétendus experts du Proche-Orient qui m' enjoignent plus ou moins vertement de vérifier mes sources avant de me certifier, les yeux dans les yeux, qu'Israël appartient aux Arabes depuis la nuit des temps et qu' on leur a volé. « Et je ne suis même pas antisémite », m'a, un jour, assuré l'un d'eux. Les jobards!

Dans un livre savoureux, *Israël sur la terre* (1), le rabbin Jacquot Grunewald résume ainsi l'affaire: les juifs ont fait prévaloir leurs droits, non pas à cause d'une promesse, mais parce que « leur terre est inscrite au cadastre ». « Si bien qu'à l'heure où l'Histoire en décida, écrit-il, après avoir été occupé, réoccupé et puis dé-nommé, re-nommé et démembré, ce petit bout de terre, coincé à l'origine entre les immensités chaldéennes à l'est et celles pharaons à l'ouest, reprit en 1948 le nom d'« Israël. »

À l'heure des *fake news* et des « faits alternatifs », il faut s'attendre à tout mais les manuels historiques nous disent, si l'on prend la peine de les consulter, que, pendant trois millénaires, le futur Israël a été envahi, piétiné, martyrisé, reconfiguré, par les Égyptiens, les Assyriens, les Babyloniens, les Perses, puis, après l'apparition de l'islam, par les chiites, les sunnites. Sans oublier les Ottomans et les croisés chrétiens. Occupé, déplacé ou exterminé, le peuple juif renaissait chaque fois de ses cendres.

Au cours des siècles, les juifs furent presque toujours majoritaires sur leur terre. Quand Jérusalem était sous mandat britannique, ils représentaient 56 % de la population au recensement de 1918 (pour 22 % de musulmans et autant de chrétiens). La proportion était encore à peu près la même en 1931, avant les grandes vagues d'immigration provoquées par le nazisme.

Il y a cent ans, on appelait Israël la... Palestine. Et les juifs... les Palestiniens, déformation de Philistins, le nom que leur avait donné l'empereur Hadrien pour les punir de s'être révoltés contre lui. Ils avaient fini par adopter ce nom: en conséquence, le *Jérusalem Post* s'appelait le *Palestine Post*; l'Orchestre philharmonique d'Israël, l'Orchestre symphonique de Palestine. Et ainsi de suite. Dans l'édition de 1925 du Larousse, vous pouvez lire, à l'entrée « Palestine »: « État juif. » Dans l'édition de 1939 du même Larousse, le drapeau de la Palestine arbore l'étoile de David.

Après que les pays arabes eurent refusé le plan de partage de la Palestine de 1947 et 1948, établi sous l'égide de l'ONU, ils entrèrent en guerre contre les juifs l'année suivante. Plusieurs journaux titrèrent alors, à l'image de *L'Intransigeant*: « Les Arabes envahissent la Palestine. » Aujourd'hui, tout s'est retourné: la Palestine est devenue Israël, les juifs sont devenus les Israéliens et les Arabes... les Palestiniens.

C'est ainsi qu'une partie de plus en plus importante de l'opinion européenne a fini par croire que les juifs avaient envahi la Palestine qu'ils occupent aujourd'hui. Sa crédulité donne une idée de l'infini quand on sait que, selon un sondage de 2003, 59 % des citoyens de l'Union européenne mettent Israël en tête des pays les plus dangereux pour la paix!

Une blague dit que les juifs nous ont donné Jésus-Christ et Karl Marx mais qu'ils se sont bien gardés de suivre l'un et l'autre. Ils n'auraient pas dû suivre non plus David Ben Gourion, le fondateur d'Israël, qui avait décidé d'abandonner le nom de Palestine. Les juifs ont gagné la guerre de 1948 et les suivantes mais en changeant de nom, ils ont perdu la bataille sémantique, la bataille de l'opinion.

Contre Israël, la désinformation ne cesse, comme l'ignorance, de marquer des points. Dans un livre éclairant, *L'Industrie du men-*

songe (2), le journaliste israélien Ben-Dror Yemini, lui-même critique envers la politique de son pays, recense les bobards et les contre-vérités qui sont continuellement déversés sur l'État juif par les médias occidentaux, les organisations internationales et les milieux universitaires américains.

Les exemples qu'il donne sont effarants. L'universitaire américain Richard A. Falk, rapporteur spécial des Nations unies sur « la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 », n'a pas hésité à déclarer officiellement que les Israéliens avaient des intentions « génocidaires » contre les Palestiniens. Il a tenu ces propos fin 2013, alors que cette année-là, avaient été tués 30 Palestiniens, pour la plupart des terroristes. C'est trop mais c'est moins que dans d'autres pays où la situation est instable : l'Irak, la Syrie, le Pakistan, l'Afghanistan, etc.

De 2006 à 2010, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a voté 33 résolutions contre des États. Parmi elles, 27 visaient... Israël. Cherchez l'erreur. Dans son livre, Ben-Dror Yemini recense et démonte aussi les *fake news* inspirées de faits réels, un genre qui tend à se développer, les manipulations sur la mort d'enfants ou encore les délires anti-israéliens d'universitaires reconnus et de journaux dits de référence comme *The Guardian*.

Faut-il continuer à laisser proliférer « l'antisémitosionisme » ? Si nous savons tirer les leçons de l'histoire, il est temps de se réveiller, de nommer cette nouvelle « bête immonde », de la combattre et de la renvoyer dans son ventre matriciel en ouvrant la chasse aux mensonges. « Il y a une quantité considérable de mensonges tout autour du monde et le pire, disait Churchill, c'est que la moitié au moins sont devenus vrais. » À nous de les démonter sans relâche.

1. Jacquot Grunewald, *Israël sur la Terre. Ce qu'en disent les Palestiniens*, Tsipa Laor, 2020.

2. Ben-Dror Yemini, *L'Industrie du mensonge. Les médias, l'université et le conflit israélo-arabe*, Les Éditions de Passy, 2020.

L'ANTISÉMITISME ARABO-MUSULMAN ET LA FAILLITE DU MONDE

› Boualem Sansal



L'Algérie est profondément antisémite », telle est la conclusion, malheureuse mais attendue, à laquelle nous sommes parvenus au terme d'une causerie franche entre amis sûrs, organisée à cet effet chez moi. Ne généralisons pas, ne soyons pas catégorique, elle l'est un peu plus chez les uns, un peu moins chez les autres, ça dépend de mille choses, du climat social, du parcours de chacun, de sa lecture des incitations du gouvernement, des prêches du vendredi, de l'actualité dans nos banlieues maghrébines en France, du conflit avec Israël dans ses trois dimensions, palestinienne, arabe, musulmane, des tweets de Trump, des vidéos du Web islamique, des leçons du cheikh Al-Ghazali, à qui l'Algérie doit une grande partie de sa folie islamiste et de son antisémitisme militant, des sketchs de Dieudonné, etc.

Les équations israélo-turque et israélo-iranienne sont également prises en considération. D'une manière fervente par nos islamistes car la Turquie et l'Iran, pays non arabes mais grands musulmans devant l'Éternel (162 millions de fidèles à eux deux) et fier de l'*oumma*, sont

gouvernés par des islamistes décidés qui ont chacun les moyens et le désir d'anéantir Israël. Et d'une manière dubitative par nos antisémites qui se revendiquent d'autres mouvances politiques, nationaliste, libérale, socialiste ou autre, et voient en eux une chance et un danger : la chance est que la Turquie et l'Iran sont de vraies puissances qui mènent de vraies politiques contre Israël, comprenant un vrai volet militaire, nucléaire dans le cas de l'Iran ; le danger est que leur victoire sur Israël signera la fin du monde arabe.

Ces pays sont ses ennemis jurés : la Turquie voudra reconstituer l'Empire ottoman sur les ruines d'Israël et du monde arabe, qui se délitera de lui-même à la disparition d'Israël, et l'Iran chiite revendiquera aussitôt ses droits légitimes sur l'islam, usurpés par les califes sunnites à la mort du Prophète. Quels pays arabes voudraient voir Israël tomber sous les coups des Turcs et des Iraniens ? Pas un. Antisionistes, oui, mais pas fous, ils ont besoin d'Israël pour tenir à distance ces deux mastodontes, frères en islam mais traîtres devant l'Éternel. Voilà pourquoi, ces derniers temps, ils envoient des signes à Israël. Ils lui donneraient la Palestine s'il les débarrassait de l'Iran, comme Netanyahu l'avait promis.

Ce n'est pas tout. L'antisémitisme, qui métastase à chaque nouvelle pleine lune, a engendré chez nos islamistes et leurs amis d'horribles maladies : l'arriération mentale, la victimisation infantile, le passéisme frénétique, la logorrhée hurlante, la pulsion exterminatrice aiguë. Tout cela empoisonne nos vies et menace spécialement nos enfants, l'antisémitisme nouveau allant de pair avec la salafisation accélérée de la société sur fond de pauvreté galopante et d'incurie gouvernementale crasse. Où, dans quel pays arabe, le ciel est-il dégagé ?

Comment vaincre ce mal inépuisable qui avilit l'humanité si personne n'en parle, ni dans le monde arabe, ni en Occident, ni à l'ONU, ni au Conseil de sécurité ? Le silence, fût-il d'or, n'est pas le coupe-feu miracle que l'on croit mais l'oxygène qui embrase la maison.

Faute de pouvoir agir, on s'interroge entre amis, à mots voilés, de peur de nous retrouver accusés de certaines choses. Nous avons des réponses, mais pas toutes. J'espère que nos jeunes compatriotes qui depuis une année sont engagés corps et âme dans le Hirak contre

Boualem Sansal est écrivain. Dernier ouvrage publié : *Abraham ou La cinquième alliance* (Gallimard, 2020).

la dictature militaire, une révolution magnifique, pacifique, intelligente et tellement optimiste, sauront donner de belles réponses à ces questions vitales. Ils doivent s'en convaincre chaque jour un peu plus, en matière de liberté les choses ne se font pas à moitié, c'est tout ou rien. Qu'ils demandent à leurs parents pourquoi la libération du pays en 1962 n'a pas débouché sur la libération du peuple.

En attendant, continuons de nous interroger.

Les Algériens et le monde arabo-musulman peuvent-ils se libérer de leur addiction à l'antisémitisme ?

À notre avis, non, et nous en voulons pour preuves trois arguments indestructibles. Un : l'islam, dans ses quatre développements, coran, *sunna*, *hadiths* et charia, leur fait obligation de combattre et de tuer les juifs où qu'ils soient, « cachés sous les pierres ou derrière les arbres ». Deux : Allah a confié aux Arabes la mission d'étendre l'islam au monde entier et de défendre au prix de leur vie ses terres et ses symboles (le Coran, le Prophète, sa famille, l'*oumma*, les lieux saints, la langue arabe, le califat, etc.). Trois : les juifs occupent la Palestine et n'ont nullement l'intention de la restituer. Mieux, ils colonisent chaque jour de nouvelles terres arabes et repoussent les Palestiniens toujours plus loin.

Les Arabes sont-ils prêts à en discuter avec le désir d'avancer ?

La réponse est encore négative. Discuter, dans le sens de réformer l'islam, est ce qu'il y a de plus dangereux au monde pour eux. Qui le ferait se verrait aussitôt accusé de plusieurs crimes méritant tous une mort douloureuse. La liste des gens qui vivent avec des *fatwas* de mort sur la tête est déjà bien assez longue comme ça.

Quel « printemps arabe » pourrait changer la donne et mettre les hommes à l'abri des excès de la religion ?

Les militants des droits de l'homme, et ils sont nombreux en Algérie et dans le monde arabe, gagneraient à déglobaliser le terme « droits de l'homme », trop générique pour être efficace et l'inscrire dans le seul cadre de la Déclaration universelle des droits de

l'homme. Il faut être clair, bien nommer les choses : les droits de la femme, des enfants, des homosexuels, et dénoncer clairement l'antisémitisme, même au risque d'être accusé de sympathie pour les juifs et, pis, pour Israël.

Dans le monde occidental, un antisémitisme nourri aux Lumières

Il y eut des temps meilleurs. L'antisémitisme traditionnel dans nos pays a connu une vraie décrue après les indépendances. Effrayés ou chassés par les nouvelles autorités, les juifs qui vivaient là depuis des siècles les ont quittés, précipitamment comme ce fut le cas dans l'Algérie du Front de libération nationale (FLN), progressivement comme il en a été au Maroc, en Tunisie, en Égypte. Je n'ai pas connaissance qu'il y ait jamais eu de communautés juives dans les monarchies du Golfe. Les tribus juives qui y vivaient avant l'islam ont été massacrées, déportées, converties, dhimmisées ou réduites en esclavage, dès les premiers temps de l'islam. Nous savons tous la tragédie des juifs de Médine et de Khaybar, les Banu Qurayza, Banu Nadir et Banu Qaynuqa.

On croyait que, en chassant les juifs, le monde arabe enfin libre et indépendant serait heureux dans sa pureté raciale et religieuse retrouvée, l'antisémitisme n'ayant plus de raison d'être. Morte la bête, mort le venin. Que non pas, l'objet de la haine a disparu mais la haine est restée et s'est infectée. Ce n'est pas la présence du juif qui gêne, c'est son existence.

On avait cru qu'en chassant les coloniseurs européens et en effaçant toute trace de leur passage sur ses terres sacrées, le monde arabe reprendrait avec bonheur et profit le cours de la grande civilisation arabe sauvagement interrompue par ces envahisseurs incultes. Mais non, comme on gratte à la place du membre amputé, la décolonisation se poursuit à vide, à coups de discours nerveux, de décrets intempestifs, de campagnes de nettoyage, on vide les greniers, on traque le détail, les petites choses cachées, oubliées, mais c'est difficile, ce

qu'on chasse par la porte revient par la fenêtre ou dans les valises des émigrés. Ainsi le français, banni de l'école publique et des institutions officielles, court toujours dans les rues superanimées d'Alger, d'Oran et de Constantine. Pour le petit peuple, parler français n'est plus un péché mortel, c'est chic et ça aide à l'émigration.

On croyait qu'en perdant toutes les guerres et toutes les batailles face à Israël, les pouvoirs arabes finiraient par essayer autre chose, la politique par exemple. Que nenni, la guerre continue sur le mode surréaliste : « Nous lutterons jusqu'à la mort contre celui que nous n'arrivons pas à tuer », slogan mille fois répété. La haine pousse à d'étranges extrémités.

Cela, nous le savons, nous sommes passés par là : l'antisémitisme s'apprend, il a sa catéchèse, il ne relève pas du spontané, de l'intuitif, de l'improvisation. L'apprentissage emprunte trois voies.

La religieuse. C'est un processus long et minutieux, qui commence à l'école coranique, se poursuit à l'école publique, à la mosquée, dans les associations cultuelles et les partis religieux. Sont convoqués le Coran, les *hadiths*, la *sunna*, les écrits des grands théologiens, les éléments de langage du ministère de la Religion et de la Vérité, les contes et légendes pieuses dont le monde arabo-musulman est si friand. Il en est qui en sortent indemnes, c'est miraculeux, mais les rechutes ne sont pas rares, la haine est la plus puissante des drogues. Dans cet univers clos, saturé d'encens et de phéromones mortifères, on apprend à aimer haïr, c'est si agréable, ça défoule et ça renforce drôlement la communauté.

La politique. Elle enseigne la haine d'Israël par la dénonciation quotidienne de sa politique coloniale à l'égard des Palestiniens. Dans le discours officiel, le mot « Israël » n'est jamais prononcé (c'est quand même un État reconnu par l'ONU), on utilise un pseudo : *al-kayan es-sahyouuni*, « l'entité sioniste », sinon on parle de « la Palestine occupée ». Le discours officiel reste strictement dans le factuel mais il se double d'une musiquette subliminale qui incite grandement à la haine du juif. Prisonnière du gouvernement et de la mosquée, la population n'a aucune autre source d'information pour réussir à penser par elle-même.

La rue. Elle est essentielle dans la formation de l'*Homo italicicus* militant. En cas de crise, elle se transforme comme Hulk et devient la fameuse « rue arabe » qui terrorise tant le monde par ses manifestations hystériques.

Dans le monde occidental, l'antisémitisme arabo-musulman connaît des évolutions effroyables et se répand en toute liberté, en toute démocratie, grâce à la bienveillance des édiles et aux subventions publiques. Les islamistes ont en fait une arme. Ils ne sont plus dans la revendication et la victimisation misérabiliste, ils accusent, ils exigent, ils ont un plan de conquête, c'est autrement plus valorisant pour la troupe car au bout est le butin à prendre. Il faut méditer sur l'effet papillon : un petit vent ici, une tornade demain.

Si dans le monde arabe l'antisémitisme est imposé par la tradition, la religion, les pouvoirs, la rue, dans le monde occidental, nourri aux Lumières, il est volontaire et en ce sens il est plus horrible et plus dangereux car il contribue au réveil de vieux volcans de haine qu'on croyait éteints.

Au vu de ce que nous savons, nous nous posons sept questions supplémentaires, qui dépassent le cadre du monde arabe. Un colloque international est à convoquer au plus tôt pour leur trouver des réponses.

Quand et comment sommes-nous passés de la haine du juif, qui est un sentiment déplorable, mais un sentiment, à l'antisémitisme, qui est une idéologie, un ordre en marche, une machine totalitaire et un programme de destruction massive, auquel participent des États, des organisations officielles et secrètes, des institutions internationales ?

Pourquoi l'antisémitisme n'est-il pas combattu en tant que tel ? En Europe, il connaît des remontées spectaculaires, mais en quoi sanctionner l'incitation et l'appel à la haine du juif est-il un combat contre l'antisémitisme ?

Pourquoi le danger planétaire que représente l'antisémitisme n'est-il pas pris en charge à l'échelle planétaire ? Que font l'ONU, l'Union européenne, l'Union africaine, la Ligue arabe, l'Union du Maghreb arabe, l'Otan, Interpol, la Cour internationale de justice, le Tribunal pénal international, etc. ? Ces institutions supranationales ont-elles capitulé à l'instar des nations et des États ?

Pourquoi l'Unicef ne fait-elle rien pour sauver les enfants enrôlés dans l'antisémitisme et l'islamisme ?

Pourquoi l'Unesco n'oblige-t-elle pas les États à expurger de leurs programmes scolaires les enseignements religieux obscurantistes ?

Pourquoi le droit international ne criminalise-t-il pas l'antisémitisme et l'islamisme ?

Pourquoi les philosophes du monde entier ne s'organisent-ils pas en groupes de réflexion et d'action pour fonder les Lumières de demain ?

Dans une prochaine causerie, nous parlerons du racisme maghrébin contre les Africains noirs. L'Algérie est dans le peloton de tête dans cette course, chose que la presse nationale indépendante a maintes fois dénoncée. Au passage, nous parlerons de l'esclavage des Noirs qui revient à la mode, à la faveur des grands trafics qui aujourd'hui traversent le Sahara. La causerie aura sans doute pour conclusion : « L'Algérie est profondément raciste ».

AU MOYEN-ORIENT, LA RIVALITÉ ENTRE SUNNITES ET CHIITES A ÉCLIPSÉ LE CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN

› Renaud Girard

L’annonce concomitante, le 13 août 2020, par le président des États-Unis, le Premier ministre d’Israël et le prince héritier d’Abou Dhabi, Mohammed ben Zayed, que les Émirats arabes unis allaient établir des relations diplomatiques avec l’État juif a pris la forme d’une surprise, mais elle ne l’était pas sur le fond. Sans l’avouer, les Émirats arabes unis entretenaient des liens sécuritaires discrets avec Israël depuis le début du millénaire.

Cependant, la première reconnaissance d’Israël par un État arabe du Golfe demeure une nouvelle thématique importante. Elle signale qu’au Moyen-Orient la thématique du conflit israélo-palestinien a été éclipsée par celle de la rivalité sunnites-chiites. Car le seul groupe arabo-musulman qui demeure attaché à une rhétorique anti-Israël est l’axe chiite, formé de l’Iran, de l’Irak, de la Syrie et du Liban. En outre, aucune puissance ou aucune alliance dans le monde arabo-musulman n’est en mesure de mettre en péril l’existence d’Israël, dont la suprématie militaire est avérée face à tous ses voisins.

Dans l'histoire contemporaine, la rivalité sunnites-chiites n'est redevenue significative qu'au XXI^e siècle. Lorsque l'ayatollah Khomeyni a pris le contrôle absolu de la révolution islamique iranienne, il n'a pas cherché à la placer sous un étendard de suprématie chiite (l'Iran s'étant converti au chiisme au début du XVI^e siècle pour échapper à l'emprise ottomane). Lui-même avait consacré sa thèse de doctorat à un penseur et militant sunnite, Sayyid Qutb, un Frère musulman égyptien, rédacteur du best-seller islamique *Signes de piste*, exécuté par Nasser en 1966. En fait, la révolution islamique iranienne, qui commence en janvier 1978, va rapidement influencer la jeunesse de pays voisins, qui sont pourtant sunnites. Ainsi, en Arabie saoudite, des centaines de jeunes militants fondamentalistes parviennent à s'emparer de la Grande Mosquée de La Mecque au mois de novembre 1979. Il faudra l'intervention des unités d'élite de la gendarmerie française pour les déloger du lieu saint. Ces jeunes islamistes sunnites reprochent à la famille royale saoudienne (5 000 membres) la décadence de ses mœurs. Ils auront 117 morts dans les combats, auxquels s'ajouteront 68 prisonniers exécutés. Cette défaite tactique deviendra en réalité une victoire stratégique pour le mouvement islamiste. Il entraîne un retour au puritanisme wahhabite en Arabie saoudite. Surtout, il provoque un pacte tacite entre la famille royale saoudienne et la jeunesse islamiste. Cette dernière bénéficiera de l'argent du pétrole (qui pleut à verse après le deuxième choc pétrolier de 1979) pour convertir au rigorisme wahhabite les musulmans du monde entier, qu'ils vivent au sein du monde arabo-musulman ou en immigration dans les pays occidentaux. En échange, les islamistes saoudiens s'engagent à ne plus remettre en cause la légitimité du pouvoir de la famille royale. Le Front islamique du salut (FIS) algérien du début des années quatre-vingt-dix est l'un des enfants exemplaires de ce pacte diabolique.

Aussi curieux que cela puisse paraître, la guerre Irak-Iran (1980-1988) provoquée par Saddam Hussein (avec la bénédiction de l'Amérique et de la France) aura peu d'effet sur la rivalité ancestrale entre

Renaud Girard est correspondant de guerre depuis 1984. Tous les mardis, il tient la chronique internationale du *Figaro*. En 2014, il a reçu le Grand Prix de la presse internationale pour l'ensemble de sa carrière. Dernier ouvrage paru : *Quelle diplomatie pour la France ? Prendre les réalités telles qu'elles sont* (Cerf, 2017).

sunnites et chiites. Les soldats chiites, qui constituent la majorité des troupes irakiennes, ne désertent pas. C'est, foncièrement, un affrontement entre Arabes et Perses.

La deuxième guerre du Golfe (août 1990-mars 1991) ne s'inscrit pas non plus dans la rivalité entre sunnites et chiites. L'Irak, commandé par le sunnite Saddam Hussein, a envahi le Koweït, monarchie sunnite, afin de s'emparer de sa richesse pétrolière. Pour l'en chasser, l'Amérique met en place une coalition qui comprend aussi bien le Maroc et l'Arabie saoudite (pays sunnites) que la Syrie (pays dirigé par une famille alaouite, religieusement rattachée au chiisme libanais). Les Iraniens restent neutres, secrètement ravis de voir leur ennemi d'hier châtié par le Grand Satan américain. Les Palestiniens (sunnites) prennent fait et cause pour Saddam Hussein, parce qu'il a osé envoyer quelques missiles sur Tel-Aviv. En une dizaine d'années, le flambeau de la lutte sacrée contre Israël est passé d'un leader chiite (l'ayatollah Khomeyni) à un leader sunnite (Saddam Hussein).

Il faudra en fait attendre la troisième guerre du Golfe, celle de l'invasion anglo-saxonne de l'Irak en mars 2003, pour que la vieille rivalité entre les sunnites et les chiites revienne sur le devant de la scène. Elle sera instrumentalisée par les fondamentalistes sunnites, que la mainmise américaine en Mésopotamie frustre politiquement. Les islamistes sunnites radicaux d'Irak obtiennent dans la seconde moitié de l'année 2003 un soutien dont ils n'auraient jamais osé rêver: celui des officiers baasistes que les autorités d'occupation américaines ont imprudemment renvoyés dans leurs foyers.

La conséquence des élections qu'organisent en Irak les Américains est le transfert brutal du pouvoir d'État de la communauté sunnite (25 % de la population) vers la communauté chiite (50 % de la population). La frustration des sunnites irakiens croît de jour en jour. Ils passent à la résistance armée. Quant à la communauté chiite, elle profite de la manne financière américaine tout en se rapprochant idéologiquement de l'Iran. Sans avoir eu à bouger le petit doigt, les mollahs de Téhéran ont reçu, en cadeau involontaire de la part de leurs ennemis américains, la Mésopotamie.

Les Saoudiens n'ont pas approuvé l'invasion américaine de l'Irak de mars 2003. Ils ont estimé que Washington se trompait de cible, que la vraie cible des Américains aurait dû être l'Iran, puissance développant clandestinement l'arme nucléaire. Dès l'année 2006, le roi Abdallah d'Arabie saoudite demande aux États-Unis de « couper la tête du serpent » iranien. Il est suivi par ses amis émiratis et bahreïnis. Les Iraniens l'apprendront; cela provoquera une tension, qui ne cessera de grandir.

Un plan diabolique

Pour faire échouer l'occupation américaine en Irak, les sunnites extrémistes d'al-Qaida mettent au point un plan diabolique, redoutablement intelligent: celui de provoquer une guerre religieuse entre la communauté sunnite et la communauté chiite. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'attentat du 22 février 2006 contre la mosquée d'Or de Samarra en Irak, l'un des quatre principaux lieux saints du chiisme (car c'est là que se serait éclipsé le douzième imam, le fameux imam caché, dont les chiites attendent le retour). Les militants d'al-Qaida y ont posé des explosifs, qui ont provoqué l'effondrement du dôme doré de vingt mètres de diamètre, l'un des plus grands du monde islamique. Cette attaque provoque une fureur sans égale : plus de cent mosquées sunnites sont attaquées par des foules chiites folles de colère. En une semaine, les violences inter-confessionnelles font un demi-millier de morts. Le cycle de la vengeance a été enclenché. Al-Qaida a réussi son coup. La guerre civile va mettre l'Irak par terre. Et provoquer le retrait militaire américain dès l'été 2010.

Les conditions de la pendaison de Saddam Hussein, le 30 décembre 2006, auront un impact considérable – souvent minimisé en Occident – pour relancer l'affrontement sunnites-chiites. Au Moyen-Orient, l'exécution capitale fait assez normalement partie d'une carrière politique. Les sunnites du monde entier n'ont pas reproché aux Américains et au nouveau pouvoir chiite irakien l'exécution de

l'ancien dictateur. Mais ils n'ont pas toléré qu'ils soient insultés au moment de sa mort par ses bourreaux chiites. Le fait que Saddam leur ait répondu et ait fait preuve de courage face à la mort renforça son prestige dans le monde sunnite. Lors de cet événement, je me trouvais dans la ville sunnite de Tripoli, au Liban. J'ai pu constater la grande colère de la population provoquée par ces insultes.

Au Liban, l'affrontement sunnites-chiites est redevenue une réalité après le viol non consommé de Hamra (quartier sunnite central de Beyrouth) par les miliciens du Hezbollah, le 7 mai 2008. Il y avait déjà eu l'assassinat du très populaire ancien Premier ministre sunnite Rafic Hariri, le 14 février 2005, sur la Corniche de Beyrouth. Le tribunal international constitué après ce drame a rendu son verdict le 18 août 2020 : un militant du Hezbollah a été condamné mais le tribunal n'a pas reconnu de responsabilité spécifique aux appareils d'État syriens ou iraniens.

Mais c'est évidemment en Irak que s'est développée le plus l'affrontement entre sunnites et chiites. Quand les islamistes sunnites s'emparent de Falloudja puis de Mossoul en 2014, ils massacrent les chiites immédiatement, comme apostats.

La guerre civile syrienne (depuis 2011) voit l'affrontement brutal entre un pouvoir alaouite, soutenu par les autres minorités de Syrie et par le Hezbollah libanais, opposé aux masses paysannes et banlieusardes sunnites défavorisées. La Turquie du Frère musulman Recep Tayyip Erdogan a clairement pris parti en faveur des islamistes sunnites dans cette guerre civile proche de ses frontières.

En Iran, il n'y a plus aucun religieux qui croit que Téhéran puisse encore prendre le leadership du monde musulman dans son ensemble. Le fossé entre les chiites et les sunnites est devenu infranchissable. Il a encore été accru par la guerre au Yémen (déclenchée par l'Arabie saoudite et les Émirats en 2015 contre les montagnards houthistes de confession zaïdite, qui est une forme de chiisme).

À tout moment, la guerre froide dans le Golfe entre les pétromonarchies sunnites et l'Iran chiite peut se transformer en guerre chaude. Israël n'est en rien responsable de cette rivalité. Mais il en tire les fruits, puisqu'elle a éclipsé son conflit avec les Palestiniens.

Israël nous donne à contempler aujourd'hui un grand paradoxe. En soixante-douze ans d'histoire, jamais l'État hébreu n'a été aussi fort, et jamais son Premier ministre n'a été autant contesté chez lui. Il est inculpé, dans trois affaires différentes, pour « corruption », « malversations » et « abus de confiance ». Indépendante, très à cheval sur la déontologie administrative, la justice israélienne n'a pas hésité, par le passé, à jeter en prison un ancien Premier ministre ou un ancien président. Qui plus est, l'opinion publique reproche à Benyamin Netanyahu une mauvaise gestion de la pandémie de Covid-19.

Politiquement, le Likoud de Benyamin Netanyahu demeure un parti puissant. Il a emporté 36 sièges sur les 120 que compte la Knesset, lors des élections générales du 2 mars 2020 et il reste le parti le plus important du Parlement israélien monocaméral. Mais l'usure du pouvoir a joué car Netanyahu, avec plus de onze ans comme Premier ministre, a battu le record de longévité du travailliste Ben Gourion, le fondateur de l'État sioniste. Netanyahu a réussi à constituer un gouvernement d'union nationale avec son rival de la coalition Bleu et blanc Benny Gantz. Cet ancien chef d'état-major de Tsahal a obtenu le poste de ministre de la Défense et devrait devenir Premier ministre à l'automne 2021. Pour gagner, l'agnostique Netanyahu a dû composer avec les partis religieux. Quant à Gantz, il s'était un moment allié électoralement avec les partis arabes, sans jamais parvenir à réunir sur son nom une majorité de 61 députés à la Knesset.

Israël a brisé le front uni de ses détracteurs arabes

Bien qu'ingrat et versatile, l'électorat israélien reconnaît que Netanyahu a très bien su utiliser les relations d'Israël avec les États-Unis, qui sont devenus, depuis la guerre des Six-Jours de 1967, son meilleur allié. Netanyahu a été capable d'aller à Washington uniquement pour faire de la politique intérieure: se faire aider par Trump face à l'électorat israélien. Le président américain a déjà accordé à son vieil ami Netanyahu la reconnaissance du Golan (haut plateau syrien conquis

en juin 1967) comme territoire israélien et le déplacement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. Il soutient un « plan de paix » élaboré par son gendre Jared Kushner, qui donnera à l'État hébreu la totalité des garanties de sécurité dont il rêve (maintien d'un grand nombre de colonies en Cisjordanie et contrôle absolu de la frontière du Jourdain), même s'il n'a pas la moindre chance d'être accepté par les Palestiniens. Netanyahu a toujours été porteur d'un argument électoral efficace : « Je suis celui qui obtient le plus des Américains ! »

Mais le relatif dysfonctionnement des institutions politiques israéliennes est un arbre vermoulu qui cache une forêt en pleine santé : celle d'un petit pays extrêmement dynamique de neuf millions d'habitants, qui n'a jamais été aussi influent dans sa région.

Moralement, les leaders des principaux pays du monde ont participé à Jérusalem, en janvier 2020, aux célébrations en mémoire de la Shoah, soixante-quinze ans après la libération du camp d'Auschwitz. Ce fut la légitimation la plus éclatante du sionisme (retour à la terre des ancêtres pour les juifs), comme démarche internationale de protection d'un peuple menacé d'extinction en Europe.

Diplomatiquement, l'État juif est l'ami de la Russie comme de l'Amérique. Il a réussi à briser le front uni des détracteurs arabes de son existence, qui, à la conférence de Khartoum en septembre 1967, avait adopté la politique des « trois non » : pas de paix avec Israël, pas de reconnaissance d'Israël, pas de négociation avec Israël. Les Israéliens entretiennent d'excellentes relations non seulement avec l'Égypte et la Jordanie (avec lesquelles ils ont fait la paix) mais aussi avec les États du Golfe (Émirats arabes unis, Arabie saoudite, Oman, etc.), qu'ils alimentent discrètement en matériels de sécurité. En Méditerranée orientale, ils ont noué une alliance avec l'Égypte, la Grèce et Chypre pour y stopper l'expansionnisme maritime du sultan néo-ottoman Erdogan, leur réel rival, bien davantage que l'Iran des mollahs.

Économiquement, l'État d'Israël, qui a bénéficié de l'arrivée d'un million d'immigrés russes souvent d'un bon niveau scientifique, est devenu un centre mondial de créations d'entreprises de haute technologie, à l'égal de la Silicon Valley californienne. Son industrie militaire exporte dans le monde entier.

Militairement, Israël est de loin le pays le plus puissant du Moyen-Orient. Il a l'arme nucléaire (fournie par la France il y a soixante ans), et son armée de conscription est la meilleure de la planète. Comme l'a montré la guerre contre le Hezbollah libanais de l'été 2006, les jeunes Israéliens sont patriotes, ne cherchant que très rarement à échapper à leurs obligations militaires. Aucun facteur externe ne menace plus Israël.

Mais s'il veut rester un État juif, Israël, dont un cinquième des citoyens sont arabes, doit regarder en face le problème de la bombe démographique qui le menace. N'est-il pas à long terme dangereux de conserver sous son contrôle les territoires arabes qu'il a occupés après sa victoire dans la guerre de 1967? Sur le territoire qui demeure aujourd'hui sous le contrôle de Tsahal (qui inclut la Cisjordanie et Gaza, dont la sortie n'est pas libre), les Arabes sont majoritaires par rapport aux juifs. Que répondront les dirigeants israéliens à ces Arabes s'ils se mettent un jour à réclamer avec insistance un État binational, plutôt que la solution à deux États? Ce n'est ni l'Amérique, ni la Russie, ni l'Europe qui aidera les dirigeants israéliens à trouver une réponse à ce défi existentiel.

Charles Enderlin

« IL EST DU DROIT DE TOUT JUIF DE SE DÉCLARER NON-SIONISTE »

› propos recueillis par Valérie Toranian

Correspondant de France 2 à Jérusalem pendant plus de trente ans, Charles Enderlin a récemment publié *Les Juifs de France. Entre République et sionisme*. Selon lui, depuis la III^e République, les juifs sont passés, au fil des événements tragiques de leur histoire, du « franco-judaïsme » au « franco-sionisme ». Dans cet entretien, le journaliste franco-israélien évoque les différentes formes de sionisme : du sionisme socialiste des origines au sionisme religieux messianique qui se développe à partir des années soixante-dix en Israël et qui n'a cessé de prendre de l'ampleur. Pour Charles Enderlin, le sionisme de Benjamin Netanyahu, à l'opposé de celui de David Ben Gourion, sape l'alliance entre le judaïsme et les Lumières. Le journaliste condamne le gouvernement qui maintient les Palestiniens sous un régime d'occupation militaire. Dans une société où les libéraux laïcs ne représentent plus que 20 % environ de la population juive.



Revue des Deux Mondes – Quelles sont pour vous les différentes formes de sionisme ? Dans laquelle vous reconnaissez-vous, lesquelles critiquez-vous ?

Charles Enderlin Je suis arrivé en Israël en décembre 1968 avec, en tête, la vision de Theodor Herzl, le fondateur du sionisme politique. Il envisageait un État dont le président serait juif, le vice-président arabe,

et définissait ainsi son projet : « Nous ne permettrons pas aux velléités théocratiques de nos chefs religieux d'émerger. Nous saurons les cantonner dans leurs temples, de même que nous cantonnerons l'armée de métier dans les casernes. (1) » Il condamnait la théologie messianique qui, selon lui, ne devrait pas avoir de place dans le nouvel État. C'est sur la base de ce sionisme que David Ben Gourion a proclamé en ces termes l'indépendance en mai 1948 : « L'État d'Israël sera ouvert à l'immigration des juifs de tous les pays où ils sont dispersés ; il développera le pays au bénéfice de tous ses habitants ; il sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix enseignés par les prophètes d'Israël ; il assurera une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe ; il garantira la pleine liberté de conscience, de culte, d'éducation et de culture. (2) » Le mouvement sioniste-socialiste qu'il dirigeait avait accepté le principe du partage de la Palestine. Ben Gourion était persuadé que « seuls l'immigration, le développement économique, la force militaire et d'éventuelles négociations avec les pays arabes détermineront les frontières du futur État » (3).

Nationaliste, antisocialiste, le sionisme qualifié de « révisionniste » fondé par Vladimir Zeev Jabotinsky prônait, en 1940, un État à majorité juive situé sur les deux rives du Jourdain, « dominion de l'Empire britannique, avec un président juif, un vice-président arabe, où tous les citoyens seraient égaux, quelles que soient leurs origines ou leur religion » (4).

À partir du début des années soixante-dix, j'ai commencé à suivre le développement du sionisme religieux, messianique, jusque-là très minoritaire, fondé sur la théologie du rabbin Yehouda Kook, pour qui le sionisme était un mouvement eschatologique, définissant le retour à Sion comme un commandement divin. Cela signifie que la terre d'Israël n'appartient qu'au peuple juif. Les Palestiniens qui l'habitent n'y ayant aucun droit. Le rabbin Shlomo Aviner accusait en 1979 les Arabes d'être des voleurs : « Tous ceux qui se sont installés ici savaient parfaitement qu'ils vivaient sur une terre appartenant au peuple d'Israël. Donc, le groupe ethnique qui s'est installé à cet endroit n'a

Charles Enderlin est journaliste, reporter et écrivain. Dernier ouvrage publié : *Les Juifs de France entre République et sionisme* (Seuil, 2020).

aucun droit de propriété sur la terre. (5) » C'est ainsi qu'a débuté la colonisation des territoires occupés en juin 1967.

Allié à ce mouvement, Benyamin Netanyahu a développé sa forme de sionisme, opposée à celle de Ben Gourion et de Jabotinsky. En 2018, il a fait adopter par la Knesset une loi fondamentale, discriminatoire, envers les non-juifs, redéfinissant la nature de l'État d'Israël comme « l'État-nation du peuple juif, qui y exerce son droit naturel, culturel, religieux et historique à l'autodétermination. La réalisation de ce droit à l'autodétermination nationale dans l'État d'Israël est réservée au seul peuple juif » (6). Le président du Congrès juif mondial Ronald Lauder a réagi en l'accusant de « saper l'alliance entre le judaïsme et les Lumières. » « Lorsqu'il dénigre la valeur sacrée qu'est l'égalité, nombre de ses partisans sentent qu'il tourne le dos à son héritage juif, à l'*ethos* sioniste et à l'esprit d'Israël », écrivait-il dans le *New York Times* (7).

Revue des Deux Mondes – Dans certains discours islamistes, au sein d'une partie de l'extrême gauche, ou encore chez certains identitaires (Alain Soral, Dieudonné, etc.), l'antisionisme ne consiste pas en une critique du régime, légitime, mais en un refus du droit d'existence d'Israël. Cet antisionisme n'est-il pas de l'antisémitisme ? Ne doit-il pas être dénoncé ?

Charles Enderlin Israël n'a besoin de personne pour justifier son existence. Il est intrinsèquement absurde de refuser le droit à l'existence à un pays membre des Nations unies reconnu par l'immense majorité des États du monde. Si quelqu'un veut boycotter tout ce qui est israélien, il devra renoncer à utiliser un ordinateur ou un smartphone, des objets qui, nécessairement, comportent des pièces ou des logiciels *made in Israël*. Cela dit, des sectes et des partis politiques juifs ultraorthodoxes refusent de reconnaître l'existence d'Israël et sont ouvertement antisionistes. À la Knesset, des députés ultraorthodoxes ne se lèvent pas lorsque retentit l'hymne national. Ils ne participent à aucune des manifestations de la fête de l'Indépendance. Il est du droit de tout juif de se déclarer

non-sioniste, voire antisioniste, et de refuser l'idée selon laquelle un juif a le droit de devenir israélien en immigrer en Israël. C'est une position politique qui n'a rien à voir avec l'antisionisme des djihadistes et des identitaires qui n'est autre que de la haine antijuive.

Revue des Deux Mondes – Vous dites qu'il n'y a pas de menace existentielle sur l'État d'Israël, qu'il n'est pas en danger. Qu'est-ce qui vous permet d'être aussi affirmatif ? Les menaces de l'Iran, par exemple, ne doivent-elles pas être prises au sérieux ?

Charles Enderlin Israël, dont l'armée est la plus puissante du Proche-Orient, lance des satellites et dispose, dit-on, de l'arme nucléaire, ne fait pas face à une menace existentielle extérieure. L'Iran ? Jacques Chirac disait que les Iraniens n'oseraient pas s'attaquer directement à Israël car Jérusalem pourrait riposter en vitrifiant Téhéran.

Les patrons du système sécuritaire considèrent que la menace est ailleurs. L'ancien chef d'état-major, le général Gadi Eizenkot, déclarait en novembre dernier : « Bien qu'Israël n'affronte actuellement aucune menace existentielle, l'élément important de la force de Tsahal c'est la résilience et la cohésion sociale en Israël. Il est impossible d'ignorer le fait qu'il y a moins de jeunes recrues aujourd'hui. (8) » Effectivement, 32,9 % des jeunes juifs israéliens sont dispensés de service militaire pour des raisons religieuses ou autres et 15 % ne terminent pas leurs trois ans sous les drapeaux (9). Lors de la rentrée scolaire de 2019, seuls 41 % d'enfants juifs ont entamé leur scolarité dans la première classe du primaire d'une école laïque. Les autres ont rejoint l'enseignement religieux public, ou orthodoxe privé.

L'autre menace existentielle est le refus d'accepter la solution à deux États par la direction israélienne actuelle. En 2015, l'ex-général Meïr Dagan, légendaire patron du Mossad, accusait Benyamin Netanyahu « d'entraîner le pays vers un État binational, et donc à la fin du rêve sioniste » (10). Tamir Pardo, son successeur, est sur la même ligne et déclare : « Si Israël ne se sépare pas des Palestiniens, un jour les arabes de Cisjordanie et de Gaza seront plus nombreux que les

juifs, qui ne représenteront plus qu'une petite minorité dans un État juif. (11) » L'état binational, selon Ehoud Barak et Ehoud Olmert, deux anciens Premiers ministres, c'est mettre en place l'apartheid.

Revue des Deux Mondes – Comment s'explique la droitisation de la société israélienne ? N'est-elle pas aussi due à la désillusion sur le processus de paix ?

Charles Enderlin On peut poser la question à l'envers : la droitisation de la société israélienne est-elle à l'origine de l'échec du processus de paix ? Selon les études sociologiques, les libéraux, laïcs, ne représentent qu'un peu plus de 20 % de la population juive où les traditionalistes, les religieux ainsi que les ultraorthodoxes occupent une place de plus en plus importante. Et puis les immigrants issus de l'ancienne URSS ont intégré la classe politique. Ils sont partisans d'une politique musclée envers les Arabes et les Palestiniens. Pour ma part, j'attribue l'échec aux extrémistes des deux bords, au cycle de violence qui a débuté le 25 février 1994, par le massacre de vingt-neuf fidèles musulmans, assassinés par un terroriste juif dans le caveau des Patriarches à Hébron. Les terribles attentats suicides qui ont suivi, commis par le Hamas et le djihad. L'assassinat d'Yitzhak Rabin par un jeune nationaliste religieux. J'ai décrit ces décennies de descente en enfer dans mes livres et mes films.

Revue des Deux Mondes – En quoi être sioniste et attaché à l'État d'Israël empêcherait d'être un républicain français au même titre que tous les citoyens français qui peuvent avoir des attaches envers d'autres cultures ou origines ?

Charles Enderlin Peut-on être sioniste en soutenant Israël de loin, en y passant ses vacances, en participant aux collectes pour des œuvres israéliennes ? Le véritable sionisme n'est-ce pas aller en Israël pour y vivre, y remplir tous ses devoirs de citoyen ? Cela dit, effectivement, tout juif français a le droit le plus absolu de se proclamer favorable

au sionisme et attaché à l'État d'Israël. Mais peut-on se revendiquer républicain et démocrate en France et soutenir la politique d'un État qui refuse des droits à sa population non juive? Qui n'applique pas la Déclaration universelle des droits de l'homme? Qui maintient la population palestinienne sous un régime d'occupation militaire, etc.?

Revue des Deux Mondes – En France, des juifs sont morts parce que juifs ces dix dernières années dans des attentats islamistes. N'est-ce pas la réalité de cette menace qui rapproche les juifs français encore plus de l'État d'Israël ?

Charles Enderlin Il appartient au gouvernement français de combattre cette menace, qui est globale. Les juifs sont une des principales cibles des djihadistes, mais pas la seule. Des chrétiens, des musulmans, de simples passants ont été tués. Les juifs de France sont-ils plus en sécurité en Israël? Je ne le pense pas si on considère les événements de ces vingt dernières années, avec les guerres, l'intifada, les attentats suicides. Surtout il ne faut pas minimiser l'autre menace très réelle du vieil antisémitisme d'extrême droite qui resurgit et pourrait devenir violent, comme en Allemagne. Mais il faut rappeler que jamais dans leur histoire les juifs de France n'ont été autant protégés par les lois de la République et n'ont autant bénéficié d'une telle empathie de la part des pouvoirs publics.

1. Theodor Herzl, *L'État des juifs* [1896], suivi de Claude Klein, *Essai sur le sionisme*, La Découverte, 1989, p. 103.
2. La Déclaration d'indépendance d'Israël du 14 mai 1948 lue par Ben Gourion le 15 mai 1948, est la Proclamation établissant l'État d'Israël par les membres du Conseil national, qui représentaient la communauté juive du futur pays et le mouvement sioniste à l'étranger.
3. Michael Bar Zohar, *Ben Gurion. A Political Biography*, Am Oved, 1977, p. 357-358.
4. Vladimir Zeev Jabotinsky, *Les Juifs et la Guerre (1939-1940)*, Institut Jabotinsky, 2016.
5. Cité par Yehoshafat Harkabi, in *Israel's Fateful Decisions*, Tauris, 1988, p. 149.
6. [Https://knesset.gov.il/laws/special/eng/BasicLawNationState.pdf](https://knesset.gov.il/laws/special/eng/BasicLawNationState.pdf).
7. Ronald Lauder, « Israel: This is not who we are », *The New York Times*, 13 août 2018.
8. Conférence annuelle de l'Institut israélien pour la démocratie, 25 novembre 2019, <https://www.idi.org.il/events/28904>.
9. Ynet, 19 janvier 2020, <https://m.ynet.co.il/Articles/5662355>.
10. Meir Dagan « Netanyahu Leading to An Apartheid State », Arutz Sheva, 6 mars 2015, <http://www.israelnationalnews.com/News/News.aspx/192221>.
11. Tamir Pardo, *Times of Israel*, 21 mars 2017.

LES RACINES OUBLIÉES D'UNE « PASSION PROGRESSISTE »

› Georges Bensoussan

L, antisionisme participait du débat intellectuel jusqu'en 1948 : fallait-il ou non créer un État juif (« juif » entendu au sens de nationalité et non de religion seule) ? Depuis le 14 mai 1948, ce débat n'a plus de raison d'être ou ce serait alors réactiver, mais sans oser l'assumer au grand jour, le désir de détruire l'État d'Israël. Pour autant, cela n'ôte rien à la légitimité de la critique, aussi radicale soit-elle, de la politique israélienne. L'« antisionisme » actuel, en d'autres termes, n'a rien à voir ni avec la réalité du conflit ni avec le sionisme réel, de la même façon que la paranoïa antisémite n'a rien à voir avec le juif réel. *A fortiori* quand le discours antisioniste de la *doxa* laisse de côté quatre questions-clés : l'inégal partage des richesses à l'échelle du monde, la disproportion des enjeux entre juifs et Arabes, la nature anticoloniale du projet sioniste, enfin la question du « droit historique » des juifs, une problématique à l'opposé de l'assertion puérile selon laquelle Dieu « aurait donné cette terre aux juifs ».

C'est qu'au fond la question est ailleurs : le sionisme perturbe l'économie psychique de l'Europe. Il irrite quand il met en lumière une « modernité régressive » – qui n'est pas toute la modernité, rappelons-le – et démontre que le culte du « progrès » n'est pas forcément synonyme d'un progrès de la raison. À l'instar de Léon Pinsker (1), les pré-sionistes russes avaient été parmi les premiers à saisir l'ambivalence des Lumières. Avec Ahad Ha'Am et quelques autres, ils avaient compris que les Lumières émancipent « le juif » et tendent à l'assimiler mais nourrissent en même temps une nouvelle forme de rejet. Moins le juif se distingue de ses concitoyens, plus la différence

se fait infime et plus ce qui persiste est mal perçu. La modernité démocratique homogénéise au point de voir dans toute différence une injustice. Plus encore, dans le même temps qu'elle l'émancipe, la modernité laisse le sujet juif sans défense, impuissant devant ce malentendu lourd de dangers : le juif émancipé se vit individuellement comme juif, mais c'est comme être juif collectif qu'il est perçu dans le regard des autres. Sa réussite est individuelle, mais elle sera perçue comme la réussite collective du « groupe juif ». Enfin, le sionisme souligne l'impasse des stratégies d'émancipation : comment oublier en effet que c'est au cœur de l'Europe émancipatrice qu'a surgi la plus grande catastrophe de l'histoire juive moderne ?

C'est toutefois pour une raison plus profonde encore que le sionisme insupporte : parce qu'il dit la décolonisation psychique du sujet juif. Parce qu'il brise une soumission qui fait partie de l'économie culturelle de l'Europe. Parce qu'il émancipe un sujet dominé qui fut longtemps au cœur de l'imaginaire maudit de la chrétienté dont l'Occident est né. La sujexion du juif est au cœur de l'existence chrétienne, voire de son équilibre. La domination du juif, et son humiliation, au moins jusqu'au concile Vatican II, a participé des bases de granite de la vision chrétienne du monde. La parole libérée du sujet juif (au sens psychique du sujet) met en péril un équilibre qui tout entier avait été construit à son détriment. Qui, des siècles durant, avait figuré cette part d'altérité dont le rejet avait permis à

Georges Bensoussan est historien.
Dernier ouvrage paru : *L'Alliance israélite universelle (1860-2020). Juifs d'Orient, Lumières d'Occident* (Albin Michel, 2020).

l'autre de se constituer. Le sionisme insupporte quand il suppose la disparition de l'antique « soumission juive », quand il délivre le juif d'une peur de colonisé, et qu'il prive d'exutoire des sociétés minées par leur violence interne.

Pour autant, la haine du signe juif n'a pas disparu. Elle a mué. Elle s'est sécularisée. Elle focalise désormais sur un État-nation dont l'identité et la force demeurent autant d'impensés dans des mondes où le rabaissement du sujet juif avait longtemps participé de l'ordre des choses. Ernest Renan renâclait à voir Israël exister hors de l'image d'un peuple-missionnaire. Qu'Israël prétende vivre pour lui-même et les qualificatifs méprisants s'enchaînent, « fanatique », « étroit d'horizon ». Pour une conscience chrétienne du temps, la restauration nationale juive demeure impensable. *A fortiori* dans le corps de l'Église, à laquelle Renan n'appartenait pourtant plus depuis longtemps. En 1901, quatre ans après la tenue du premier congrès sioniste (1897), paraissait à Lyon *L'Avenir de Jérusalem. Espérances et chimères*. Un ouvrage au sous-titre explicite : *Réponse aux congrès sionistes*. « Est-il dans le plan de Dieu, dans les desseins arrêtés de sa Providence, y lisait-on, que Jérusalem redeviene un jour la capitale d'un État juif reconstitué ? La clef de la question sioniste est là », assurait l'auteur, l'abbé Augustin Lémann (1836-1909) (2). « Le double objet des prophéties s'étant accompli, poursuivait-il, [...] il y a dix-neuf siècles, par la fondation de l'Église, Jérusalem spirituelle toujours subsistante, entreprendre de rétablir une Jérusalem terrestre juive, ce n'est pas autre chose que tenter de saisir et d'édifier une ombre. Or, depuis dix-neuf siècles et pour toujours, la réalité, qui est l'Église, a dissipé et fait disparaître l'ombre : *Umbram fugat veritas !* » (3) Dès le premier congrès sioniste, l'antisionisme occidental sonnait comme le refus d'en finir avec la figure juive de l'oppression, ce temps où la déchéance juive était vécue comme synonyme de la vérité du message christique. « Ils sont maudits si nous sommes chrétiens », écrivait un prêtre français à la fin du XIX^e siècle. C'est donc dans une large partie des milieux de l'Église catholique que l'antisionisme s'est manifesté avant la Seconde Guerre mondiale. Puis dans les mouvements

nationalistes d'extrême droite, enfin, plus tard, dans le régime nazi dont l'antisionisme demeura virulent jusqu'aux derniers jours du III^e Reich.

La naissance du « complot sioniste »

Or aujourd'hui, pour une partie du « camp progressiste » au moins, qui voit dans le sionisme une « idéologie » raciste et liée à l'impérialisme, l'antisionisme serait né à gauche. En réalité, dans l'Europe d'avant 1914, la droite catholique comme les mouvements nationalistes et antisémites avaient constitué sa première matrice historique. Dès les années 1880, bien avant que le terme lui-même ne fût forgé (1891), l'idée sioniste était fustigée dans *La Croix* comme dans *Civiltà cattolica*, l'organe des jésuites italiens considéré comme proche du Saint-Siège.

Mais c'est surtout après 1917 que l'antisionisme va s'enraciner dans les milieux ultra du catholicisme et de l'antibolchevisme. La mission historique du sionisme (bâtir un foyer national pour le peuple juif en terre d'Israël – Eretz Israel ou Palestine pour l'administration ottomane puis britannique (4)) est alors transmuée en un programme de conquête du monde dont l'État juif constituerait le cerveau et la base territoriale. Comme toute logique de complot, ce projet de domination est à la fois angoissant et rassurant en ceci qu'il fournit la clé de l'histoire mondiale.

Depuis la révolution française, dans la plupart des milieux contre-révolutionnaires, les juifs avaient été perçus comme les agents d'une modernité destructrice, à l'origine de toutes les catastrophes du monde contemporain. *A fortiori* après la Grande Guerre. Comment comprendre en effet le bouleversement survenu depuis le 2 août 1914 ? Comment comprendre qu'en cinq ans à peine, quatre empires s'étaient effondrés (allemand, russe, austro-hongrois et ottoman) ? Et qu'à l'est de l'Europe une révolution communiste s'enracinait qui faisait des émules en Hongrie et en Allemagne ? Que les économies européennes vacillaient tandis que l'inflation ruinait les classes moyennes ?

Et que près de dix millions d'hommes (à 90 % de jeunes combattants) avaient été tués, un carnage auquel s'ajoutaient les ravages de l'épidémie de grippe espagnole (1918-1919) ?

C'est dans ce contexte que les *Protocoles des sages de Sion*, un faux rédigé à Paris vers 1898 par des agents de la police politique (Okhrana) du régime tsariste, et qui étaient lus comme les minutes des séances secrètes du premier congrès sioniste de Bâle, vont faire figure d'ultime explication du chaos. L'antisionisme s'inscrit donc d'emblée dans les théories du complot qui avaient prospéré dans le sillage de la révolution française (cf. le père jésuite Augustin Barruel), inaugurant tout au long du XIX^e siècle de nombreuses théories conspirationnistes dirigées contre les jésuites, contre les francs-maçons, contre les juifs. Entre autres.

Le thème du « complot sioniste », lui, va se structurer à partir du premier congrès alors que la France commence d'être déchirée par l'affaire Dreyfus, et, pour une partie de l'opinion française d'ailleurs, ce congrès aura eu pour premier « mérite » de rendre l'affaire « enfin intelligible ». En février 1898, dans *Civiltà cattolica*, les jésuites italiens partent en guerre contre le sionisme naissant, probablement stimulés par l'antijudaïsme virulent des chrétiens d'Orient. Le « complot juif », centré jusque-là sur l'Alliance israélite universelle (1860) comme on le lisait dans *La France juive* d'Édouard Drumont (1886) qui lui consacrait un chapitre entier, se mue en « complot sioniste mondial » (5) qu'attestaient les *Protocoles des sages de Sion* (6). Alors que ce texte, jusque-là, n'avait pas essaimé hors de Russie, il va connaître après 1918 un succès mondial et accumuler en moins de dix ans de nombreuses traductions (y compris en arabe en 1926). Pour la partie de l'opinion européenne gagnée à l'antijudaïsme, et désormais aussi à l'anticommunisme, les *Protocoles* offraient une « explication » au désordre du monde. En 1924, Theodor Fritsch, leur éditeur allemand, intitulait carrément sa traduction « Les Protocoles sionistes ». La diabolisation du signe juif mise ici en scène voyait une « race juive » conspiratrice chercher à prendre le contrôle de l'humanité. Avec le sionisme, désormais, ce fantasme s'incarne politiquement. En apparence, il se présente

comme un banal nationalisme, mais ce n'est là qu'un faux nez destiné à tromper le monde. En réalité, ce « nationalisme » entend créer une plate-forme politique vouée à régenter une humanité passive comme l'assure en 1922 le prêtre catholique Ernest Jouin (1844-1932), fondateur dix ans plus tôt de la *Revue internationale des sociétés secrètes*: « le pan-judaïsme, c'est d'abord le sionisme », notait-il, lapidaire.

Dans *Le Péril juif. L'impérialisme d'Israël* (1924) (7), l'intervenanteur des *Protocoles des sages de Sion* en France, Roger Lambelin (1857-1929), expliquait que « le sionisme, organisé par Theodor Herzl, et bien avant le mandat conféré à l'Angleterre de donner un "home" aux Hébreux, a doté la race d'un véritable gouvernement, c'est-à-dire d'un organe de direction et de centralisation. Lors de l'affaire Dreyfus, n'y avait-il pas un chef d'orchestre invisible qui réglait les démarches? (8) » La plus grande partie de l'extrême droite européenne se rallie à ces vues dans l'entre-deux-guerres. En 1931, une Russe blanche (9) publiait sous le pseudonyme de L. Fry *Le Retour des flots vers l'Orient. Le juif, notre maître*: « L'organisation sioniste mondiale, assurait-elle dans les dernières pages du livre, ou Agence juive ou Alliance israélite universelle (quel que soit le nom qu'elle porte), n'est autre chose au fond que le Kahal avec ses dix-huit siècles d'expérience accumulée. Ses buts et ses principes, qu'ils soient enveloppés dans le mysticisme du Talmud ou brutalement exposés dans les *Protocoles*, sont les mêmes aujourd'hui que sous l'Empire romain. » Un peu plus haut, elle expliquait que « la guerre a apporté au sionisme une richesse passée sous silence et l'accomplissement d'un but immédiat ». On notera ici au moins deux extravagances. L'Alliance israélite universelle est confondue avec l'Agence juive – ce télescopage est involontairement comique lorsqu'on sait combien l'Alliance nourrissait un antisionisme rarement démenti jusqu'à l'orée de la Seconde Guerre mondiale. En second lieu, comment un complot, secret par nature, pourrait-il se doter d'une base territoriale qui le dévoilerait ?

Alors que le débat sur le sionisme agite les mondes juifs de l'entre-deux-guerres (le nationalisme juif y est accusé, entre autres, de freiner sinon d'empêcher l'assimilation des juifs dans leur société

de naissance), l'antisionisme a un tout autre visage dans les milieux antisémites, il perpétue un antijudaïsme démonologique qui fait du sionisme la « tête visible » du « complot juif mondial ». « Le sionisme vise à la constitution en Palestine d'un État qui sera un centre d'inspiration et de direction pour le judaïsme mondial, écrit le père Ernest Jouin dans la *Revue internationale des sociétés secrètes*. [...] La fondation de l'État juif en Palestine serait un pas décisif vers l'établissement d'un règne universel de justice dont Israël serait le juge. » Dix ans plus tôt, dans *Le Péril juif. L'Impérialisme d'Israël*, Roger Lambelin mettait l'accent sur la déclaration Balfour (2 novembre 1917) qui aurait marqué, selon lui, « l'origine d'une période de l'histoire du monde ». Dans un second volume, *Le Péril juif. Les Victoires d'Israël* (1928) (10), il avertit ses lecteurs : « Seule l'idée du mal à causer à tout ce qui est étranger à sa race donne une cohésion sérieuse à ce peuple. [...] Le retour à Jérusalem correspondait aux aspirations ancestrales de la race. [...] L'orgueil de la race est le meilleur ciment de la solidité de cette reconstitution catastrophique (11). » L'antisionisme-antisémite va fantasmer à l'envi sur la proximité chronologique de la déclaration Balfour (2 novembre 1917) et du coup de force bolchevique à Petrograd (7 novembre 1917). C'est la preuve, assure Lambelin, que le complot juif a fait du bolchevisme son bras armé pour s'emparer de Jérusalem et en faire « un centre spirituel et un poste de commandement » pour un peuple capable « de tout entreprendre et de tout oser » (12). Le sionisme, autrement dit, assure Hitler dans le premier volume de *Mein Kampf* (1925), éclaire « la vraie nature » du judaïsme : « Les Juifs s'unissent pour combattre, ou plus exactement pour piller leurs semblables [...]. C'est pourquoi l'État juif [...] est, au point de vue territorial, sans aucune frontière. » Et d'ajouter plus bas : « Car lorsque le sionisme cherche à faire croire au reste du monde que la conscience nationale des juifs trouverait satisfaction dans la création d'un État palestinien, les juifs dupent une fois encore les sots *goyim* de la façon la plus patente. Ils n'ont pas du tout l'intention d'édifier en Palestine un État juif pour aller s'y fixer ; ils ont simplement en vue d'y établir l'organisation centrale de leur

entreprise charlatanesque d'internationalisme universel. Elle serait ainsi dotée de droit de souveraineté et soustraite à l'intervention des autres États. (13) »

On ne fait plus grief aux juifs d'exalter le métissage mais d'incarner au contraire l'« identité »

Après 1945, il paraît plus difficile d'affirmer haut et fort sa passion antijuive. La haine du juif va alors inverser les charges accusatoires de jadis. On ne sommerra plus les juifs de « déguerpir en Palestine » (à l'instar du camelot marseillais qui, un jour de l'été 1905, enjoignait au petit Albert Cohen d'« aller voir à Jérusalem ») mais de « libérer la Palestine », on ne leur reprochera plus leur dispersion (« ils sont partout ») mais leur enracinement, on ne leur fera plus grief d'exalter le métissage mais d'incarner au contraire l'« identité ». Jusqu'à l'inversion ultime de génocide. En juin 1982, l'État d'Israël lance une offensive contre l'OLP au Liban. Maurice Bardèche, vieux militant de l'extrême droite française d'après-guerre (et beau-frère de Robert Brasillach, fusillé en 1945), écrit dans la revue *Défense de l'Occident* (14) : « L'extermination systématique des Palestiniens est un authentique génocide. Cette “solution finale” dont on n'a jamais pu prouver l'existence aux dépens de l'Allemagne hitlérienne, elle est mise en route sous nos yeux. [...] Cette fois, l holocauste est retourné. »

Sur fond d'une prolifique propagande antisioniste produite dans le monde communiste depuis les années cinquante, Union soviétique en tête, c'est aussi, et peut-être surtout, à l'extrême gauche que l'antisionisme va prospérer à partir des années soixante-dix. Et c'est cette mouvance qui formera l'opinion courante. L'exemple du sociologue Bernard Granotier éclaire ce passage d'une extrême droite antijuive-antisioniste dans l'entre-deux-guerres à un gauchisme antisioniste post-soixante-huitard. Dans les années soixante-dix, Bernard Granotier, sociologue attaché au CNRS, s'était fait connaître par deux ouvrages de référence, l'un sur les travailleurs immigrés, l'autre sur les bidonvilles, tous les deux publiés chez François Maspero, alors l'édi-

teur de la plupart des courants de la gauche révolutionnaire. Personnalité respectée à gauche et au-delà, Granotier publiait en 1982 *Israël, cause de la Troisième Guerre mondiale ?* (15) À son corps défendant, il y reprenait point par point la plupart des poncifs accusatoires de l'antisionisme raciste d'avant 1939, mais son antisionisme entendait rompre avec l'antisémitisme. Ainsi, expliquait-il, le sionisme, cette « idéologie de l'autoségrégation » (16) (*sic*) aurait obéi l'intégration des juifs dans leurs patries de naissance, et hypothéqué « lourdement leur avenir » (17). La déclaration Balfour, d'ailleurs, aurait enterré « un siècle et plus d'efforts des juifs d'Occident pour s'intégrer entièrement dans les pays où ils vivent » (18). À la fin des années trente, l'argumentaire antijuif affirmait qu'au nom de la défense de leurs « frères de race » en Allemagne, « les juifs » amèneraient la guerre. (cf. Louis Ferdinand Céline, *Bagatelles pour un massacre*, 1937). Avec Granotier, dès 1918, le « juif-sioniste » apparaît comme le grand « profiteur » de la Première Guerre mondiale dès lors en effet, explique-t-il, que la « solution » de l'Ouganda ayant été rejetée par le congrès sioniste (1905), il ne restait plus aux sionistes que l'espoir d'« une guerre assez générale pour qu'elle démembrât l'Empire ottoman » (19). De là la déclaration Balfour « dont nous payons aujourd'hui les conséquences », suivie en 1948 de la création d'un « État juif qui allait semer la terreur dans la région » (20) et « se révéler ultérieurement gros d'une éventuelle conflagration mondiale ». C'est pourquoi « le sionisme apparaît maintenant clairement comme le danger numéro un pour la paix mondiale » (21). Ce qui permet à l'auteur, en inversant les figures connues de l'histoire, d'intituler le chapitre suivant « La solution finale du problème palestinien ». L'antisionisme d'une certaine extrême gauche aura fini par mettre ses pas dans ceux de l'extrême droite de l'immédiat après-guerre.

1. Cf. Léon Pinsker, *Auto-émancipation. Avertissement d'un juif russe à ses frères* (1882), Mille et une nuits, 2006.

2. Abbé Augustin Lémann (1836-1909), prêtre du diocèse de Lyon (ordonné en 1860), missionnaire apostolique (1876), prélat romain (1908), professeur d'Écriture sainte et d'hébreu à l'Université catholique de Lyon (à partir de 1878).

3. Abbé Augustin Lémann, *L'Avenir de Jérusalem. Espérances et chimères. Réponse aux congrès sionistes*, Éditions C. Poussielgue, 1901.

4. Le terme « Palestine » a été imposé par les Romains pour effacer toute trace de présence juive dans le pays, de là que les juifs ne reprennent pas à leur compte un nom qui les dépossède sémantiquement de leur pays.

5. Après 1917, l'un de ces propagandistes, le Russe Sergueï Nilus, évoque une « origine sioniste » du document.
6. Cf. Pierre-André Taguieff, *Les Protocoles des sages de Sion. Introduction à l'étude des Protocoles. Un faux et ses usages dans le siècle*, Berg International, 1992 ; nouvelle édition Berg International-Fayard, 2004. Plus largement, voir le riche article séminal de Pierre-André Taguieff paru il y a plus de trente ans déjà, « La nouvelle judéophobie : antisionisme, antiracisme, anti-impérialisme », *Les Temps modernes*, n° 520, novembre 1989.
7. Roger Lambelin, *Le Péril juif. L'impérialisme d'Israël*, Grasset, 1924.
8. *Idem*, p. 21.
9. Après 1917, l'émigration russe blanche est le principal pourvoyeur des *Protocoles* en Occident.
10. Roger Lambelin, *Le Péril juif. Les victoires d'Israël*, Grasset, 1928.
11. *Idem*, p. 220.
12. *Idem*.
13. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Nouvelles éditions latines, 2005, p. 325.
14. Maurice Bardèche in *Défense de l'Occident*, n° 192, juillet 1982.
15. Bernard Granotier, *Israël, cause de la Troisième Guerre mondiale ?*, L'Harmattan, 1982.
16. *Idem*, p. 4.
17. *Idem*, p. 78.
18. *Idem*, p. 31.
19. *Idem*, p. 23.
20. *Idem*, p. 47.
21. *Idem*, p. 92.

LE BOYCOTT, voie sans issue

› Annick Steta

Le 2 décembre 1945, la Ligue des États arabes, qui avait été fondée quelques mois plus tôt au Caire, appela l'ensemble des pays arabes à interdire la détention et l'utilisation de marchandises produites par des juifs installés en Palestine. Depuis le début des années vingt, ce territoire était placé sous le régime international dit du mandat. Conformément à l'article 22, alinéa premier, du Pacte de la Société des Nations, ce régime s'appliquait « aux colonies et territoires qui, à la suite de la guerre, ont cessé d'être sous la souveraineté des États qui les gouvernaient précédemment et qui sont habités par des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne ». Le préambule au texte du mandat pour la Palestine adopté par la Société des Nations le 24 juillet 1922 faisait explicitement référence à la déclaration Balfour de 1917 : il précisait que le Royaume-Uni, auquel était confié ce mandat, « serait responsable de la mise en œuvre de la déclaration originaiement faite le 2 novembre 1917 par le gouvernement britannique et adoptée par les puissances alliées en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, étant entendu que rien ne sera fait qui

puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine, non plus qu'aux droits et au statut politique dont jouissent les juifs dans tout autre pays ».

L'afflux d'immigrants juifs lors des deux décennies suivantes s'est traduit par un accroissement de la population et une modification de sa structure par confession. En 1945, la Palestine comptait un peu plus de 1 845 000 habitants, contre 752 000 en 1922. Durant cette période, la proportion de juifs au sein de la population avait fortement augmenté: elle était passée de 11 % à 33 %. Les musulmans ne représentaient plus que 58 % de la population en 1945, contre 78 % en 1922. La minorité chrétienne formait quant à elle 8 % de la population en 1945, contre 10 % en 1922 (1). La modification des équilibres démographiques attisa les tensions entre les communautés juive et arabe. Celles-ci s'envenimèrent après la Seconde Guerre mondiale. Incapable de dégager une solution acceptable par les différentes parties en présence, le Royaume-Uni annonça le 18 février 1947 son intention d'abandonner son mandat et de porter la question de la Palestine devant l'Organisation des Nations unies. Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies adopta, par le vote de la résolution 181, un plan de partage de la Palestine en deux États, l'un arabe, l'autre juif. La ville de Jérusalem serait placée sous un régime international et administrée par les Nations unies. Accepté par la population juive de Palestine, ce plan de partage fut rejeté par la population arabe de Palestine ainsi que par les gouvernements des pays arabes. Dès le 30 novembre 1947, une guerre civile opposa Arabes et juifs de Palestine. Après la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël, le 14 mai 1948, ce conflit s'étendit au monde arabe. Les victoires militaires remportées par Israël lui permirent de signer en 1949 des accords de cessez-le-feu avec l'Égypte, le Liban, la Transjordanie et la Syrie.

Annick Steta est docteur en sciences économiques.
asteta@hotmail.fr

C'est dans ce contexte que la Ligue des États arabes renforça et étendit son appel au boycott. Les États membres s'interdirent toute transaction commerciale ou financière non seulement avec Israël, mais aussi avec des entreprises entretenant des liens économiques avec l'État hébreu. Le boycott d'Israël par les pays arabes connut un succès

grandissant dans les années cinquante, grâce notamment au soutien de l'Union soviétique. Il atteignit un point culminant au moment de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973. L'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) menaça alors de réduire sa production de pétrole de 5 % par mois jusqu'à ce que les troupes israéliennes aient totalement évacué les territoires arabes occupés depuis la guerre des Six-Jours de 1967 : la Cisjordanie, le plateau du Golan, la bande de Gaza et la péninsule du Sinaï – territoires qui, avant 1967, étaient sous contrôle jordanien ou égyptien. À cela s'ajouta la mise en place d'un embargo sur les exportations de pétrole destinées aux États-Unis, qui avaient livré des armes à Israël durant la guerre du Kippour, ainsi qu'à d'autres pays soutenant l'État hébreu. Cet embargo fut levé en mars 1974.

Dans la seconde moitié des années soixante-dix, l'étau du boycott imposé par la Ligue arabe à Israël commença à se desserrer. En 1977, les États-Unis adoptèrent un amendement à l'Export Administration Act interdisant aux entreprises comme aux individus installés sur leur territoire de participer à des opérations de boycott visant des pays tiers. Israël créa par ailleurs des canaux commerciaux permettant de contourner le boycott grâce à des entreprises étrangères. Celles-ci pouvaient par exemple exporter vers des pays arabes des marchandises préalablement importées d'Israël : il leur suffisait d'en dissimuler la provenance. La riposte de l'État hébreu passa également par l'établissement d'une « liste noire » d'entreprises se conformant au boycott.

L'apaisement des relations entre Israël et certains de ses voisins ouvrit une brèche dans le boycott de la Ligue arabe. Un peu plus d'un an après avoir signé, le 26 mars 1979, un traité de paix avec Israël, l'Égypte conclut un premier accord commercial avec l'État hébreu. La Jordanie fit de même quinze ans plus tard : un an après la signature le 26 octobre 1994 du traité de paix de Wadi Araba, elle conclut un accord libéralisant ses échanges commerciaux avec Israël. La signature le 13 septembre 1993 des accords d'Oslo se traduisit quant à elle par une intensification des relations économiques entre Israël et les territoires administrés par l'Autorité palestinienne, c'est-à-dire la bande de Gaza et certaines zones de Cisjordanie.

Le boycott de la Ligue arabe a perdu l'essentiel de sa substance lors du dernier quart de siècle. Après avoir officiellement établi des relations commerciales avec Israël dans les années quatre-vingt-dix, le sultanat d'Oman et le Qatar y ont mis un terme dans les années deux mille en raison de l'éclatement de la seconde intifada. Ils n'en ont pas moins continué d'échanger discrètement avec Israël, comme le font d'ailleurs la plupart des pays de la région. Seuls l'Iran, le Liban et la Syrie appliqueraient un strict boycott économique à l'égard d'Israël.

La stabilité politique, clé du développement économique de la région

En développant des relations commerciales avec l'État hébreu, les pays voisins acquièrent un accès à l'économie la plus prospère de la région. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'élevait en 2018 à 41 715 dollars en Israël, contre 2 549 dollars en Égypte, 3 347 dollars dans les territoires palestiniens, 4 241 dollars en Jordanie et 6 608 dollars en moyenne dans le monde arabe (2). En 2016, Israël a importé pour près de 7 milliards de biens et de services en provenance de la zone englobant le Proche-Orient et l'Afrique du Nord. Ses exportations en direction de ces pays ont atteint un montant voisin. Au sein de cette région, les territoires palestiniens constituent le premier partenaire commercial d'Israël. En 2016, 85 % de leurs exportations de marchandises étaient destinées à l'État hébreu et 60 % de leurs importations en provenaient. Si l'on prend en compte la valeur estimée des flux de marchandises échappant aux statistiques officielles, ces proportions atteindraient 90 % des exportations et les deux tiers des importations des territoires palestiniens. Durant cette même année, seuls 6 % des exportations de marchandises issues des territoires palestiniens étaient destinés aux pays arabes. La présence importante de la main-d'œuvre palestinienne dans les entreprises israéliennes vient encore renforcer les liens économiques entre ces deux entités. Les relations commerciales qu'entretiennent l'Égypte et la Jordanie avec leur voisin israélien sont infiniment moins intenses. En 2016, seul

0,1 % des importations égyptiennes de biens et de services provenait de l'État hébreu, tandis que 0,27 % des exportations égyptiennes lui était destiné. Dans le cas de la Jordanie, ces valeurs s'élevaient respectivement à 0,31 % et 1,24 %. L'essentiel des bénéfices procurés à ces deux pays par la conclusion d'un accord de paix avec Israël réside dans la plus grande stabilité politique dont ils jouissent depuis plusieurs décennies. En mettant un terme à son conflit avec son voisin, l'Égypte a levé les menaces pesant sur le trafic dans le canal de Suez ainsi que sur les secteurs pétrolier et touristique. Elle a par ailleurs reçu d'importantes aides financières en provenance des États-Unis, d'autres pays occidentaux ou encore d'organisations internationales. La Jordanie, à laquelle a été allouée une aide similaire, a bénéficié de surcroît à partir de 1997 de la création de zones franches industrielles connues sous le nom de Qualifying Industrial Zones. Les marchandises produites dans ces zones peuvent, sous certaines conditions, accéder au marché américain par le biais de l'accord de libre-échange conclu par Israël et les États-Unis en 1985. Le 24 octobre 2000, le royaume hachémite a signé son propre accord de libre-échange avec les États-Unis. Plusieurs Qualifying Industrial Zones ont enfin été créées en Égypte à partir de 2005 (3).

Depuis une dizaine d'années, les États arabes du Golfe persique ont renforcé leurs liens avec Israël. Ces relations, longtemps restées secrètes, sont apparues en pleine lumière à la mi-février 2019. Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu a alors assisté à une conférence internationale, organisée à Varsovie sous les auspices des États-Unis, à laquelle participaient notamment les ministres des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, du sultanat d'Oman et de Bahreïn. La diffusion d'un enregistrement vidéo réalisé lors d'une séance de travail à huis clos a mis les dirigeants des pays arabes concernés dans l'embarras. Le rapprochement avec Israël révèle en effet l'évolution de la stratégie des membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (4). Officiellement, ces pays continuent de soutenir l'initiative de paix qui a été proposée lors du Sommet de la Ligue arabe de 2002 et qui consiste à reconnaître l'État d'Israël en échange de son retrait des territoires occupés depuis 1967, de la

création d'un État palestinien ayant Jérusalem-Est pour capitale ainsi que d'une solution au problème des réfugiés palestiniens conforme à la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies. Dans les faits, les membres du CCG jouent Israël et les États-Unis contre l'Iran, dont les ambitions menacent la stabilité de la région. Dans ce contexte, la solidarité avec les Palestiniens passe au second plan. Benyamin Netanyahu en est parfaitement conscient: en détendant le cordon sanitaire imposé par la Ligue arabe à Israël, il fragilise la position des Palestiniens (5). L'intensification des échanges commerciaux avec les pays du CCG fait partie intégrante de cette stratégie. Les exportations d'Israël à destination du CCG ont été estimées à 1 milliard de dollars en 2016. Lors de cette même année, ses importations en provenance du CCG n'excédaient pas 500 millions de dollars. Parce que le CCG continue officiellement d'appliquer le boycott de la Ligue arabe, toutes les marchandises concernées ont transité par des pays tiers (6).

La poursuite de la normalisation des relations entre Israël et les États arabes permettrait à l'ensemble de la région d'exploiter plus largement son potentiel économique. Plus que d'autres, les pays du Proche-Orient procèdent de ce que l'économiste américain Paul Samuelson a appelé l'« arbitrage entre le beurre et les canons » – arbitrage défini de la façon suivante par Antoine Pietri, spécialiste de l'analyse économique des conflits: « *[les agents]* répartissent leurs ressources (limitées) entre des activités productives (“le beurre”) et des activités conflictuelles (“les canons”), ces deux activités étant mutuellement exclusives. (7) » L'évolution des dépenses militaires consenties par Israël montre l'importance des moyens susceptibles d'être transférés vers le secteur civil. Ces dépenses ont atteint 20 % du PIB après la guerre des Six-Jours, puis 30 % du PIB après la guerre du Kippour. Après la signature des traités de paix avec l'Égypte et la Jordanie, elles sont passées sous la barre des 10 % du PIB. En raison de la recrudescence des tensions entre Israël et les Palestiniens ainsi que de l'exacerbation des menaces représentées par la Syrie et l'Iran, ces dépenses ont à nouveau augmenté jusqu'à atteindre actuellement environ 15 % du PIB (8). La pacification des relations entre Israël et ses voisins permettrait de les

ramener à un niveau bien moindre. Elle pourrait par ailleurs se traduire par une accélération des échanges entre l'État hébreu et les pays arabes. Le Tony Blair Institute for Global Change, qui consacre une large part de ses travaux au Proche-Orient, estime que les exportations de biens et de services israéliens destinées à l'Autorité palestinienne, à l'Égypte, à la Jordanie, ou transitant par ces pays pourraient représenter un montant annuel compris entre 30 et 35 milliards de dollars (9).

Le réchauffement des relations entre Israël et certains de ses voisins ne signifie toutefois pas que la paix soit à portée de main. Même si la question palestinienne ne constitue pas actuellement une priorité pour nombre de dirigeants arabes, son règlement reste la condition *sine qua non* de la pacification de la région. S'il est un mérite du plan de paix américain de janvier 2020 pour le conflit israélo-palestinien – plan jugé insatisfaisant, voire inacceptable, par les principaux responsables politiques israéliens et palestiniens –, ce sera d'avoir montré que les pays arabes ne peuvent pas se désintéresser du sort des Palestiniens : leur opinion publique ne le leur pardonnerait pas. En témoignent les remous créés dans le monde arabe par l'annonce le 13 août dernier d'un rapprochement entre Israël et les Émirats arabes unis. Les Palestiniens, qui n'avaient été ni consultés ni informés, ont découvert avec stupéfaction que la seule contrepartie à cet accord consistait en la suspension de l'annexion d'une partie de la Cisjordanie promise un an plus tôt par le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu. Soucieuse de maintenir le fragile équilibre de la région, l'Arabie saoudite a fait savoir dès le 19 août qu'elle excluait de nouer des relations diplomatiques avec Israël tant que l'État hébreu n'aurait pas conclu un accord de paix avec les Palestiniens.

Le renouveau des appels au boycott d'Israël témoigne lui aussi de la persistance de la sensibilité à la question palestinienne. Lancée en 2005, la campagne « Boycott, désinvestissement, sanctions » (BDS) repose sur une déclaration de principes signée par plus de 170 organisations palestiniennes à travers le monde. Ses initiateurs entendent faire pression sur Israël jusqu'à obtenir la fin de l'occupation de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Ils réclament également un droit au retour pour les réfugiés palestiniens ainsi que

la suppression des discriminations dont sont l'objet les membres de la minorité arabe palestinienne, qui représentent près d'un quart de la population israélienne. La grande diversité des soutiens du BDS brouille son image: on trouve parmi eux des organisations associatives, syndicales ou politiques traditionnellement favorables à la cause palestinienne, mais aussi des organisations juives. Fondée en février 2020, la Harvard Jewish Coalition for Peace en constitue un exemple: celle-ci s'est engagée à soutenir le BDS, que ce soit sur le campus de l'université ou à l'extérieur (10). De nombreux jeunes juifs américains prennent même leurs distances avec l'idée selon laquelle la population juive devrait rester majoritaire en Israël (11). La création en novembre 2019 du Conseil arabe pour l'intégration régionale apparaît comme une réponse au BDS. Lancé par une trentaine de personnalités arabes venues d'horizons divers, il a notamment pour objet la levée du boycott d'Israël, qu'il juge contre-productif. Bien qu'elle soit probablement le reflet d'une opinion très minoritaire au sein du monde arabe, cette initiative permet de penser que l'espoir de sortir du jeu de dupes auquel se livrent depuis trop longtemps l'État d'Israël, l'Autorité palestinienne et leurs voisins arabes n'est pas tout à fait mort. Davantage que les passions politiques, plus sûrement que la surenchère sécuritaire, la prise en compte des intérêts économiques des parties en présence pourrait servir de base à une négociation de paix future.

1. Les individus ne déclarant pas appartenir à une de ces trois religions représentaient 1 % de la population, en début comme en fin de période.
2. Ces valeurs sont exprimées en dollars courants.
3. Les données relatives aux échanges entre Israël et les pays arabes sont issues de Tony Blair Institute for Global Change, « Assessing Israel's trade with its Arab neighbours », 14 août 2018.
4. Le CCG est composé de six États : l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar.
5. Ian Black, « Why Israel is quietly cosying up to Gulf monarchies », *The Guardian*, 19 mars 2019.
6. Tony Blair Institute for Global Change, *op. cit.*, p. 11-12.
7. Antoine Pietri, « Les modèles de "rivalité coercitive" dans l'analyse économique des conflits », *Revue d'économie politique*, n° 127, mai-juin 2017, p. 309.
8. Tony Blair Institute for Global Change, *op. cit.*, p. 13-14.
9. Tony Blair Institute for Global Change, *op. cit.*, p. 25.
10. <https://www.thecrimson.com/article/2020/2/11/jewish-coalition-for-peace>.
11. Ian Black, *art. cit.*

DE FIEL ET DE MIEL: LE QUAI D'ORSAY ET ISRAËL

› Jacques Tarnero

Le 4 juillet 1976, un commando de l'armée israélienne parvenait à libérer, en Ouganda, les cent derniers otages, tous juifs, ainsi que l'équipage d'un avion d'Air France détourné sur Entebbe par quatre terroristes allemands et palestiniens. Ce fantastique raid éclair stupéfia le monde par son audace. Si la présidence de la République française exprima sa satisfaction de voir les otages libérés, Valéry Giscard d'Estaing n'adresse aucun message de remerciement au Premier ministre d'Israël, Yitzhak Rabin, pour sa décision d'intervenir. Bien au contraire, le Quai d'Orsay déplore cette action ayant porté atteinte à la souveraineté d'un État africain, l'Ouganda. Or, une semaine après le début du détournement d'avion, nul ne pouvait plus ignorer la complicité active d'Idi Amin Dada, le dictateur de l'Ouganda, avec les terroristes. C'est pourtant celui-ci qui sera remercié par la France pour avoir apporté son aide aux malheureux passagers otages. Tandis que l'ambassadeur de France en Israël, Jean Herly, parlait de l'action d'Israël comme d'une « vic-

toire de la morale » contre la barbarie, Giscard d'Estaing faisait la fine bouche. Partageait-il le point de vue de *Libération*, qui titrait le 5 juillet 1976 : « Championnat du terrorisme : Israël en tête » ?

Cette affaire est exemplaire de l'attitude de la diplomatie française depuis le début de la V^e République à l'égard d'Israël. « La réprobation d'Israël » (pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Alain Finkielkraut publié après la première guerre du Liban en 1982) signe une constante. Malgré toutes ses déclarations formelles proclamant sa vigilance pour la sécurité d'Israël, les choix diplomatiques, les votes à l'ONU, les gestes concrets et symboliques de la France ne correspondent pas à l'apparence de ses positions de principe. Le statut symbolique de l'État d'Israël paraît singulier. Aucun pays au monde ne possède ce pouvoir de fascination et de répulsion identique à ce que l'État des juifs subit et génère. Cette passion se décline dans toutes les instances où Israël est présent autant qu'absent. Cet État serait-il haï pour ce qu'il est et non pour ce qu'il ferait ? La politique étrangère de la France aurait-elle une part de responsabilité dans cette détestation ? Par ailleurs, en quoi cette politique a-t-elle été bénéfique pour la France ? À quelles raisons apparentes ou secrètes cette stratégie obéit-elle ?

Jacques Tarnero est chercheur et documentariste, spécialisé dans l'étude du racisme, de l'antisémitisme et de l'Islam. Il a notamment écrit *Le Nom de trop. Israël illégitime ?* (Armand Colin, 2011).

Un vieux rêve : la mission de la France au Proche-Orient

D'abord protectrice des chrétiens d'Orient, la diplomatie française, depuis Charles de Foucauld, Louis Massignon et Vincent Monteil, reconduit une passion paradoxale pour le monde arabe et la sphère de l'Islam. Depuis Saint Louis, la Terre sainte ne fait plus partie des ambitions de la fille aînée de l'Église, bien au contraire, c'est sur l'Afrique du Nord, au XIX^e siècle, que la France avait projeté son projet colonisateur. Il prit fin en 1962 avec les indépendances des anciennes colonies. Celle de l'Algérie fut la plus traumatisante, la blessure reste toujours vive et l'histoire n'a toujours pas pris le pas sur la mémoire.

Après le siècle de l'expansion coloniale et de ses expositions racistes au jardin des Plantes, succéda celui des repentances postcoloniales sans que l'abandon des harkis, le départ des pieds-noirs, les violences subies viennent corriger ces zones de douleur qui clivent encore la société française. C'est souvent dans le reflet déformé de la guerre d'Algérie que se lit aujourd'hui le conflit israélo-arabe.

De « Israël notre ami, notre allié » à « peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur », les fluctuations de De Gaulle

Depuis sa création, l'État d'Israël entretient avec la France des relations compliquées, nourries de passions contraires. L'histoire moderne et contemporaine de la France a partie liée avec l'histoire des juifs autant qu'avec Israël. C'est pendant l'affaire Dreyfus, dont Theodor Herzl fut le témoin, et parce qu'il en est le témoin, que l'inventeur du sionisme conçoit son projet. Des accords Sykes-Picot (1916) à la déclaration Balfour (1917), celui-ci va tracer sa route au gré des mutations de l'histoire de l'Europe. Qui mieux que le général de Gaulle a résumé la vision française du projet sioniste dans cet hommage jaloux et paradoxalement lors de sa fameuse conférence de presse du 27 novembre 1967 ?

« Certains même redoutaient que les juifs, jusqu'alors dispersés, et qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, n'en viennent, une fois qu'ils seraient rassemblés dans les sites de son ancienne grandeur, à changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis dix-neuf siècles : "L'an prochain à Jérusalem". En dépit du flot, tantôt montant, tantôt descendant, des malveillances qui le provoquaient, qui le suscitaient plus exactement, dans certains pays à certaines époques, un capital considérable d'intérêt et même de sympathie s'était formé en

leur faveur et surtout, il faut bien le dire, dans la chrétienté. Un capital qui était issu de l'immense souvenir du testament, nourri à toutes les sources d'une magnifique liturgie, entretenu par la commisération qu'inspirait leur antique valeur et que poétisait chez nous la légende du Juif errant, accru par les abominables persécutions qu'ils avaient subies pendant la Seconde Guerre mondiale et grossi depuis qu'il avait retrouvé une patrie, par les travaux, leurs travaux constructifs et le courage de leurs soldats. »

Pour de Gaulle, pétri de culture chrétienne et inspiré par une certaine idée de la grandeur française, la dimension symbolique d'Israël primait sur les frontières physiques de l'État des juifs: petit par la taille mais grand par son rayonnement. La guerre des Six-Jours, en juin 1967, et la victoire éclair des troupes israéliennes vont totalement renverser le statut d'Israël dans l'imaginaire occidental. Voilà que le pays des faibles, celui des victimes, s'est révélé comme étant un pays puissant et conquérant.

De Gaulle, une fois débarrassé du fardeau algérien, refermait la page de l'histoire coloniale. « La politique arabe de la France » devient l'axe stratégique majeur. De Gaulle, Pompidou, Giscard et Chirac feront de l'axe franco-arabe la matrice de la politique étrangère de la France au Proche-Orient. La France a besoin de pétrole. Valéry Giscard d'Estaing et son Premier ministre, Jacques Chirac, vont pousser les nouvelles alliances jusqu'à gratifier Saddam Hussein d'une centrale atomique.

Le 22 novembre 1974, la France vote pour la reconnaissance de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU) en tant que membre observateur, ainsi que pour les « droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine », y compris le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationale. L'image d'un Giscard regardant Israël à la jumelle depuis la Jordanie va figer pour longtemps celle de la politique étrangère de la France à l'égard d'Israël. Les accords de

Camp David entre Israël et l'Égypte n'eurent pas les faveurs de la France, Giscard les trouvant trop étriqués... Il refuse tout contact direct avec le nouveau Premier ministre israélien, Menahem Begin, qui avait signé la paix avec l'Égypte. Giscard d'Estaing apporta son soutien à toutes les résolutions anti-israéliennes du monde arabe à l'ONU, à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), tandis que son Premier ministre, Raymond Barre, acquiesce au boycott commercial d'Israël exigé par la Ligue arabe. La déclaration de Venise, signée en juin 1980 par la Communauté économique européenne, accentue l'isolement d'Israël et renforce les positions de ses ennemis. La politique anti-israélienne de Giscard d'Estaing autant qu'un climat idéologique mêlant pro-palestinisme gauchiste et négationnisme auront sans nul doute contribué à solidariser la communauté juive française et à la rapprocher d'Israël. Moins d'un an avant la fin du mandat de Giscard d'Estaing, l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris en octobre 1980 fait quatre morts. Les mots du Premier ministre Raymond Barre aggravent cette rupture : « Cet attentat odieux, qui visait des israélites se rendant à la synagogue, a frappé des Français innocents. »

François Mitterrand change la donne

Le nouveau président français fait preuve d'une plus grande sensibilité intellectuelle pour les choses juives autant que pour le destin d'Israël. Depuis la tribune de la Knesset en mars 1982, François Mitterrand vient dire sa vieille amitié pour l'État juif tout en plaidant pour que les Palestiniens trouvent enfin le droit de se rassembler, en tant que peuple, dans une nation souveraine.

La position du Quai d'Orsay, elle, reste inchangée. Quand Sadate fut assassiné en octobre 1981 par des islamistes, Claude Cheysson, ministre des Affaires étrangères, estima que « sans doute un obstacle à la paix venait d'être levé », avec la mort du premier dirigeant arabe qui avait osé faire la paix avec Israël.

Le 4 septembre 1981, l'ambassadeur de France au Liban, Louis Delamare, est assassiné à Beyrouth sous les yeux de soldats syriens. L'enquête conclut que la Syrie a commandité l'attentat dans le but de punir la France pour ses efforts diplomatiques visant à sortir le Liban de la guerre civile. Au matin du 23 octobre 1983, à Beyrouth, cinquante-huit Casques bleus français sont tués dans l'explosion de leur quartier général, le « poste Drakkar ». Quelques minutes plus tôt, un autre attentat avait détruit le quartier général américain, tuant 239 soldats.

Le 14 février 2005, l'ancien Premier ministre du Liban Rafic Hariri est tué dans un attentat à l'explosif à Beyrouth. L'enquête internationale y désignera une nouvelle fois la main de la Syrie. La mort violente de l'ami de Jacques Chirac va convaincre celui-ci de réorienter son rapport à la Syrie des Assad sans corriger pour autant sa dominante diplomatique : ne pas rompre avec l'image pro-arabe et pro-palestinienne.

1982, la guerre du Liban

« Les Palestiniens dans Beyrouth comme les juifs dans le ghetto de Varsovie » : ce titre de *Témoignage chrétien* à l'été 1982 dit la métamorphose contemporaine de la haine d'Israël. Si les Palestiniens sont comme les juifs dans le ghetto de Varsovie, qui sont les nazis ? La criminalisation d'Israël est parachevée en faisant de l'État des juifs un État nazi. La mise en équivalence de l'étoile juive avec la svastika, brandie sur toutes les banderoles dans les manifestations en faveur de la Palestine, ajoute l'infamie au mensonge. C'est sous la protection de l'armée française que Yasser Arafat et ses *fedayin* quittent Beyrouth pour s'installer à Tunis. Dans le ghetto de Varsovie, les juifs n'eurent pas cette chance. À la télévision, sur Antenne 2, un journaliste qualifie l'offensive d'Israël contre l'OLP de « solution finale » pour les Palestiniens. L'opportunité d'accabler les juifs et Israël a trouvé son prétexte. Le camp du Bien a trouvé sa nouvelle cause. Ariel Sharon porte un nom qui rappelle un autre Charonne de la guerre d'Algérie. La mémoire de l'OAS n'est pas très loin pour ces progressistes à

courte vue : ils ne devinrent pas encore la menace islamiste dans les mots d'Arafat appelant à la guerre sainte : « *Jihad, jihad, jihad!* » La Palestine est sortie de ses frontières.

2000, la seconde intifada : le renversement symbolique

La figure du Palestinien comme nouveau juif persécuté par un projet génocidaire « sioniste » a fait son chemin dans les médias. Le cliché est conforme à l'air du temps. Une éditorialiste de talent n'hésite pas sur Europe 1 à faire de la mort d'un enfant palestinien, Mohammed al-Durah, la représentation substitutive de la célèbre image du petit garçon juif, bras levés, menacé par un soldat nazi dans le ghetto de Varsovie. Le petit Mohammed serait donc la nouvelle figure symbolique de ce que ces sionistes-nazis font subir aux Palestiniens-juifs. C'est désormais nimbée de progressisme victimaire que la Palestine, après le Viêtnam et l'Algérie, inscrit son nom au panthéon des « justes luttes ». En diaspora, les juifs ayant le souci d'Israël deviennent les « complices » de cet État présenté comme génocidaire et c'est donc au nom de l'anticolonialisme et de l'antiracisme que les lieux juifs sont attaqués. Des synagogues flambent dans les banlieues françaises et, dans les cours d'école, des enfants juifs sont molestés ; beaucoup quittent l'école publique. L'été 2014, l'écho en France de la guerre contre le Hamas à Gaza sera l'occasion de scènes antisémites violentes à Sarcelles et à Paris. Des « jeunes issus de la diversité » rejouèrent à l'intifada aux cris de « *Allah akbar* » pour venger leurs « frères martyrs » de Gaza. C'est bien par les fenêtres de la Palestine qu'a pénétré en France et en Europe la nouvelle haine antijuive.

La Palestine est-elle encore une cause nationale quand le djihad en constitue désormais l'inspiration première ? Pour avoir projeté sur le monde arabe des catégories politiques que l'on pensait (à tort) universelles, la grille de lecture du Proche-Orient faite en Occident s'en est trouvée totalement erronée. Jean Birnbaum rappelle la sous-estimation de la composante islamique dans les mouvements nationalistes arabes et maghrébins en lutte contre la colonisation française. Cette part essentielle, occultée à gauche tant la grille de

lecture de l'époque obéissait essentiellement à une vision marxiste de l'histoire, modifie radicalement la lecture du conflit israélo-arabe. À commenter ce monde à travers le seul prisme des culpabilités née de la colonisation, on s'interdit de prendre en compte toute sa part anthropologique si bien perçue par Claude Lévi-Strauss dans *Tristes Tropiques*.

Ce n'est plus un État-nation que les Palestiniens ambitionnent quand c'est l'oumma qui organise l'espace islamique. Comment la France, qui s'estime menacée par la pénétration djihadiste au Mali, c'est-à-dire à 3 000 km de ses frontières, peut-elle dénier à Israël le droit de protéger les siennes alors que les djihadistes sont à 20 km de sa capitale ?

Si le droit des Palestiniens à un État est légitime, ne faudrait-il pas symétriquement exiger de cette Palestine qu'elle reconnaisse le droit d'Israël à exister ? Or de quelle Palestine parle-t-on ? Celle du Hamas à Gaza, qui fait du massacre des juifs une sainte obligation ? Celle de Mahmoud Abbas, qui refuse que « les sionistes foulent de leurs pieds sales l'esplanade des Mosquées » ?

Comment la France peut-elle ajouter sa voix à toutes ces résolutions obsessionnelles du Conseil des droits de l'homme de l'ONU condamnant exclusivement Israël ?

En Israël aussi, le sommeil de la raison engendre des monstres : on ne vit pas impunément dans un pays en guerre depuis plus de soixante-dix ans, avec en héritage l'histoire de sa destruction par les nazis et comme perspective d'avenir une destruction énoncée par l'Iran. Certaines horreurs mimétiques existent aussi en Israël. Yitzhak Rabin, qui se considérait comme un soldat de la paix après avoir passé sa vie à faire la guerre pour défendre son pays, fut assassiné en novembre 1995 par un étudiant israélien, un juif d'extrême droite disciple de Baruch Goldstein, juif israélo-américain ayant assassiné vingt-neuf Palestiniens à Hebron en 1994. La complaisance de Benyamin Netanyahu avec ces fanatiques clive la société israélienne autant qu'elle rend impossible toute issue politique pour ce conflit.

Changer de paradigme

Personne ne demande à la France d'être l'ennemi des ennemis d'Israël. Au contraire, être en position d'entre-deux permet de faire passer des messages, et tout le monde sait que la paix ne peut être conclue qu'entre ennemis. Mais comment ne pas comprendre que ce qui menace aujourd'hui Israël nous menace ?

La « politique arabe de la France » a-t-elle protégé ses intérêts ? A-t-elle défendu les Français, les a-t-elle protégés du terrorisme islamiste ? L'obsession de la Palestine, loin de rendre justice aux Palestiniens, a alimenté, ici même en France, une schizophrénie identitaire dont un Mohamed Merah fut l'instrument exemplaire.

Le monde a cru à tort que la chute du mur de Berlin en 1989 signait la fin des totalitarismes sinon la fin de l'histoire. Mais un nouvel ennemi s'était levé en 1979. Personne au début n'avait voulu prendre au sérieux le vieillard enturbanné accueilli par la France à Neauphle-le-Château. Ce que Michel Foucault a considéré comme un renouveau de spiritualité s'est aujourd'hui transformé en force menaçante, obscurantiste. L'islam veut tenir sa revanche et une partie de cette guerre se joue ici, en Europe. Ne pas prendre la mesure de ce qui s'est installé depuis plus de cinquante ans est suicidaire. Symétriquement, ne pas comprendre aujourd'hui qu'Israël constitue, au contraire, la ligne de front contre cette nouvelle menace totalitaire planétaire apparaît comme une erreur stratégique majeure.

PSYCHOPATHOLOGIE DE LA DÉTESTATION D'ISRAËL

› Michel Gad Wolkowicz

« Une telle folie n'est pas dépourvue de méthode »

William Shakespeare, *Hamlet*, acte II, scène 2.

L'antisionisme, c'est l'hostilité à l'idée d'un État juif. Pour Vladimir Jankélévitch, il est « la trouvaille miraculeuse, l'aubaine providentielle » autorisant des groupes hétérogènes à haïr les juifs avec bonne conscience. Qu'en est-il de cette hallucinante obsession de la « figure du juif » – point de fascination autant que point aveugle – dans l'imaginaire collectif, dans le discours contemporain, constitutif de cette paranoïa de masse caractéristique de l'antijudaïsme, qui a abouti à la « solution finale » ?

Comment la fétichisation éproulée d'Auschwitz est-elle constitutive de son abstraction, une universalisation mimétique amenant déhistorication, désingularisation, dépolitisation et désubstantialisation du réel ?

Comment cette quête de rédemption et d'absolution des culpabilités propres à l'Occident aboutit à la diabolisation, à la nazification d'Israël et à son envers, la production du « nouveau peuple martyr »

avec l'image sacrificielle de « l'enfant innocent » palestinien, actualisant une mythologie moyenâgeuse refoulée, celle du meurtre rituel, provoquant ces réactions médiatiques délirantes, assimilant Jénine au ghetto de Varsovie ?

La stigmatisation d'Israël est d'abord l'obsession d'Israël, et l'antisémitisme, selon une rhétorique perverse, se décline sans honte ni pudeur sous le vocable d'*« antisionisme »*. Qu'est-ce que ce parasémitisme qui fait de l'existence d'Israël quelque chose d'intolérable et d'irreprésentable ? Ne voit-on pas fleurir dans les discours anti-israéliens la projection par l'Europe de ses fautes passées et de certains refoulements cachés dans ses mythes fondateurs ? Et si l'Europe ne supportait pas en Israël tout ce à quoi elle a renoncé ?

Léon Pinsker écrivait en 1882 : « Les juifs sont le peuple élu par la haine universelle. » Le refoulé paulinien dans le contre-judaïsme, d'autant plus puissant dans une France déchristianisée qu'il est violemment dénié, notamment dans l'extrême gauche, dénie l'existant peuple juif, en réduisant l'identité juive à un signifié religieux. Mais c'est pourtant bien en tant que peuple que les juifs ont été persécutés et exterminés. La trilogie théologie du mépris, dogme de la souillure, stratégie de la substitution, qui pendant des siècles visait à la condamnation du peuple « déicide », et la substitution du peuple chrétien au peuple juif comme peuple de Dieu, agit de nouveau aujourd'hui, par délégation. Désormais les Européens attribuent tous les éléments symboliques à un autre peuple, fétiche-relique, intronisé comme le peuple originaire, le nouveau visage du martyr chrétien et du réprouvé. À cette figure idéalisée du Palestinien, à la fois christique et rebelle, toujours « jeune et innocent », s'ajoute la mémoire de la Shoah dont le poids de culpabilité se voit soudain allégé par la réprobation d'Israël.

Après la guerre, l'Europe avait manifesté de l'empathie pour ces juifs rescapés, en pyjama rayé, se transformant en cultivateurs d'un lopin de terre aride, et en soldats la défendant contre les armées arabes menaçant de les « jeter à la mer ». Puis vint le retour du « temps du soupçon »

Michel Gad Wolkowicz est psychanalyste, professeur de psychopathologie à l'université Paris-XI Orsay, de Tel-Aviv et de Glasgow, et président de l'Association internationale inter-universitaire Schibboleth - Actualité de Freud.
 > mgad.wolkowicz@gmail.com

(Raymond Aron), et la mise en route d'une culpabilité perverse à l'égard du peuple juif. Cette Europe exorcise sa honte dans la haine qu'elle trouve hallucinatoirement à légitimer.

Le lien entre la Shoah et la renaissance d'un État juif en terre d'Israël n'est pas de causalité, souligne Michaël Bar-Zvi, mais « l'expression de la reconstruction d'une dignité par les armes », la réhabilitation de la guerre contre la disparition, constitutifs d'un droit fondamental. La fétichisation d'Auschwitz, les déviances du devoir de mémoire participent de toutes les inversions imaginaires et substitutions symboliques. Ainsi, une Europe en crise d'identité et de limites, en transfert de culpabilité, ne peut penser la « destruction des juifs » que dans les termes sacrificiels de l'Holocauste, sous le sceau du péché originel.

De sorte que si le juif s'arrache à son statut de victime expiatoire assigné aux « frontières d'Auschwitz », il est aussitôt diabolisé – et l'Europe n'intègre l'existant-Israël qu'en termes conditionnels humanitaires de foyer-refuge, de parenthèse dans l'histoire. Ses fondements symboliques, historiques, éthiques, politiques, spirituels, se trouvent ainsi déniés. Il en résulte que tout ce que l'État d'Israël entreprendra en tant que nation souveraine assumant sa défense et celle de ses citoyens sera condamné, accusé de réactions toujours disproportionnées : le peuple juif en fait trop, est trop... Il est *en trop* ! Il s'agit que le conflit israélo-palestinien réintroduise la question de la faute première, le péché originel de la naissance de l'État d'Israël.

Voilà l'Europe, honteuse, peureuse, en quête de rédemption expiatrice, qui s'est débarrassée de la plus grande partie de ses juifs, mais n'est pas vaccinée contre son antisémitisme, qui plaint les juifs exterminés mais n'accepte pas le citoyen ordinaire d'une nation. La sacralisation de la Shoah, qui garantit à l'Europe qu'elle sera protégée des atteintes du réel, exile le juif de lui-même et participe de son occultation comme peuple et du sens originaire du sionisme : assumer son destin collectif. Le devoir de mémoire, en faisant d'Auschwitz un symbole universel ouvrant à l'abstraction et à la rivalité mimétique meurtrière, et donnant de surcroît l'occasion à la repentance de jouir esthétiquement d'elle-même, ne reconnaît

dans le juif que la victime : le sionisme ne peut alors qu'être un scandale car il se propose d'apporter une issue politique rejetant la condition victimaire. Le nom de Shoah est devenu aussi sacré que celui d'Israël est maudit, avec un débat récurrent ahurissant sur la question du droit de celui-ci à exister « dans des frontières sûres et reconnues », dont l'automatisme de répétition semble bien avoir valeur de dénégation.

« Nous pardonneront-ils le mal qu'ils nous ont fait? », se demandait déjà un psychiatre israélien dans les années soixante. Le monde, dont le questionnement avait accouché de *La Destruction des juifs d'Europe* de Raul Hilberg, chercherait-il à transférer sa culpabilité, à se fabriquer une innocence et l'assurance de son propre salut, en (se) projetant indéfiniment le spectacle de la « faute » et de la déshumanité d'Israël? « La repentance donne des gens qui s'excusent des crimes passés pour se défausser des crimes présents », écrit Pascal Bruckner. Pourquoi cette passion antisémite, unissant « les prêcheurs de haine et les prêcheurs de honte », avec le déni de la dette, morale, intellectuelle, et symbolique, à l'égard du judaïsme et du peuple juif, qui produit l'obsession de l'Europe à l'effacer?

L'anti-judaïsme est une religion intégriste

Dans *L'Homme Moïse et la religion monothéiste*, Freud interroge tout à la fois le « caractère » d'un peuple et ce qui prédispose chez l'autre à la haine antisémite, caractérisée par la haine du nom. Aucun peuple n'existe *ex nihilo*. Par contre, il peut et doit se construire dans l'histoire, dans l'appropriation conflictualisante d'un héritage, de filiations diverses, dans un projet qui lui est propre, assumant dette, gratitude, castration symbolique et libre arbitre. L'idée qu'un peuple aurait par essence un accès privilégié à l'être, qu'il empêche les autres d'avoir, c'est cette place que le peuple juif occupe aux yeux de ceux qui lui en veulent. L'effet Moïse, c'est l'opération anti-ido-lâtre ouvrant au champ de la métaphore, à l'indéfini de la pensée, à une liberté responsable.

Le judaïsme en tant qu'il horrifie l'identité totalitaire, puisque l'identité consiste précisément en la recherche infinie de sa question et fait éclater les stéréotypes aliénants, par l'humour notamment, est un authentique objet de haine chez les tenants du sans-limites et du narcissisme absolu. L'anti-judaïsme est une religion intégriste, en ce que la transmission de la haine est l'expression de la haine de la transmission.

Qu'en est-il de cette éthique de vérité psychique qui provoquerait chez les autres un tel ressentiment? L'étrangeté des juifs vient de ce qu'ils ont intériorisé l'idée que l'identité est une chose vaine si elle n'est pas accompagnée de la différence. Que tout ce qu'on transmet est voué à se déformer, à se tordre, d'angoisse ou de rire. Figure d'ordre paternel, le juif semble sans cesse rappeler que la différence des générations et des sexes est fondamentale. La judéophobie, c'est la peur que le sujet antijuif a de son propre refoulé, qu'il transfère sur le juif, celui qui renouvelle son refus de la grâce chrétienne comme de la soumission islamique. Le juif est un point noir ou une entame irréductible dans l'origine immaculée du christianisme, et dans la totalisation de l'*oumma* islamique.

L'antisionisme devient la solution d'un paradoxe: un antisémitisme dénégatif. Selon Pierre-André Taguieff, la nouvelle judéophobie n'est pas moins redoutable que le vieil antisémitisme, mais elle ne doit rien à la définition raciale diabolisant les juifs en tant que sémites. Elle se constitue autour d'un noyau idéologique bien rationalisé: la haine des juifs, alors portée par l'antisionisme passionnel, démonologique, au regard de la religion universelle, accuse aujourd'hui les « sionistes » d'apartheid, de colonisation, de génocide.

« La solution finale » était l'aboutissement d'une généalogie de la pensée, et d'une volonté de destruction des référents symboliques. Le camp de Belzec a illustré d'emblée la volonté nazie d'effacer les traces de la destruction des juifs d'Europe. Le négationnisme n'était pas seulement une conséquence du crime, mais en constituait fondamentalement la finalité. Il ne concernait pas seulement la réalité de l'extermination, de son projet, mais était au fondement même du délire des origines et de filiation des nazis. Faire disparaître les traces du massacre, c'était faire disparaître les juifs, effacer l'existence même

du peuple juif dans l'histoire de l'humanité, anéantir une antériorité, concomitant au fantasme d'auto-engendrement. Le révisionnisme et le négationnisme institutionnalisés sont consubstantiels à l'anti-judaïsme, à la « déshumanisation de l'autre, et au génocide ». Seul cet effacement réaliserait chez les Allemands nazis le fantasme d'incarner l'origine associé au fantasme d'éternité. Ainsi s'est substitué à la guerre le massacre de masse, dont la radicalité consiste en ce que les morts et les mots ne soient jamais assez disparus. L'expérience du déshumain se joue là, au moment où est perdue toute ressemblance, toute possibilité d'un semblable-différent. La « démolition d'un homme » (Primo Levi), cela signifie que les apparences qui permettaient la reconnaissance sont défaites.

Ce peuple symboliserait-il ce qui résiste à l'idéal, à l'universel mimétique et à la toute-jouissance narcissique, avec sa façon bien à lui de maintenir béante la question de la transmission en tant que transmission de la transmission ? On pourrait souhaiter que chaque peuple conquière sur lui-même cette capacité de continuer à s'inventer. Étrangeté d'un peuple qui s'invente un Dieu pour le combattre, qui se donne comme destin de combattre le destin, y compris celui qu'il s'est donné, assumant l'identité comme une construction toujours en devenir : c'est Jacob advenant Israël. La subjectivation participe de l'universel du singulier, un universel qui n'a pas besoin de se répandre sur toute la surface de la Terre, mais qui est partageable pour tout un chacun, dans son propre dialecte, avec ses propres références. L'État d'Israël, en décidant de l'échange inégal (Gilad Shalit contre 1027 terroristes), assume la décision d'une éthique de l'un, de l'unique, de cet universel du singulier, par cet acte qui relève de l'éthique d'un peuple. L'importance que les juifs accordent à la valeur de la vie, leur croyance qu'ils partagent un sort commun et leur fort sentiment de responsabilité mutuelle, la visibilité de cette éthique, s'avèrent porteuses de scandale, scandale de la subjectivité juive face aux artefacts et aux stéréotypes objectivistes. Là réside le paradoxe de l'antisémite qui, en donnant un prix infini au juif (cf. l'enlèvement d'Ilan Halimi) ne fait qu'augmenter sa honte, son humiliation, sa haine et donc son investissement dans la destruction

plutôt que dans l'identification et la transmission conflictualisables. Peu importe quelle instance aura finalement le contrôle de la Cité de David. Il importe essentiellement que le peuple juif en soit dépossédé et que l'État d'Israël, objet d'une stigmatisation méthodique, en soit découronné.

La *doxa* médiatico-diplomatique désigne Israël comme l'essentiel responsable des manques-à-être, et des troubles dans le monde. Une manipulation symbolique construit l'innocence en miroir de la déshumanité d'Israël. On comprend qu'Israël, État-nation florissant, puisse tourmenter la conscience européenne et lui renvoyer l'image de sa démission mégalomane du principe même de la question du lien dialectique et conflictualisable de l'identité, de l'appartenance, de la filiation et de l'héritage. Alors, l'hypocrite « droit à la critique légitime du gouvernement israélien » prétend s'y substituer. Le sionisme, une uchronie, avant tout une façon d'être, refusant le sacrificialisme en même temps que l'incarnation de la judéité dans le seul État, a relevé le gant de l'historico-politique à un moment où le peuple juif était voué à la disparition. Celui-ci, rejetant la condition victimaire, incarne au contraire un mouvement d'émancipation, d'autodétermination, de souveraineté, alors que la détestation d'Israël rejette la légitimité de l'État d'Israël en tant qu'État du et pour le peuple juif, en tant que sujet de l'histoire et de son histoire, engagé à mériter la terre promise par le travail de culture, celui physique respectueux de cette terre, et celui du progrès de l'esprit sur cette terre. L'antisionisme manifeste l'omniprésente représentation de la liquidation nécessaire du peuple juif, objet étrangement inquiétant d'un présent réminiscent d'un passé anachronique. Que signifie « sortir d'Égypte » ? Qu'est-ce qu'une vocation, sinon ce qui médiatise liberté et destin ?

« Seules sont mauvaises et dangereuses les tristesses qu'on transporte dans la foule pour qu'elle les couvre »
(Rainer Maria Rilke, *Lettres à un jeune poète*).

LITTÉRATURE

134 | Un voyage à Douala

› Anne-Sophie Stefanini

141 | *Homo medicandus* sauve des vies

› Sébastien Lapaque

146 | François Mauriac. Le salut en politique

› Éric Roussel

152 | Mauriac, chroniqueur mélancolique

› Frédéric Verger

156 | Ces infréquentables Goncourt

› Robert Kopp

164 | Maryse Choisy, championne oubliée du journalisme d'immersion

› Olivier Cariguel

168 | Marcel Pagnol et les moralisateurs

› Karin Hann

UN VOYAGE À DOUALA

› Anne-Sophie Stefanini

L'auteure de *Cette inconnue* est de retour au Cameroun après une longue absence : qui revient ? Et qui a disparu ?

Quelques jours après Noël 2019, j'ai reçu un message d'Hemley Boum. Mon roman *Cette inconnue* devait paraître en janvier. Lorsqu'on m'interrogeait sur ce livre, je répondais que j'avais voulu raconter l'histoire d'une disparition à Yaoundé. Catherine était montée dans un taxi une nuit de mai 1991 et n'était plus jamais revenue. Sa fille et un garçon qui était comme son fils continuaient des années après d'explorer la ville, l'histoire de cette femme et de ce pays, à la recherche d'une trace, d'une preuve, d'une vérité.

Je pensais à cette femme disparue et je voulais écrire sur le Cameroun depuis des années. Je commençais, faisais des plans, imaginais les personnages, pourquoi ils partaient, pourquoi ils tombaient amoureux, pourquoi ils mourraient, pourquoi ils aimaient tant ce pays, pourquoi ils devenaient des combattants et quelle était leur guerre.

30, 40, 50 pages et puis je renonçais. J'ai renoncé à 17 ans, à 25 ans, à 32 ans. Je jetais les brouillons, certaine de ne pas les relire, je classais les photos, les carnets, rangeais dans la bibliothèque les livres d'histoire. Le Cameroun et Catherine étaient devenus mes secrets, mon obsession. Je crois que je voulais aussi protéger cette histoire, qu'elle continue à vivre en moi et peut-être avais-je peur qu'en l'écrivant ce qui m'unissait à ce pays, ce que la vie de cette femme m'inspirait, disparaisse ou compte moins. Devienne un souvenir. Je me trouvais des excuses. Mais il y a quatre ans, j'ai retrouvé les photos et les livres d'histoire, j'ai appelé mes amis à Yaoundé, j'ai relu les lettres que nous nous écrivions et j'ai commencé *Cette inconnue*. On me demandait toujours « Pourquoi le Cameroun ? », comme dans le roman on demande à Constance « C'est comment, Yaoundé ? » Constance ne répond jamais mais si elle le pouvait elle dirait : « C'est la ville de mon enfance, c'est une fête et un cimetière. » Moi, je ne répondais pas, ou mal. À 16 ans j'étais partie deux mois à Bikop, un village à une cinquantaine de kilomètres de Yaoundé, avec mon professeur d'histoire. Nous travaillions pour une mission catholique et une association camerounaise. Professeurs et étudiants donnaient, tous les étés, des cours à des enfants. Comme du soutien scolaire ou une colonie de vacances. Il y avait un dispensaire à côté de l'école et j'avais assisté à trois naissances. J'étais repartie plusieurs étés à Bikop et à Yaoundé pour l'association et puis uniquement pour mes amis. Dans la bibliothèque de l'un d'eux, j'avais lu Ferdinand Oyono, Mongo Beti, Sony Labou Tansi, Wole Soyinka, Birago Biop, Frantz Fanon. J'avais passé des heures à marcher dans Yaoundé, à discuter, à boire, à imaginer ce que nous ferions ensemble, la vie que nous aurions à Biyem Assi. C'est à Yaoundé et pendant ces longues discussions, nos danses, nos marches, que j'avais su que je voulais écrire.

J'essayais de parler du Cameroun comme je parlais du livre : quelques phrases, presque un refrain, qui devaient montrer les évidences, les liens, les échos. Mais ce que je ne racontais pas c'est qu'un été, je n'étais plus retournée à Yaoundé. Aujourd'hui cela fait presque dix-sept ans. J'avais

Anne-Sophie Stefanini est écrivaine et éditrice. Derniers ouvrages publiés : *Nos années rouges* (Gallimard, 2017) et *Cette inconnue* (Gallimard, 2020, prix Jean-Freustié).

des nouvelles de mes amis, leur mariage et leur métier, les deuils, les enfants. Nous nous écrivions, nous nous appelions. Il y avait des mots pour chaque joie (« le ciel est ouvert, l'avenir est à nous ») et pour chaque peine (« que la terre lui soit légère »). On se téléphonait inquiets, terrifiés, lorsqu'un train a déraillé à Eseka, lorsque les conflits dans les zones anglophones ont commencé par des manifestations, des grèves, des arrestations et ont glissé vers la guerre, l'exil de milliers d'hommes, les assassinats, les massacres. On se parlait de tout sauf de ma disparition. Pourquoi ne revenais-je pas? Je voulais croire que c'était une question sans importance pour mes amis. On fait des choix et on se débrouille: ce sont eux qui m'avaient appris à vivre comme ça.

Lorsque le message d'Hemley Boum est arrivé, quelques jours après Noël, le Cameroun était devenu un souvenir, une pensée permanente, un secret, une dette et un livre.

« Je me permets de vous écrire pour vous inviter à Lire à Douala... L'événement a lieu du vendredi 21 au mardi 25 février 2020... J'espère que vous pourrez être des nôtres. » J'avais lu deux romans d'Hemley: *Les Maquisards* et *Les jours viennent et passent*, j'avais découvert une romancière magnifique, j'aimais ses personnages, combattants, amoureux, des hommes et des femmes qui connaissaient la guerre, toutes les guerres, et devaient vivre avec les fantômes, l'histoire tue, les silences, avec leurs propres combats face à un président en place depuis trente-sept ans, face à la vie elle-même et ce qu'elle a de meurtrier: l'abandon, la maladie, les mensonges, les trahisons, la vérité si longtemps cherchée et qui s'échappe.

J'ai répondu oui tout de suite, bien sûr, « je serai des vôtres, c'est une joie » (j'aurais dû écrire « c'est un tremblement de terre »), et je crois que j'ai proposé « un café, un déjeuner à Paris quand vous le voulez ». Je me souviens avoir pensé que j'avais écrit ce livre pour ça, cette rencontre et ce voyage.

Après ce oui de décembre, il restait quelques semaines avant notre départ. Des journées étranges à faire comme si je n'y pensais pas à chaque instant, à me préoccuper à la dernière minute des formalités, à penser que peut-être je n'aurais pas mon visa, que le retour serait comme je l'avais toujours pensé au fond, impossible.

Qui était la jeune fille de 16 ans qui était partie pour la première fois? Si j'avais choisi de revenir plus souvent, si j'avais choisi de vivre à Yaoundé, peut-être m'aurait-elle semblé moins étrangère? Mais comme Catherine dans le roman, la jeune fille de 16 ans restait introuvable et j'avais ressenti ça comme une libération. Je me souvenais seulement qu'à 16 ans je n'écrivais pas encore, j'ignorais tout de l'histoire du Cameroun, j'écoutais mes amis me parler de la guerre, de l'indépendance, des années quatre-vingt-dix et surtout de l'année 1991 : les opérations « ville morte », les arrestations d'opposants, de journalistes, d'étudiants mais je ne comprenais pas vraiment, je prenais des notes pour plus tard, je n'étais jamais tombée amoureuse, je rougissais très souvent, je me débrouillais pour ne pas répondre aux questions, mes parents racontaient souvent la frayeur d'une maîtresse de CE1 qui, en ouvrant un placard, m'avait trouvée là, dissimulée entre les fournitures scolaires depuis des heures. Je me cachais, je me tenais toujours en bout de table, je faisais du théâtre alors que ça me terrifiait, je rejétais un garçon qui me plaisait, je marchais tous les jours dans les mêmes rues, je ne lisais que de la poésie. Et puis j'étais partie. Et tout avait changé. Le Clézio a écrit : « Je crois que j'ai connu au même moment l'été et la mort. » Et c'était exactement ce qui s'était passé.

Je me répétait : le pays a tant changé et toi aussi. Ce n'est pas un retour, c'est une première fois. Soudain, j'étais impatiente, curieuse, j'avais hâte de découvrir Douala, d'écouter toutes les histoires, les vies magnifiques et tragiques, de discuter avec les élèves et les étudiants, de parler de la guerre, de l'écriture, de ce que les livres portent, de la liberté possible, de toutes les révolutions. Je voulais voir Douala avec les yeux d'Hemley, avec ses mots, les plus beaux pour raconter ce pays.

L'avion faisait escale à Yaoundé mais nous n'avions pas le droit de sortir de l'appareil. La ville de mes 16, 17, 18, 19, 20 ans serait loin. Quelques jours avant notre départ, j'avais plaisanté avec Hemley : « Tu es sûre, on ne peut pas s'échapper, faire un tour? » Mais en secret j'étais rassurée, vraiment aucune chance de faire surgir la jeune fille, de réveiller mes amis morts, de croiser un amour perdu, de revenir.

À Roissy, j'ai retrouvé Hemley et rencontré Beata Umubyeyi Mairesse. J'avais lu Hemley, pas encore Beata mais j'avais avec moi son premier roman, *Tous tes enfants dispersés*. Nous avons discuté toutes les trois avant de nous asseoir à des places éloignées dans l'avion mais en me penchant je pouvais apercevoir Beata et si je me levais un peu de mon siège c'est Hemley que je voyais. Nous ne sommes pas seules, ai-je pensé. (Dans l'avion du retour nous nous sommes assises côté à côté: nous avons parlé presque tout le vol et dormi deux heures. Nous étions comme trois sœurs, les secrets se racontaient, allions-nous vraiment pouvoir nous séparer à Paris? Allions-nous pouvoir revenir?) Il y avait beaucoup de douceur entre nous, nous étions prudentes, mesurées, heureuses finalement, c'était le début d'une évidence : l'amitié était là. Une autre chose que la jeune fille de 16 ans si solitaire ne connaissait pas.

Je me suis assise. Entre un homme d'une quarantaine d'années qui a gardé son manteau et un béret pendant tout le voyage et moi, il y avait une place vide et qui est restée vide à Yaoundé aussi. L'homme n'a pas mangé et a demandé un alcool plus fort que le vin. Dans *Cette inconnue*, Constance retourne à Yaoundé après des années d'absence. Son voisin dans l'avion lui dit: « Vous n'êtes plus si sûre de vouloir rentrer au pays? » Au pays, chez elle, à la maison. À Yaoundé, mon voisin, lui, s'est levé sans un mot et m'a souri. J'ai détourné les yeux, gênée, comme si j'attendais autre chose. Je tenais le livre précieux de Beata contre moi, lu d'un souffle pendant le vol, j'entendais les voix de ses personnages, Blanche, Immaculata, les enfants du crépuscule de Butare, les survivants du génocide. Je savais que ce roman compterait parmi les livres les plus importants pour moi et aujourd'hui encore je l'ouvre, je relis, je retrouve l'émotion, la poésie, les femmes avec leur dureté, leur grâce et leur silence. Mon voisin devait marcher sur le tarmac à présent comme je l'avais fait une nuit de juillet 1999. J'essayais de l'apercevoir mais il n'y avait que des ombres et au loin, un feu.

L'avion s'est envolé pour Douala. Hemley était née dans cette ville, elle y avait grandi, aimé, elle y retrouvait son mari Albert, ses parents, sa famille. Elle revenait. Beata avait vécu un an à Douala, elle avait travaillé pour un programme de lutte contre le sida. Elle se souvenait

du quartier, du petit immeuble où elle avait vécu, du nom de ses interlocuteurs, des restaurants libanais ou italiens où elle allait parfois. Elle revenait. Pas moi, pensais-je toujours.

L'association Lire à Douala a été créée par des femmes, Marème, Monique et Marie-Andrée. Et autour d'elles travaillant pour l'association il y a beaucoup de femmes: Michèle, Joëlle, Sandrine, Catherine... Chacune à son tour, dans une voiture, pendant un dîner, une marche, en marge des rencontres à l'université ou des soirées de présentation de nos livres, elles nous ont raconté leur vie, ce qui les liait à ce pays, à cette terre, ce qu'elles avaient ressenti en le quittant, en vivant ailleurs, ce qui les avaient fait revenir, l'amour, un travail, un père en prison, le manque, le devoir, l'envie. Elles avaient choisi de vivre là et de rester. Elles n'avaient pas disparu, elles n'avaient pas fui, elles se battaient, elles étaient fortes. Pendant ce voyage, face aux élèves, j'ai retrouvé parfois l'histoire de *Cette inconnue*, et j'ai eu souvent le vertige: une naissance, un emprisonnement, un engagement, un meurtre de l'armée française, un départ au maquis, un amour perdu, leur colère, leur sentiment d'impuissance, leur révolte, leur fierté, il y avait tant d'échos.

Catherine s'était sentie chez elle tout de suite à Yaoundé, Constance, sa fille, y était née, et puis elle avait dû partir mais elle n'arrivait pas à vivre, à aimer, parce qu'elle ne savait pas si elle devait rester à Paris ou rentrer au Cameroun. Où dois-je vivre? Le livre ne répondait pas parce que je n'avais pas moi-même de réponse. Un soir, très émue par ces journées avec Hemley et Beata, par les rencontres, les récits, les échos, les vies plus fortes que tout ce que j'aurais pu imaginer, j'ai osé dire à ces femmes qu'elles m'offraient des réponses. J'ai senti aussitôt que je rougissais comme je n'avais pas rougi depuis mes 16 ans. Et j'ai chassé doucement le trouble, le retour d'une émotion perdue. Je m'étais dit que ceux qui revenaient, c'étaient mes personnages: à présent j'avais une réponse pour Constance. Elle rentrait à Yaoundé, elle choisissait.

Le lendemain, nous avons pris la route pour Souza, à une cinquantaine de kilomètres de Douala. Marème a construit dans le village de son mari « une fabrique », imaginé un lieu de rencontres, de résidences, d'exposition. C'est un laboratoire, un lieu de recherches, d'expérimentation, et tout autour il y a les terres de la ferme Mahra, où nous avons

marché. Nous avions peu de temps et une envie si forte de rester. Hemley, pendant un atelier d'écriture, y avait écrit un conte: *Ainsi naissent les légendes*, que j'ai lu à Paris après notre retour, pendant nos jours confinés. Dans le conte, le monde s'était écroulé, des hommes étaient venus à Souza et y avaient trouvé une magie, des raisons d'espérer. Je crois que toutes les trois, guidées par Marème, par sa foi, nous avons ressenti le refuge et le foyer que Souza pouvait être. Et soudain c'est Bikop, le village de mes 16 ans, qui est revenu. J'ai retrouvé les lieux que j'avais tant aimés et qui étaient devenus mon village de façon bien plus évidente que tous les quartiers de Paris où je vivais et que le village corse qu'avait quitté un arrière-grand-père. Souza était là, nous le traversions et il paraissait contenir en son cœur un village oublié, sa vie battante, son rythme, les bruits, les arbres, les secrets et étrangement une liberté: il poussait les hommes à partir, il n'avait pas à les retenir, il resterait pour eux quoi qu'il arrive un refuge et une prière.

Je ne suis pas retournée à Yaoundé, je n'ai pas revu Bikop, la jeune fille s'est tenue loin de celle que je suis aujourd'hui. Mais quelques jours plus tard, mon ami de Biyem Assi, chez qui j'avais lu et vécu, m'a appelée. « Raconte-moi ton voyage. » Il ne m'a pas reproché d'être restée à Douala et nous avons continué à nous parler des élections, de nos présidents, de la guerre qui tue, de ce que nous espérions. Comme si rien n'avait changé. Mais avant de me raconter ses histoires de taxi à Yaoundé, il m'a dit que j'avais une voix plus légère, plus douce, plus réelle: « une voix du présent, a-t-il ajouté, une voix d'ici. Tu es revenue, tu devrais l'écrire. » Et revenir encore.

HOMO MEDICANDUS SAUVE DES VIES

› Sébastien Lapaque

Figure marquante de l'âge d'or des contre-cultures, Ivan Illich, l'auteur d'*Une société sans école* (1970), de *La Convivialité* (1973) et du *Travail fantôme* (1980), a continué à lire, écrire et penser jusqu'à l'aube du XXI^e siècle, à une époque où la révolte était « consommée » (1) et ses contemporains distraits de ses analyses de l'État, de l'école et de l'hôpital. Les œuvres que ce franc-tireur né à Vienne en Autriche en 1926 et naturalisé américain dans le courant des années soixante a publiées durant la seconde partie de sa vie d'esprit (1980-2002) sont plus abondantes que celles de la première (1951-1979), une suite de pamphlets publiés dans l'ensemble du monde occidental et restés des classiques de la pensée critique (2). Théoricien extralucide de la société industrielle marqué par les travaux de Jacques Ellul sur « l'autonomie technicienne », Ivan Illich était cependant presque oublié, le 2 décembre 2002, quand la mort l'a surpris dans son sommeil. Après avoir rappelé l'influence majeure qu'il a exercée sur les intellectuels de gauche en France dans les années soixante-dix, l'article qui lui est consacré dans l'édition anglaise de l'encyclopédie en ligne Wikipédia évoque les raisons de cet oubli par le fait qu'Illich était jugé trop pessimiste par la gauche française installée au pouvoir en 1981 (3).

Cette accusation de pessimisme est injuste: la lucidité alarmée, chez Ivan Illich, est toujours équilibrée par le refus de désespérer. On ne trouve nulle amertume chez cet homme, qui n'a pas renoncé à croire à la force invincible de la pensée. C'est ainsi que les aventures obscures d'*Homo œconomicus* l'ont poussé à proposer une analyse systématique des métamorphoses contemporaines de ses extases, *Homo educandus*, *Homo transportandus* et *Homo medicandus*. Les efforts déployés pour combattre l'épidémie de Covid-19 depuis qu'elle a été déclarée pandémie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en mars 2020 ont fait de ce dernier un véritable héros de notre temps.

Cousin d'*Homo festivus*, spectateur d'une modernité techno-populiste fluidifiée par les industries du loisir, *Homo medicandus* est un autre dévot des théories scientifiques modernes, de ses mythes, de ses commandements et des liturgies sociales au moyen desquels les savants célèbrent leurs certitudes. Le feuilleton de ses aventures n'est pas moins fascinant que celui de la créature burlesque naguère imaginée par Philippe Muray: *Homo medicandus* sonne la mobilisation générale, *Homo medicandus* coud son masque, *Homo medicandus* respecte les distances sociales, *Homo medicandus* contre le virus, *Homo medicandus* se lave les mains, *Homo medicandus* combat l'hydroxychloroquine. Pour savoir quand il doit porter le masque, *Homo medicandus* est naturellement un partisan de la méthode « ABCD » (À risque, lieu Bondé, endroits Clos, Distance impossible à gérer), qu'il complète avec la règle des « 3M » (masque, mètres, mains) en hommage imprévu à une multinationale américaine célèbre pour ses adhésifs, ses colles industrielles et son activité sur les marchés minier et pétrolier.

Mais *Homo medicandus* n'est plus simplement spectateur de sa propre vie. En portant un masque, il protège celle des autres, il sauve *la vie* sans cesse menacée par la possibilité de la mort et prépare le passage de l'amortalité – l'allongement de la durée de vie en bonne santé – à l'immortalité – la « mort de la mort » célébrée par le séminiant docteur Laurent Alexandre (4). *Homo medicandus* est à la fois

Sébastien Lapaque est romancier, essayiste et critique au *Figaro littéraire*. Il collabore également au *Monde diplomatique*. Son recueil *Mythologie française* (Actes Sud, 2002) a obtenu le prix Goncourt de la nouvelle. Dernier ouvrage publié : *Théorie de la bulle carrée* (Actes Sud, 2019).

› slapaque@gmail.com

hypocondriaque – angoissé par la recrudescence de nouvelles contaminations – et « happycondriaque » (5) – persuadé de la possibilité de faire valoir son *droit au bonheur*. Il adhère avec ferveur à l'idéal utilitaire et techno-instrumental de la science, dont l'objet n'est plus la connaissance mais la « santé », qui a cessé d'être envisagée comme une disposition stable, l'*έξις* des Grecs et l'*habitus* des Latins, dont la dynamique propre perfectionne l'individu selon sa nature, pour être élevée au rang de « droit fondamental » (6), de « capital », de « valeur » et de « norme » associés à des habiletés sociales nouvelles : ne pas fumer, ne pas boire, surveiller son alimentation, faire du sport, maîtriser les risques liés à son activité professionnelle, résoudre ses problèmes familiaux et se faire suivre par un médecin.

En 1975, dans *Némesis médicale, l'expropriation de la santé* (7), Ivan Illich stigmatisait l'hôpital moderne comme un lieu emblématique de la contre-productivité, soit une institution dont l'élargissement du domaine d'intervention avait fini par trahir les finalités (8). À le voir expliquer que l'hôpital tue, que les médicaments rendent malade et que les soins réduisent les patients à la condition de données statistiques, les apôtres de la « santé publique » ont jugé que ce critique de la société industrielle forçait dans l'épouvante et joignait sa voix à celle de Georges Bernanos et de Jacques Ellul pour grossir le chœur d'un « catastrophisme chrétien » caractéristique de « la petite peur du XX^e siècle » moquée par Emmanuel Mounier (9) trois ans après les bombes atomiques américaines lancées sur Hiroshima et Nagasaki, les 250 000 morts, les cancers et les syndromes sans nom subséquents.

À près d'un demi-siècle de distance, la critique proposée par Ivan Illich d'une société rendue pathogène par la croissance de l'industrie pharmaceutique (10) et la reconfiguration de la santé – dont la définition a glissé de la « bonne constitution » à la valeur, et de la valeur à la norme – apparaît toujours aussi radicale. Elle est pourtant éclairante au cœur d'une séquence historique où l'idéologie thérapeutique est apparue plus triomphante que jamais. Qui ne voit pas que la médecine « de guerre » déployée dans le monde entier au cours du premier semestre 2020 pour faire face à l'épidémie de maladie infectieuse provoquée par la souche de coronavirus Sars-CoV-2 a privé les patients de

leur autonomie personnelle ? Qui ignore les dommages sociologiques et psychologiques (11) causés par les mesures prises par les autorités pour limiter les activités humaines afin d'aplatir la courbe des contaminations ? « Aplatir la courbe » : l'expression trahit la réduction d'une maladie à un tableau chiffré. Coupée de ses liens traditionnels avec la vie bonne, transformée en statistique, la santé est devenue un problème technique à résoudre.

Particulièrement criante à l'occasion de la pandémie de Covid-19, cette tyrannie de la probabilité dans les salles d'opération effrayait Ivan Illich. Partisan d'un personnalisme intégral auquel rien de ce qui est humain ne peut être étrange – ni la naissance, ni la vie, ni la mort –, il observait avec effroi l'éclipse des personnes au profit des populations et mesurait à quel point la santé-statistique était caractéristique d'un processus en cours de déshumanisation, dénonçant « la transformation du médecin artisan exerçant son habileté sur des individus connus personnellement en médecin technicien appliquant des règles scientifiques à des catégories de malades » (12). Une des conséquences de cette déshumanisation est l'incapacité dans laquelle se trouvent les gens ordinaires de faire face et de s'adapter en inventant des usages sociaux de crise comme les hommes l'ont toujours fait face aux catastrophes – guerres, famines, grands froids, épidémies, etc.

Ce qui est désormais produit au cours de ces moments de crise, ce sont des ordres. Six mois passés dans des démocraties si parfaites réorganisées autour de leurs salles d'hôpital ont donné un éclat nouveau au constat, désormais ancien, d'Ivan Illich : « La médicalisation de la société industrielle renforce son caractère impérialiste autoritaire. »

1. Cf. Joseph Heath et Andrew Potter, *Révolte consommée, le mythe de la contre-culture* (*The Rebel Sell*, 2004), traduit par Élise de Bellefeuille et Michel Saint-Germain, Éditions de l'Échappée, 2020.

2. Pour une présentation complète de l'œuvre d'Ivan Illich, on se reportera à Thierry Paquot, *Introduction à Ivan Illich*, La Découverte, coll. « Repères », 2012 ; voir également les notices qui lui sont consacrées dans *Radicalité, vingt penseurs vraiment critiques* (L'Échappée, 2013) et *Aux origines de la décroissance, cinquante penseurs* (L'Échappée-Le Pas de côté-Ecosociété, 2017).

3. Article « Ivan Illich » (26 août 2020). [Https://en.wikipedia.org/wiki/Ivan_Illich](https://en.wikipedia.org/wiki/Ivan_Illich) : « In the 1970s, Illich was popular among leftist intellectuals in France, his thesis having been discussed in particular by André Gorz. However, his influence declined after the 1981 election of François Mitterrand as Illich was considered too pessimistic at a time when the French Left took control of the government. »

4. Cf. Laurent Alexandre, *La Mort de la mort, comment la technomédecine va bouleverser l'humanité*, JC Lattès, 2011.

5. Cf. Edgar Cabanas et Eva Illouz, *Happyocratie. Comment l'industrie du bonheur a pris le contrôle de nos vies*, Premier Parallèle, 2018.

6. Organisation mondiale de la santé (OMS), déclaration de Jakarta, 1997.

7. Ivan Illich, *Némésis médicale, l'expropriation de la santé*, Seuil, 1975, repris in *Œuvres complètes*,

tome I, Fayard, 2004. (Ce volume comprend également *Libérer l'avenir*, *Une société sans école*, *La Convivialité et l'Énergie et l'équité*.)

8. Lecteur scrupuleux de l'œuvre d'Ivan Illich, Olivier Rey évoque ce seuil au-delà duquel le développement devient contre-productif dans *Une question de taille*, Stock, 2014. Sur le même sujet, le philosophe a préfacé *L'Effondrement des puissances* [1957], RN éditions, 2019, de l'économiste autrichien Leopold Kohr, à qui l'on doit la notion d'« échelle pertinente », essentielle pour Ivan Illich, et l'expression « small is beautiful. Une société à la mesure de l'homme », Seuil, coll. « Points », 1979.

9. Cf. Emmanuel Mounier, *La Petite Peur du XX^e siècle*, Seuil, 1948.

10. Cf. Jean-Pierre Dupuy et Serge Karsenty, *L'Invasion pharmaceutique*, Seuil, coll. « Points », 1977.

11. Cf. les chapitres II et III de *Némésis médicale*, « La iatrogénèse sociale » et « La iatrogénèse structuelle » in Ivan Illich, *Œuvres complètes*, tome I, *op. cit.* La iatrogénèse désigne l'ensemble des pathologies imputables à un acte médical.

12. Ivan Illich, *Œuvres complètes*, tome I, *op. cit.*, p. 616.

FRANÇOIS MAURIAC

Le salut en politique

› Éric Roussel

L, année 1970 aura été fatale aux hommes célèbres en France. Le 1^{er} septembre, François Mauriac s'éteignait, un mois avant Jean Giono, deux mois avant le général de Gaulle. Le rôle tenu par Mauriac dans la société française est sans doute difficile à imaginer aujourd'hui. Les grands écrivains se font rares et ceux reconnus comme tels se gardent souvent des feux de la rampe. Seul Jean d'Ormesson, vers la fin de sa vie, a occupé une fonction un peu identique à celle de Mauriac. Encore possédaient-ils des registres très différents. Servi par son charme et un rayonnement qui lui était peu contesté, Jean d'Ormesson semblait s'être assigné pour objectif de rassembler autour de lui à peu près tous les Français. Même les derniers communistes fondaient devant cet adversaire qui évoquait avec tant de chaleur Aragon. Mauriac, pour sa part, ne ménageait personne et surtout pas les puissants. C'était sa marque de fabrique. Ses flèches étaient meurtrières : ainsi celle qu'il décocha à un président du Conseil de la IV^e République bien oublié, Joseph Laniel, gros propriétaire terrien en Normandie. « Voilà quelqu'un qui ne trompe pas son monde : il y a du lingot dans cet homme-là », observa-t-il dans son célèbre « Bloc-notes » du *Figaro*.

Les écrivains ne sont pas nécessairement les meilleurs juges de leurs titres devant la postérité. François Mauriac mettait plus haut que tout dans son œuvre *Les Mains jointes*, un recueil de poèmes publié dans sa jeunesse et salué avec enthousiasme par Maurice Barrès dans *L'Écho de Paris*. De nos jours, les lecteurs de cette poésie, hantée par la Chute, doivent être assez rares. Peut-être à tort, les romans qui ont valu à Mauriac la notoriété et son entrée à l'Académie française en 1933 paraissent traverser un long purgatoire. L'univers qui leur sert de toile de fond semble à des années-lumière du nôtre. Le patrimoine des familles bourgeoises de province a fondu en même temps que les structures mentales qui les tenaient debout. La jalouse, la haine, la concupiscence existent toujours mais plus nécessairement derrière les volets clos des maisons de famille écrasées par le soleil des Landes. Il est à craindre que les drames de conscience évoqués par le romancier catholique des années trente nous apparaissent aussi lointains que les querelles entre jésuites et jansénistes au grand siècle.

C'est par son célèbre « Bloc-notes » publié au *Figaro littéraire* et à *L'Express* (et opportunément réédité par la collection « Bouquins » de Robert Laffont) que Mauriac vit encore aujourd'hui. Faites l'expérience. Plongez-vous dans cette longue chronique de la vie politique des années cinquante et soixante, c'est-à-dire la fin de la IV^e République et les débuts de la V^e. Beaucoup de protagonistes évoqués par le chroniqueur ne vous diront sans doute rien. L'histoire n'a pas retenu le nom de présidents du Conseil tels qu'André Marie, Henri Queuille ou Maurice Bourgès-Maunoury. Ces fantômes ne conservent un semblant d'existence qu'à travers les flèches et les sarcasmes que leur a infligés celui qui disait : « Je suis une vieille locomotive mais il m'arrive encore d'écraser des passants. »

Mauriac, souvent, s'est montré injuste. Il ne résistait pas au plaisir d'un trait vengeur. Certains sujets, visiblement, l'indifféraient. Essentiellement français et ayant peu voyagé, il ne s'est guère intéressé, par exemple, aux débuts de la construction européenne. Reste qu'il ne s'est à peu près jamais trompé sur l'essentiel, de sorte que son *Bloc-*

Éric Roussel est historien, membre de l'Institut. Derniers ouvrages publiés : *Valéry Giscard d'Estaing* (L'Observatoire, 2018) et *Charles de Gaulle* (Perrin, 2020).

notes se lit aujourd’hui non pas seulement comme un éblouissant recueil de portraits, de jugements ou de choses vues, mais comme un document essentiel pour la compréhension de la sensibilité française à une époque charnière de l’histoire marquée par la décolonisation et l’avènement du régime gaulliste.

Avec de Gaulle

Le romancier de *Genitrix* et du *Mystère Frontenac* n’était pas prédestiné à comprendre le cours tortueux et souvent dramatique de l’époque dont il fut le témoin passionné. À la fin des années vingt, quand sa notoriété s’affirme, il fait figure de pilier de l’ordre établi. Les honneurs commencent à pleuvoir sur lui et il les accueille avec gourmandise. La guerre d’Espagne va le révéler à lui-même. Comme l’a bien montré son plus récent biographe, Jean-Luc Barré, au-delà du personnage officiel, il y a un homme écartelé entre des tentations contradictoires, sincère dans sa foi mais irrémédiablement attiré par le péché. *A priori*, rien de politique dans cette tension intérieure, si ce n’est qu’elle le prédispose à considérer avec suspicion les pharisiens et à comprendre marginaux ou déshérités. Quand Franco entre en dissidence, le catholique convaincu pourrait nourrir à l’égard du général rebelle une certaine sympathie. Le futur Caudillo ne prétend-il pas défendre la chrétienté? Mauriac n'est pas dupe des agissements perpétrés par les républicains espagnols. Il n'oublie pas les supplices infligés à de nombreux prêtres ou religieuses pour la seule raison qu'ils se veulent fidèles à leur religion. Pour autant, il ne peut absoudre Franco, dont les troupes se livrent à des atrocités au moins égales en se réclamant du Christ. Cette contradiction, Mauriac ne peut l'admettre et c'est ce qui va le faire définitivement basculer.

Un temps pétainiste comme des millions de Français après la défaite de 1940, il affirme bientôt sa sympathie avec la Résistance, comme l’attestent ses écrits de l’époque, à commencer par *Le Cahier noir*. À la Libération, il est l’un des premiers à être invité à la table du général de Gaulle. C’est le début d’une relation exceptionnelle qui n’empêche pas l’académicien de rester libre. Au moment de l’épuration, il pèsera

de tout son poids en faveur d'une justice équitable, se démenant pour ceux qui, autrefois, l'avaient traîné dans la boue comme Robert Brasillach, qu'il ne parviendra pas à sauver. Mauriac jugera aussi sévèrement l'épisode du Rassemblement du peuple français. À ses yeux, de Gaulle, qu'il continue d'admirer, se compromet inutilement en un combat douteux réunissant derrière lui tous les conservateurs. Sans rompre, il signifie son désaccord. De Gaulle grogne en privé : « Tous les catholiques savent qu'il sera damné. » Mauriac feint de ne rien entendre. Il faudra attendre mai 1958 pour que les deux hommes se retrouvent. Promu grand-croix de la Légion d'honneur par le Général dès son retour au pouvoir, Mauriac deviendra un ferme soutien du régime. On le verra chaque semaine dans *Le Figaro littéraire*, et surtout en 1964, quand il publiera un *De Gaulle éperdu d'admiration*.

Mais c'est avant 1958, sous la IV^e République, que François Mauriac aura montré toute sa mesure. Prix Nobel de littérature, il est alors au sommet de sa renommée et se bat furieusement contre un système politique qui combine à ses yeux impuissance et déshonneur. Personne n'aura stigmatisé avec plus de force les politiciens de cette époque. Un seul a trouvé grâce à ses yeux : Pierre Mendès France. Depuis la publication des inédits du *Bloc-notes*, on sait combien fut marqué l'appui de Mauriac au député de l'Eure. L'homme Mendès lui était relativement indifférent et la réciproque était vraie. J'ai le souvenir d'une visite à Mendès France dont l'objet était justement Mauriac : de toute évidence, l'ancien président du Conseil n'avait qu'une connaissance réduite de l'œuvre romanesque de l'écrivain dont le soutien lui avait été particulièrement sensible. L'œil malicieux, Mendès évoquait en revanche le regard courroucé que Françoise Giroud lançait sur Mauriac, au motif que ce dernier montrait un peu trop d'enthousiasme à l'égard du séduisant Jean-Jacques Servan-Schreiber. En vérité, comme beaucoup de Français, François Mauriac attendait de Mendès France non seulement qu'il règle le problème indochinois et amorce le processus d'indépendance des pays du Maghreb mais aussi qu'il jette à bas la IV^e République. Or ce rôle, Pierre Mendès France, respectueux des formes constitutionnelles, se refusait obstinément à le jouer. D'où l'éloignement de Mauriac et son adhésion à de Gaulle dès 1958.

Quand l'illustre académicien publia son livre sur le Général, l'événement fut à la mesure de l'auteur et de son sujet mais suscita sarcasmes et quolibets. Il est vrai que Mauriac était meilleur dans l'attaque que dans la louange. Les accents énamourés de son ouvrage à l'égard du Général gênèrent même ses admirateurs et ont nui à la portée de son argumentation. Mais si l'on fait l'impasse sur ces faiblesses, force est de constater qu'il ne s'est pas trompé. Et l'on comprend très bien le soutien qu'il apporta par sa plume à un homme d'État qui réalisait tout ce qu'il souhaitait depuis longtemps : restauration de l'État ; poursuite et achèvement de la décolonisation ; politique d'indépendance nationale.

Obligé de rentrer ses griffes, François Mauriac ne devint pas pour autant un inconditionnel. Observateur avisé de la faune parlementaire, il avait distingué, sous la IV^e République, le talent de François Mitterrand. Les deux hommes étaient liés par des liens d'estime réciproque. Dans le bureau du futur président de la République, rue de Bièvre, trônait en bonne place un portrait dédicacé du Prix Nobel de littérature. Mitterrand n'oublia jamais qu'aux pires heures de l'affaire de l'Observatoire, quand tout s'écroulait autour de lui et que ses proches redoutaient qu'il n'accomplît l'irréparable, Mauriac avait volé à son secours dans son « Bloc-notes », se portant garant, peut-être un peu légèrement, de sa rectitude. En expert, il avait décelé dans ce « garçon barrésien », avide de conquérir Paris, une nature exigeante...

Après 1965, Mauriac se rapproche beaucoup de Georges Pompidou. Comme son fils Jean l'a révélé, il déplorait sans doute que, malgré les sentiments qu'il lui témoignait, ses liens avec le Général fussent demeurés très formels, presque inexistants. En tout cas, très vite, il vit dans le deuxième Premier ministre de De Gaulle l'homme qui pouvait prendre la relève. Mai 68 le renforça dans cette opinion. Pendant ces semaines de tourmente, Pompidou avait fait la preuve de sa grande maîtrise. De ce fait, la relation prit un tour plus personnel : Georges Pompidou avouera avoir trouvé en la personne de son aîné, « une sorte de directeur de conscience ». Inévitablement, ce rapprochement remarqué altéra quelque peu les rapports entre de Gaulle et celui en qui il avait salué « le plus grand écrivain français vivant ».

Jusqu'au bout Mauriac aura pris part aux grands débats de son temps. Célèbre et célébré, il resta aussi profondément enraciné dans son Bordelais natal. En 1927, il avait hérité du domaine de Malagar, qui produisait un vin blanc un peu doucereux, et toute sa vie il veilla sur cette propriété familiale avec un soin jaloux. En témoigne *Le Livre de raison* commencé par ses ancêtres et poursuivi par lui. Mais Malagar était également source d'inspiration. Chaque automne, Mauriac aimait y séjourner pour retrouver les images du passé, les parfums du terroir, admirer le panorama qui, depuis la terrasse, s'étend sur les vignes. Peu de notations politiques évidemment dans ce *Livre de raison*, seulement quelques coups de griffe. Le document, conservé à la bibliothèque de Bordeaux et judicieusement publié pour le cinquantième anniversaire de sa mort (1), n'en éclaire pas moins une personnalité complexe, un écrivain qui aurait pu se perdre en politique et y a finalement trouvé son salut.

1. François Mauriac, *Le Livre de raison de Malagar*, Le Festin, 2020.

MAURIAC, CHRONIQUEUR MÉLANCOLIQUE

› Frédéric Verger

Cinquante ans après sa mort, Mauriac survit d'une façon qui lui aurait sans doute tiré un des sourires amers qu'on sent souvent flotter sur les lèvres de l'auteur des articles recueillis dans *D'un bloc-notes à l'autre* (1), où l'ironie est toujours un peu mêlée de mortification. Il est devenu l'hôte de Malagar, sa voix éraillée, sa maigreur de Nosferatu voluptueux (les écrivains qui « restent » étant désormais ceux dont le personnage est assez coloré pour dispenser de l'effort pénible de lire leurs livres), en ont fait l'image de marque publicitaire d'un hédonisme rustique, austère et bourgeois qui conjugue le missel et l'odeur des pins, la théologie à l'élevage d'un vin imbuvable mais où l'imagination croît déguster une distillation d'aïeux. Nul doute qu'il aurait commenté cette nouvelle forme d'immortalité comme un signe de la futilité et du vide spirituel d'une époque dont il était devenu à la fin de sa vie le chroniqueur mélancolique.

D'un bloc-notes à l'autre reprend tous les articles qu'il n'avait pas jugé bon de publier en volume de son vivant. Mais on aurait tort d'y voir un simple fond de tiroir: s'il a écarté certains articles parce qu'ils

manquaient d'éclat ou d'intérêt, d'autres l'ont été parce qu'il a dû les juger trop brutaux, querelleurs, ou au contraire trop naïvement sincères, trop abandonnés. À bien des égards, sa personnalité apparaît dans ce volume avec plus de sincérité et de vérité que dans son choix pour les volumes existant du *Bloc-notes*, où jamais il ne se montre ainsi déboutonné.

Il est amusant de lire au fil des articles, présentés dans l'ordre chronologique, les variations de couleur du style Mauriac. Pour *L'Express*, c'est la tête de cuvée, concentration et passage instantané de la confiance à la griffe; dans *Le Figaro littéraire*, ce jeu est plus apaisé, Mauriac au piano improvise, avec *rubato* et jeu de pédales; dans *Notre République*, voilà le compagnon gaulliste à qui on ne le fait pas, le poète auprès de qui le lecteur peut en prendre de la graine en matière de rapport de force et de machiavélisme (on sent y poindre l'un des nombreux personnages qu'il rêva d'être, un cardinal mais de Retz, un père Joseph de législatives). Encore plus réjouissants sont les articles qu'il donne à une presse plus grand public et où il croit s'adapter à la sensibilité d'un lectorat dont il se fait une idée assez baroque. On recommandera celui où, sur le ton d'un extravagant prêcheur, il s'adresse à la lectrice de *Marie-Claire* comme à Marie-Madeleine.

On trouvera dans le recueil des articles politiques remarquables : un article du *Figaro littéraire* de 1958, des remarques sur une conférence de presse de De Gaulle en 1966 contiennent des traits parmi les plus profonds de tous ceux qu'il lui consacra. Sur un autre registre, en 1961, un coup de martinet cinglant à Hubert Beuve-Méry dont les attendus et la morale sont toujours d'actualité. Mais ce qu'il contient de plus instructif est tout ce qu'il révèle peu à peu de l'imbrication essentielle de ses conceptions de la société, de la religion et de la littérature. Il les exprime avec une sincérité et une simplicité qui le poussa peut-être à écarter ces articles parce qu'il savait que l'époque les jugeraient ridicules et réactionnaires. On voit qu'il reproche systématiquement au monde moderne de toujours favoriser l'expression de l'instinct, c'est-à-dire pour lui de la grossièreté et de la cruauté. Dans la même ligne d'idées, il estime que si la littérature est « un secret que nous avons

Frédéric Verger est professeur agrégé de lettres.

perdu », c'est à cause des changements de représentation de la sexualité. On a beaucoup moqué ce qu'on appelait la pruderie ou l'hypocrisie de Mauriac en la matière alors qu'en réalité on se rend compte qu'il en parle très souvent, la place même au centre de la création et de la vie. Les moqueries que ses remarques déclenchaient étaient justement le signe qu'il revenait toujours sur la question et elles n'étaient peut-être que des réactions d'embarras montrant que le plus prude n'était pas celui qu'on croyait. C'est dans un article sur sa relecture de *Guerre et Paix* qu'il affirme que l'histoire du roman est directement liée à celle de la sexualité. Pour lui, elle se confondait jadis avec la vie, s'exprimant de façon inconsciente, détournée, travestie, sublimée diraient les freudiens. Mais à partir du moment où la sexualité a été isolée, analysée, rationalisée comme pulsion essentielle déterminant le comportement, la littérature a perdu son charme et sa magie, les romans ressemblent à des tours de prestidigitation dont les secrets sont révélés. Ce n'est pas tant l'intérêt des romanciers modernes pour le sexe qu'il condamne, les personnages de ses romans en sont tous hantés, mais leur mépris de la pureté, ou de sa nostalgie, un affect qu'il juge plus poétique, ou, pour mieux dire, l'affect poétique même : « l'enfance éternelle » comme il l'appelle dans un article de 1961, citant aussi Rimbaud, le « Ô Pureté ! Pureté ! » d'*Une saison en enfer*. Ce sentiment de « transparence » et d'appel, tels sont pour lui les affects lyriques et religieux par excellence. La frustration, la rancœur, la méchanceté de ses personnages ne naissent pas tant du désir en lui-même que de l'impossibilité d'y sentir autre chose qu'un appétit à assouvir. On sent bien aussi dans tous ces articles comment il s'agit toujours pour Mauriac de convaincre les poètes du charme de la religion et les chrétiens du sacré de la poésie et dans ce charivari perpétuel il ne semble lui-même parfois plus bien savoir où il en est. Dans ces textes méditatifs, on a parfois l'impression que c'est la religion qui est une métaphore de la rêverie poétique, et le destin du Christ celle de la souffrance que « chaque homme affronte seul dans le secret de son être ».

Ce volume, qui ne contient pas peut-être le Mauriac le plus brillant mais parfois le plus intime, complète cet ensemble de textes dits « journalistiques » mais qui composent une œuvre à part entière qui

mêle confidences, politique et méditations. Elle semble demeurer plus vive que son œuvre romanesque. Sans doute celle-ci est-elle inégale. Elle contient de splendides réussites comme *Le Nœud de vipères*, un des plus beaux romans français du siècle. Dans d'autres, son merveilleux talent est parfois gâché par une sorte de religiosité factice, pas parce qu'elle serait insincère, mais parce qu'il l'utilise comme un « truc » dramatique qui permet de bâtir et d'expédier une intrigue d'une façon un peu mécanique. C'est que le roman, tout chargé de paysages et de personnages, n'est pas soluble dans la grâce, pas plus que la foi n'est un vieil accessoire tombant des cintres pour soulager le romancier en mal de fin.

1. François Mauriac, *D'un bloc-notes à l'autre*, édition établie par Jean Touzot, Bartillat, 2004.

CES INFRÉQUENTABLES GONCOURT

› Robert Kopp

Nous avions donné en son temps le même titre à un article publié dans la revue *L'Histoire* en novembre 2002. Nous y pointions le sort paradoxal d'écrivains dont le nom est célèbre dans le monde entier grâce au prix littéraire qu'ils ont créé mais dont les œuvres restent largement ignorées. Près de vingt ans plus tard, la situation a-t-elle changé? La réponse est clairement oui!

Un formidable travail d'édition a mis au jour des centaines de pages peu connues, voire inédites, et d'innombrables études ont été consacrées à la vie et aux romans des frères Goncourt, à leurs livres d'histoire et d'histoire de l'art, à leurs articles de journaux, à leur correspondance et, bien entendu, à leur *Journal*. Ces nouveautés n'ont pas seulement retenu l'attention des érudits, elles ont eu également des retombées pour le grand public. À preuve, les nombreux textes disponibles désormais en éditions à bon marché, en livre de poche, que ce soit en « Folio », en « GF » ou dans la « Petite bibliothèque Payot » (1).

Ce changement, on peut le dater de la fin des années quatre-vingt-dix et du début des années deux mille. En 1996 a été célébré le centenaire de la mort d'Edmond, l'aîné des « bichons », disparu vingt-six

ans après Jules, le cadet. Un long « veuvage », qui n'a été adouci que par les amitiés entretenues autour du fameux Grenier, où se réunissaient dimanche après-midi les membres de la future Société littéraire de Goncourt et quelques apparentés. En 2003, ce fut le centenaire du premier prix, décerné à Antoine Nau pour *Force ennemie*, récit d'une aliénation à la Maupassant. Le premier de ces centenaires avait donné lieu à un colloque à l'université de Bordeaux (2), mais ni le musée d'Orsay ni le Petit Palais n'avait retenu l'idée d'une exposition, le second a été marqué par une exposition à la BnF, inaugurée par le président Chirac, et à deux colloques, dont un au Sénat (3). Une montée en puissance qui s'est également répercutee sur le plan éditorial par la réédition de plusieurs textes.

La célébration d'auteurs notoirement réactionnaires, misogynes et antisémites n'avait alors suscité aucune polémique comparable à celles qui ont régulièrement lieu autour de Céline ou de Drieu

la Rochelle. Ce ne fut pas tout à fait le cas lorsque j'ai publié dans la collection « Bouquins » *Journal des Goncourt*, en 1989. Si l'édition a été généralement bien accueillie, au point d'être rééditée plusieurs fois, portant le tirage initial bien

au-delà de 20 000 exemplaires, il y eut néanmoins quelques pleureuses du politiquement correct, dont Michel Cournot dans *Le Nouvel Observateur*, pour se désoler de la publication de propos dont certains pensaient qu'ils devraient tomber sous le coup de la loi. Il n'empêche, le virage était pris : après un purgatoire de trois quarts de siècle qui avait suivi l'édition des *Œuvres complètes* publiée par l'Académie Goncourt chez Flammarion et Fasquelle en 34 volumes entre 1921 et 1936 et qui n'était pas vraiment destinée au grand public, les Goncourt avaient trouvé leur place parmi les écrivains marquants de la seconde moitié du XIX^e siècle, aux côtés de Flaubert, de Baudelaire, de Barbey d'Aurevilly, de Huysmans. Même s'ils n'ont pas encore rejoint ces derniers dans la « Pléiade », ils figurent désormais parmi les 150 auteurs retenus, tous siècles confondus, par le Robert des grands écrivains de langue française en 2000 (4).

Robert Kopp est professeur à l'université de Bâle. Dernières publications : *Un siècle de Goncourt* (Gallimard, 2012), *L'Œil de Baudelaire* (avec Jérôme Farigoule et alii, Paris-Musées, 2016).

robert.kopp@unibas.ch

Au cours des vingt dernières années, des équipes de recherches toujours plus nombreuses se sont attaquées au « chantier Goncourt » et cela avec d'autant plus d'ardeur qu'il existe peu d'auteurs importants du XIX^e siècle qui aient laissé des archives encore inexplores aussi abondantes. Depuis 1992, une Société des amis des frères Goncourt édite des *Cahiers Edmond et Jules de Goncourt* qui font régulièrement le point sur les avancées de la recherche. Deux éditions critiques de leurs œuvres sont en cours, l'une aux éditions Garnier, l'autre chez Honoré Champion. Mais les apports les plus importants sont incontestablement la nouvelle édition du *Journal*, entreprise par Jean-Louis Cabanès et dont quatre volumes ont paru depuis 2005 sur les huit prévus, ainsi que la *Correspondance générale* réunie par Pierre-Jean Dufief, qui est également en cours (5). Bien que ces deux entreprises n'aient pas encore été menées à leur terme, la documentation réunie par les responsables est devenue tellement abondante qu'ils se sont résolus à en tirer la grande monographie sur les frères Goncourt qu'on attendait d'eux (6).

En réalité, ce sont plutôt deux monographies et non pas une. La première est consacrée à « Juledmond », le couple formé par les deux frères, la seconde au « veuf », qui a survécu à son cadet pendant plus d'un quart de siècle, animant le Grenier et publiant sous son seul nom toute une série de romans, de biographies d'actrices, de monographies d'artistes. Sans parler du *Journal*, qu'il tiendra seul désormais et dont il finira par donner neuf volumes d'extraits, la partie avouable, expurgée des indiscretions les plus compromettantes, entre 1887 et 1896. Car nos biographes sont soucieux de donner à chacun sa part, de distinguer plutôt que d'amalgamer, d'entrer le plus avant possible dans le détail et non pas de survoler.

Contrairement à Balzac, à Flaubert ou à Zola, les Goncourt ne sont pas des imaginatifs. Ils estiment même que l'imagination ne fait qu'égarer le romancier et l'éloigner de la vérité. Leurs œuvres sont presque entièrement composées des documents que constituent les impressions et les souvenirs de leurs vies, de leurs rencontres, de leurs voyages, de leurs lectures. Ils absorbent comme des éponges, emmagasinent, amalgament, puis réagencent. Derrière chaque phrase, on

retrouve une réminiscence, et au fur et à mesure qu'ils avancent dans l'existence, toutes les rencontres nouvelles, toutes les situations inédites leur rappellent immanquablement ce qu'ils ont déjà vu, déjà vécu. Ils ne sont pas seulement des bibeloteurs en collectionnant des tableaux, des dessins, des meubles, des livres, ils sont aussi des bibeloteurs en matière de sentiments, d'impressions sensorielles, de souvenirs superposés les uns aux autres, de télescopages d'images. Jean-Louis Cabanès et Pierre Dufief ont raison d'insister sur le caractère autobiographique de l'œuvre des Goncourt, mais autobiographique non pas dans le sens où l'œuvre refléterait la vie, mais serait imbibée d'elle, serait truffée de réminiscences qu'on dirait proustiennes avant la lettre. Ainsi, on voit passer l'ombre d'une petite sœur morte en bas âge dans *Renée Maupeurin* et dans *Les Frères Zemganno*, la silhouette d'un camarade de lycée dans *Manette Salomon*. C'est dans leurs souvenirs que les Goncourt ont cherché les couleurs pour peindre leurs personnages. Proust ne s'y est pas trompé d'ailleurs, qui a pastiché les Goncourt avant de s'inscrire littérairement à leur suite.

Cette nouvelle biographie se veut donc une « biographie génétique ». Son but : éclairer la création littéraire des Goncourt, démêler les fils de cette tapisserie savamment composée avec le bric-à-brac de leurs souvenirs et de leurs fantasmes. Une tapisserie tissée avec des milliers de couleurs différentes empruntées au monde qui était leur vie, car l'ambition des Goncourt était d'être des historiens du présent, mais qui donneraient plus à voir qu'ils ne raconteraient. Une histoire enregistrée au jour le jour dans leur *Journal* par des greffiers qui se vantaient souvent d'avoir une mémoire sténographique. Et dans leurs romans, ce sont les scènes et les tableaux qui comptent, non pas la narration, suspectée d'introduire une fausse logique dans la suite des événements.

Grâce aux recherches de Jean-Louis Cabanès et de Pierre Dufief, le lecteur entre dans l'atelier même des Goncourt et voit étalées devant ses yeux la multiplicité de leurs matériaux, la variété de leurs outils, l'astuce de toutes leurs ficelles. Les textes deviennent translucides et nous voyons surgir des pans entiers d'une réalité insoupçonnée. Ainsi, nous apprenons, à travers l'histoire des familles respectives du père et de la mère des deux écrivains, comment se sont entrecroisés et mêlés

dans la France de l'Empire et de la Restauration les petits nobliaux de province, les financiers de l'Ancien Régime, les anciens officiers de Napoléon, chacun essayant de se raccrocher comme il pouvait à la roue de la fortune qui s'était mise à tourner de plus en plus vite. Leurs parents, leurs oncles et tantes, leurs cousins, leurs neveux leur offrent un tableau vivant de l'histoire de France dont le dérèglement s'accentue depuis la Révolution. Balzac, leur modèle, avait le premier dessiné un vaste panorama de la France révolutionnée. Il était loin d'être exhaustif et l'imagination y tenait une place importante. Les Goncourt ajoutent à leur propre *Comédie humaine* une série de personnages issus des marges de la société, que Balzac avait peu étudiés et qu'ils avaient observés de près, s'appuyant parfois sur la psychiatrie de l'époque : le monde des domestiques, celui des hôpitaux et des prisons, celui des ateliers et des maisons closes, celui des petits théâtres et du cirque. Ils ont aussi braqué leur projecteur sur des types qui ne faisaient pas encore partie du personnel littéraire : les hystériques et les nymphomanes, les mystiques et les névrosés.

Des observateurs impitoyables

Le plus souvent, ils poussent leur peinture au noir, ayant développé une acuité de regard qui les rend particulièrement sensibles aux tares, aux défauts, aux mesquineries, aux manquements de leurs congénères. Ils avaient fait leur apprentissage de romanciers comme historiens, non pas de la grande histoire, mais de la petite, de l'histoire des moeurs, de la vie privée, des sensibilités, concentrant leur attention sur le XVIII^e siècle, leur siècle de prédilection et le siècle où le raffinement français était à son apogée. Ils y reviendront sans cesse, à travers Watteau ou Prud'hon, les maîtresses royales et les actrices célèbres, utilisant notamment des archives privées et des correspondances, « le charnier de la vérité », selon une expression du *Journal* (6 mars 1867).

Les romans, aussi, selon eux, se faisaient avec des « documents », non pas avec des documents écrits, mais « racontés ou relevés d'après nature ». Aussi nos biographes se lancent-ils sur les traces des enquêtes

menées par les Goncourt et nous entraînent à leur suite à travers le monde des lettres, par exemple, dont les romanciers ont fait, dans *Charles Demailly*, un tableau bien plus satirique, mais bien mieux documenté que ne l'est celui d'*Illusions perdues*. On l'aura compris, cette « biographie génétique » est en même temps une histoire du Paris des lettres et des arts sous le Second Empire et les premières décennies de la III^e République. Une histoire telle que l'ont vécue deux observateurs peu indulgents pour les faiblesses du genre humain, des grincheux, mais aussi des moralistes dans la tradition de La Bruyère, auteur tenu pour mineur à l'époque mais qu'ils considéraient comme un des sommets de la littérature française. À son exemple, ils ont tiré dès 1866 de leur *Journal*, en supprimant les dates, un recueil de maximes, *Idées et sensations*, apprécié par Sainte-Beuve, pourtant heurté par leur irrévérence envers les Anciens, mais chaleureusement loué par Théophile Gautier pour son côté « eau-forte vivement mordue ».

Quant au *Journal*, prétendument commencé au moment du coup d'État de 1851, l'étude minutieuse du manuscrit montre que ce n'est qu'*a posteriori* que les Goncourt ont établi ce lien entre leur entrée en littérature et l'arrivée de Napoléon III. Pour ce faire, ils ont collé, au début du premier cahier, d'anciennes notes, inscrivant ainsi leur ouvrage dans l'histoire et signalant qu'à celle avec un grand H, ils opposaient la leur, celle des arts et des lettres, créations plus pérennes que celles de la politique, pour laquelle ils affichaient un dégoût grandissant. Car le coup d'État les avait « dépolitiqués », comme Baudelaire. Et comme Baudelaire, mais non pour les mêmes raisons, ils s'étaient laissés quelque peu entraîner, sinon enthousiasmer par la révolution de Février. Les journées des 23 et 24 février les ont marqués, ils les évoquent dans *Charles Demailly* et y reviennent vingt ans plus tard dans leur *Journal*. Un de leurs oncles paternels fut membre de la Constituante, puis de l'Assemblée législative. D'autres membres de la famille n'ont pas réussi à se faire élire; Edmond lui-même avait été sollicité... Ils observent avec inquiétude la journée du 15 mai, un 24 février manqué, puis les journées de juin, première étape d'une guerre sociale appelée à se perpétuer. Mais ils savent que tout retour en arrière est impossible, les lois votées par une Chambre rétrograde

contre les attroupements et contre la liberté de la presse leur paraissent une erreur et la violente répression des insurgés une faute grave. S'ils se détournent de la politique comme du domaine du mensonge et des idées reçues, c'est peu à peu et c'est sous Haussmann qu'ils constatent la rupture : « Notre Paris, le Paris où nous sommes nés, le Paris des mœurs de 1830 à 1848, s'en va » (*Journal*, 18 novembre 1860). Ils sont orléanistes, leur milieu favori, c'est la bohème des petits journaux et la bohème des ateliers, celle de Henry Murger et d'Aurélien Scholl. S'ils s'opposent au Second Empire, c'est qu'ils détestent le matérialisme d'un régime de parvenus. Les qualifier simplement de réactionnaires est donc un peu court.

Il en va de même pour leur misogynie. Elle est, pour commencer, d'époque et aussi évidente que celle de Flaubert, de Baudelaire ou de Barbey d'Aurevilly. Mais elle se complique d'un véritable culte rendu à la femme du XVIII^e siècle, le siècle de la femme et le siècle français par excellence. C'est grâce aux femmes, protectrices des arts et des lettres et souvent peintres ou écrivains elles-mêmes, c'est grâce aux cantatrices et aux actrices célèbres dans le monde entier que la France atteint l'apogée de sa culture. Le théâtre restera d'ailleurs une de leurs obsessions, bien qu'ils n'y aient jamais réussi. La femme du XIX^e siècle, en revanche, est incarnée par la lorette, dont Gavarni a si bien rendu la pathétique vacuité. Le XIX^e siècle, et le Second Empire en particulier, est le siècle de la prostitution. Même la princesse Mathilde n'est qu'*« une lorette sur le retour »* (7). Des misogynes, certes, qui avaient la chair triste et qui étaient persuadés de vivre la fin d'une civilisation devenue purement matérielle et à laquelle seul l'art pouvait offrir une planche de salut. Des antisémites, aussi, pour qui les juifs, les protestants, les francs-maçons et les socialistes étaient des ennemis de l'art. L'art étant par définition aristocratique et donc opposé au monde de l'argent...

La biographie de Jean-Louis Cabanès et Pierre Dufief fait le point sur trente années de recherches qui continuent d'ailleurs à suivre leur cours. Elle sera un des instruments de travail indispensables pour tous ceux qui voudront étudier la vie littéraire au XIX^e siècle et les Goncourt en particulier. Elle contribuera aussi à conforter la place des

Goncourt dans le champ littéraire qui est le nôtre. Rendra-t-elle les Goncourt pour autant tout à fait fréquentables? Disons que nous les lirons autrement, en connaissance de cause. Quand on va souper avec le diable, il vaut mieux savoir à qui on a affaire. La rencontre n'en sera que plus intéressante. C'est aussi l'avis de Pierre Ménard qui, dans *Les Infréquentables Frères Goncourt* (8), brosse un tableau alerte de leur vie et de leur œuvre, moins chargé en documents que ne l'est la biographie de Cabanès et de Dufief, mais sa visée n'est pas la même. Il s'agit de faire profiter un public plus large du renouveau d'intérêt qu'ont suscité les Goncourt ces dernières années et de leur attirer de nouveaux lecteurs. Les chercheurs ont tout à gagner d'avoir des vulgarisateurs d'un tel talent.

1. Ainsi, on trouvera en « Folio classique » *Madame Gervaisais* (1982), préfacé par Marc Fumaroli, et *Manette Salomon* (1996), préfacé par Michel Crouzet, en « GF » *Charles Demailly* (2007), préfacé par Adeline Wrona, *Germinie Lacerteux* (2017), préfacé par Nadine Satiat, et chez Rivages poche *La du Barry* (2018), préfacé par Jean-Claude Bonnet.
2. *Les Frères Goncourt : art et écriture*, édition de Jean-Louis Cabanès, Presses universitaires de Bordeaux, 1997.
3. Les actes des deux colloques ont été publiés : Jean-Louis Cabanès, Pierre-Jean Dufief, Robert Kopp et Jean-Yves Mollier, *Les Goncourt dans leur siècle. Un siècle de Goncourt*, Presses universitaires du Septentrion, 2005.
4. Ce n'est pas le cas de la plupart des amis des Goncourt, comme Henry Céard, Henry Murger, Champfleury ou Camille Lemonnier, ni d'Arthur de Gobineau, Eugène Fromentin ou Jules Vallès, bien que les œuvres des trois derniers figurent dans la « Pléiade ».
5. Tous ces volumes sont publiés par les Éditions Honoré Champion.
6. Jean-Louis Cabanès et Pierre Dufief, *Les Frères Goncourt*, Fayard, 2020.
7. Voir le superbe catalogue d'une belle exposition au palais Fesch d'Ajaccio : *Un soir chez la princesse Mathilde. Une Bonaparte et les arts*, sous la direction de Carole Blumenfeld, Philippe Costamagna, Adrien Goetz et Paul Perrin, Silvana Editoriale, 2019.
8. Pierre Ménard, *Les Infréquentables Frères Goncourt*, préface de Michel Winock, Tallandier, 2020.

MARYSE CHOISY, CHAMPIONNE OUBLIÉE DU JOURNALISME D'IMMERSION

› Olivier Cariguel

« Le cercle le plus fermé de Paris, c'est aujourd'hui le "claqué".

Il est plus difficile de devenir grue que d'être admise au Jockey Club ou dans la Société des gens de lettres. »

Maryse Choisy, *Un mois chez les filles*, 1928

Quand Florence Aubenas publie en 2010 *Le Quai de Ouistreham* (1), les lecteurs plébiscitent ce livre-choc qui relève d'un genre ancien, le journalisme d'immersion. L'exercice a des contraintes. L'anonymat le plus total est impératif et l'intrus doit avancer masqué. Fixée à Caen pendant six mois, la reporter s'était glissée dans la peau d'une demandeuse d'emploi pour vivre sous une identité fictive la vie des plus démunis qui errent d'un boulot de misère à l'autre. Plus de 200 000 exemplaires sont écoulés, des adaptations diverses seront lancées. Avant elle, le journaliste d'investigation allemand Günter Wallraff, qui inspira Florence Aubenas, avait deux années durant enchaîné les métiers les plus rudes, les plus déclassés. Grimé en ouvrier turc sans carte de travail, portant perruque, lentilles et grosse moustache, l'infiltré avait pris la tête de l'emploi pour être embauché. Il a trimé comme une bête,

comme un Turc. Témoignage authentiquement vécu, son enquête rava-geuse sur les conditions de travail du monde d'en-bas parue en 1985 puis traduite sous le titre « Tête de Turc » (2) avait conquis les faveurs du public: plusieurs millions d'exemplaires vendus en RFA, 500 000 en France.

Au concours de l'inventeur de ce journalisme d'infiltration qui serait d'origine américaine et attribué trop rapidement, semble-t-il, à Hunter S. Thompson, les femmes ont la part belle. Elles seraient même les initiatrices. On a relevé quelques exploratrices *undercover* récemment tirées de l'oubli sur une liste sans doute non exhaustive. Figure à ce palmarès d'intrépides qui sont jeunes, la pionnière, l'Américaine Nellie Blye du *New York World*, internée volontaire dans un asile à 23 ans en 1887, le Blackwell's Island Hospital à New York (3). Cette « moins que rien armée d'un calepin » a simulé pendant une semaine la démence. Il faut croire qu'elle fit des émules. Empruntant son village, une autre Américaine, Elizabeth L. Banks, elle aussi âgée d'une vingtaine d'années, reprit le flambeau du procédé d'immersion, habillée d'un tablier pour dévoiler le traitement réservé aux bonnes et aux soubrettes des maisons londoniennes. *Dans la peau d'une domestique anglaise* (4) racontait plusieurs expériences similaires. Chaque fois, ces ouvrages décapsants poussent les portes de mondes clos, confinés, parfois en marge de la société. Le voyeurisme est de mise, expliquant peut-être l'écho médiatique et le succès de librairies.

Une personnalité excentrique qui perça au cours des Années folles a elle aussi battu des records de ventes après avoir pénétré des maisons de rendez-vous, dont elle tira un tableau pittoresque avec un style et un sens de la formule percutants. La Française Maryse Choisy (1903-1979) reste aujourd'hui fort méconnue. Son spécialiste attitré, Grégory Haleux, lui a consacré un blog (5) regorgeant d'informations les plus sûres, tant sa vie est nimbée de mystère, à commencer par sa naissance et ses parents. « Polygraphe un peu boulimique » selon François Mauriac, elle a eu plus d'une vie, comme le résume Grégory Haleux au fronton de la page d'accueil de son site encyclopédique:

Olivier Cariguel est historien, spécialiste de l'édition et des revues littéraires du XX^e siècle à nos jours. Dernier ouvrage édité : Maurice Garçon, *Huysmans à Ligugé* (Le Lérot, 2019).
 > ocariguel@yahoo.fr

« romancière, journaliste, poétesse, psychanalyste, suridéaliste (*sic*), philosophe, occultiste, mystique, orientaliste, professeure de yoga, peintre, aviatrice, dompteuse », etc. Le grand fait d'armes de Maryse Choisy est son livre *Un mois chez les filles*, « le plus curieux, le plus hardi reportage qu'une femme ait jamais osé vivre et écrire », selon la réclame de son éditeur en 1928 (6). Il aurait séduit 450 000 lecteurs, émoustillés de « pénétrer les secrets du temple d'Aphrodite ». L'intrusion de Maryse Choisy se révèle d'autant plus passionnante qu'« un journaliste mâle ne pouvait évidemment pas s'offrir cette fantaisie », notait un critique à la sortie de l'ouvrage (7). Comment postule-t-on à un lupanar ? Quels sont les codes ? Pour être femme de chambre, Maryse Choisy a sélectionné son lieu de travail dans le *Guide rose. Annuaire-indicateur des maisons et salons de société, maisons de massage et de rendez-vous de Paris, provinces, colonies*. Cet outil professionnel est un ouvrage qui « ne doit pas être exposé publiquement ni vendu » et donne les adresses des lieux de plaisir pour gens bien informés.

Maryse Choisy passe en revue beaucoup d'établissements, qu'elle décrit avec force détails : décoration des chambres, nombre de sous-maîtresses, de filles, prix des bouteilles de champagne (Pommery, Roederer) et confidences des employés. Lors de sa tournée des grands-ducs, elle entre au Chabanais, « un musée national, un monument historique, comme le Louvre et la tour Eiffel », véritable « palais des convoitises du monde ». Cette institution bordelière où règne une stricte discipline rappelée par des écrits accueillait les célébrités et le gotha. La chambre dite du roi Édouard VII possédait un lit écusonné, des panneaux hindous et une chaise-cheval dont Maryse Choisy aurait bien voulu connaître l'usage et, ajoute-t-elle avec malice, « surtout l'usage qu'en faisait Édouard VII ». Quant aux filles, attention, « une demoiselle du Chabanais est, à toute autre fille en maison, ce qu'est l'asperge au poireau ». La politesse et la bonne éducation y sont une marque de fabrique. Maryse Choisy détaille les catégories socioprofessionnelles des ouvrières de la ruche, la famille complète : la sous-maîtresse (« une femme respectable qui connaît la place du cor sur chaque pied de la ville »), la fille d'amour (« chouchou de la patronne, maîtresse du patron »), les filles, la boniche, les femmes

comme il faut. Toutes les sortes de maisons sont dépeintes successivement : les « agences d'amour », les « boîtes pour ouvriers », les maisons d'hommes pour hommes (« Chez Roland »), les bordels de province, qu'elle assimile à des couvents à cause de la paix et de la vie de famille qui y règnent.

Forte de son succès auprès d'un large public, Maryse Choisy déclina le genre du reportage vécu en donnant *Un mois chez les hommes* (1929), où, déguisée en moine, elle passe un mois dans un monastère du mont Athos en Grèce, devant repousser à la fin de son stage les assauts d'un moine. Suivit *Un mois chez les députés. Reportage fantaisiste* en 1934. Féru d'occultisme, elle créa de 1935 à 1937 trois revues éphémères, *Votre destin*, *Votre bonheur* et *Consolation, l'hebdomadaire des forces occultes*, ce qui lui permit de fréquenter « des petits mages qui rêvaient d'aventures faustiennes ». Elle se perd dans le monde louche des sectes initiatiques, mais refuse apparemment d'assister à des messes noires. En 1935, elle créa l'Arot (Association pour la rénovation de l'occultisme traditionnel). Au rang des célébrités, elle connut Freud, compta dans la renaissance de la psychanalyse en 1945 et eut pour secrétaire dans les années cinquante Christian de La Mazière, préteur Waffen-SS français, à l'époque recyclé dans le milieu du cinéma et bel-ami de Dalida. Il creva l'écran plus tard dans le film *Le Chagrin et la Pitié* en révélant son engagement hitlérien, qu'il exposa dans sa confession *Le Rêveur casqué* (1972).

Personnage énigmatique dont la vie hors des clous n'a pas fini d'être explorée, Maryse Choisy appartient au clan des célébrités oubliées qui ont circulé dans une multitude de milieux interdits et fascinants.

1. Florence Aubenas, *Le Quai de Ouistreham*, Éditions de l'Olivier, 2010.
2. Günter Wallraff, *Tête de Turc*, traduit par Alain Brossat et Klaus Schuffels, préface de Gilles Perrault, La Découverte, 1986.
3. Nellie Blye, *10 jours dans un asile. Un reportage*, traduit par Hélène Cohen, Éditions du Sous-sol, 2015.
4. Elizabeth L. Banks, *Dans la peau d'une domestique anglaise et autres immersions d'une journaliste américaine dans le Londres victorien*, traduit par Hélène Colombeau et Hélène Hinfray, présentation de Mario Pasa, Payot, 2018.
5. [Http://maryse-choisy.gregory-haleux.com](http://maryse-choisy.gregory-haleux.com).
6. Maryse Choisy, *Un mois chez les filles. Reportage*, Aubier-Montaigne, coll. « Le gai savoir », n° 9, 1928. Le livre a été réédité en 2015 chez Stock avec une introduction (approximative et parfois fautive) de Julia Bracher.
7. Le Lutécien, « Livres du jour », *Comœdia*, 12 juin 1928, p. 4. Article reproduit sur le site Internet de Grégory Haleux. De nombreux documents (photographies, articles, couvertures de livres) sont reproduits.

MARCEL PAGNOL ET LES MORALISATEURS

› Karin Hann

Après la Renaissance qui devait bouleverser l'histoire de la littérature et des arts, la querelle des Anciens contre les Modernes devient un débat récurrent à travers les siècles. Au XVII^e, Boileau promeut l'Antiquité grecque et romaine dans le théâtre classique, s'opposant ainsi au désir de modernité de Charles Perrault, lequel revendique le droit à l'innovation. Le XVIII^e est un bouillonnement intellectuel et social qui mènera à l'éclatement de la société française à travers la Révolution. On qualifie alors le régime d'« ancien » dans tout ce que ce mot peut avoir de péjoratif, et le pré-romantisme supplante peu à peu l'idéal classique. Mais dès 1830, la bataille d'*Hernani* fait rage, secouant de nouveau le monde littéraire, et opposant cette fois les romantiques, sous l'égide de Victor Hugo, à ces mêmes classiques, dans une volonté d'assouplissement des formes et de liberté créatrice qui met le moi au centre de sa recherche.

Cet éternel conflit se métamorphose encore au XX^e, dans une littérature de l'idée, plus engagée politiquement et marquée, dans la seconde moitié du siècle, par les bouleversements de mai 1968.

Toutes ces batailles visaient surtout le style.

On pouvait légitimement imaginer, en 2020, être affranchis de ces clivages, dans une liberté de ton chèrement acquise. On découvre qu'il n'en est rien. Le débat fait sa mue, et les antagonismes se situent aujourd'hui, ce qui est plus grave, non dans la forme mais dans le fond ; dans une volonté – légitime ou non – de distinguer l'œuvre de l'artiste, ou bien dans l'analyse des thèmes-forces d'un auteur à l'aune de ce qu'on appelle, sans complexe, le « politiquement correct ». Or, dès lors que la morale s'invite dans le débat, immanquablement, elle le sclérose.

La première phase de cette bataille a déjà eu lieu. Elle a naguère opposé Proust à Sainte-Beuve au point que l'auteur de *La Recherche* s'est vu contraint d'écrire *Contre Sainte-Beuve*, livre dans lequel il défend, avec moult arguments, sa théorie. Non, argumente-t-il en substance, il ne convient pas de juger la qualité d'une œuvre à l'aune de la vie privée de son créateur. Si les révolutionnaires abolissent en 1791 le « crime de sodomie », les homosexuels continuent à être discriminés et Proust ne peut qu'y être sensible. On envisage combien il eût été effarant de nier les qualités littéraires et esthétiques intrinsèques à l'écriture proustienne au seul motif que la vie affective de l'écrivain ne correspondait pas aux bonnes moeurs de l'époque.

À l'inverse, ne pas encenser un auteur dont le récit autobiographique décrit des actes criminels commis, assumés voire revendiqués dans son livre nous apparaît légitime aujourd'hui. En résumé, la ligne rouge ne sera ni la morale ni la vindicte populaire mais bien la loi.

Il serait opportun de s'en souvenir lorsque l'on juge, à l'heure actuelle, des écrivains du siècle dernier. Tel l'historien qui se doit de toujours remettre l'époque en perspective dans une mise en abyme indispensable à la bonne compréhension de ses découvertes, il convient de contextualiser une œuvre avant de la catégoriser de manière péremptoire.

Un auteur apparaît presque emblématique dans ce contexte où le politiquement correct érigé en dogme devient hélas la règle suprême. Il s'agit de Marcel Pagnol.

Karin Hann est écrivaine. Elle est notamment l'auteure de *Marcel Pagnol. Un autre regard* (Rocher, 2014). Dernier ouvrage publié : *Reine des Lumières* (Rocher, 2017)
 › www.karinhan.com

Encensé de son vivant, adulé par son public, reconnu par ses pairs, qui l'élisent à l'Académie, il a connu pourtant depuis quelques vicissitudes. Dédaigné, au fil du temps, par une intelligentsia parisienne qui le voudrait abscons quand il se révèle accessible jusqu'à l'épure, il essuie aujourd'hui régulièrement la critique de ceux qui voient en lui un écrivain moraliste, voire moralisateur, prônant l'honneur d'une femme dans le mariage – donc l'antiféminisme –, l'invisibilité des communautés dites « racisées » et la négation des homosexuels. De là en faire un écrivain machiste, raciste et homophobe, il n'y a qu'un pas qui est parfois, ça et là, honteusement franchi.

L'étude approfondie de l'œuvre de Pagnol révèle en réalité un humanisme profond et un esprit de tolérance assez rare et au contraire suffisamment avant-gardiste pour être salué. Puisque le débat entre la vie de l'homme et son œuvre fait rage, il convient ici de souligner, au passage et non comme un argument mais à titre informatif, que Pagnol eut une vie amoureuse extrêmement dense, émaillée de passions orageuses, de liaisons clandestines et de mariages, heureux ou malheureux. Il eut la joie d'être père plusieurs fois, avec différentes compagnes et parfois en dehors des liens matrimoniaux. Liberté de mœurs, donc, dans une époque plutôt corsetée.

Mais ne nous arrêtons pas à ces détails après avoir affirmé qu'ils ne sauraient argumenter le débat et considérons plutôt les thèmes-forces de sa production et parmi ceux-ci, celui de la « fille-mère », ou mère célibataire. Sensibilisé à l'extrême au rejet effroyable dont ces jeunes femmes faisaient l'objet par l'histoire de sa propre mère, la frêle Augustine décrite avec tellement de ferveur dans les *Souvenirs d'enfance*, tombée enceinte un an avant ses noces, Pagnol est, par essence, celui qui défend et réhabilite celles que l'on nommait avec mépris des « pêcheresses ». La communauté qui bannit, condamne et tente de dissimuler la vérité en les mariant de force pour que l'enfant naîsse « dans l'honneur » est dénoncée sans relâche et sans concession par l'écrivain. « Il est là, le vrai déshonneur », fait-il dire à Fanny, dans sa fameuse trilogie. Cette position est assez courageuse si l'on restitue ses œuvres dans la mentalité de l'époque où l'avortement et la contraception n'existaient pas! Rappelons cette très belle tirade du boulanger dont l'épouse s'est enfuie avec un jeune berger :

« Je suis vieux, je prends du ventre, c'est une injustice terrible pour elle. Parce qu'elle, c'est mon idéal, et moi, je ne suis pas le sien... Maillefer me dit que je suis un cornard: c'est vrai, et ce n'est pas vrai. Écoutez, mon père, une femme aussi jeune qu'elle, ça doit avoir un mari superbe: jeune, musclé, jeune, bronzé, jeune, intelligent, jeune... Eh bien, son mari, c'est moi! Ça veut dire que j'ai eu de la chance, une chance de cocu... Lequel est-ce qui est trompé? Ce n'est pas moi: c'est le beau jeune homme qui la méritait. On dit qu'elle me trompe avec le berger. Pas du tout. C'est moi qui, depuis cinq ans, ait trompé le berger avec elle! Alors de quoi je me plaindrais? »

Pagnol érige le personnage du cocu en un être aimant désespéré qui atteint au sublime. Car, comme il le dit lui-même, « on peut être ridicule quand on aime, on ne l'est jamais quand on souffre ». Et quelle incroyable modernité quant à la libération de la femme! Rappelons que nous sommes dans les années d'avant-guerre, en 1938! Par ailleurs, à l'instar de César, d'Honorine ou du Puisatier, le cinéaste met souvent en scène des familles monoparentales, à rebours de l'image d'Épinal que l'on conçoit de la famille à l'époque. Le père n'est pas celui qui donne la vie ou qui paie les biberons. Le père, affirme César, c'est celui qui aime! Au fond, on sent que Pagnol veut nous dire « qu'importe le mariage ou la morale de la société, seul compte l'amour ». Moralisateur, donc? Que nenni!

Reste l'homosexualité. Si Pagnol compte de nombreux amis homosexuels dans sa vie privée, force est de constater en effet qu'il ne met pas en scène dans sa production, qu'elle soit cinématographique ou littéraire, d'amour de ce type. Mais là encore, il ne s'agit que d'une question d'époque. N'y cherchons pas la moindre discrimination. À aucun moment, et dans aucune de ses œuvres, on ne saura trouver trace d'homophobie. Ce procès qui lui est injustement fait parfois repose non sur ce qu'il aurait pu dire, mais sur ce qu'il n'a pas écrit.

Vous avez bien lu. Parce que Pagnol n'a pas filmé ou inventé une histoire d'amour entre deux personnes du même sexe, il prônerait, pour certains, un rejet des homosexuels. Quelle absurdité quand on

connaît l'ensemble de sa production, littéraire ou cinématographique, ainsi que l'homme qu'il était et que l'on découvre tant dans sa correspondance que par le témoignage des gens qui l'ont connu.

La vérité est tout autre. L'amour, pour Pagnol, est à l'image de son œuvre ; universel et intemporel, il n'admet aucune frontière, qu'elle soit sociale, raciale, ou sexuelle. Il concerne l'humanité toute entière, à travers les âges et les continents. Traduit dans toutes les langues, Pagnol parle le langage d'un jour et de toujours. Son inspiration ne se soumet ni à la politique ni à la mode, puisqu'elle décrit l'éternel humain.

Reste qu'au-delà du cas de Pagnol, d'autres questions se posent : Que sait-on des silences d'un artiste ? Peut-on faire de la gnose sur un non-sujet ? Et qui sommes-nous pour déduire que les thèmes qui n'apparaissent pas dans l'imaginaire d'un artiste constituerait une forme d'ostracisme de sa part ? Serions-nous en train d'appliquer une forme de règle des quotas aux créateurs du passé, inventant ainsi un vertigineux délit de non-représentation ?

Il serait peut-être temps que l'on cesse d'élaborer un présent qui ne se réduit qu'à la négation ou à la déconstruction du passé. La création littéraire et artistique est une dialectique qui s'appuie sur les œuvres et l'histoire de nos aînés, non pour les rejeter à l'aune de notre morale contemporaine, laquelle est par ailleurs perfectible, mais pour les appréhender avec sérénité dans le but de se les réapproprier et de créer.

Alors, dans une perspective de bienveillante contextualisation dénuée de tout jugement, serons-nous en mesure de boire aux sources d'une inspiration renouvelée et dans cet ancrage culturel exceptionnel qui est le nôtre, d'apprécier enfin et sans arrière-pensée, le beau dans l'art.

CRITIQUES

LIVRES

- 174 | Port-Royal des Champs au prisme de son jardin
› **Eryck de Rubercy**
- 176 | Du bon usage des vertus sur le sol français
› **Patrick Kéchichian**
- 179 | Degas de France
› **Stéphane Guégan**
- 182 | Napoléon devant l'océan
› **Michel Delon**

FILMS

- 184 | Trois écrivains
› **Richard Millet**

MUSIQUE

- 187 | Le grandiose et dououreux destin du pianiste Leon Fleisher
› **Olivier Bellamy**

DISQUES

- 190 | Multitudes intimes
› **Charles Ficat**

EXPOSITIONS

- 192 | Turner, le paysage comme histoire
› **Bertrand Raison**

LIVRES

Port-Royal des Champs au prisme de son jardin

› Eryck de Rubercy

Cela fait des années que Sylvain Hilaire, historien de l'environnement, se consacre à Port-Royal des Champs, dont il n'ignore rien et où, attaché de conservation et responsable du centre de ressources documentaires, il vit, pour ainsi dire. Son livre *Le Jardin de Port-Royal* (1), est la somme de recherches et d'études rivées à ce qui lui a donné son titre et menées dans le cadre d'une grande thèse d'État unanimement saluée par son jury. Gageons qu'il ne passera pas inaperçu auprès du grand public ainsi qu'auprès de la communauté scientifique internationale. C'est que son sujet s'écarte de ce qu'on peut lire d'ordinaire sur Port-Royal en se concentrant non pas sur son histoire religieuse avec la querelle du jansénisme mais sur ses jardins. Jardins qui, dans la filiation de la tradition augustinienne et des grands modèles monastiques (en particulier bénédictin mais aussi cistercien), caractérisent l'identité du lieu et sa valeur unique en termes paysagers. « Lieu sacré entre les lieux sacrés », pour reprendre les mots de François Mauriac. Et cela, en l'absence de toute construction ancienne, si ce n'est un colombier, après qu'en 1710, sur volonté de Louis XIV, l'abbaye a été rasée pour renaître ensuite comme entité patrimoniale.

L'image du jardin se révèle en effet particulièrement signifiante et même incontournable dans la spiritualité des gens de Port-Royal, pour lesquels la physionomie du site correspondait à l'archétype du « désert » lié, comme un lointain écho du paradis perdu, à la désobéissance originelle d'Adam. Cette double expression du désert et du jardin renvoie au principe monastique de transfiguration du *locus terribilis* en *locus amoenus*: « une résurgence, manifestation terrestre du jardin de paradis, tout à la fois image vivante de l'ancien Éden, sorte d'œcumène originel, et avant-goût d'un paradis céleste à venir »,

explique Sylvain Hilaire. Cette « théologie du jardin », à la fois pénitentielle et rédemptrice, qui constitue le cœur matriciel de l'héritage chrétien, va jusqu'à prendre une gravité et une profondeur particulière à Port-Royal. La solitude y aurait été ainsi vécue au travers de cette rencontre improbable entre l'intérieurité du croyant et l'extérieur du paysage de l'ascèse comme lieu de rencontre privilégié avec le divin. D'où cette double lecture si importante du site de Port-Royal des Champs entre « simplicité des paysages existants et puissance des paysages rêvés, magnifiés aux sources de l'imaginaire chrétien ».

Mais le plus surprenant est que cette veine religieuse a participé activement dès les années 1630 à la maturation du paysage classique. En effet, souligne Sylvain Hilaire, « on retrouve à Port-Royal des Champs des principes de sacralisation de l'espace qui procèdent d'une convergence unique de plusieurs déterminants naturels et culturels dans un contexte historique qui correspond à l'émergence du classicisme français ». Le bouleversement culturel se joue même dans la seconde moitié du XVII^e siècle, également appelé « Grand Siècle des jardins », avec, impulsé par le rigorisme janséniste, « l'inflexion du jardin classique vers plus d'abstraction et d'épuration formelle ». Port-Royal des Champs finit par incarner la forme religieuse et sacralisée de cette nouvelle esthétique profane, le modèle classique du paradis terrestre. Tant et si bien qu'André Fraigneau avait visé juste en écrivant que « [...] nous foulons l'herbe désordonnée de Port-Royal et le Tapis vert de Versailles avec le sentiment de visiter les deux versants d'un seul jardin français ». Comme si l'affrontement des deux grands modèles culturels du siècle classique était inscrit dans la topographie d'un même territoire.

L'intuition de départ de Sylvain Hilaire est on ne peut plus judicieuse et pertinente: derrière les traditions historiographiques courantes sur Port-Royal, le thème du jardin est bel et bien un fil conducteur central et structurant dans l'expérience et l'identité port-royaliste. Sa brillante, convaincante et foisonnante démonstration, véritable relecture du phénomène janséniste, le prouve. En cela surtout que l'espace du jardin est un lieu hautement politique, vers lequel convergent nombre de valeurs et références culturelles qui, même sous le cou-

vert d'un discours religieux, peuvent être perçues comme séditieuses par l'autorité monarchique. De quoi faire paradoxalement de Port-Royal « le bastion d'une résistance interne au modèle culturel unique imposé à Versailles » en même temps que « l'un des principaux artisans du classicisme français ». C'est ainsi que l'épuration continue de la pensée et de l'art classique s'est progressivement accompagnée à partir des années 1680 d'une radicalisation grandissante des positions autour du jansénisme jusqu'à ce que, gênant l'ascension du Roi-Soleil, Port-Royal finisse par être détruit au seuil du siècle des Lumières. Et Sainte-Beuve d'expliquer à sa manière que « l'admiration dont Port-Royal était l'objet, et qui amenait ce concours de pèlerins grands et petits dans un désert voisin de Versailles, devenait un danger sous un roi qui n'aimait de bruit et d'éclat que celui qu'il faisait et qui se rapportait à lui ».

1. Sylvain Hilaire, *Le Jardin de Port-Royal. Étude des jardins et des paysages culturels*, Classiques Garnier, 2020.

LIVRES

Du bon usage des vertus sur le sol français

› Patrick Kéchichian

« En naissant, nous recevons en héritage une terre promise que nous passons notre vie à conquérir », écrit Xavier Patier à l'avant-dernière page de son livre. Si je m'autorise la facilité d'amorcer ma critique par une citation, c'est que celle-ci résume (plus exactement synthétise) le propos de l'auteur. Elle a aussi l'avantage de fort bien illustrer son style de pensée et sa sensibilité. L'ambivalence entre passé et futur, on la retrouve dès le titre du livre, qui peut sembler en contradiction avec son funèbre et littéraire sous-titre (1). Et pourtant non, la contradiction n'est qu'apparente. Elle parle même, avec éloquence et conviction, en faveur de l'harmonie rêvée, retrou-

vée, de la reconnexion, comme on dirait aujourd’hui, entre ces deux temps. Pour rétablir ce lien, Xavier Patier y met du sien, s’impliquant très personnellement dans la réflexion historique et spirituelle (bien plus que politique) qu’il mène. Même si, à l’arrivée, l’ensemble de cette réflexion n’ouvre pas forcément, et même pas du tout, sur un avenir radieux... Il ne s’agit pas d’une « démonstration » mais, selon ses propres mots, d’un « témoignage », d’un « essai », c’est-à-dire une « tentative de renouer, à partir de réminiscences fugitives, le fil d’une histoire invisible qui en est à son commencement ».

Ce « commencement »... c’est d’abord celui d’une fin, la fin d’une époque. La date-butoir : 1970. Cette année-là, Xavier Patier, jeune provincial (de Corrèze), futur écrivain et haut fonctionnaire, a 12 ans. Mai 68 est dans toutes les mémoires, laissant un sentiment mêlé, alourdi de naïves, ou coupables, illusions. Le XX^e siècle a encore trois décennies devant lui. À quelques semaines de distance, à la fin de cette année fatalement symbolique, trois grandes figures françaises, attachées les unes aux autres, disparaissent, « un Prix Nobel, un ancien déporté et un général » : François Mauriac le 1^{er} septembre ; Edmond Michelet (le grand-père de l’auteur, résistant, ministre de De Gaulle) le 9 octobre ; Charles de Gaulle le 9 novembre. C’est un crépuscule. C’est le requiem d’une époque désormais révolue qui commence à résonner dans les consciences. Ce chant n’est pas, ou pas seulement, une lamentation. Dans ses modulations, le triple deuil prend sens. Il est une alerte. Aux yeux de l’écrivain – et c’est tout le projet de ce livre plein d’ardente audace – ces noms incarnent les trois « vertus théologales fondatrices du génie français » : Mauriac la foi, de Gaulle l’espérance et Michelet la charité.

Xavier Patier a conçu son essai à la lumière de cette trinité des noms et des vertus. Son admiration informée et réfléchie (ce n’est pas un exalté...) pour ces trois figures tutélaires prend la forme d’une dette, qu’il acquitte avec conscience, à des degrés divers : de grande reconnaissance littéraire et spirituelle pour Mauriac ; plus intimement pour Edmond Michelet ; dans la conviction que de Gaulle est le dernier des grands hommes d’État. Après lui, Pompidou, Giscard et surtout Mitterrand, un « catholique sans la foi », disciple de Chardonne

plus que de Jaurès, s'éloignent de plus en plus des racines chrétiennes de la nation française. Ils figurent (et pas seulement eux) les degrés d'un abaissement, d'un renoncement. Une « honnête médiocrité » remplace un devoir, une vocation. Quant aux trois vertus chrétiennes soumises à une inéluctable « déconstruction » dans ce dernier demi-siècle, elles ne cessent de dessiner un chemin qui va bien au-delà de l'histoire passée et présente, un chemin qu'on doit dire de transcendance. Un but. Un idéal, qui, lui, ne meurt pas. Homme de foi, Xavier Patier ne peut en douter.

« Nous n'avons pas à éprouver la nostalgie d'une culture chrétienne, mais le désir de l'amour universel du Christ. » Contrairement à une certaine tendance, idéologique plus que spirituelle, ce n'est donc pas l'amer regret d'une France agressivement chrétienne, fantasmatiquement éternelle, qui est ici déployée. Il ne s'agit pas de brandir des bannières avec les figures de nos saints mais de comprendre l'évolution des choses – pour y remédier. Comme chez Péguy, la foi est aussi, d'abord, exercice de l'intelligence, du discernement. Dès lors, toute instrumentalisation politique est à bannir. Et aussi toutes les « chimères identitaires ». Bien méditée et pratiquée, la charité « rend aux questions d'identité et de culture leur statut de querelles provisoires ».

Xavier Patier écrit, d'une manière lucide et décisive, que « la crise politique est une crise du verbe ». Il souligne que « nous ne sommes plus les enfants d'un certain pays mais ceux d'une certaine génération », avant d'ajouter, avec un accent résolument péguyiste : « Nous ne sommes plus d'une certaine lignée mais d'un certain instant. » Au-delà de toute complaisance mélancolique et mortifère, il dit aussi : « La politique est malade de populisme punitif, de foucade identitaire et de pessimisme addictif, triple pathologie de nature théologale et dont la guérison sera théologale. » Il replace ainsi son engagement à la seule lumière de la foi, de l'espérance – et de la charité, qui est leur clef de voûte.

1. Xavier Patier, *Demain la France. Tombeaux de Mauriac, Michelet, de Gaulle*, Cerf, 2020.

LIVRES

Degas de France

› Stéphane Guégan

L’attachement viscéral d’Edgar Degas (1834-1917) à son pays et sa culture, comme toute évidence, demande à être réexamинé à chaque occasion qui nous en est offerte. Celle que constitue la nouvelle édition de sa correspondance était très attendue, mettant même notre patience à rude épreuve. Attente et patience sont plus que comblées... Après avoir tant contribué à l’intelligence de sa peinture et de sa vie, Theodore Reff a voulu faire un monument des 1 240 lettres de Degas qu’il est parvenu à réunir et souvent retranscrire à partir des manuscrits (1). Du monument, ces trois volumes sous toile rouge et emboîtement ont l’aspect, mais la solidité du contenu est plus impressionnante encore. Laissons d’abord parler les chiffres. En 1931, persuadés de la valeur de cette correspondance alors éparses, deux hommes publiaient 189 lettres du peintre, Marcel Guérin et surtout Daniel Halévy, l’ami de Marcel Proust, le collaborateur de Charles Péguy et un intellectuel majeur du temps. Il entrait du devoir filial dans l’entreprise. Le père de Daniel, l’écrivain, librettiste et homme de théâtre Ludovic Halévy, fut l’un des complices les plus chers de Degas avant que l’affaire Dreyfus ne mit fin à leur relation et à leurs dîners hebdomadaires. Cette rupture, on le voit, n’avait aucunement terni l’admiration de Daniel pour le peintre et, on le sait moins, pour le vieil ami perdu. Grasset, l’éditeur des Halévy, remit le livre en circulation après la guerre de 1939-1945, enrichi de 62 lettres. En soixante-quinze ans, leur nombre s’est donc multiplié par cinq. Cet envol du corpus, dont Reff n’est pas seul responsable, suffirait à justifier la présente publication. Mais il y a plus. Bien des erreurs de date ou de lecture, bien des lacunes s’étaient glissées dans les travaux de ses prédécesseurs. Reff, en plus de ce toilettage payant, assortit chaque lettre d’un appareil de notes aussi substantielles que son copieux avant-propos.

Très jaloux de ses amitiés et donc très généreux envers ses rares amis, redoutable et souvent excessif avec les autres, Degas écrivait comme il parlait, dans la haine des phrases, de l'alambiqué, qu'il réfère ici et là aux frères Goncourt (bien qu'il les ait lus avec intérêt et ait reçu d'Edmond, en 1874, son certificat de modernité). Le jeune Paul Valéry fit l'expérience de ce verbe dru, cru, aimant ébranler ou blesser, avant de s'en faire tardivement le dépositaire. Son *Degas Danse Dessin* (Gallimard, 1936) reste le meilleur livre jamais écrit sur le peintre malgré le malaise que lui causait la verdeur intempestive et provocatrice du vieil artiste. C'est qu'on garde, les années venues, le cœur de sa jeunesse... Degas a abusé de cette anomalie, qui s'aggravait, chez lui, du sentiment des bassesses dont il était entouré. Dès les années 1850, à 20 ans, cherchant sa voie entre Ingres, Delacroix et Courbet, ce fils et petit-fils de banquier se veut le chevalier d'une époque où il les sait rares. Il effraie les siens, riches pourtant de Napolitains et de créoles, par son effervescence inapaisable. Ses lectures soufflent sur la braise intérieure, Pascal, Racine, Saint-Simon, Voltaire, Diderot, Balzac, mais aussi Dante, Cervantès, la Bible, *Les Mille et Une Nuits*... Une vraie bibliothèque ambulante que nous ouvre sa correspondance et dont l'analyse de l'œuvre devra mieux tenir compte. Les experts de Degas n'ont pas toujours très bien saisi l'apparente contradiction qu'il y avait à cultiver ensemble une fidélité certaine à la littérature de l'Ancien Régime et une adhésion à l'héritage de la Révolution. L'héritage politique, régalien précisément, et non tous les effets de la démocratisation... Celui que de bonnes âmes disent aujourd'hui réactionnaire a tout du républicain conservateur (le seul capable, dirait-il, de conserver la République!). Une partie de sa famille italienne a été mêlée au « printemps des peuples » de 1848, et lui-même en a retrouvé l'esprit durant la guerre franco-prussienne de 1870 et chez les communards après leur défaite. Contrairement à son ami James Tissot, Degas n'a pris part qu'au siège, sous l'uniforme de la Garde nationale, et aura quitté Paris dès la mi-mars 1871. Mais le souvenir de ce double gâchis ne le quittera plus. Il faudra la menace d'une restauration monarchique en 1872-1873 pour qu'il pardonne à Thiers la « semaine sanglante ». Ses lettres nouent aussi patriotisme meurtri et anti-dreyfusisme virulent.

Plutôt que d'en faire un antisémite de stricte observance, comme le veut la vulgate, et comme le corrigeant ses relations moins sectaires avec les Halévy, Ernest May ou encore Camille Pissarro, il serait plus juste de ramener les mauvaises passions du vieux Degas à leurs racines patriotiques, mot qu'il affectionnait entre tous (2). Ce lecteur enthousiaste de Darwin, qu'il dévore en 1872 et applique à l'ethnographie de la société parisienne, n'était-il qu'un raciste ordinaire, selon une terminologie remise à l'honneur ces derniers mois ? Les lettres et la sociabilité des années 1890 qu'elles éclairent introduisent une alternative à la diabolisation banale du peintre et de son cercle, des chers Rouart à Julie Manet, de Forain aux officiers, tel le général Mercier, qu'il lui arrive de croiser (3). La même prudence élémentaire devrait être observée à propos des autres procès dont le Degas posthume charrie le poids. Je veux parler de sa prétendue misogynie, des représentations dégradantes du corps féminin que multiplierait sa peinture, de son rapport ambigu à l'argent, de son rôle aussi suspect au cœur de l'impressionnisme (mot qui le révulsait) et de ses expositions. Il n'est aucun de ses sujets sur lesquels l'édition Reff des lettres de Degas n'autorise des vues plus saines et plus informées... La nouvelle morale s'est tellement crispée qu'elle revient même sur la part d'autonomie que les marxistes des années soixante et soixante-dix accordaient à l'acte esthétique. Or Degas lui-même, plume en main, est la preuve vivante du contraire. Sa liberté en art ne connaissait aucune limite, écoutons-le, pour finir, secouer Tissot, exilé à Londres, en février 1873 : « Rappelez-vous l'art des [frères] Lenain et tout le Moyen Âge français. Notre race donnera quelque chose de simple et de hardi. Le mouvement naturaliste dessinera comme les grandes écoles, et on reconnaîtra alors sa force. Il y a bien souvent comme l'exploitation d'un truc dans cet art anglais qui nous plaît tant. On peut mieux faire qu'eux et aussi fermement. »

1. *The Letters of Edgar Degas* (Les Lettres de Degas), édition bilingue éditée et annotée par Theodore Reff, trois volumes, The Wildenstein Plattner Institute-The Pennsylvania State University Press, 2020.

2. Sur ce point, voir à travers mon essai « Edgar D. vu par Ernest R. » le témoignage d'Ernest Rouart, le mari de Julie Manet, dans le catalogue d'exposition *Degas Danse Dessin. Hommage à Degas avec Paul Valéry*, Musée d'Orsay-Gallimard, 2017, p. 94-103.

3. Quant à l'affaire Dreyfus et au milieu de Degas, voir l'excellent chapitre que Dominique Bona leur consacre dans *Deux sœurs. Yvonne et Christine Rouart. Les muses de l'impressionnisme*, Grasset, 2012, p. 249-271. Voir également le beau livre de Daniel Halévy, *Regards sur l'affaire Dreyfus*, Éditions de Fallois, 1994.

LIVRES

Napoléon devant l'océan

› Michel Delon

« Soldats, l'Europe a les yeux sur vous » (Toulon, 1798). « Soldats, nous avons une carrière de fatigues et de dangers à courir » (Saint-Jean d'Acre, 1799). « Soldats, je suis content de vous » (Austerlitz, 1805). « Soldats, j'ai besoin de vous » (Saint-Cloud, 1808). « Soldats, nous n'avons pas été vaincus » (Golfe-Juan, 1815). Celui qui signe « Buonaparte », « Bonaparte », puis « Napoléon », ou même « Nap. » et « Np » pour les intimes, est homme de parole autant que de guerre. Le stratège introduit la vitesse, il déplace ses troupes avec une rapidité que les anciennes armées ignoraient. L'orateur cultive le laconisme, c'est un soldat qui s'adresse à ses hommes, les interpelle directement. Il a préparé les opérations sur une carte, il s'assure du moral des troupes par des mots qui frappent. Après la bataille, il fixe la version des faits et diffuse le récit qui va se répéter de feuille en feuille, de bouche en bouche. Il ne suffit pas de faire l'histoire, il faut l'écrire. Après la bataille de Marengo, où le général Desaix a été tué, Bonaparte se laisse aller : « Je suis inconsolable », « Sa mère, la République perdent beaucoup, mais je perds plus qu'elles [...] Je suis dans la plus grande douleur de la mort de l'homme de France que j'aimais et que j'estimais le plus. » Un bulletin de l'armée efface bientôt cet aveu et fige le vainqueur de Marengo : « Lorsqu'on vint, au milieu du plus fort du feu, annoncer au Premier Consul la mort de Desaix, il ne lui échappa que ce seul mot : Pourquoi ne m'est-il pas permis de pleurer ? » Le corps du frère d'armes est transporté à Milan pour être embaumé, tandis que le Premier Consul prend la pose pour les pinceaux de Jacques-Louis David ou d'Antoine-Jean Gros, pour les ciseaux de Charles-Louis Corbet ou d'Antonio Canova.

Le mérite des mille pages de correspondance réunies par Loris Chavanne et présentées par Patrice Gueniffey (1) est de mêler le privé et le public. Les coups de clairon propres aux proclamations et aux ordres du jour alternent étonnamment avec l'*adagio* amoureux des missives à Joséphine, à Marie Walewska, à Marie-Louise, auxquelles on peut ajouter

les envois affectueux à Eugène et Hortense de Beauharnais, sans parler des engueulades réservées aux frères, fussent-ils couronnés. Des premières lettres de l'adolescent à son oncle et à son père en 1784 jusqu'aux ultimes protestations adressées à sir Hudson Lowe, gouverneur de Sainte-Hélène, Napoléon parle alternativement aux siens et aux Français, à ses ministres et à ses ennemis, à ses troupes et à la postérité. Il s'exprime à la première ou à la troisième personne. On le suit dans ses mues et métamorphoses. L'élève maladroit de l'école militaire de Brienne devient, déjà sûr de lui, le capitaine qui reprend Toulon aux Anglais, le général qui mitraille les royalistes de Saint-Roch, le chef de guerre qui se couvre de gloire en Italie. L'officier républicain, prompt à dénigrer les gentil-lâtres et la prêtralise, adopte progressivement le ton impérieux du chef d'État, soucieux du soutien de l'Église. Il se met à correspondre d'égal à égal avec les têtes couronnées d'Europe. Il s'adresse à Alexandre I^e de Russie: « Monsieur, mon frère », et à François II d'Autriche, le père de Marie-Louise: « Monsieur, mon frère et cher beau-père ». Les hauts dignitaires de l'Empire deviennent ses « cousins ». Les en-têtes s'alourdisent de titres: Joachim Murat est nommé grand-duc de Berg, puis roi de Naples, Talleyrand grand chambellan et prince de Bénévent. Le rythme du jeune révolutionnaire se perd dans le rituel des vieilles cours. La consigne aux armées d'occupation en Italie, en Espagne ou en Autriche devient sans pitié pour la populace et la canaille. De Bayonne, l'Empereur mande Murat: « S'il y a une émeute, il est nécessaire que vous fassiez arrêter et fusiller dix des plus coupables » et quelques mois plus tard, à son frère Joseph, devenu roi d'Espagne: « Si l'on ne se débarrasse pas d'une centaine de boutefeux et brigands, on n'a rien fait. Sur ces cent, faites-en fusiller ou pendre douze ou quinze, et envoyez les autres en France aux galères. »

Le même homme qui mène ses campagnes tambour battant et gère l'occupation de l'Europe se réserve des marges de lecture. De Bayonne, il demande « une bibliothèque portative d'un millier de volumes, petit in-12, imprimés en beaux caractères. » Beaux caractères, mais pas de marge ni de couverture trop épaisse pour ne pas perdre de place. Suit une répartition où le goût de l'homme privé négocie sans doute avec l'image que l'Empereur entend donner de lui: « 40 volumes de religion, 40 des épiques, 40 de théâtre, 60 de poésie, 100 de romans, 60 d'his-

toire. » L'essentiel est occupé par des mémoires. Les livres refermés, il ne suffit pas de s'affirmer sur le continent, il faut remodeler la France. En pleine campagne militaire à l'étranger, Napoléon entre dans des détails administratifs minutieux. Il se soucie de transformer Paris en une nouvelle Rome. L'église de la Madeleine restée en chantier doit devenir un temple à la gloire de la Grande Armée, « destiné à durer plusieurs milliers d'années ». Il faut faire vite mais songer à la pérennité. Il faut réaménager Fontainebleau, réunir le Louvre aux Tuileries par une longue galerie le long de la Seine, faire du parc Monceau un jardin qui rivalise avec les Tuileries et le Luxembourg, songer à une grande fontaine sur la place de la Bastille. Au-delà de la capitale, les axes de circulation fluviale sont essentiels : « J'ai beaucoup de canaux à faire, celui de Dijon à Paris, celui du Rhin à la Saône, et celui du Rhin à l'Escaut. » Le jeune officier écrivait en 1792 : « Le sang méridional coule dans mes veines avec la rapidité du Rhône. » La mer ne se laissera jamais canaliser. En plein projet de débarquement outre-Manche, près de Boulogne, celui qui va devenir empereur raconte à Joséphine une nuit de rêverie devant la mer : « L'âme était entre l'éternité, l'océan et la nuit. » La formule sert de titre au volume. Plus de dix ans avant Sainte-Hélène, soudain immobile, Napoléon est face à lui-même. Et face à l'Angleterre.

1. *Napoléon entre l'éternité, l'océan et la nuit. Correspondance*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2020. Cette anthologie a été rendue possible par la monumentale *Correspondance de Napoléon* que la Fondation Napoléon a publiée en 15 volumes de 2004 à 2018.

FILMS

Trois écrivains

› Richard Millet

Les *biopics* sont à la mode, et le plus souvent décevants, pour les écrivains plus que pour les musiciens ou les peintres, le cinéma, parce qu'une œuvre littéraire n'est pas filmable, « romançant » des existences ordinairement vouées au secret. Ce sont

pourtant des écrivains, Herman Melville, Jerome David Salinger et Miguel de Unamuno, que mettent en scène trois films récents.

« Vous devez être aux abois ou insensé pour venir jusqu'à Nantucket », dit à Melville, en 1850, Tom Nickerson, le dernier rescapé du naufrage de l'*Essex*, sur lequel il avait embarqué comme mousse trente ans plus tôt. Ainsi s'ouvre *Au cœur de l'océan*, de Ron Howard. Melville (1819-1891) est alors l'auteur sans succès de récits maritimes. Il cherche autre chose. La dimension économique de l'huile de baleine l'intéresse moins que, comme pour son contemporain Baudelaire, l'« inconnu » au fond duquel se trouve le « nouveau », voire l'inconnaissable. Melville (Ben Whishaw) convainc donc Nickerson (Brendan Gleeson) de lui raconter la désastreuse campagne pour laquelle l'armateur de l'*Essex* avait préféré son fils, l'incompétent George Pollard (Benjamin Walker), à l'habile Owen Chase (Chris Hemsworth), qui espérait le poste de capitaine. Le conflit entre les deux hommes est le vrai sujet du film, lequel devient un récit d'aventures assez banal, quoique bien mené, où l'amateur de littérature s'intéressera surtout au mystérieux cachalot blanc qui renverse un baleinier et s'attaque au navire dont l'équipage fera naufrage, certains marins survivant sur une île déserte, les autres dans un canot par le cannibalisme, Owen Chase dénonçant Pollard devant les armateurs de Nantucket, qui refusent de laisser filtrer une vérité qui eût ruiné leur commerce. Mais c'est tout autre chose que cherche Melville : « Je ne suis pas un grand écrivain. Je ne suis pas Hawthorne. Mais depuis que j'en ai eu vent, cette histoire me hante. Je crains, si je ne l'écris pas, de ne plus jamais écrire. Et je crains, si je l'écris, de ne pas lui rendre justice. » Il fera mieux : il dépassera Hawthorne et donnera à l'Amérique son *Odyssée*, et au monde moderne un monument littéraire dont on n'a jamais fait le tour.

Dans *Rebel in the Rye*, Danny Strong s'intéresse, lui, à la genèse littéraire d'une autre figure américaine : J.D. Salinger (1919-2010), dont le cachalot blanc fut la littérature même. Strong saisit son personnage en 1939, lors d'un bal où celui-ci (interprété par Nicholas Hoult) rencontre la fille du dramaturge Eugene O'Neill, Oona. Il veut devenir écrivain ; sa mère le soutient ; son père s'y oppose, puis cède, et le fils va suivre à Columbia le cours de *creative writing* de Whit Burnett (Kevin Spacey), qui ne lui apprend rien, sinon à trouver sa « voix », autre-

ment dit qui il est – ce qui en dit long sur l'imposture qui consiste à faire croire qu'on peut apprendre à écrire. Burnett fait publier la première nouvelle de Salinger, qui veut être « un roi », mais échoue à faire accepter une autre nouvelle dans le *New Yorker*. Après un voyage en Angleterre, Salinger écrit un récit où apparaît le personnage de Holden Caulfield, héros de ce qui deviendra, en 1951, *The Catcher in the Rye* (*L'Attrape-cœurs*). Sa vie devient alors un chemin aux sentiers qui bifurquent : il refuse les modifications exigées par le *New Yorker*. Oona O'Neill épouse Charles Chaplin, de trente-six ans son aîné, et la guerre l'amène, au jour J, à Omaha Beach, dans la bataille des Ardennes, et à libérer les camps de la mort. Expérience traumatique. À son retour, il refuse encore de rien changer à ses textes, notamment au roman qui lui vaudra la gloire et, après deux recueils de nouvelles, il cesse de publier et de rencontrer des journalistes. Féru de sagesse orientale, il s'installe à la campagne, dans le New Hampshire, avec sa femme et leurs deux enfants, et y vivra jusqu'à sa mort, en 2010, devenu une légende, plus intéressant par sa silencieuse réclusion que par son œuvre, dont il est permis de penser qu'elle ne pèse pas grand-chose devant celle de ses contemporains Jack Kerouac, Saul Bellow ou Flannery O'Connor.

Miguel de Unamuno semble, lui aussi, l'homme d'un seul livre : *Le Sentiment tragique de la vie*, paru en 1912, et qui, bien plus que ses romans et sa poésie, lui assure la gloire d'un précurseur de l'existentialisme chrétien. En 1936, âgé de 72 ans, il vit à Salamanque, où il jouit d'une réputation de sage, bien que sa position à l'égard du coup d'État mené par le général Franco soit difficilement tenable : s'il ne le condamne pas, c'est avant tout par l'aversion que lui inspirent les exactions communistes. C'est ce moment que met en scène Alejandro Amenábar, dans sa *Lettre à Franco*. Nommé recteur de l'université, poste qu'il avait déjà occupé au début du siècle, Unamuno semble, comme Heidegger à Fribourg, apporter son soutien à la dictature qui se met en place. En vain tente-t-il de sauver certains de ses amis. Invité à parler lors d'une cérémonie franquiste pour l'anniversaire de la découverte de l'Amérique, il défend les nationalistes basques et catalans avant de se lancer dans une vive critique de l'évêque de Salamanque et du général Millán-Astray, le fondateur de la Légion

étrangère espagnole et bras droit de Franco. Il sera sauvé du lynchage par l'épouse du Généralissime. La figure singulière et contrastée de Franco et celle de sa femme retiennent d'ailleurs plus l'attention que le personnage de l'écrivain Unamuno, dans ce film assez ennuyeux à force de bons sentiments, et où on ne retrouve pas le réalisateur des *Autres* et *d'Agora*.

Si le film de Danny Strong est celui qui s'approche le mieux des rapports d'un écrivain avec son œuvre, aucun des trois, aux qualités esthétiques somme toute médiocres, ne nous montre ce qu'est la création littéraire : le sujet ne pouvait que leur échapper ; d'où l'enfilade de clichés et le recours à ce que chaque vie d'écrivain a de spectaculaire malgré soi.

MUSIQUE

Le grandiose et douloureux destin du pianiste Leon Fleisher

› Olivier Bellamy

« Alors comme ça, tu es pianiste ? », lui avait demandé Serge Rachmaninov qui sortait de scène. Leon Fleisher avait 5 ou 6 ans. Sa mère l'avait traîné dans les loges du Hollywood Bowl pour le présenter au plus haut représentant sur Terre de cette étrange confrérie. L'enfant a fait signe que oui. L'homme qui ne souhaitait jamais a hoché la tête : « Mauvaise affaire, mauvaise affaire. » Ce que le compositeur d'un fameux *Deuxième Concerto* arraché des griffes de la dépression voulait peut-être dire, c'est que le chemin est d'autant plus dur que l'on reçoit beaucoup très tôt.

De fait, l'enfant portait en lui tous les espoirs d'une mère juive polonaise qui voulait qu'il devienne président des États-Unis ou (à la rigueur) le plus grand pianiste du monde. Fils unique de chapeliers émigrés d'Odessa, né à San Francisco en 1928, Leon Fleisher a fait montrer de tels dons pour la musique et d'une telle capacité de travail

que l'impossible est arrivé. Le grand Artur Schnabel – « l'homme qui a inventé Beethoven », selon un critique américain, et le tout premier à avoir enregistré l'intégrale des 32 sonates en 78-tours au risque d'en perdre la raison – a trahi sa promesse de ne jamais donner de leçons à un enfant le jour où il entendit jouer Leon Fleisher à 9 ans. Seule condition exigée par le maître : qu'il ne donne pas de concert tant qu'il étudierait avec lui.

Quand l'apprenti surdoué a 14 ans, Schnabel estime qu'il peut désormais voler de ses propres ailes. Il joue le *Concerto en la majeur* de Liszt sous la direction de Pierre Monteux, qui s'exclame : « La découverte pianistique du siècle ! » L'année suivante, il fait ses débuts à New York avec le *Concerto n° 1* de Brahms, œuvre avec laquelle il remportera le premier prix du concours Reine-Elisabeth à Bruxelles.

À 18 ans, il joue sous la direction de George Szell. Toujours le *Premier* de Brahms que Schnabel (qui avait connu Brahms) avait déjà enregistré avec lui en une session mythique. Fleisher et Szell vont s'entendre à merveille et livrer des enregistrements de légende avec l'Orchestre de Cleveland : Mozart, Beethoven, Brahms, Schumann, Grieg... Leon Fleisher est même l'un des très rares artistes dont George Szell consent à suivre les remarques.

Et puis en 1963, l'impensable arrive. À cause d'un rythme de travail trop intense, le pianiste sent un engourdissement de la main droite, puis une paresse de l'index et une déformation des 4^e et 5^e doigts. Le diagnostic tombe comme un couperet : dystonie de fonction. La maladie dont on ne guérit pas. La hantise des pianistes. Y aurait-il une fatalité qui frapperait les pianistes américains ? Dix ans après la mort prématurée de William Kapell ! Leon Fleisher songe au suicide. Puis il comprend que son amour pour la musique est plus grand que celui pour le piano. Alors il devient le professeur le plus recherché au monde. Sa science, son intelligence et son enthousiasme transcendent sa pédagogie. Son ami Jorge Chaminé estime qu'il possédait une capacité d'écoute phénoménale due aux épreuves terrifiantes qu'il avait dû surmonter. « Jamais il n'était cassant ou cruel en *master class*. Il essayait toujours de voir le positif et de tirer le maximum de chacun. » Ses phrases préférées : « Il faut aider le compositeur. » C'est-à-dire comprendre ses intentions malgré l'imperfection de la notation musicale.

Ou encore: « Interpréter, c'est opérer les choix que le texte demande avec culture, sens de la forme, connaissance du style, analyse, goût et cœur. »

Jorge Chaminé estime que c'est avec Brahms que Leon Fleisher est allé le plus loin. Peut-être parce que ce compositeur n'a pas eu d'enfance. « Comme lui. » Il se souvient de l'avoir entendu dire: « Quand on n'a pas reçu de tendresse dans son enfance, on la cherche jusqu'au bout. »

Du temps où Marc-Olivier Dupin dirigeait le Conservatoire de Paris, Fleisher était venu faire travailler l'orchestre. Inoubliable *Symphonie n° 1* de Mahler jouée par des étudiants qui auraient pu en remontrer à des formations plus chevronnées. Leon Fleisher enseignait à l'Institut Peabody de Baltimore (où il s'était installé) et incarnait Obi-Wan Kenobi pour les jeunes pianistes du monde entier.

Il continuait sa carrière de pianiste avec sa seule main gauche. Il jouait notamment le répertoire commandé par le pianiste manchot Paul Wittgenstein: *Concerto pour la main gauche* de Ravel et avatars signés Britten, Prokofiev, Hindemith qu'il appelait avec humour « musique sinistre » (du latin *sinistra*, « gauche »). Il avait aussi commandé des œuvres à des compositeurs vivants (Lukas Foss, Gunther Schuller, C. Curtis-Smith, William Bolcom), poursuivant la tradition.

Après avoir passé trente ans à consulter tous les médecins de la terre, du plus savant au plus farfelu, il s'est progressivement remis à jouer à deux mains, grâce à des injections de botox dans le bras, sans toutefois recouvrer tous ses moyens. Il a commencé par jouer son cher *Concerto n° 1* de Brahms avec un courage héroïque. Puis il a enregistré la *Sonate D 960* de Schubert, l'œuvre qu'il avait choisie pour son tout premier récital, sortant de chez Schnabel. Comme il restait du temps, il s'est joué du Bach, du Scarlatti pour lui-même, puis le *Nocturne op. 27 n° 2* de Chopin, le préféré de sa mère, et ces pièces ont fait l'objet d'un autre disque, intitulé sobrement « Two Hands » (1).

Leon Fleisher est mort le 2 août dernier à 92 ans alors qu'il continuait d'enseigner, soucieux de transformer une « mauvaise affaire » en bienfait pour l'humanité.

1. Leon Fleischer, « The Complete Album Collection », coffret de 23 CD, Sony Classical.

ERRATUM

Dans la critique d'Olivier Bellamy « Bruno Walter, chaleur et lumière » parue en juillet-août, p. 198 il faut lire « Otto Klemperer » et non « Victor Klemperer ».

DISQUES

Multitudes intimes

› Charles Ficat

En pleine période de confinement, le 27 mars, Bob Dylan a surpris son monde en publiant sur la Toile une chanson inédite de près de dix-sept minutes – la plus longue de son répertoire. *Murder Most Foul*, au titre shakespearien, marqua son retour à la création originale et fut suivi dans la foulée de deux autres titres et de l'annonce d'un nouvel album, *Rough and Rowdy Ways* (1). Depuis *Tempest* (2012), Dylan n'avait plus publié de chansons de son cru, se contentant de trois albums de reprises de standards appartenant au Great American Songbook. L'attribution du prix Nobel de littérature en 2016 souleva des questions: y aurait-il un jour de nouvelles chansons? C'est dire si l'auteur-compositeur était attendu. À cet égard, le retour n'a pas déçu. Qui aurait cru qu'à 79 ans Dylan alignerait un disque de ce calibre, s'inscrivant aussitôt parmi ses œuvres les plus classiques?

Sur la pochette ne figure même pas son nom, seul le titre, « des manières brutales et tapageuses », inspiré d'un vers de Jimmie Rodgers, chanteur country des années trente, représenté en photo à l'intérieur du disque aux côtés de la Carter Family. Chaque détail qui révèle une source, une influence, un souvenir, compte. Sur la couverture, un couple noir dansant dans un club londonien, photo prise dans les années soixante. Le titre d'ouverture, *I Contain Multitudes*, renvoie directement à un passage de *Feuilles d'herbe* de Walt Whitman :

« Suis-je en contradiction avec moi-même?
Alors, c'est parfait, je me contredis,
(Je suis vaste, je contiens des multitudes) (2) »

C'est dans cette tradition poétique américaine qu'entend se situer Bob Dylan. Nul artiste n'a connu plus de métamorphoses et de rennaissances au cours de ses soixante ans de carrière ininterrompue: « Je

suis un homme de contradictions, je suis un homme d'humeurs, je contiens des multitudes. »

Ces multitudes se retrouvent au long de ces nombreuses allusions dispersées au gré des vers de chaque titre. À la fin, l'ensemble finit par former un impressionnant catalogue. La technique atteint son paroxysme dans *Murder Most Foul*, foisonnante litanie inspirée de l'assassinat de John F. Kennedy et qui fait l'objet d'un disque à lui seul. Ce jeu de références rappelle le procédé utilisé par T.S. Eliot dans sa célèbre *Terre vaine (The Waste Land)*. S'inscrivant dans la tradition du *folk song*, Dylan a toujours usé des emprunts et des clins d'œil dans une perspective d'intertextualité. Avec *Rough and Rowdy Ways* cependant, cet art du collage et de la citation (titres de livre, de chanson, d'opéra, de personnages, le bluesman Jimmy Reed par exemple) parvient à son degré le plus abouti. Cet usage n'est pas nouveau, rétorquera-t-on. Il existe déjà dans *Desolation Row* (1965), une des pièces les plus épiques de l'album majeur *Highway 61 Revisited*. Dans ce nouvel opus, le labyrinthe mythologique introduit sans doute à la complexité la plus fascinante. Après l'attribution du Nobel, quitte à revenir avec de nouvelles chansons, autant fallait-il qu'elles soient exceptionnelles. Certains critiques reprochent à Dylan ses larcins, parfois un peu trop visibles. Au contraire, on peut y déceler un usage poétique et une forme d'hommage.

Parmi les nombreuses recensions élogieuses, peu de commentateurs ont souligné les allusions répétées au monde antique – à l'exception de Richard F. Thomas, professeur de littérature latine à l'université Harvard et auteur de l'essai *Why Dylan Matters* (Dey Street Books, 2017). Deux titres au moins y font clairement allusion : *Mothers of Muses* et *Crossing the Rubicon*. Dans le premier, Dylan célèbre la mère des muses, Mnemosyne, et son amour pour Calliope, muse de la poésie épique. C'est une constante chez lui qui, dans sa jeunesse, fut un lecteur assidu de Robert Graves et sa *Déesse blanche (The White Goddess)*. La conclusion de son discours de réception du Nobel faisait aussi référence au vers de l'*Odyssée* : « Chante en moi, ô muse, et à travers moi raconte l'histoire. » Dans *Crossing the Rubicon*, il fait allusion au franchissement du Rubicon par César et à l'accomplissement de son

destin : « J'ai tourné la clé et l'ai jetée, et j'ai franchi le Rubicon. » Ce goût pour la Rome antique et certains de ses auteurs (Ovide, Virgile et Juvénal) remonte à loin chez lui et maintes chansons en portent la trace. Il se trouve ici à nouveau confirmé.

Rough and Rowdy Ways porte l'œuvre dylanienne à un nouveau sommet – eu égard à ses facultés vocales actuelles, qui peuvent surprendre des auditeurs peu familiers de ses dernières productions. La question se pose désormais de savoir quand le Never Ending Tour pourra reprendre. Toutes les dates de concerts prévus au Japon et aux États-Unis ce printemps et cet été ont dû être annulées en raison des circonstances. L'exercice de la scène fut toujours consubstantiel à l'art de Dylan, en témoignent ces plus de trois mille concerts donnés à travers le monde. En attendant, *Rough and Rowdy Ways* rassure quant à son avenir discographique maintenu à une altitude que les muses célébrées continuent d'inspirer.

1. Bob Dylan, *Rough and Rowdy Ways*, Columbia, CD et vinyle.

2. Walt Whitman, *Feuilles d'herbe*, traduit par Léon Bazalgette, Mercure de France, 1909.

EXPOSITIONS

Turner, le paysage comme histoire

› Bertrand Raison

La fortune critique de Joseph Mallord William Turner (1775-1851) est désormais acquise des deux côtés de la Manche avec, avouons-le, un « léger » retard du côté des musées français, qui ne possèdent que quatre tableaux (deux huiles sur toile, deux aquarelles) de cette œuvre protéiforme. Contrairement à John Constable, son rival préféré, il n'a jamais, de son vivant, eu les honneurs des cimaises hexagonales. Sa première rétrospective remonte à celle de l'Orangerie en 1948. Certes, depuis cette date inaugurale, l'affaire est entendue, les expositions se sont multipliées sur notre sol jusqu'à la toute dernière au musée Jacquemart-André (1) qui va nous

occuper. À cause de ses aquarelles atmosphériques, on en fait le précurseur des impressionnistes et dans la foulée, l'aspect brumeux de ses toiles annoncerait l'abstraction. Pourquoi pas? Mais faut-il le réduire au rôle peu enviable de servir de hors-d'œuvre à la postérité, comme si finalement tout se déroulait selon l'arithmétique imparable du progrès qui veut que chacun tienne sagement sa place sur la ligne orientée du temps? Contre ces ternes pronostics, Pierre Wat avait en 2010 publié un essai au titre prometteur, *Turner, menteur magnifique* (2), où l'on découvrait un ogre dévorant à belles dents ses contemporains et les maîtres du passé pour reformuler à sa manière le rapport à son art. En guise de devise, un brin caustique, il affirmait à l'intention des bœtiens: « Mon travail consiste à peindre ce que je vois, non ce que je sais être là. » Dont acte, tableaux, dessins et aquarelles prennent des libertés avec les apparences, comme d'ailleurs lui-même, qui multipliait les fausses adresses et les fausses identités, établissant une barrière étanche entre sa vie privée et sa vie publique. Le docteur qui le soignait, alors qu'il était fort célèbre, ne le connaissait que sous un nom d'emprunt. Bref, ce fils de barbier était si obsédé par son métier qu'il n'arrêtait pas de remplir des carnets de notes en vue de les retravailler au calme de l'atelier. Toutefois ne succombons pas immédiatement à l'aura du génie, car sa production donne plus de grain à moudre que les éclats du mythe qui l'entourent. Pour preuve cette sélection d'aquarelles et de peintures provenant du legs Turner, désormais conservée à la Tate Britain de Londres et visible en ce moment à Paris. Suivant une présentation chronologique des années 1790 aux années 1840, ponctuée en huit étapes, l'heureux visiteur pourra évidemment apprécier le crescendo d'une démarche tout entière consacrée au paysage qui domine de bout en bout ce royal parcours. Si l'époque reléguait ce genre au plus bas de la hiérarchie, écrasé sous le poids triomphant de la peinture d'histoire, Turner saura lui donner ses lettres de noblesse non seulement en s'en faisant l'admirable défenseur mais en le haussant sur la première marche, intégrant la peinture d'histoire dans son giron. Voilà d'ailleurs ce qui nous touche au plus haut point. Nul besoin de se référer à l'impressionnisme ou à l'abstraction, dont il serait le fourrier bienfaisant. Turner, en prenant à bras-le-corps le paysage, ne se

contente pas de peindre la nature, d'en exprimer la beauté, il l'indexe sur une histoire. Le paysage nous parle de la société aussi bien que les événements dits historiques. Il ne sert pas uniquement de faire-valoir à nos sentiments esthétiques, berçant agréablement nos émotions au rayon décoratif du temps qu'il fait. L'aquarelle représentant le château de Caernarvon (1800) en est l'exemple le plus explicite, car, au premier plan, un bardé par son chant plaintif accuse le roi d'Angleterre Édouard I^{er} d'avoir annexé le Pays de Galles à sa couronne; la forteresse érigée par ses soins, que l'on devine dans le lointain, étant le symbole de sa conquête. David Blayney Brown, co-commissaire de l'exposition, y voit en filigrane la mise en péril de la liberté nationale par les guerres napoléoniennes (3). Ce parti pris n'a rien d'exceptionnel, au contraire, tel un fil rouge, il informe toute sa peinture. *Le Dernier Voyage du Téméraire* (1838) montrait très directement le désarmement d'un bâtiment de guerre prestigieux ayant participé de manière décisive à la victoire de Trafalgar. Ce fleuron de la Royal Navy, remorqué par un bateau à vapeur, disparaît dans un tourbillon de suie vers le lieu de son dernier mouillage. Fin malheureuse s'il en est, mais qui signe un changement capital: la voile cédant sa place à la machine. Le peintre fut le témoin de ce bouleversement qui, à bien des égards, s'infiltra dans ses paysages. Notamment les nombreuses aquarelles concernant les châteaux de la campagne anglaise qui, tout au long des années, ont tendance à être de plus en plus relégués à l'arrière-plan. Bien entendu, cette dissolution s'opère dans l'effervescence des harmoniques de la lumière teintée par le romantisme de la période. Mais n'est-il pas possible d'associer cet éloignement des demeures ancestrales au passage d'une civilisation uniquement agricole aux métamorphoses d'une révolution industrielle qui délaisse les vestiges de l'ancien au profit des nouvelles architectures urbaines? Comme s'il fallait justement préserver la présence fantomatique de ces palais pour mieux appréhender les mutations en cours.

1. « Turner, peintures et aquarelles, collections de la Tate », Musée Jacquemart-André, Paris, jusqu'au 11 janvier 2021.

2. Pierre Watt, *Turner, menteur magnifique*, Hazan, 2010.

3. David Blayney Brown, « De l'architecture au paysage, les œuvres de jeunesse », in David Blayney Brown et Pierre Curie (dir.), *Turner, peintures et aquarelles, collections de la Tate*, Culturespaces, Fonds Mercator, 2020, p. 61.

LES REVUES EN REVUE

Schnock

› Olivier Cariguel

Le Commerce du Levant

› Jérôme Maucourant

Kernos

› Lucien d'Azay

Par ici la sortie !

› Robert Kopp

LES REVUES EN REVUE

Chaque mois les coups de cœur de la rédaction

Schnock

« Sylvie Vartan »
N° 34, printemps 2020, 176 p.,
15,50 €

Voilà dix ans que *Schnock* tient le flambeau de la culture rétro, interviewe les icônes des années cinquante à quatre-vingt, débusquant une palanquée d'excellents disques, films et livres de notre patrimoine *vintage*. Sylvie Vartan, la blonde de la pop française, ressuscite l'époque yé-yé et la bande du magazine *Salut les copains*. Retour d'abord sur sa petite enfance en Bulgarie, pays d'une tristesse infinie et sur le jour de sa délivrance, le 24 décembre 1952, en croquant ses premiers croissants à son arrivée gare de Lyon. Vingt ans plus tard, elle pose devant l'objectif de Jean-Marie Périer, lisant sur Sunset Boulevard *À la Recherche du temps perdu* en « Pléiade ». « Soyez jeune, lisez la Pléiade » vantait cette publicité des Éditions Gallimard. Il n'y a que l'équipe de *Schnock* pour exhumer cette perle. Autre icône des années soixante, Christine, dite Kiki, Caron, médaillée d'argent au 100 mètres dos aux Jeux olympiques de Tokyo en 1964, raconte sa folle épopée de championne de natation. Son retour à Paris déclencha une quasi-émeute à l'aéroport. La jeunesse se reconnaissait en elle. De Gaulle en fit la première femme porte-drapeau aux JO suivants à Mexico. Ce fut l'acte de naissance d'une femme nouvelle : la sportive *people*. › Olivier Cariguel

Le Commerce du Levant

N° 5728, septembre 2020
sur abonnement www.lecommerce-dulevant.com, 6,90 \$

Pour la première fois, *Le Commerce du Levant*, fondé par Toufic Mizrahi en 1929, ne paraîtra pas sous sa forme papier en septembre. Cela résulte directement de l'explosion dramatique qui a frappé Beyrouth le 4 août 2020.

La crise économique avait déjà sérieusement fragilisé ce mensuel économique francophone, seul du genre au Moyen-Orient. La disparition de cette entreprise unique serait une mauvaise nouvelle pour le débat d'idées et la francophonie.

Porte ouverte sur l'Orient arabe, ce magazine est utile pour tous les non-arabophones soucieux d'élargir leur réflexion à une région du monde essentielle aux dynamiques contemporaines. *Le Commerce du Levant* aborde les questions d'une façon très professionnelle. L'effondrement de la monnaie libanaise et la crise de la dette sont des occasions de réflexions concrètes pour qui s'intéresse à la macroéconomie et au développement.

Et l'on comprend mieux aussi le fonctionnement des États néopatrimoniaux et le capitalisme de connivence.

› Jérôme Maucourant

Kernos**Histoire de la religion grecque antique**

N° 32, 2019, 392 p., 80 €

Crée en 1987 et publiée par l'université de Liège, *Kernos*, « revue internationale et pluridisciplinaire de religion grecque antique », paraît une fois par an. André Motte, le directeur de la publication, et Vinciane Pirenne-Delforge, la rédactrice en chef, réunissent des textes savants dont la principale qualité est d'aborder les faits et les phénomènes religieux de la Grèce antique sous un angle à la fois empirique et technique. Les articles sont en français, en anglais, en allemand, en italien et en espagnol. Signalons notamment, dans ce nouveau numéro, un hommage à Marcel Detienne par Philippe Borgeaud, un article de Sonia Darthou sur l'iconographie d'un arbre emblématique de la Méditerranée: « L'olivier, identité et rempart d'Athènes: un épisode de la cité? », ainsi qu'un article de Stefano Caneva sur le sanctuaire extra-urbain d'Asclépios, en Épidaure, et le temple ionique de la terrasse du théâtre de Pergame, près de Smyrne.

Le κέρπος qui donne son nom à la revue est un vase à offrandes dont l'origine remonte à l'âge de bronze. Il fit son apparition dans les Cyclades. Caractérisé par ses multiples cupules ou cotyles, il figure ici une métaphore de l'orientation pluridisciplinaire de cette revue vouée à l'approfondissement du système religieux des Grecs. ▶ Lucien d'Azay

Par ici la sortie !

N° 1, juin 2020, Seuil, 196 p.,

14,90 €

Trop de revues ont disparu ces dernières années, dont *Les Temps modernes*, en 2019 et *Le Débat* en 2020, pour que l'on ne salue pas la naissance de ces nouveaux « cahiers éphémères et irréguliers » dont Hugues Jallon présente le premier numéro. S'il est né de la crise du Covid-19, il ne s'arrête pas à l'impréparation des gouvernements devant un événement pourtant prévisible, ni aux défaillances dans la gestion de la pandémie, il analyse celle-ci plutôt comme un révélateur de fractures autrement plus profondes et plus anciennes, quitte à « bousculer quelques certitudes ». Ainsi, une trentaine d'auteurs essaient de replacer le choc dont nous sommes encore loin de mesurer l'ampleur dans un contexte plus large, à commencer par Didier Fassin, qui questionne la consigne, mille fois répétée, de « sauver des vies », « quoi qu'il en coûte ». Mais quel est le prix d'une vie, et qu'est une vie au-delà de la simple survie ? Bruno Cabanes déconstruit les métaphores guerrières mobilisées bien inutilement contre le virus et Eva Illouz interroge « la douceur du foyer » à l'heure du confinement. Quant à la « continuité pédagogique », elle est mis à mal, comme tant d'autres chimères. Une diversité d'approches qui fort heureusement s'éloignent de la question initialement posée, qui faisait craindre le pire: « Comment interrompre la dynamique mortifère de la mondialisation néolibérale ? »

▶ Robert Kopp

NOTES DE LECTURE

L'Autre Rimbaud

David Le Bailly
› Jean-Baptiste Baronian

La Naissance du roman policier français

Elsa de Lavergne
› Jean-Baptiste Baronian

Au pays des poules aux œufs d'or

Eugène Savitzkaya
› Lucien d'Azay

Le Cœur synthétique

Chloé Delaume
› Lucien d'Azay

La Poésie, le ciel. Petite méditation lyrique

Alain Duault
› Didier Dantal

Œuvres complètes

François Villon
› Didier Dantal

La Mémoire perdue

Francis O'Gorman
› Hadrien Desuin

Marguerite Burnat-Provins. Oser la liberté

Anne Murray-Robertson
› Charles Ficat

Tabarly

Pierre Bazantay
› Sébastien Lapaque

Météores

Stéphane Barsacq
› Céline Laurens

Le Bruit de la mer

Franck Maubert
› Jean-Pierre Listre

Paula ou personne

Patrick Lapeyre
› Isabelle Lortholary

Comme un empire dans un empire

Alice Zeniter
› Isabelle Lortholary

Dans la bibliothèque de nos présidents

Étienne de Montéty
› Jean-Pierre Naugrette

Brillant comme une lame

Jessica L. Nelson
› René Le Moal

Retour de service

John le Carré
› Bertrand Raison

Yoga

Emmanuel Carrère
› Marie-Laure Delorme

Les Autres Américains

Laila Lalami
› Marie-Laure Delorme

L'Autre Rimbaud, de David Le Bailly, L'Iconoclaste, 304 p., 19 €

En 2007, les Éditions en Forêt, à Rimbach en Bavière, publiaient *L'Autre Rimbaud*, un essai assez complexe et souvent abscons de Gérard Bayo, qui tentait de montrer, de démontrer textes à l'appui, que l'œuvre entière du poète est construite autour de la figure d'une prosopopée relative aux morts, ou plus précisément aux trépassés. Il y aurait donc un autre Arthur Rimbaud, un Rimbaud eschatologique, que les exégèses n'auraient pas vu ou qu'ils n'auraient observé qu'en surface.

Aujourd'hui, « L'Autre Rimbaud », c'est également le titre du second livre de David Le Bailly, grand reporter à *L'Obs*, mais il désigne le frère aîné, Frédéric Rimbaud, né le 2 novembre 1853 à Charleville, soit juste neuf mois après le mariage de ses parents et moins d'un an avant la naissance d'Arthur.

Le livre est présenté comme un roman. Il est entrecoupé de chapitres intercalaires, à travers lesquels David Le Bailly commente les faits qu'il rapporte au fur et à mesure et fournit diverses explications sur l'enquête qu'il a menée, essentiellement dans les Ardennes, afin de mettre en lumière l'existence de Frédéric. « Mettre en lumière » est bien l'expression qui convient, car tout indique que sa personne et son personnage n'ont guère intéressé les rimbaudiens et qu'ils ont été presque effacés, radiés, à croire qu'ils n'avaient jamais vu le jour, qu'ils n'étaient jamais que de vagues et mystérieuses ombres portées dans l'histoire devenue mythique de son frère.

À la page 104, David Le Bailly écrit : « Rarement un homme aura été aussi célébré, objet d'une littérature si abondante. Et cependant, sur son frère aîné, Frédéric Rimbaud, il n'existe quasiment aucun écrit, aucune thèse, aucune étude. Pas le moindre article. » Cette dernière remarque est inexacte : Frédéric a droit à un article sur plus de trois colonnes dans le *Dictionnaire Rimbaud* (Laffont, coll. « Bouquins », 2014).

Cet *Autre Rimbaud* est passionnant à lire. En même temps, c'est un livre équivoque, voire ambigu, étant donné qu'on ne sait jamais trop ce qui, en l'occurrence, ressortit à la fiction pure et ce qui a trait à la stricte vérité historique et à vie réelle de Frédéric et, à travers lui, celle de sa mère, de sa sœur Isabelle, de sa femme, de ses enfants et des gens qu'il a connus dans les Ardennes ou ailleurs. On y découvre ainsi des lettres, écrites par Frédéric ou par son entourage, mais sont-elles authentiques ? Et à supposer qu'elles le soient, pourquoi sont-elles mises en relation directe avec des descriptions sinon romanesques, du moins conjecturales ?

Il ne fait aucun doute que David Le Bailly est le premier à avoir à ce point approfondi l'existence du « déni-gré », du « dépossédé », du « déchu », du « renié » et du « raté » qu'a été Frédéric Rimbaud. Mais pourquoi n'en a-t-il pas simplement écrit la biographie, au sens traditionnel du terme ? >Jean-Baptiste Baronian

La Naissance du roman policier français, d'Elsa de Lavergne, Classiques Garnier, 413 p., 15 €

Tous les ouvrages consacrés à l'histoire de la littérature policière en France parlent des grands précurseurs du genre au XIX^e siècle tels que Paul Féval, Pierre-Alexis Ponson du Terrail et, surtout, Émile Gaboriau, qu'on tient à juste titre pour le père du roman policier français. L'étude la plus fouillée sur le sujet reste *Le « Detective Novel » et l'influence de la pensée scientifique* de Régis Messac, publiée en 1929 et devenue un classique.

C'est en se basant sur ce gigantesque travail qu'Elsa de Lavergne a mené à bien son essai *La Naissance du roman policier*, qui offre le double intérêt de montrer comment, à partir des schémas et des stéréotypes du roman-feuilleton, les principaux mécanismes de l'intrigue criminelle (ou judiciaire) se sont petit à petit constitués, et à quel point son développement est lié à l'évolution même de la société française, du Second Empire à la Première Guerre mondiale. En quoi le polar de l'époque, pour recourir à un terme actuel, est le roman d'un monde en mutation incessante, en particulier grâce à l'organisation de la police moderne, aux progrès de la science, à l'essor considérable de la presse, à la place qu'elle accorde aux affaires criminelles et aux reportages dits sensationnels, à l'émergence de la ville moderne et, partant, de nouveaux décors, de nouveaux lieux du crime, et peut-être aux luttes des classes (les élites,

les fonctionnaires, les classes moyennes, les ouvriers, les paysans).

Mais tout cela ne serait que théorique si Elsa de Lavergne ne s'était pas appuyée sur toute une série de romans dus à des auteurs qui ne sont le plus souvent guère connus de nos jours, à l'exception sans doute d'Émile Gaboriau (et encore!), mais qui sont loin d'être négligeables comme Fortuné du Boisgobey (son nom seul est une intrigue), Adolphe Belot, Pierre Zaccone ou Jules Lermina, lequel est peut-être le plus doué d'entre eux, avant que Maurice Leblanc et Gaston Leroux, au début du XX^e siècle, ne viennent tous les éclipser.

Il y a, ici ou là, quelques erreurs matérielles dans l'essai d'Elsa de Lavergne, mais il serait mal venu de lui en faire le reproche tant son étude est solide, riche et pleine de surprenantes découvertes.

› Jean-Baptiste Baronian

Au pays des poules aux œufs d'or, d'Eugène Savitzkaya, Minuit, 192 p., 17 €

Le *Pays des poules aux œufs d'or* d'Eugène Savitzkaya est une espèce de pays d'Oz rabelaisien, cocasse et rocambolesque. Il le décrit comme une cosmogonie en parodiant le ton de la Genèse avec un humour qu'on qualifiera de belge non seulement en raison de la nationalité de l'auteur, mais aussi parce qu'il évoque l'expressionnisme fantastique de Franz Hellens et les courts-circuits toniques et truculents d'Henri Michaux. Les tableaux défilent comme des hallucin-

nations hypnotiques, pataphysiciennes, tout enjolivées d'une héraldique baroque et blasphématoire. Comme Savitzkaya, virtuose extravagant, « la plupart des christs qui parcouraient ces régions étaient des bateleurs de génie, des sophistes de haut vol ». Une contrée propice aux fables gigognes à rebondissements : celle du héron et de la renarde s'y déroule comme un fil rouge avec l'éclat mat d'une icône byzantine, mais « nous ne saurons jamais pourquoi *[la renarde]* s'éprit d'un héron dont la chair est imprégnée d'huile de poisson et dont la silhouette est on ne peut plus maigrichonne ».

Des personnages hauts en couleur, doués d'une inquiétante psychopathologie, font leur apparition comme des figures de cartes à jouer que l'auteur retourne à mesure que progresse sa réussite : le pope Nikos le Sévère, le roi esturgeon, le chien Accordéon, mais aussi des sorcières et une sirène, « dame-poisson », aux « jambes soudées dans le corset d'écaillles et les pieds devenus souples flagelles translucides », sans compter les créatures démoniaques, les herbiers, les bestiaires. Tout est prétexte aux acrobaties verbales et aux phrases sublimes : « Le soleil à l'horizontale diffusait la bonne lumière se glissant entre les nuées comme une forge prête pour fourbir les outils de la révolte. » Images jouissives, flamboyantes, aussi justes que scabreuses : « Une petite source qui sourd comme pointe le clitoris d'une vierge commodément assise sur ses talons. » Et plus loin, dans un registre qu'auraient approuvé Aristote

phane et André Pieyre de Mandiargues : « La terre de cette contrée était lente et impétueuse comme une fiancée insatisfaite, pétant de dépit, rotant de dépit et de colère. »

Burlesque, loufoque, Savitzkaya est prodigue de néologismes, de barbarismes et de litanies. Déirant comme la paranoïa-critique de Salvador Dalí, l'univers de ce « définiteur » de la monarchie cosmique est tumultueux, visqueux et supergélatinieux. « Il faut dire ici que les arbres de ce pays étaient les plus beaux du monde, sans exagérer bien que nous adorions l'excès à outrance », précise-t-il. L'excès à outrance ! « On enferma les enfants dans des placards insonorisés afin qu'ils puissent s'égosiller à leur guise et ils furent tout bonnement escamotés. »

› Lucien d'Azay

Le Cœur synthétique, de Chloé Delaume, Seuil, 204 p., 18 €

Depuis *Les Mouflettes d'Atropos*, Chloé Delaume nous montre, avec une lucidité décapante, la société moderne sous un jour hyperréaliste. Volontiers rabat-joie, ses romans sont des antidotes au romantisme. *Le Cœur synthétique* évoque « une histoire de bleus, de cœur plein d'ecchymoses ». Attachée de presse, Adélaïde Berthel, 46 ans, a du mal à admettre, à l'orée de la ménopause, qu'elle est obsolète sur le marché de l'amour. Fleur bleue, vaguement neurasthénique, elle se retrouve cloîtrée, après des années de vie en couple, dans un petit deux-pièces. Elle n'aime pas les enfants, mais espère

encore trouver l'homme idéal. « La solitude lui pèse comme un sac plein de chatons qu'on mène à la rivière. » D'ailleurs, elle adopte une chatte qu'elle baptise Perdition. Il lui arrive d'avoir des aventures, toutes aussi décevantes les unes que les autres, les hommes de son âge étant soit casés, soit des goujats ou des psychopathes érotomanes. Le hic, c'est qu'elle souffre de l'« épousite aiguë. Elle ne peut envisager de coucher avec un homme sans s'imaginer l'épouser ». Spectatrice de sa vie déclinante, elle cultive un fantasme qu'elle projette sur le premier venu : « Adélaïde pourrait se dire : ce n'est pas un homme que je vois, c'est juste sa fonction. Ce qui aurait pour conséquence de lui faire prendre conscience que remplir le vide n'est pas de l'amour. »

Le ton de ce roman au double dénouement rappelle l'excentricité electro-clash de Lady Gaga : « Les filles, des traînées de bave partout, une douleur de limaces, pas de retenue, escargots. Adélaïde se voit comme un morceau de viande faisandée qui suppure. » Son cœur esquinté « n'est plus fait de chair, mais de matériaux composites, de fibres synthétiques, l'aorte ignifugée ». Avec un humour grinçant et désabusé, parfois morbide, Chloé Delaume se livre à une belle satire du milieu décadent de l'édition tout en étrillant les bobos parisiens. Autobiographie masochiste ou règlement de comptes ? Quasi misandre, Adélaïde est rachetée par ses copines férues de magie Wicca. L'auteure, militante gynéophile, prône la sororité, son dada depuis *Mes bien chères sœurs*,

pamphlet néo-féministe qui constatait l'extinction du patriarcat. Et de citer le *SCUM Manifesto* de Valerie Solanas : « La femelle peut facilement, bien plus facilement qu'elle ne le croit, se conditionner à ne plus éprouver de désir sexuel, s'en dégager pour devenir totalement cool, cérébrale, libre de choisir des relations et des activités vraiment enrichissantes. » À l'heure de la collapsologie, il n'y a pas que le bromazépam qui triomphe du désarroi. › Lucien d'Azay

La Poésie, le ciel. Petite méditation lyrique, d'Alain Duault, Gallimard, 176 p., 19 €

Alain Duault vient nous rappeler – mieux : il vient réaffirmer avec force – que « le lyrisme est consubstancial à la poésie ». La poésie doit être pensée comme rythme. Qui dit poème dit « chant-dans-la-langue » : « être poète, c'est avoir des oiseaux dans la bouche » Or ce chant, cette rythmique avant tout se ressentent comme quelque chose de vivant et qui s'appelle le poème – lequel n'est pas définissable ni même saisissable (ça s'envole tout de suite). Chercher à définir la poésie, c'est donc chercher à définir quelque chose « qui n'existe pas », qui « appartient au secret ».

Le poème ne se prouve pas, il s'éprouve. Il résonne plutôt qu'il ne raisonne. Il parle au cœur plutôt qu'à la tête. Il est une expérience, « une inquiétude essentielle » – une intranquillité, au sens de Fernando Pessoa. Le poème est là pour « creuser l'inquiétude dont

nous sommes faits » et lui apporter une forme de réponse, ou plus précisément de repos, c'est-à-dire un écho qui lui donne, au moins provisoirement, le temps de la lecture et de la méditation qui s'en dégage, un nom, et même un sens. Quel est ce sens, que dit-il? C'est simple, il nous dit: « Je ne veux pas mourir. » En cela, la poésie est « ce qui donne un sens à ce qui n'a pas de sens ». À savoir, tout le tragique de la condition humaine, de notre obscurité de vivre.

D'où ce lyrisme de l'Orphée moderne qui « ne cherche plus à charmer avec lyre ou cithare »: il laisserait plutôt échapper, selon l'expression de Jean-Michel Maulpoix, un son de « cloche fêlée »! Mais on peut faire de la beauté, produire du beau, avec ce son-là. Il s'agit en somme de « riens », d'infinitésimaux juxtaposés sans solution de continuité: « cet émail que reflétait la mer, ces débris de verre, la vase du port, ce cri de mélancolie infinie des goélands, le miel du soir, cette nuque qui se penche, la délicate chair des femmes, les miettes d'un gâteau qui se prennent dans les cils d'un enfant sur la plage, la retombée de l'eau quand la vague s'effondre sur la peau de la mer dans un grand ahancement de bête, le rouge du ciel quand il tourne au noir, l'ultime regard de celui qui voit un nuage s'éloigner au gré d'un caprice du vent, tout ce qui passe en un instant et nous montre sans cesse que la beauté s'éprouve si elle ne se prouve pas... » Autant d'« objets-de-beauté qui réfractent le désir-de-beauté » qui est dans l'homme et par lequel il se dépasse, résume Alain Duault. Et qui suffisent

à justifier l'existence silencieuse de la poésie. Car, « quand nous serons tous morts, les poèmes resteront pour témoigner de ce qu'était le monde. » , Didier Dantal

Œuvres complètes, de François Villon, édité et traduit par Jacqueline Cerquiglini-Toulet, Gallimard, coll. « Folio classique », 528 p., 8,50 €

Villon plus vif que mort. Sa renommée, « qui en l'honneur de son nom résonne », est intacte. Il existe plus que jamais et, par sa parole « bien dit ou mal, vaille que vaille », le Moyen Âge revit également, charnellement. Perpétuel incipit d'une écriture qui se veut pourtant testamentaire, une éternelle *vanitas vanitatum* (autant en emporte le vent!). Là est le paradoxe de François Villon, de celui qui « rit en pleurs », qui n'est « ni tout à fait fou ni tout à fait sage », qui est les deux et beaucoup plus!

On a pu faire une lecture économique du *Testament*: mais, si l'on se fie au refrain, c'est une économie de l'être plutôt que de l'avoir: « Bienheureux est qui rien n'y a ». Lui qui n'a rien, car il n'a « ne cens, rente, n'avoir » (« pas plus qu'un brin de persil », dit-il encore), il donne tout, « jusqu'au lit où je gis ». Il lègue des choses sans valeur, par exemple les rognures de ses cheveux à son barbier. À Michaut du Four, il donne le « bonjour »! « Je feisse pour eux pets et rotes. » Il donne même à l'occasion ce qui ne lui appartient pas, car il n'a pas vraiment le sens de la propriété

privée et défend la libre circulation des biens. Comme le souligne Jacqueline Cerquiglini-Toulet dans sa présentation, « le poète disperse des biens inexistant dans le moment même où il rassemble ses biens propres, ses poèmes, dans cet acte juridique fictif qu'il fait fonctionner comme un coffre qu'il ouvre pour donner ».

La poésie de Villon est par essence ce don des mots et des morts. C'est à nous qu'il laisse dans ses vers son cœur précieusement enchassé comme une relique: « En escripvant ceste parole / A peu que le cuer ne me fent. » À cet égard, nous sommes tous ses héritiers, ses légataires en puissance. Apollinaire et Aragon, entre autres, s'en sont souvenus. Le pauvre colporteur de mots se réduit en somme aujourd'hui à sa parole; il n'est plus qu'encre, plume, papier. À charge pour nous de l'interpréter et de lui donner sens, lire étant cette exégèse par laquelle il ne cesse de s'expliciter. La sépulture qu'il aura souhaitée est au fond une simple signature en lettres bien grosses, mais pas si évidentes que cela à déchiffrer, où chacun à l'évidence le reconnaît – mieux qu'en peinture. › Didier Dantal

La Mémoire perdue, de Francis O'Gorman, traduit par Vincent Dupont, Le Rocher, 248 p., 17.90 €

Professeur de littérature à l'université d'Édimbourg et auteur d'une bonne vingtaine d'ouvrages au Royaume-Uni, Francis O'Gorman défend, dans

cette ode à la culture générale traduite récemment en français, une philosophie antique de l'histoire. Le passé n'est ni un trauma psychologique qu'il faudrait dépasser ni une étape intermédiaire vers un avenir nécessairement meilleur. À la manière des Anciens, Francis O'Gorman cherche au contraire à renouer le fil de la tradition et montre la voie page après page en dialoguant avec des centaines d'auteurs et d'ouvrages. Il a été personnellement frappé par un AVC en 1998; c'est donc un essai à l'anglaise, très empirique, éloigné du style démonstratif plus courant chez nous. Ainsi s'enchâînent les chapitres thématiques sur « les vieux », catégorie la plus discriminée des temps modernes, ou sur la prolifération des syndromes autistiques dans les populations occidentales. On pourrait alors parler de sociétés autistes ou séniles, c'est-à-dire tellement obnubilées par le présent que leur rapport au temps est altéré: la mémoire de la Cité s'est perdue. L'historiographie libérale est disposée « à faire l'éloge des révoltes du moment qu'elles ont réussi, à mettre en avant certains principes de progrès identifiables dans le passé et à produire un récit qui entérine le présent, voire le glorifie », déplore l'écrivain britannique. Aussi, l'intérêt contemporain pour le patrimoine est interprété non pas comme un culte mythique des origines, mais comme le symptôme d'une perte collective de repères et un traitement contre le déracinement des nations. › Hadrien Desuin

Marguerite Burnat-Provins. Oser la liberté, d'Anne Murray-Robertson, Infolio, 64 p., 10 €

Figure importante quoique méconnue de la littérature et de la peinture suisse, Marguerite Burnat-Provins (1872-1952) fait l'objet d'une nouvelle et synthétique monographie qui permet de la resituer dans son univers. Origininaire d'une famille du Nord aux ascendances flamandes, Marguerite débarque à Paris en 1891 afin d'entamer des études artistiques qui la mèneront aux Académies Julian et Colarossi puis à l'École des beaux-arts, qui vient de s'ouvrir aux femmes. Ce séjour favorise son initiation aux courants artistiques de l'époque marqués par le symbolisme et l'Art nouveau, influençant son art et ses livres illustrés jusqu'à la fin. Cette même année, elle épouse Adolphe Burnat, architecte suisse avec lequel elle s'installe à Vevey. Au bout de quelques années, elle entreprend une activité littéraire qui mêle romans, contes et surtout poésie. Son recueil le plus célèbre, *Le Livre pour toi* (1907), constamment réédité depuis sa parution, exprime en des proses incandescentes la force de la sensualité féminine. Sa voix sensible touche à l'essence de la féminité: elle trouve les mots pour raconter une passion qui la foudroie. Ce livre ne manquera pas de susciter un scandale auprès de la société helvétique, profondément empreinte de puritanisme, qui se braque devant la glorification d'une liaison interdite. En 1910, elle épouse en secondes noces Paul de Kalbermatten,

qu'elle accompagne dans ses voyages au Levant et en Afrique du Nord. En 1923, elle s'installe à Grasse dans une villa où elle finira ses jours, continuant à peindre inlassablement. Durant les dernières décennies, elle produit sans relâche des œuvres visionnaires qui constitueront la suite de *Ma ville*, près de 3 000 portraits d'humains et d'oiseaux. Richement documenté, *Oser la liberté* d'Anne Murray-Robertson offre une précieuse introduction à la vie et à l'œuvre de Burnat-Provins, femme engagée dans son siècle non seulement sur le front esthétique mais aussi écologique en défendant les paysages. ▶ Charles Ficat

Tabarly, de Pierre Bazantay, François Bourin, 142 p., 16 €

Il s'est passé de jolies choses, en France, en 1964. La Section paloise a gagné le championnat de France de rugby, l'AS Saint-Étienne celui de football et un duel épique a opposé Jacques Anquetil et Raymond Poulidor dans l'ascension du mont Ventoux. Mais le plus beau, cette année-là, reste le retour triomphal au port du Havre de l'enseigne de vaisseau Éric Tabarly à bord du paquebot *France* où l'attendait une foule en liesse. L'aller à bord de son voilier *Pen Duick II* avait été beaucoup plus tourmenté et avait duré vingt-sept jours. De cette première victoire d'un marin français dans la Transat anglaise en solitaire, Pierre Bazantay, spécialiste de l'écrivain Raymond Roussel et professeur de littérature à l'université Rennes-II, fait

une mythologie française à part entière. Il rappelle ainsi qu'Éric Tabarly, parti de Plymouth le 23 mai, est passé au large du bateau-phare de Nantucket le 18 juin, ce jour prédestiné, avant d'entendre un mot resté fameux: « *You are the first.* » Quelques jours plus tard, le Nantais âgé de 32 ans recevait la Légion d'honneur des mains de l'ambassadeur de France et gagnait un galon de plus. Vif, personnel et plein d'émotion, le *Tabarly* de Pierre Bazantay paraît dans une collection de biographies d'écrivains et d'artistes où il est parfaitement à sa place. Les exploits nombreux du capitaine qui naviguait à l'estime et au sextant s'apparentent à de la poésie pure. Rien de fonctionnel ni d'inutile dans son existence consacrée à la recherche de l'absolu. Pierre Bazantay évoque sa rivalité avec Alain Colas et son refus des mauvaises querelles: les secrets du prince sont enveloppés de silence. Lorsque les radios ont été autorisées à bord des bateaux de course, n'a-t-il pas refusé d'utiliser la sienne pour ne pas indiquer sa position à ses adversaires? Ainsi, nimbé de mystère et surgissant du brouillard, Tabarly a-t-il atteint en vainqueur les côtes américaines en juin 1964. › Sébastien Lapaque

Météores, de Stéphane Barsacq,
Éditions de Corlevour, 168 p., 15 €

Dans les années trente, Paul Valéry se laissait aller, au cours de diverses conférences, à un constat pour le moins pessimiste quant à la place faite au roman

dans le quotidien des Français, remplacé faute de temps par la lecture de journaux ou de livres à l'exigence de plus en plus relative. Qui plus est, analysait-il, ce laps de temps quotidien, estimé à une petite heure, se déroulait principalement dans les transports en commun. Comment dès lors, face à la célérité quotidienne, réussir à happer l'attention du lecteur sans céder à l'appel d'une qualité moindre? En renouant avec la lecture d'aphorismes, florilège de pensées brèves et inspirées qui eurent leur heure de gloire et auxquelles s'essayèrent entre autres Suarès, Villiers de l'Isle-Adam, Cioran ou Pessoa. Le diamant d'une subjectivité traçant son chemin au milieu de la partition de grands noms, voici ce qu'offre à la lecture *Météores*, recueil d'aphorismes de Stéphane Barsacq au titre non anodin, les Météores désignant « cette région en Grèce où les moines orthodoxes établissaient leur cellule sur les hauteurs pour exister au plus près du ciel ». Dans un jeu d'échos alphabétiques et intergénérationnels, l'auteur nous désigne certains des astres constitutifs de sa constellation essentielle: Balthus, Céline, Cioran, Deller, Kertész, Heidegger, Yourcenar, le tout agrémenté d'anecdotes et de citations rares et lumineuses, comme celle de Georges Heinen: « Un jour, il nous faudra prouver, par quelque geste profondément incompréhensible, que nous graduions une âme archaïque et qu'à travers les trous qu'y a creusés une vie sans objet, on a vue sur le bois sacré des Druides, peut-être même sur les remparts de Babylone ». Voici une belle

mise en abyme de ce livre qui permet de faire halte, d'écouter et de rendre grâce.
› Céline Laurens

Le Bruit de la mer, de Franck Maubert, Flammarion, 256 p., 20 €

Franck Maubert, essayiste et peintre des situations, nous emmène dans des pérégrinations résolues sur les côtes de la mer du Nord et de l'Atlantique en morte-saison, de préférence hivernale. Comme il a raison, c'est certainement plus tonique! Il est désemparé par la maladie de son ami Pierre (Le-Tan), et s'enfuit (nous dit-il...) dans une promenade solitaire en longeant un monde aquatique impitoyable. Il y a des vents froids charriant des pluies traversières, des vagues mauvaises et blêmes qui s'acharnent sur les pauvres rivages, de rares humains frigorifiés qui ne paraissent pas toujours très sains d'esprit, perdus dans leurs pensées détrempées. Par bonheur, à Bray-Dunes, une blonde sculpturale vous assure que « durant la saison, l'été... », franchement, il y a de l'ambiance! Et que dire des bâtiments décatis qui longent ces eaux noires, misérables traces d'une activité humaine industrielle désormais dérisoire; que de friches, de tristes restes, que d'abandons... Peut-être la mer, qui entre-temps fait son office avec rage, avalera-t-elle tout cela un jour de grand nettoyage? D'ailleurs, le bruit de la mer est-il si anodin? Ne signifie-t-il pas que, telle une musique de film aux moments dramatiques, un malheur nous est annoncé?

Heureusement pour les frileux, au fur et à mesure que l'on se rapproche du Sud, les choses semblent s'améliorer avec les beaux jours et les constats sont moins désenchantés mais, tout de même, l'ensemble est mélancolique et l'issue se devine...

Ce livre est assurément touchant et sympathique, mais pourquoi faut-il que l'on se prenne à penser que, par exemple, Simenon nous aurait par moments traité cela avec une touche inégalable – une ambiance avec peu de mots, simples et nets – dont les effets profonds sur le lecteur rendaient jaloux les grands écrivains d'alors jusqu'à Gide?

Peut-être parce que, malgré une première partie vraiment prenante, certains passages ultérieurs nous émeuvent moins et les rencontres ou les évocations de grands personnages peuvent paraître nombreuses et assez cataloguées.

Peut-être aussi parce que le parti pris de mêler si intimement la disparition de son ami Pierre à la raison d'être de ces voyages nous déconcerte.

On se dit que ce récit n'est pas à mettre dans des mains trop neurasthéniques. Et, pourtant, quel kaléidoscope sensible et évocateur... › Jean-Pierre Listre

Paula ou personne, de Patrick Lapeyre, P.O.L, 409 p., 22 €

D'une histoire d'amour vouée à l'échec, Patrick Lapeyre fait l'un des romans les plus réjouissants de cette rentrée littéraire: un roman qui donne envie d'être amoureux, voire de faire l'amour: qui

dit mieux? Lui, c'est Jean Cosmo, il a 31 ans, est postier de son état, lecteur et amateur de philosophie, en particulier de Heidegger: ainsi l'être et l'étant n'ont-ils pas de secret pour lui, ni pour sa maîtresse à la fin de leur liaison (ni pour le lecteur à la fin du récit). Elle, c'est Paula Couturier, 28 ans, mal mariée à un Allemand; elle est enseignante, catholique convaincue, ce qui ne l'empêche pas de se donner gaiement et simplement. Il est rêveur, elle est pragmatique, elle ne quittera pas son mari: c'est dire que les deux amants vont déguster chaque moment passé ensemble. Ainsi pendant quelques mois se retrouvent-ils une fois par semaine. Et c'est tout? C'est tout. Mais c'est un amour vrai, car si Paula et Jean font beaucoup l'amour en peu de temps, ils se rencontrent et se découvrent aussi, s'apprivoisent et se comprennent; et c'est infiniment triste, parce que cela aurait pu être un amour sans fin, sauf qu'une fin est imposée par le départ de Paula en Allemagne. Et pourtant on sourit, on rit. Tout le talent de Patrick Lapeyre est là: dans ce réalisme social assorti d'humour et de tendresse qui court de la première à la dernière page de son roman. Ses portraits sont saisissants d'humanité. Outre Paula (qui va se recueillir) et Jean (sans ambition personnelle sinon celle de glisser à l'envi sa main sous la jupe de Paula), il y a Fabienne et Simonin (respectivement sœur et ami de Jean) et leurs déboires conjugaux; il y a la cheftaine de la poste qui exerce ses pouvoirs d'aliénation, et les collègues salariés, qui essaient d'en faire le moins possible. Ils

font un tableau formidable autour des deux amoureux. « Voici venir les jours sans nous », conclut Jean, citant Louis Aragon. Et pour Jean, parce que c'est Paula ou personne, ce sera vraiment le moment de prendre le large. » Isabelle Lortholary

Comme un empire dans un empire,
d'Alice Zeniter, Flammarion, 391 p.,
21 €

Certains auteurs écrivent toujours le même livre, travaillant les mêmes thèmes en plusieurs variations; d'autres au contraire surprennent à chaque nouvelle publication. C'est le cas d'Alice Zeniter: difficile de trouver une fraternité entre *L'Art de perdre*, paru en 2017, et *Comme un empire dans un empire*. Le livre est découpé en quatre parties, il faut prendre son temps pour y entrer et ne pas se laisser décourager par la mise en place des personnages – et leur décor intérieur et extérieur. Alice Zeniter tisse sa toile. Et cela tombe bien, puisque la toile – le Web – et la fascination, la crainte et la paranoïa qu'elle génère, sont justement ce qui va permettre la rencontre de deux personnages que deux mondes – ou deux empires – séparent. Le premier personnage est Antoine. Issu d'une famille bourgeoise et bretonne, embarrassé du complexe du provincial, il devient l'assistant parlementaire d'un député de gauche et voit ses illusions s'effondrer au moment des manifestations des « gilets jaunes ». Il est un symbole du monde extérieur et du dehors.

Le second personnage s'appelle L. (on ne saura jamais son prénom), elle vient de la banlieue parisienne; élevée par une mère célibataire, sa vie bascule à l'âge de 14 ans lorsqu'un vieil ordinateur atterrit chez elle; puis en 2010, au moment des débats sur Julian Assange et WikiLeaks: elle devient hackeuse et hante le monde du dedans. Tout oppose donc Antoine et L., mais chacun représente une forme d'engagement politique, l'une officielle, l'autre clandestine. Une chose va les rapprocher: le désenchantement lié à la classe et à l'engagement politiques, et l'envie de se battre face à un monde à bout de souffle. L'hiver 2019 et la hanse du gouvernement d'un terrorisme virtuel va permettre leur rencontre. *Comme un empire dans un empire* réunit à la fois les qualités d'un travail de recherche et de documentations sérieux et celles d'un polar formidable (non dénué d'humour) qui met en scène nos angoisses ultracontemporaines. C'est dire... Isabelle Lortholary

Dans la bibliothèque de nos présidents, d'Étienne de Montéty (dir.), Tallandier, 192 p., 17, 90 €

Le président Macron a causé un certain émoi, pendant le confinement, par un « Lisez! » adressé aux Français qui n'étaient plus habitués à tel discours. Or les huit présidents de la Ve République sont de grands lecteurs. On savait Charles de Gaulle féroce de Chateaubriand: après l'échec du référen-

dum de 1969, il emporte *Les Mémoires d'outre-tombe* en Irlande. Georges Pompidou, normalien, agrégé de son état, cite magnifiquement Paul Éluard lors d'une conférence de presse: l'ancien banquier est à l'aise avec les surréalistes, Sagan et le Nouveau Roman. Valéry Giscard d'Estaing rêve d'écrire comme Maupassant, visite la tombe de Tolstoï, et dort à côté de Confucius. François Mitterrand fréquente à la fois Chardonne et Duras: il n'est « jamais sans un livre », et lit même en hélicoptère. Jacques Chirac ignore Proust mais sait tout des arts africains et asiatiques. Tout cela, on le savait, ou presque.

C'est donc ailleurs que ce livre, autant de portraits, par un auteur différent, de nos présidents en lecteurs, apporte les surprises. De Gaulle n'était pas bibliophile: ce militaire voulait des livres utiles et maniables. En revanche, Pompidou possédait une édition originale des *Fleurs du mal*, et Mitterrand, féroce de Stendhal, caressait les dorures de ses livres. Nicolas Sarkozy ne jure que par la collection « Folio »: « Une journée où je ne lis pas est désormais une journée perdue », déclare-t-il. La visite de sa bibliothèque, son classement, sont des révélations: dis-moi ce que tu lis, comment tu lis... François Hollande, lecteur d'histoire sociale et de psychanalyse, n'a guère d'appétence pour la littérature étrangère. Bel exemple de transmission: Emmanuel Macron est « entré dans la poésie » grâce à l'*Anthologie de la poésie française* de Pompidou. Il a visiblement réfléchi sur le rapport entre pouvoir, parole, écriture. Celui

qui a connu Ricœur et lit « en permanence » admire René Char : la politique ne serait-elle que fureur et mystère ?
› Jean-Pierre Naugrette

Brillant comme une lame, de Jessica L. Nelson, Albin Michel, 320 p., 19,90 €

Quel bonheur de lire cette version de la vie aussi brève que lumineuse de Raymond Radiguet sous la plume élégante et renseignée de Jessica L. Nelson ! Car ce météore des lettres, auteur encore vénéré d'un best-seller, *Le Diable au corps* (sa propre histoire), dont Claude Autant-Lara tirera un beau film avec Gérard Philipe et Micheline Presle, en a inspiré plus d'un. Mais son livre n'est pas une biographie de plus, c'est un roman. Elle a su mettre en lumière des faits insuffisamment perçus, explorer des sentiments mal exprimés, décrypter des propos murmurés, des gestes esquissés, des regards furtifs, éclairer des personnages secondaires. Et c'est réussi. Brillant, humain, travaillé.

La Grande Guerre n'en finissait pas. Raymond Radiguet, 14 ans, séduit l'attrayante Alice, de neuf ans son aînée, tout en rêvant d'une carrière littéraire et artistique. Les corps s'embrassent. Elle est promise à un homme qui combat sur le front. Bon mari et bon père demain, mauvais amant en permission. Mais l'ado veut Paris et son « agitation vénéneuse ». Il place des dessins et des poèmes dans les journaux qui comptent. Le beau jeune homme « aux yeux en

amande et à la mèche rebelle » attire les jolies femmes, quelques messieurs aussi. Il cherche un protecteur. Max Jacob ? Aragon ? Apollinaire ? Ce sera Cocteau. Ils s'aimeront toujours. Cocteau, influent, l'emmène chez Bernard Grasset à qui il lit *Le Diable* à haute voix. L'éditeur s'enthousiasme. L'histoire, sulfureuse, déclenche un scandale national après la grande hécatombe. Les ventes s'envolent. Il faut un autre livre. Il écrit *Le Bal du Comte d'Orgel*. Mais déjà, l'angoisse l'étreint. L'alcool le détruit. La typhoïde le prend. C'est l'agonie. Magnifique et poignant dernier chapitre, intitulé « Adieux ». Jessica L. Nelson fait de Cocteau alors un portrait saisissant. Muet, abattu, le regard fixe, absent des obsèques, le poète a des remords. Tant il est vrai que l'amour et la mort cheminent souvent de conserve. Et que la détresse les suit de près. › René Le Moal

Retour de service, de John le Carré, traduit par Isabelle Perrin, Seuil, 304 p., 22 €

Avant d'ouvrir le ban, remercions celui ou celle qui a trouvé le titre du dernier cru du maître de l'espionnage. Cela dit, la version originale, *Agent Running in the Field*, tient la corde – la traduction littérale est en effet assez terne pour ne pas dire insipide de cet agent courant sur le terrain. On goûtera donc, en guise de retour de service, cette belle trouvaille. Ils ont d'ailleurs le mérite tous les deux de fournir au lecteur impatient le nerf d'une intrigue tricotée au petit

point. Il fallait signaler cette prouesse car d'une langue à l'autre on peut, en refermant le livre, retisser tous les fils de l'histoire autour de ces deux intitulés. L'agent en question, notre héros, Nat de son prénom, va en effet courir plus que de coutume, et l'on comprend qu'il sait tout autant encaisser que renvoyer la balle avec brio. Qualités que les principaux protagonistes du roman partagent allègrement. Rappelé à Londres, Nat, notre agent secret un rien désactivé, a été nommé directeur du Refuge, sous-station du département Russie où s'agglutinent d'anciens agents mis au placard. Sorte de retraite anticipée qui lui permet de revoir femme et enfant. Faute d'envisager une seconde lune de miel, les choses vont très vite déraper. Tout commence à l'Athleticus, club ultra-british de Battersea, où notre homme, fervent joueur de badminton, a ses habitudes. Ce badiste confirmé y rencontre Ed, lui aussi adepte de ce sport de raquette le plus rapide du monde, venu tout exprès pour l'affronter en combat singulier. Bon prince, Nat accepte le défi du jeune ambitieux et notre duo se retrouve tous les lundis pour disputer leur partie et refaire le monde autour d'une bière. Son adversaire, qui au fur à mesure le domine nettement, s'avère être un farouche opposant du Brexit et abreuve son compagnon de propos peu amènes sur le couple Trump-Poutine, « un méga boxon à tous points de vue ». Pour le serviteur de Sa Gracieuse Majesté, partisan assujetti d'office au choix britannique du retrait, la nature de cette conversation peut se révéler à

haut risque. Ces premiers indices posés, le piège va progressivement se refermer sur Nat, entraîné malgré lui dans cette aventure. C'est le moment ou jamais d'attendre un retour de service flamboyant tout en suivant avec fébrilité les trajectoires inattendues du volant au-dessus du filet. › Bertrand Raison

Yoga, d'Emmanuel Carrère, POL,
400 p., 22 €

Le départ n'est pas l'arrivée. Nous sommes en janvier 2015. Tout commence par un stage de méditation dans une ferme du Morvan. Dix jours coups du monde. L'écrivain Emmanuel Carrère y sera hors d'atteinte. Tout semble en ordre, dans sa vie, depuis dix ans. Il pense devoir son bonheur à la pratique intensive du taï-chi, du yoga, de la méditation, à l'amour, au travail d'écrivain. *Yoga* raconte comment il va passer de la paix à la guerre. Il se pensait hors d'atteinte, tout va l'atteindre. Emmanuel Carrère doit interrompre, au bout de quatre jours, son stage de méditation. Son ami l'économiste Bernard Maris a été assassiné lors des attentats de *Charlie Hebdo*. Les événements s'enchaînent. Les attentats djihadistes de 2015 ; la nuit d'amour à l'hôtel Cornavin de Genève avec une femme dont il tombe passionnément amoureux ; l'internement durant quatre mois à Sainte-Anne en 2017 ; la crise des réfugiés sur l'île de Léros, en Grèce ; la mort de l'éditeur Paul Otchakovsky-Laurens en 2018. Son éditeur depuis toujours.

De l'autodérision (le yoga alcoolisé) à la tragédie (les attentats de *Charlie Hebdo*). Emmanuel Carrère avait comme projet de composer un petit livre léger sur le yoga. Il va s'atteler à un récit sur la folie et l'écriture. Sa passion sans issue pour une femme le précipite dans la dépression la plus noire. Il connaît la fin du bonheur. Les psychiatres le diagnostiquent bipolaire. Il marche, plus que jamais, sur une corde raide. Une amie lui fait parvenir deux lettres d'un garçon de 8 ans à sa grand-mère, durant les purges de 1936 en Union soviétique : « je ne suis pas encore mort » puis « je continue à ne pas mourir ». Emmanuel Carrère raconte comment il continue à ne pas mourir et donc comment il continue à écrire. On retrouve son style souple, distancié. Quand il vit, il fait corps avec lui-même ; quand il écrit, il prend de la distance vis-à-vis de lui-même.

On pense à *Face aux ténèbres*, sous-titré « chronique d'une folie », du romancier américain William Styron. Comment, plongé dans la douleur du non-sens, on tente de récupérer du sens par l'écriture. Emmanuel Carrère arrive sur l'île grecque de Léros. Il y donne des cours à des réfugiés mineurs non accompagnés. Le jeune Atiq se souvient de l'avant-veille de son départ du Pakistan. Il a été élevé par sa tante, après la mort de ses parents. Au moment de partir, il est en larmes. Sa tante lui dit alors : « Arrête de pleurer, mon garçon, dans la vie on doit tout quitter, toujours, et à la fin c'est la vie qu'on quitte, alors ça ne sert à rien de pleurer, ne pleure pas. » Emmanuel Carrère apprend à quitter ses dix ans de

bonheur. Le récit possède ses éclats de lumière. Une danse aux accents de la *Polonaise héroïque* de Chopin, un avenir pour un groupe d'adolescents réfugiés, une petite leçon de tai-chi sur des dalles chaudes et lisses. Et puis lire et écrire.

› Marie-Laure Delorme

Les Autres Américains, de Laila Lalami, traduit par Aurélie Tronchet, Christian Bourgois, 510 p., 22,50 €

Ils prennent la parole à tour de rôle pour raconter leur vérité. Tout tourne autour d'un drame : une nuit de printemps, dans une petite ville du Mojave, Driss Guerraoui, un Américain d'origine marocaine, est renversé par une voiture non loin de son restaurant. Une institutrice le retrouve sans connaissance. Il est mort sur le coup, à l'âge de 61 ans. Le conducteur a pris la fuite. Un témoin existe mais se tait. Driss Guerraoui laisse une femme et deux filles. Nora Guerraoui, la fille cadette, est persuadée qu'il s'agit d'un meurtre raciste. Après les attentats du 11 septembre, les regards ont changé sur les étrangers. Une enquête est ouverte. L'inspectrice Coleman, une femme noire d'une quarantaine d'années, la mènera à terme.

Le rêve américain : les Guerraoui ont quitté le Maroc en 1981, à la suite des émeutes de Casablanca, pour s'installer dans un endroit paisible de Californie. Le père a ouvert un commerce et la famille a réussi à s'intégrer. La romancière Laila Lalami, née en 1968 à Rabat, raconte les tensions identitaires et indi-

viduelles dans l'Amérique contemporaine. Elle entremèle trois fils : le tableau de l'Amérique d'aujourd'hui minée par un racisme conscient et inconscient; l'enquête sur la mort suspecte de Driss Guerraoui ; la vie privée bancale des personnages. On découvre immédiatement après la mort de Driss Guerraoui qu'il avait contracté une assurance-vie d'une valeur de 250 000 dollars dont la seule bénéficiaire est sa fille cadette et qu'il entretenait une liaison avec une jeune femme. Nora Guerraoui s'interroge : que sait-on des gens que l'on pleure ? Elle est celle qui déçoit sa mère : elle ne se marie pas et elle désire vivre de sa musique. Seul son père l'a toujours acceptée comme elle est.

Dans *Les Autres Américains*, les rapports humains prennent de multiples visages : les préjugés raciaux, la jalousie entre deux sœurs, l'amour avorté, la rivalité entre deux hommes, le rejet de l'étranger, les conflits de voisinage. La romancière montre comment et combien tout est imbrqué de manière insidieuse. Nora reste convaincue que son père a été victime, non d'un accident de la route, mais d'un crime raciste : « Ayant grandi dans cette ville, cela faisait longtemps que j'avais appris que la sauvagerie d'un homme prénommé Mohammed était rarement mise en doute, mais que son humanité restait toujours à prouver. » D'un père se coulant dans le moule de son pays d'adoption à une fille imposant ses propres choix à sa famille, on retrouve partout le thème des identités individuelles et collectives. › Marie-Laure Delorme

REVUE DES DEUX MONDES

97, rue de Lille | 75007 Paris
Tél. 01 47 53 61 50 | Fax 01 47 53 61 99
N°ISSN : 0750-9278
www.revuedesdeuxmondes.com
revuedesdeuxmondes@gmail.com
Twitter @Revuedes2Mondes

Rédaction

Directrice | Valérie Toranian
vtoranian@revuedesdeuxmondes.fr
Coordinatrice éditoriale | Aurélie Julia
ajulia@revuedesdeuxmondes.fr
Secrétaire de rédaction | Caroline Meffre
cmeffre@revuedesdeuxmondes.fr
Révision | Claire Labati

Comité d'honneur

Alexandre Adler | Nathalie de Baudry d'Asson |
François Bujon de l'Estang | Françoise
Chandernagor | Marc Lambron | Alain Minc |
François d'Orcival | Étienne Pflimlin | Ezra Suleiman
| Christian Jambet

Comité de rédaction

Manuel Carcassonne | Olivier Cariguel | Jean-Paul
Clément | Charles Dantzig | Franz-Olivier Giesbert
| Renaud Girard | Adrien Goetz | Thomas Gomart |
Aurélie Julia | Robert Kopp | Élise Longuet | Thierry
Moulonguet | Jean-Pierre Naugrette | Éric Roussel |
Eryck de Rubercy | Jacques de Saint Victor | Annick
Steta | Marin de Viry

Communication | partenariats | publicité

Responsable du développement et des partenariats
Marie Pagezy | mpagezy@revuedesdeuxmondes.fr

Contact presse

Aurélie Julia | ajulia@revuedesdeuxmondes.fr

Société éditrice

La *Revue des Deux Mondes* est éditée par la
Société de la Revue des Deux Mondes
SNC au capital de 2 545 074 euros.

Principal actionnaire

Groupe Fimalac

Directeur de la publication

Thierry Moulonguet

Imprimé par Aubin imprimeur
Commission paritaire : n° 0325D81194
La reproduction ou la traduction, même
partielles, des articles et illustrations parus dans
la *Revue des Deux Mondes* est interdite, sauf
autorisation de la revue. La *Revue des Deux
Mondes* bénéficie du label « Imprim'Vert »,
attestant une fabrication selon des normes
respectueuses de l'environnement.

Abonnements (9 numéros par an format papier + numérique)

France | 1 an > 89 euros | 2 ans > 165 euros |
Abonnement étudiant | 1 an > 65 euros
Étranger | 1 an > 129 euros

Service des abonnements

En ligne : www.revuedesdeuxmondes.fr/
abonnement.
Par courrier :
Revue des Deux Mondes | 56, rue du Rocher |
75008 Paris | Tél. : 01 44 70 14 71 |
revuedesdeuxmondes@abonnescient.fr

Ventes au numéro

Disponible chez les principaux libraires
(diffusion Humensis, renseignements : Andrés
Morales | 01 54 42 84 82 |
andres.morales@humensis.com, distribution
Union Distribution) et marchands de journaux
(renseignements : vente au numéro | Gilles Marti
| 01 40 54 12 19 |
gilles.marti@valmonde.fr).
Ce numéro comprend un bulletin d'abonnement
broché entre les pages 192 et 193.

Couverture © TopFoto / Roger-Viollet